



Doc. 11359
26 juillet 2007

Election de juges à la Cour européenne des Droits de l'Homme

Communication du Comité des Ministres

Table des matières

I.	Candidates présentées par les gouvernements de l'Albanie, d'Andorre, de l'Arménie, de l'Autriche, de l'Azerbaïdjan, du Danemark, de la Géorgie, de la Hongrie, de l'Italie, de la Moldova, de la Roumanie, de Saint-Marin, de l'Espagne, de « l'ex-République yougoslave de Macédoine », de la Turquie et de l'Ukraine	
–	Lettre du Secrétaire Général adjointe du Conseil de l'Europe au Président de l'Assemblée parlementaire, en date du 14 juin 2007.....	2
–	Décisions des Délégués des Ministres du 13 juin 2007	3
–	Liste de candidats au titre de l'Albanie.....	5
–	Liste de candidats au titre d'Andorre	19
–	Liste de candidats au titre de l'Arménie	29
–	Liste de candidats au titre de l'Autriche	39
–	Liste de candidats au titre de l'Azerbaïdjan.....	53
–	Liste de candidats au titre du Danemark.....	67
–	Liste de candidats au titre de la Géorgie	77
–	Liste de candidats au titre de la Hongrie.....	89
–	Liste de candidats au titre de l'Italie	107
–	Liste de candidats au titre de la Moldova.....	123
–	Liste de candidats au titre de la Roumanie	135
–	Liste de candidats au titre de Saint-Marin.....	151
–	Liste de candidats au titre de l'Espagne	157
–	Liste de candidats au titre de l'ex-République yougoslave de Macédoine »	173
–	Liste de candidats au titre de la Turquie	187
–	Liste de candidats au titre de l'Ukraine	199
II.	Candidates présentées par le Gouvernement de la Bulgarie	
–	Lettre du Secrétaire Général du Conseil de l'Europe au Président de l'Assemblée parlementaire, en date du 13 avril 2007.....	215
–	Décisions des Délégués des Ministres du 11-12 juillet 2007	216

– Liste de candidats au titre de la Bulgarie217

I. Candidats présentées par les gouvernements de l'Albanie, d'Andorre, de l'Arménie, de l'Autriche, de l'Azerbaïdjan, du Danemark, de la Géorgie, de la Hongrie, de l'Italie, de la Moldova, de la Roumanie, de Saint-Marin, de l'Espagne, de « l'ex-République yougoslave de Macédoine », de la Turquie et de l'Ukraine

Lettre du Secrétaire Général adjointe du Conseil de l'Europe au Président de l'Assemblée parlementaire, en date du 14 juin 2007

TRADUCTION

Monsieur le Président,

Renouvellement partiel de la Cour européenne des Droits de l'Homme

Suite aux décisions prises hier par les Délégués des Ministres, j'ai l'honneur d'appeler l'attention de l'Assemblée parlementaire sur les listes des candidats soumises par les gouvernements de l'Albanie, d'Andorre, de l'Arménie, de l'Autriche, de l'Azerbaïdjan, du Danemark, de la Géorgie, de la Hongrie, de l'Italie, de la Moldova, de la Roumanie, de Saint-Marin, de l'Espagne, de « l'ex-République yougoslave de Macédoine », de la Turquie et de l'Ukraine.

Ces listes de candidats, accompagnées de leurs curricula vitae, sont présentées en anglais et en français dans les documents joints, étant entendu que cette communication résulte de la nomination de candidats par les Hautes Parties contractantes ci-dessus nommées, en conformité avec leurs obligations en vertu de l'article 22 paragraphe 1 de la Convention européenne des Droits de l'Homme.

...

Signe:

Maud de Boer-Buquicchio

Décisions des Délégués des Ministres du 13 juin 2007

998e réunion – 13 juin 2007

Point 4.1

**Cour européenne des Droits de l'Homme –
Renouvellement partiel de la Cour**

(CM(2007)67, CM(2007)60, CM(2007)88, CM(2007)69, CM(2007)82, CM(2007)50, CM(2007)71, CM(2007)84, CM(2007)84 corr, CM(2007)64, CM(2007)68, CM(2007)57, CM(2007)85, CM(2007)92, CM(2007)59, CM(2007)70, CM(2007)89)

Décisions

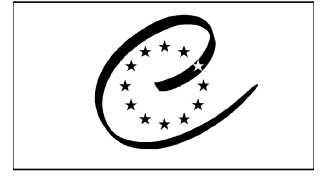
Les Délégués

1. prennent note des listes de candidat(e)s à l'élection des juges de la Cour européenne des Droits de l'Homme, présentées au titre de l'Albanie, d'Andorre, de l'Arménie, de l'Autriche, de l'Azerbaïdjan, du Danemark, de la Géorgie, de la Hongrie, de l'Italie, de la Moldova, de la Roumanie, de Saint-Marin, de l'Espagne, de « l'ex-République yougoslave de Macédoine », de la Turquie et de l'Ukraine ;

2. notent que ces listes seront portées à l'attention de l'Assemblée parlementaire ;

3. conviennent d'examiner les candidatures restantes lors de l'une de leurs prochaines réunions.

965e réunion – 24 mai 2006.



COUNCIL OF EUROPE CONSEIL DE L'EUROPE

Committee of Ministers
Comité des Ministres

Délégués des Ministres

Documents CM

CM(2007)67 1er juin 2007¹

998 Réunion, 13 juin 2007

4 Droits de l'Homme

4.1 Cour européenne des Droits de l'Homme

Election de juges – Liste de candidatures au titre de l'Albanie

¹ Ce document a été classé en diffusion restreinte le jour de la diffusion. Il a été déclassifié lors de la 998^e réunion des Délégués des Ministres (13 juin 2007) (cf. CM/Del/Dec(2007)998/4.1).

(Traduction)

*L'Ambassadeur
Mission Permanente de l'Albanie
Conseil de l'Europe*

Strasbourg, le 14 mars 2007

N° 164/07

Cher Monsieur Boillat,

En référence à la lettre du Secrétaire Général datée du 21 décembre 2006 relative à la procédure d'élection des juges concernant mon pays, je vous informe que le gouvernement de l'Albanie a sélectionné les candidats suivants pour l'élection des juges à la Cour européenne des Droits de l'Homme.

Les noms des candidats apparaissent par ordre de préférence :

M. Ledi BIANKU
Avocat

M. Armand SKAPI
Avocat

Mme Evis ALIMEHMETI
Avocate

Les curricula vitae des candidats mentionnés ci-dessus sont joints à la présente lettre.

Je vous prie de croire, Monsieur le Directeur, en l'expression de ma considération distinguée.

(signé)
Shpetim Caushi

Mr Philippe Boillat
Directeur Général
Direction Générale II – Droits de l'Homme
Conseil de l'Europe

**Curriculum Vitae
Ledi BIANKU**

I. Données personnelles

Nom	BIANKU
Prénom	Ledi
Sexe	Masculin
Date et lieu de naissance	22.02.1971 à Shkodër, Albanie
Nationalité	albanaise

II. Education et autres qualifications académiques

a) Education supérieure

Depuis 2004 : Doctorant avec la thèse « Recherche sur un espace commun juridique en Europe ». Université de Tirana

1996 – 1997 : DEA en Droit européen, COLLEGE D'EUROPE, Bruges, Belgique.

1992 -1993 : Etudes en Droit Institutionnel et Matériel de la CEE, Droit Commercial Italien et Droit Privé Comparé, à la Faculté de Droit, Université de Trento, Italie. Certificat des notes – moyenne 29/30.

1989 – 1993 : Maîtrise en Droit, Faculté de Droit – Université de Tirana.

b) Qualifications

- 2005 (sept.) III^{ème} Forum des Juristes Européens – Genève
- 2000 (fév. - nov.) Participation, en tant que représentant des ONG albanaises pendant les activités organisées par le Conseil de l'Europe dans le cadre du 50^{ème} anniversaire de la Convention Européenne des Droits de l'Homme. (Rome – Ministère des Affaires Etrangères)
- 1998 (mai) Séminaire sur "Enseignement des Magistrats". La Cour Suprême de l'Etat de Washington, Olympia, La Faculté de Droit de Portland et l'Université de Memphis, USA.
- 1996 (juillet - août) Séminaire sur "Préparation du manuel sur les droits de l'homme", Le centre danois des droits de l'homme, Copenhague, Danemark.
- 1996 (jan. - fév.) Cours Intensif sur "Protection des droits de l'homme – Instruments internationaux", Centre danois des droits de l'homme, Copenhague, Danemark.
- 1995 (avr. - mai) Université "Jean Moulin", Lyon 3, France. Recherche conjointe sur "le droit européen et le droit public comparé – les investissements étrangers: le cas albanais".
- 1994 (déc.) Certificat de l'Institut Universitaire Européen, Florence, Italie - "Droit de l'intégration européenne, les fondements légaux des économies de marché et des droits de l'homme".
- 1994 (juillet- août) Diplôme sur "le droit public international" de l'Académie du droit international, le Palais de la paix, la Hague, Pays Bas.
- 1994 (juin) Les droits de l'homme et le pouvoir judiciaire – séminaire du BIDDH, Varsovie, Pologne.
- 1994 (mars) Recherche sur le droit international, Département de droit, Université de Trento, Italie, portant sur la préparation du premier cours sur "le droit de l'Union Européenne et les organisations régionales européennes" en Albanie, Université de Tirana, Faculté de droit.

III. Activités professionnelles importantes

a) Activités judiciaires

1994-1998 & 1999-2006 : Avocat auprès de la Cour de Tirana, Cour d'Appel, Cour Suprême et Cour Constitutionnelle de l'Albanie
2001-2006 : Avocat devant la Cour Européenne des Droits de l'Homme agissant au nom des requérants ainsi que du Gouvernement albanais.

b) Activités légales non judiciaires

Juin 2006 - présent Membre de la Commission européenne pour la démocratie par le droit.
Avril 2006 - présent Membre de la Commission Nationale de la réforme législative.
2002 – présent : Lecteur de droit institutionnel et matériel de l'Union Européenne à l'Université de Tirana – Programme de Master sur les affaires de l'Union Européenne.
1998 – 1999 : Conseiller légal/ Office de l'OSCE.
1993 – 1995 : Assistant professeur du droit public international, Faculté de Droit, Université de Tirana.

c) Activités professionnelles non légales

1999-2006 : Directeur exécutif du Centre Européen
Membre du groupe de travail Union Européenne-les Balkans
2002-2003 : Coordinateur et co-auteur du livre 'Supervision du processus de l'intégration européenne de l'Albanie'.

IV. Activités et expériences dans le domaine des droits de l'homme

- 1995-présent : Lecteur du droit international public et des droits de l'homme
 - Faculté de droit, Université de Tirana.
- 1997-présent : Lecteur du droit de la Convention Européenne des droits de l'Homme, à l'Ecole de la Magistrature de la République d'Albanie.
 - Organisateur et expert national du projet "Entraînement des avocats albanais Comment porter un cas devant la Cour Européenne des Droits de l'Homme" (Tirana et 6 autres régions) - en coopération avec DGII du Conseil de l'Europe.
- 2004 (sept. & nov.) : Préparation et organisation du "Entraîner les entraîneurs sur le CEDH" – en coopération avec DGII du Conseil de l'Europe.
 - Entraîner les juges et les procureurs albanais sur la CEDH et le droit de l'UE en coopération avec l'Ecole des Magistrats de la République de l'Albanie.
- 1999 – 2003 : Coordinateur du groupe de travail pour l'examen de compatibilité entre la législation albanaise et la CEDH (Projet du Conseil de l'Europe et du Ministère albanais de justice, avec le support de la Commission Européenne).
- Coordinateur et auteur du Rapport de la conformité de la législation européenne avec le droit international humanitaire (Projet de CICR).
- Vice coordinateur et co-auteur du projet "Manuel sur les droits de l'homme en Albanie" (en publication), en coopération avec "le Centre danois des droits de l'Homme".

V. Activités publiques

A. Postes publics

- Depuis mai 2003 Conseiller légal *ad personam* du Président de la République d'Albanie sur les questions du droit international et le droits de l'homme.
- Oct. 2005-juillet 2006 Conseiller légal *ad personam* du Président de l'Assemblée Nationale de la République d'Albanie sur les droits de l'homme et le droit européen.
- Sept. 2001- 2003 Conseiller *ad personam* du Ministre d'Etat pour l'Intégration Européenne.
- 2000 – sept. 2001 Conseiller *ad personam* du Ministre de la Justice sur les questions de l'Approximation de la législation avec l'acquis communautaire.

B. Postes élus

- Juillet 2006 Elu Président du Conseil national de la Radio et Télévision par l'Assemblée Nationale de la République de l'Albanie. (Autorité Nationale de l'Audiovisuel).

Non-membre ou activiste de parti politique ou mouvement

VI. Autres activités

- A partir de 2004 Membre de l'Institut Britannique du Droit international et Compare
- A partir de 2004 Membre de la Société Européenne de Droit International
- A partir de 2003 Membre de la Commission de l'Organisation de la « Semaine Européenne » en Albanie
- 2000- à présent Membre de la Commission de Sélection des candidats albanais au Collège d'Europe
- 2004- à présent Directeur de projet et Expert du projet "Entraîner les fonctionnaires albanais sur le droit et les politiques européennes.
- 2004 Membre et rapporteur de l'Albanie au Congrès annuel de la Fédération Internationale de droit européen sur la question de compatibilité entre la législation albanaise et communautaire de la concurrence.

VII. Publications et oeuvres

- 2006 « La Jurisprudence de la Cour de Strasbourg », publiée par le Centre Européen avec le support de la Commission Européenne et le Conseil de l'Europe - programme joint. (876 pages) – troisième édition.
- 2007 Traités de l'UE et Traités de la CE (Protocoles, Déclarations et Index terminologique inclus) – deuxième édition en albanais.
- 2004 "L'UE et le défi de la protection des droits de l'homme" la version albanaise de "Porter une question devant la Cour de Strasbourg" par Clements, Mole, et Simmons incluse.
- 2003 "Exécution des décisions de la Cour comme les standards européens de base" – publiée à la conférence annuelle du Médiateur de la République d'Albanie.

Depuis janvier 2001 - Publication du bulletin mensuel résumé et commentaire des Décisions de la Cour de Strasbourg les plus récentes – distribuée aux procureurs et juges de la République de l'Albanie.

- 2001 Coauteur de la publication "Etude sur la compatibilité de la législation albanaise avec la CEDH" - publié par le Conseil de l'Europe, Commission Européenne, Ministère de la Justice et le Centre européen de l'Albanie.

2002 Guide des organisations internationales – publiée par le Centre Européen et financée par la Délégation de la Commission Européenne à Tirana, Albanie.

2003 Guide de la liberté de l'Information – préparé et publié en coopération avec l'Article XIX de Londres.

Auteur de 400 pages publiées en albanais sur les questions de droit public international, les droits de l'homme et le droit de l'Union Européenne.

VIII. Langues

Langue	Lire			Ecrire			Parler		
	TB	B	F	TB	B	F	TB	B	F
a. langue maternelle Albanais	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
b. Langues officielles									
Anglais	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Français	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
c. Autres Langue Italien	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

IX. Autre Information importante

Usage de Windows, Excel, Power Point

Adresse: Rue "Robert Shvarc", no. 1/25, Tirana, Albanie

Tel: 00355 4 230 236

Fax: 00 355 42 43 875/00 355 4 230 236

Portable: 00355 69 20 95 893

E-mail: bianku@euro-centre.org et biankuledi@yahoo.com

X. Je confirme que si je suis élu juge de la Cour européenne des Droits de l'Homme à Strasbourg, j'aurai ma résidence permanente à Strasbourg.

CURRICULUM VITAE
Skapi Armand

I. Informations personnelles

Nom : Skapi
 Prénom : Armand
 Sexe : Masculin
 Date et lieu de naissance : 24 décembre 1973, Tirana, Albanie
 Nationalité : Albanaise
 Adresse : « Hoxha Tahsim », Pallati 269, ap. 6, Tirana, Albanie
 Tél : +355 4 361 124
 Portable : ++355 68 20 84 879

II. Education et qualifications universitaires et autres**a) Enseignement supérieur**

1992-1996 : Faculté de Droit, Université de Tirana

b) Spécialisations

Novembre 2003 : Cours de droit humanitaire, Institut international de Droit humanitaire, San Remo, Italie

Sept. – Déc. 1998 : Cours pour jeunes diplomates d'Europe centrale et orientale, La Haye, Pays-Bas

Mai-Juin 1997 : Cours sur le Droit de la Mer, Institut égéen du Droit de la Mer, Rhodes, Grèce

Janvier – Juillet 1995 : Année universitaire à la Faculté de Droit de l'Université de Leyde, Pays-Bas

III. Activités professionnelles pertinentes**A. Activités judiciaires****B. Activités non judiciaires**

- Depuis octobre 2006 : Chef de la section « Afrique et Extrême-Orient », Division pour l'Asie et l'Afrique, Ministère des Affaires étrangères de l'Albanie
- Juillet 2005-Octobre 2006 : Chef de la division de la Presse et de la Diplomatie publique, Ministère des Affaires étrangères de l'Albanie
- Février 2002-Juillet 2005 : Chef de la division de l'ONU et des organisations internationales, Ministère des Affaires étrangères de l'Albanie
- Février 1999-Février 2002 : Desk officer, Division de l'ONU et des organisations internationales, Ministère des Affaires étrangères de l'Albanie
- Janvier 1997-Février 1999 : Desk officer, Division des affaires juridiques, des traités et des affaires consulaires au Ministère des Affaires étrangères de l'Albanie

C. Activités professionnelles non juridiques

Juin 2005 : Séminaire sur les questions d'asile, Brela, Croatie
 Avril 2005 : Conférence « Unis pour le consensus », New York
 Mars-Avril 2004 : Membre de la délégation albanaise à la 61^e session de la commission des Droits de l'Homme des Nations unies
 Octobre 2004 : Participation à la Conférence internationale sur la Résolution 1540 du Conseil de Sécurité des Nations unies organisée par le Ministère des Affaires étrangères et « Chatham House », Londres

Doc. 11359

Sept.-Déc. 2004 :
générale des

Mars-Avril 2004 :
Droits

Membre de la délégation albanaise à la 59^e session de l'Assemblée
Nations unies, New York

Membre de la délégation albanaise à la 60^e session de la commission des
de l'Homme des Nations unies, Genève,

Novembre 2003 : Sécurité des par le	Participation au Séminaire sur « La Résolution 1373 du Conseil de Nations Unies et 12 conventions et protocoles sur le terrorisme », organisé Ministère des Affaires étrangères et l'OSCE, Londres
Sept. – Déc. 2003 : générale des	Membre de la délégation albanaise à la 58 ^e session de l'Assemblée Nations unies, New York
Août 2003 :	Chef de la délégation albanaise à la 63 ^e session du Comité sur l'élimination de la discrimination raciale (au cours de laquelle a été examiné le rapport albanais pertinent)
Mars-avril 2003 : Droits	Membre de la délégation albanaise à la 59 ^e session de la Commission des de l'Homme des Nations unies, Genève
Sept-déc. 2002 : générale des	Membre de la délégation albanaise à la 57 ^e session de l'Assemblée Nations unies, New York
Mai 2002 : l'Europe an	Chef de la délégation albanaise à la réunion de Directeurs politiques de centrale : une Initiative (« <i>Meeting of Political Directors of Central Europe : Initiative</i> »), Belgrade
Mars-avril 2002 : de	Membre de la délégation albanaise à la 58 ^e session du Comité des Droits l'Homme des Nations unies, Genève
Sept.-déc. 2001 : générale des	Membre de la délégation albanaise à la 56 ^e session de l'Assemblée Nations unies, New York
Mars-avril 2002 : de	Membre de la délégation albanaise à la 57 ^e session du Comité des droits l'homme des Nations unies, Genève
Sept.-nov. 2000 : générale des	Membre de la délégation albanaise à la 55 ^e session de l'Assemblée Nations unies, New York
6-8 sept. 2000 : Etats-Unis	Membre de la délégation albanaise au Sommet du Millénaire, New York,
26-28 juin 2000 : une	Membre de la délégation albanaise à la Conférence internationale « Vers communauté de démocraties » (« <i>Towards a Community of</i>
<i>Democracies</i> »), 21-22 juin 2000 : parties	Varsovie, Pologne
16-18 mai 2000 :	Membre de la délégation albanaise à la 2 ^e Conférence régionale des Etats-à la Convention sur les mines terrestres antipersonnel, Ljubljana, Slovénie ; Conférence régionale sur « La gestion de la diversité ethnique », Budapest, Hongrie ;
18-20 avril 2000 : Nations	Membre de la délégation albanaise à la 9 ^e session de la Commission des unies pour la prévention du crime et la justice pénale, Vienne, Autriche.
14 sept. 15 nov. 1999 : générale des	Membre de la délégation albanaise à la 54 ^e Session de l'Assemblée Nations unies, New York, Etats-Unis
6-8 juin 1999 : Etats Croatie ;	Membre de la délégation albanaise à la 1 ^{ère} Conférence régionale des parties à la Convention sur les mines terrestres antipersonnel, Zagreb,
3-8 mai 1999 :	Membre de la délégation albanaise à la 1 ^{ère} réunion des Etats parties à la Convention sur les mines terrestres antipersonnel, Maputo, Mozambique ;
Mars 1998 : accords	Membre de la délégation albanaise chargée de négocier l'inventaire des conclus entre l'Albanie et l'Ex-Union Soviétique, Moscou, Russie ;
Novembre 1997 :	Membre de la délégation albanaise chargée de négocier plusieurs accords entre l'Albanie et « l'ex-République yougoslave de Macédoine », Skopje, « l'ex-République yougoslave de Macédoine »

IV. Activités et expérience dans le domaine des Droits de l'Homme

2005-2005 : 2003 : de	Membre de la Commission nationale pour les réfugiés Instructeur sur « La procédure de présentation des rapports sur les droits l'homme au titre du Pacte des Nations Unies », Tirana
Janvier-juin 2001 : sur présentation des	Directeur du projet commun Ministère des Affaires étrangères/HCDH/PNUD « L'acquisition des compétences à l'échelon national en vue de la rapports au titre du Pacte des Nations Unies »

V. Activités publiques

- A. Charge publique
- B. Postes pourvus par élection
- C. Pas d'activités politiques

VI. Autres activités

<u>Depuis 2006</u> <u>multilatérales</u> <u>Depuis 2004</u> <u>(cofondateur)</u>	<u>Maître-assistant de droit international pour les cours de relations</u> <u>organisés par l'Institut albanais d'études stratégiques et de formation</u> <u>Chef du Conseil de Direction du Centre albanais de droit international</u>
2004-2005 chargé pour le 2004	Chef du groupe de travail technique du Ministère des Affaires étrangères d'établir le rapport d'activité sur la mise en œuvre de la Stratégie nationale développement économique et social Membre du Groupe de travail pour le rapport d'activité sur les objectifs de développement du Millénaire
Juin-Août 2004 2004 étrangères 2002 politiques),	Maître-assistant invité, Institut d'études pré universitaires, Tirana Maître-assistant à l'académie diplomatique du Ministère des Affaires d'Albanie Maître-assistant à la Faculté de Philosophie (Chaire de Sciences Université de Tirana.

VII. Publications et autres travaux

Co-auteur du livre : "International Courts", Tirana 2005, publié par l'Albanian Center of International Law

Auteur : "UN treaty reporting: a process of an national and international importance for Albania", Negotium 13, 2004

Auteur : "Albania's priorities in the Organisation of the Black Sea Economic Cooperation". Negotium 9, 2002

Co-auteur : "The impact of an active policy in the UN and in regional initiatives to the integrating proceses of Albania into Euro Atlantic structures", Negotium No. 8, 2002.

Auteur : "UN and the challenges of the new Millennium", Shekuili (journal Albanian Daily), 16 novembre 2000.

Co-auteur de l'article "For an active policy in the United Nations Organisation", MFA Quarterly "Negotium", No. 2. 2000

VIII. Langues

Langue	Lire			Ecrire			Parler		
	TB	B	AB	TB	B	AB	TB	B	AB
a. Langue maternelle Albanais		X			X			X	
b. Langues officielles Anglais Français		X X			X X			X X	
c. Autres langues Italien		X			X			X	

IX. Autres informations pertinentes

MS Office XP

X. Je confirme que je transférerai ma résidence permanente à Strasbourg au cas où je serais élu juge à la Cour européenne des Droits de l'Homme.

CURRICULIM VITAE
Evis ALIMEHTI

I. Etat civil

Nom : ALIMEHMETI
Prénom : Evis
Sexe : féminin
Date et lieu de naissance : 19 février 1975, Tirana (Albanie)
Nationalité : albanaise

II. Education, diplômes et autres qualifications

Dep. 01.2003 : Etudes de doctorat en droit public, faculté de droit, Université de Tirana.

09.2000 – 08.2001 : Etudes et diplôme de mastère en droit public (*LLM*), *Queen's University*, Kingston, Ontario (Canada).

Thèse : Motifs justifiant la détention provisoire au Canada ; analyse comparée de l'Albanie.

07.1999 – 08.1999 : Institut universitaire européen de Florence. Stage d'été en droit international des droits de l'homme.

08.1997 – 07.1999 : *Open University* (Londres). *UK/Central European University (CEU)*, Budapest (Hongrie). Etudes et diplôme de mastère (*MPhil*) en droit international des droits de l'homme.

Mémoire de diplôme : "*Le concept de recours effectifs dans le système juridique albanais, en ce qui concerne notamment les obligations de l'Albanie au regard de l'article 13 CEDH*".

09.1993 – 07.1997 : Faculté de droit, Université de Tirana. Licence de droit.

Mémoire de licence : "Les recours judiciaires contre les actes administratifs". A reçu la note de 10/10.

III. Activités professionnelles pertinentes

A. Activités judiciaires

B. Activités juridiques non judiciaires

Dep. le 01.09.1998 : maître de conférence en droit public à la faculté de droit de l'Université de Tirana.

maître de conférence en éthique judiciaire à l'Ecole albanaise de magistrats.

20.09.1999 – 28.08.2000 : Etudes de master pendant un an.

19.09.2001 – 30.11.2005 : Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), Présence en Albanie.

Fonction : juriste nationale au sein du Service de la prééminence du droit et des droits de l'homme.

20.06.1998 – 30.08.1998 : Centre international "**Non for Profit law**", Washington DC. ;
fonction : stagiaire.
Centre albanais de recherche, de documentation, d'éducation et
d'information sur les droits de l'homme ; fonction : juriste et
rédactrice d'une revue de droit.

C. Activités professionnelles non juridiques

IV. Activités et expérience dans le domaine des droits de l'homme

V. Activités publiques

A. Postes dans la fonction publique

B. Mandats électifs

C. Fonctions exercées au sein d'un parti ou d'un mouvement politique :
N'a jamais été membre ni sympathisante d'aucun parti ou mouvement politique.

VI. Autres activités

2004 : Membre de la Chambre nationale des avocats d'Albanie.

1999 : Membre de l'Association de juristes constitutionnels d'Albanie.

VII. Travaux et publications

"Le concept de recours effectif en droit interne dans la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme", *Law Review* n°3, 2005.

"Questions liées au système électoral en Albanie", *Law Review*, n°2, 2004.

Thèse de maîtrise de droit : Motifs justifiant la détention provisoire au Canada ; analyse comparée de l'Albanie, publié sur le site : <http://www.collectionscanada.ca/obj/s4/f2/dsk3/ftp04/MQ63263.pdf>

Les droits fondamentaux et la protection des minorités en Albanie, Centre de droit constitutionnel européen, Projet de réseau Rigas, septembre 1999, publié sur le site : http://www.cecl.gr/RigasNetwork/databank/REPORTS/r9/AL_9_Alimehmeti.htm .

Glossaire des droits de l'homme (UNESCO), Projet finlandais sur les droits de l'homme et Groupe albanais pour les droits de l'homme, Tirana, 2001. Membre du Comité d'étude juridique et linguistique.

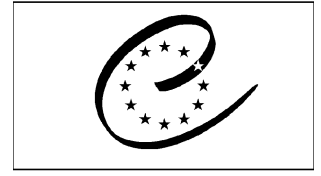
Rédactrice de la revue de droit *Rime and Justice*, publiée par le Centre de documentation juridique de la Fondation Soros, Tirana, 1995.

VIII. Langues

Langue	Lu			Ecrit			Parlé		
	TB	B	AB	TB	B	AB	TB	B	AB
a. Langue maternelle Albanais	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
b. Langues officielles									
Anglais	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Français	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
c. Autres langues									
- Italien	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

IX. Autres éléments pertinents

Je confirme par la présente que si je suis élue juge à la Cour européenne des Droits de l'Homme, je m'installerai à titre permanent à Strasbourg.



COUNCIL OF EUROPE CONSEIL DE L'EUROPE

Committee of Ministers
Comité des Ministres

Délégués des Ministres

Documents CM

CM(2007)60 1er juin 2007¹

998 Réunion, 13 juin 2007

4 Droits de l'Homme

4.1 Cour européenne des Droits de l'Homme

Election de juges – Liste de candidatures au titre d'Andorre

¹ Ce document a été classé en diffusion restreinte le jour de la diffusion. Il a été déclassifié lors de la 998^e réunion des Délégués des Ministres (13 juin 2007) (cf. CM/Del/Dec(2007)998/4.1).



Représentation permanente
de la principauté d'Andorre
auprès du Conseil de l'Europe

Strasbourg, le 15 mars 2007

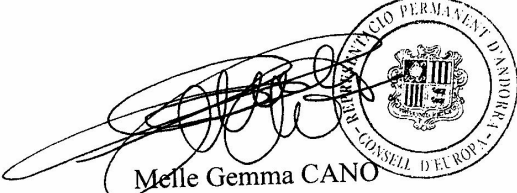
Monsieur le Directeur Général,

J'ai le plaisir de vous informer que le gouvernement de la principauté d'Andorre a décidé lors de la session du 28 février 2007, de proposer la liste suivante pour l'élection du juge andorran à la Cour Européenne des Droits de l'Homme. L'ordre de préférence du Gouvernement andorran est le suivant :

- M. Josep CASADEVALL MEDRANO
Juge à la Cour Européenne des Droits de l'Homme
- Mme Maitena MANCIET FOUCHIER
Avocate
- M. Marc VILA AMIGÓ
Avocat

Vous trouverez ci-joint les curriculum vitae des trois candidats.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur Général, l'expression de mes meilleures salutations.


Melle Gemma CANO
Adjointe au Représentant Permanent
de la principauté d'Andorre auprès du Conseil de l'Europe

M. Philippe BOILLAT
Directeur Général
Direction Générale des Droits de l'Homme
Conseil de l'Europe

10, avenue du Président Robert Schuman - 67000 Strasbourg
Tél. 03 88 35 61 55 - Fax : 03 88 36 85 77 - rpand@andorra.ad

CURRICULUM VITAE
Josep CASADEVALL

I. Etat civil

Nom, prénom : CASADEVALL Josep
Date de naissance : le 10 septembre 1946 à Girona (Espagne). - Nationalité andorrane.
Marié, deux enfants (avocats à Andorre).
Adresse : 17, rue des Bouchers – 67000 Strasbourg.
Tél. : bureau 0388413020 – tél. privé 0388357846
Email josep.casadevall@echr.coe.int

II. Études et diplômes et autres qualifications

- Licencié en droit (Madrid - UNED - 1978).

III. Activités professionnelles pertinentes

- Secrétaire général à la Mairie d'Andorre la Vieille (novembre 1970 à juillet 1980).
- Avocat au barreau d'Andorre (juillet 1980 à octobre 1998).
- Secrétaire général de l'Ordre des avocats (février 1984 à décembre 1992).
- Bâtonnier de l'Ordre des avocats (janvier 1993 à mars 1996).
- Juge à l'ancienne Cour européenne des droits de l'homme (mars 1996 à octobre 1998).
- Juge à la nouvelle Cour européenne des droits de l'homme (à partir de novembre 1998).
- Vice-président de la Section I de la Cour (novembre 98 à juin 2000).
- Vice-président de la Section IV de la Cour (à partir de novembre 2004).

IV. Autres activités

- Professeur adjoint de droit romain et de droit pénal à la faculté de droit de l'université nationale à distance espagnole, Seu d'Urgell, Lleida (1985 à 1998).
- Rédacteur du projet de loi andorrane Fond garantie automobiles (1991).
- Membre de la commission de l'Ordre des avocats pour la rédaction du rapport sur les chapitres de l'avant-projet de la Constitution concernant les droits, libertés et l'administration de la justice (1992).
- Membre de la commission de rédaction de la Loi qualifiée de la justice, après la promulgation de la Constitution (1993).
- Rédacteur du projet de loi sur le blanchiment d'argent (1995).
- Rédacteur du projet de loi du Ministère public (1995).
- Co-rédacteur du projet de loi sur le Notariat (1996).
- Co-rédacteur du projet de loi sur l'Aménagement du territoire et l'urbanisme (1998).

V. Activités dans le domaine des droits de l'homme

- Participation au colloque sur la protection des droits de l'homme, Ordre des avocats de Zaragoza (Espagne), 30-31 mai 1997.
- Conférence sur le système européen de protection des droits de l'homme, ouverture Cours d'été de l'Université Espagnole à Distance, Seu d'Urgell, 15 juillet 1997.

- Participation au Séminaire sur la Convention européenne des Droits de l'Homme (Conseil Supérieur de la Justice), Andorre, 20 mars 1998.
- Participation au Séminaire « Huit chroniques sur les droits de l'homme », le Protocole n°11, Barcelone (Espagne), avril 1998.
- Conférence dans le séminaire « Un idéal cinquante ans après », Université de Lleida (Espagne), 13 octobre 1998.
- Conférence sur « Les Droits de l'Homme et le mode de fonctionnement de la Cour sous sa nouvelle forme », Nicosie (Chypre), 17 avril 1999.
- Participation au VIe colloque « Droit humanitaire », Croix Rouge, Soria (Espagne) 20 juillet 1999.
- Participation au Séminaire sur « L'aide à l'accès au droit et à la justice » (Conseil Supérieur de la Justice), Andorre, 18-19 octobre 1999.
- Conférence sur « Enfance et droits de l'homme », organisé par l'Unicef, Andorre, 11 mai 2000. Participation au « Forum de l'éducation aux droits de l'homme » (Conseil de l'Europe), Budapest, 10 novembre 2000.
- Séminaire sur les Droits de l'homme à Strasbourg avec l'Association européenne d'Avocats, mai 2001.
- Table ronde sur « Le Ministère public et les exigences du procès équitable », Palais de Justice, Paris, 15 novembre 2002.
- Participation à la Journée sur « La protection des minorités nationales et les Cours Constitutionnelles » (Andorre), 3 octobre 2003.
- Conférence sur la protection des droits de l'homme en Europe (La Convention), Patronat Català Pro Europa, Barcelona, 13 mai 2004.
- Conférence sur « L'interprétation de l'article 6 de la CEDH par la Cour », Congrès des Droits de l'homme, Istanbul, 16-19 mai 2004.
- Séminaire sur les Droits de l'homme à Alcalá (Madrid). « Table ronde sur la jurisprudence de la CEDH », 11 novembre 2005.
- Journée de formation sur les Droits de l'homme à la Police d'Andorre, 25 novembre 2005.
- Participation au colloque sur les Contrats et les Droits fondamentaux (Regard des juges européens), Université d'Avignon, 12 janvier 2007.

VI. Publications

Préface dans « Recueil et commentaires des articles de la Déclaration Universelle », Ordre des avocats d'Andorre, 1999.

« Utopie et réalité des droits de l'homme » (collectif), chapitre sur la Convention et la Cour, UNED, Madrid, 1999.

« La protection internationale des droits de l'homme » (collectif), chapitre sur la Convention et le fonctionnement de la Cour après le Protocole n°11, Université de Lleida (Espagne), Tecnos, 2001.

« Notes sur la question des minorités nationales dans la Convention et la Jurisprudence de la Cour des droits de l'homme ». Publication du Tribunal Constitutionnel d'Andorre à l'occasion de son 10 anniversaire (2004).

Chronique « Synthèse sur la Convention », publication Info Europa, n°5, mai-août 2004 (Barcelone).

« El Conveni europeu de drets humans, el Tribunal d'Estrasburg i la seva jurisprudència », Bosch Editor, Barcelona, 2007

VII. Connaissances linguistiques

Langue	Lire			Ecrire			Parler		
	TB AB	B		TB AB	B		TB AB	B	
a. Langue maternelle Catalan	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
b. Langues officielles									
Français	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Anglais	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
c. Autre langue									
Espagnol	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

VIII. Autres informations pertinentes

IX. Je confirme que je transférerai ma résidence permanente à Strasbourg au cas où je serais élu juge à la Cour européenne des Droits de l'Homme.

CURRICULUM VITAE
Maïténa MANCIET FOUCHIER

I. Etat civil

Nom, prénom : Maïténa MANCIET FOUCHIER
Sexe : Féminin
Date et lieu de naissance : 06/01/1959 à Paris (France)
Nationalité : Andorrane

II. Études et diplômes, et autres qualifications

Baccalauréat A5 (trois langues vivantes) au Lycée Sasserno à Nice (France)
Diplôme d'Etudes Approfondies (DEA) de Droit Economique à la Faculté de Droit et de Sciences Economiques de l'Université de Nice (France) -1982.
Doctorat d'Etat de Droit Privé à la Faculté de Droit et de Sciences Economiques de l'Université de Nice (France) -1985- Prix de thèse 1985.

III. Activités professionnelles pertinentes

Description des activités juridiques

1983 : Chargée de Travaux Dirigés en droit civil (première année) à la Faculté de Droit et des Sciences Economiques de l'Université de Nice.
1985 : Responsable de la gestion juridique du secteur Immobilier de la Caisse Andorrane de Sécurité Sociale.
1986 : Avocate en collaboration.
1989 : Création d'un cabinet d'avocats
1992 : Avocate en association professionnelle dans un cabinet de groupe.

Orientation professionnelle principale en droit administratif et droit des affaires:

- Droit administratif :
 - Secrétaire pendant dix ans de la Réunion des Maires des communes d'Andorre.
 - Conseil à différentes communes.
 - Conseil à différents Ministères (Ministère de la Santé et du Bien-être, Ministère de l'Environnement).
 - Assesseur juridique de la commune d'Escaldes-Engordany depuis treize ans.

- Droit des affaires :
 - Participation aux Conseil d'Administration et aux Assemblées Générales de Sociétés, en qualité de Secrétaire juriste et d'Avocat Conseil.
 - Rédaction et négociations de contrats commerciaux.

- Réalisations particulières dans le cadre de la profession d'Avocat entre 1992 et 2007:
 - Rédaction de normes et textes réglementaires pour plusieurs communes.
 - Rédaction du projet de Loi de la Caisse Andorrane de Sécurité Sociale.
 - Rédaction du projet de Loi Qualifiée sur l'Immigration et d'une partie de ses règlements d'application.
 - Rédaction de la Loi Qualifiée sur l'adoption et les autres formes de protection des mineurs en danger, et d'une partie de ses règlements d'application.
 - Collaboration à la rédaction de la Loi sur les Résidus, Co-rédaction d'un pré projet de Loi sur les Armes et les Armuriers.
 - Collaboration à la rédaction de différents règlements pour divers Ministères.

IV. Activités dans le domaine des droits de l'homme

V. Activités publiques - Mandats électifs

- Conseiller Général (Parlementaire), membre de la Commission chargée des thèmes d'Intérieur et de Justice. (2003 2004).
- Plusieurs fois membre du Conseil de l'Ordre du Barreau des Avocats.

VI. Autres activités

Professeur vacataire de droit Andorran à la Faculté de Droit et des Sciences Economiques et Sociales de l'Université de Toulouse Années universitaires 2004-2005 et 2005-2006

VII. Travaux et publications**VIII. Connaissances linguistiques**

Langue	Lu			Ecrit			Parlé		
	TB	B	AB	TB	B	AB	TB	B	AB
a. Première langue catalan	TB			TB			TB		
b. Langues officielles: anglais français			AB			AB			AB
c. Autres langues: espagnol	TB			TB			TB		

IX. Autres éléments pertinents**X. Veuillez confirmer que vous déclarerez votre résidence à Strasbourg dans le cas où vous seriez nommé(e) juge à la Cour.**

Je confirme que je m'installerais de manière permanente à Strasbourg au cas où je serais élue juge à la Cour.

A Andorre la Vieille, le 13 mars 2007

**CURRICULUM VITAE
VILA AMIGÓ Marc**

I. Etat civil

Nom, prénom : Marc VILA AMIGÓ
Sexe : Masculin
Date et lieu de naissance : 05/05/1961 à Andorra la Vella
Nationalité : Andorrane

En disposition de s'installer à Strasbourg

II. Études et diplômes, et autres qualifications

Maîtrise en Droit à l'Université de Barcelone (1986)
Maîtrise en Philosophie à l'Université de Barcelone (1985)
Certificat of Proficiency in English de l'Université de Cambridge (1987).
Diplôme Supérieur pour l'Enseignement du Français à l'étranger à "Institut Français de Barcelone, délivré par l'Université de Toulouse-Le Mirail (1982)

III. Activités professionnelles pertinentes

Avocat (2000-2007)
Collaborateur à l'étude du notaire Maître Marc Vila Riba (1986-1991).

IV. Activités dans le domaine des droits de l'homme

Membre de la Commission Européenne des droits de l'Homme (1996-2000).

V. Activités publiques

Ministre des Affaires Étrangères au 1er gouvernement constitutionnel de la Principauté d'Andorre (1994)

VI. Autres activités

Membre fondateur et PDG de Premsa andorrana, S.A., société éditrice du Diari d'Andorre (1991-1994) et Président du Conseil d'administration depuis 2001.

Membre fondateur et vice-président de l'Institut Andorran des Droits de l'Homme (2006-2007).

Membre fondateur (1994), Chargé des relations internationales (1995) vice-président du Comité andorran pour l'UNICEF (1996), Président du Comité (1999-2005) et vice-président (2005-2007).

Professeur à la faculté de Droit de l'Université espagnole à distance à la Seu d'Urgell (UNED) : Droit Politique (1988-1994), Droit Naturel et Philosophie du Droit (1989 - 1994, depuis 1995), Droit international Public (1988-1992).

Enseignant vacataire à l'Université de Perpignan : Droit et Institutions Politiques de l'Andorre (1988 - 1992)

VII. Connaissances linguistiques

Langue	Lu			Ecrit			Parlé		
	TB	B	AB	TB	B	AB	TB	B	AB
Catalan	x			x			x		
Anglais		x			x			x	
Français	x			x			x		
Espagnol	x			x			x		
Italien		x			x			x	

VIII. Autres informations pertinentes

IX. Je confirme que je transférerai ma résidence permanente à Strasbourg au cas où je serais élu juge à la Cour européenne des Droits de l'Homme.



COUNCIL CONSEIL
OF EUROPE DE L'EUROPE

Committee of Ministers
Comité des Ministres

Délégués des Ministres

Documents CM

CM(2007)88 1er juin 2007¹

998 Réunion, 13 juin 2007

4 Droits de l'Homme

4.1 Cour européenne des Droits de l'Homme

Election de juges – Liste de candidatures au titre de l'Arménie

¹ Ce document a été classé en diffusion restreinte le jour de la diffusion. Sauf si le Comité des Ministres en décidait autrement, il sera déclassifié en application des règles établies dans la Résolution Res(2001)6 sur l'accès aux documents du Conseil de l'Europe.

(Traduction)

Représentation Permanente de la République d'Arménie
auprès du Conseil de l'Europe

01/01/168

Strasbourg, le 16 mars 2007

M. Philippe Boillat
Directeur Général
Direction Générale des Droits de l'Homme

M. Boillat,

En référence à la lettre émise par le Secrétaire Général, en date du 21 décembre 2006, je vous informe que le gouvernement de la République d'Arménie a sélectionné les candidats suivants pour l'élection des juges à la Cour Européenne des Droits de l'Homme.

Les noms des candidats sont présentés par ordre de préférence.

1. Mme Alvina Gyulumyan
2. M. Gevorg Kostanyan
3. Mme Nelik Haroutiounyan

Les curriculum vitae des candidats mentionnés ci-dessus sont joints à la présente lettre.

Je vous prie de croire, Monsieur, en l'expression de ma considération distinguée.

(signé)
Christian Ter Stepanian,
Ambassadeur,
Représentant Permanent

**Curriculum Vitae
Alvina GYULUMYAN**

14 rue Stoeber, 67000 Strasbourg, France
Tel.: 03 88 36 80 37 – E-mail: alvina.gyulumyan@echr.coe.int

I. Etat Civil

Nom, prénom : GYULUMYAN Alvina
Sexe : Féminin
Date et lieu de naissance : 20 janvier 1956, Azerbaïdjan
Nationalité : Arménienne
Situation de famille : Mariée à Aristakes Soghomonian, une fille.

II. Etudes et diplômes, et autres qualifications

1998 Titre de Juge hautement qualifié, décerné en vertu d'un décret du Président de la République d'Arménie
1997 Certificat validant le programme de formation suivi à l'Institut de droit international de l'Université Georgetown (Washington DC)
1972 – 1978 Université d'Etat d'Erevan, faculté du droit

III. Activités professionnelles pertinentes

a. Activités judiciaires

2003 – présent Juge à la Cour européenne des Droits de l'Homme au titre de l'Arménie
1996 – 2003 Juge à la Cour Constitutionnelle d'Arménie
1985 – 1996 Juge à la Cour Suprême d'Arménie
1978 – 1985 Avocate, Membre de l'Association arménienne des avocats

b. Activités juridiques non judiciaires

1998 – 2001 Membre de la Commission d'Etat sur la révision constitutionnelle
1997 – 1999 Membre de la Commission d'Etat sur les reformes judiciaires en Arménie

c. Activités professionnelles non juridiques

2001 – 2003 Dispense de cours sur les droits de l'homme à l'Université Linguistique d'Etat d'Erevan

IV. Activités et expériences dans le domaine des droits de l'homme

1. Participation à plus d'une vingtaine de conférences et de séminaires, en Arménie et à l'étranger, notamment:

Janvier 2007 Paris, Table Ronde "France – Arménie: héritage juridique commun"

Septembre 2005	Erevan, 10e Conférence Internationale "Les principes légaux et la réalité politique dans l'exercice du contrôle constitutionnel"
Octobre 2004	Erevan, 9e Conférence Internationale "Le principe de la suprématie du droit dans la pratique de la CEDH"
Octobre 2003	Erevan, Conférence Internationale "Critères fondamentaux pour l'appréciation des restrictions des droits de l'homme dans la pratique de la justice constitutionnelle"
Juin 2002	Rome, Séminaire International "La résolution des conflits entre Etat central et entités dotées d'un pouvoir législatif par la cour constitutionnelle"
Avril 2002	Sofia (Bulgarie), Conférence Internationale sur la loi électorale
Septembre 1998	Yalta (Ukraine), Conférence Internationale sur les droits de l'homme pour le développement humain"
Mai 1998	Istanbul (Turquie), Conférence Internationale sur l'interrelation entre la cour constitutionnelle et les cours ordinaires
Avril 1998	Moscou (Russie), Conférence Internationale sur la protection des droits de l'homme par les cours constitutionnelles
Décembre 1997	Mexico, IVe Congrès des institutions nationales de protection des droits de l'homme
1997	Erevan, Conférence Internationale sur la protection des droits de l'homme par les cours constitutionnelles

2. Exposés radiophoniques mensuels à la radio nationale, destinés à la population de la République et consacrés à des questions relatives aux droits de l'homme.

3. Participation à des travaux de recherche menés par l'Association arménienne de droit international et consistant en une analyse comparative de 45 traités internationaux relatifs aux droits de l'homme et de la législation nationale.

V. Activités publiques

Aucune

VI. Autres activités

1997 – 2003 Présidente de l'Association des juges de la République d'Arménie

Organisation des activités de l'Association, participation au développement des compétences professionnelles des juges et à leur formation, défense des garanties en matière de protection des droits et des libertés des citoyens, etc.

1998 – 2003 Membre de l'Association arménienne de droit international

Participation à des recherches sur les possibilités d'adhésion de la République d'Arménie aux traités internationaux, visant à déceler et supprimer les contradictions entre la législation nationale et les traités internationaux, participation à l'étude des institutions juridiques internationales de protection des droits de l'homme et de leurs procédures.

1996 – 2003 Membre du centre de droit constitutionnel de la République d'Arménie

Sensibilisation du public à la Constitution de la RA et participation à des rencontres professionnelles.

VII. Travaux et Publications

1. "Le principe de la suprématie du droit dans la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme" (Erevan, 2004), Almanach Annuel "La justice constitutionnelle du nouveau millénaire".
2. La Cour européenne des droits de l'homme, Recueil des arrêts (traduction en arménien), (Erevan 2002 et Erevan 2003), l'éditeur scientifique et l'auteur de la préface.
3. "Protection des droits électoraux en Arménie" (Sofia, 2002), Mélanges de la Conférence Internationale.
4. "Les valeurs chrétiennes dans la loi arménienne", (Erevan, 2001), Recueil des exposés de la conférence internationale.
5. "L'application des dispositions de la loi internationale dans la législation nationale de la République d'Arménie", (Minsk, 2000), Recueil des exposés du séminaire international.
6. "Les droits de l'homme dans la législation de la République d'Arménie et leur application (droits sociaux et économiques)", (Erevan, 2000), Institut pour la Démocratie et les Droits de l'Homme – "IDHR".
7. "Les garanties législatives de la protection des droits de l'homme en Arménie", (Erevan, 1998), Recueil des exposés sur les droits de l'homme.
8. "La réforme judiciaire et les droits de l'homme (l'exemple de l'Arménie)", (Erevan, 1997), Recueil des exposés du séminaire international.
9. "Les garanties de l'indépendance du contrôle constitutionnel", (Erevan 1996), en arménien et anglais, Recueil des exposés du séminaire international.

VIII. Connaissances linguistiques

- a. Première langue : Arménien
- b. Langues officielles : Anglais lu *très bien*, parlé *bien*, écrit *bien*
Français lu *bien*, parlé *passable*, écrit *passable*
- c. Autres langues : Russe lu *très bien*, parlé *très bien*, écrit *très bien*

IX. Autres éléments pertinents

- Présidente d'un Comité de 3 juges (Article 27 de la Convention) de la 3e Section de la Cour.
- X. Je confirme que je conserverai ma résidence permanente à Strasbourg si je suis réélue juge à la Cour.

**Curriculum Vitae
Gevorg KOSTANYAN**

I. Etat civil

Nom, prénom	Gevorg Kostanyan
Sexe	Masculin
Date et lieu de naissance	4/10/1977
Nationalité(s)	arménienne

II. Etudes et diplômes, et autres qualifications

<i>Etablissement</i>	<i>Disciplines</i>	<i>De</i>	<i>A</i>
1. Doctorat en droit (J.D.) à la faculté de droit l'Université d'Etat d'Erevan : juriste	Droit pénal, droit civil, droit constitutionnel, droit du travail, droit public international, procédure civile et pénale, droit administratif	1994	1999
2. Doctorat en droit (J.D.) à la faculté de droit de l'Université d'Etat d'Erevan : docteur en droit (Ph.D)	Droit constitutionnel, administratif, européen et de l'environnement	1999	2002
3. Université de Nottingham (Royaume-Uni)	Mise en oeuvre des conventions relatives aux droits de l'homme	2006	2006

III. Travaux et publications

1. STATE AND LAW 1 (11), 2001 *The Specifics of the Electoral system in the Elections of the National Assembly,*
2. STATE AND LAW 3 (13), 2001 *Parliamentary Control in the Republic of Armenia,*
3. LEGALITY, 13, 2001, *the System of the Parliamentary Elections,*
4. YEREVAN, 2005, *Constitutional Legal Status of the National Assembly of RA*

IV. Activités professionnelles pertinentes

(Veuillez souligner le(s) poste(s) occupé(s) actuellement)

Activités judiciaires —

Activités professionnelles non juridiques —

Activités juridiques non judiciaires

Poste	Employeur	De	A
1. Conseiller de première catégorie	Ministère de la Justice, Service de la législation	1995	1999
2. Conseiller du ministre	Ministère de la Justice	2001	2003
3. Sous-directeur du personnel	Ministère de la Justice	2003	2004

4. <u>Chargé d'enseignement en droit administratif et constitutionnel</u>	Université d'Etat d'Erevan, faculté de droit, faculté des questions internationales	2001	<u>actuellement</u>
5. Conseiller du ministre	Ministère de la Justice	2004	2006
6. <u>Représentant du gouvernement auprès de la Cour européenne des Droits de l'Homme (agent du gouvernement)</u>	Ministère de la Justice	2004	<u>actuellement</u>
7. Chargé d'enseignement en droit administratif	Ecole de police de la République d'Arménie	2004	2005
8. <u>Vice-ministre de la Justice</u>	Ministère de la Justice	2006	<u>actuellement</u>

V. Activités et expérience dans le domaine des droits de l'homme

Depuis 2004, Représentant du gouvernement arménien auprès de la Cour européenne des Droits de l'Homme (agent du gouvernement)

VI. Activités publiques

Aucun

VII. Autres activités

Aucun

VIII. Langues

Langues	Lu			Ecrit			Parlé		
	TB	B	AB	TB	B	AB	TB	B	AB
a. Première langue									
<i>arménien</i>	x			x			x		
b. Langues officielles									
<i>anglais</i>	x			x			x		
<i>français</i>									
c. Autres langues									
<i>russe</i>	x			x			x		

IX. Autres éléments pertinents

X. Veuillez confirmer que vous vous installeriez de manière permanente à Strasbourg au cas où vous seriez élu(e) juge à la Cour

Je confirme que je m'installerai de manière permanente à Strasbourg si je suis élu juge à la Cour.

**Curriculum Vitae
Nelik HAROUTIOUNYAN**

I. État civil

Nom, prénom : Nelik Haroutiounyan
Sexe : Féminin
Date et lieu de naissance : 25 février 1972 à Echmiadzin, République d'Arménie
Nationalité : Arménien

II. Études et diplômes et autres qualifications

Depuis octobre 2006 –
Institut de Philosophie, de Sociologie et de Droit de l'Académie Nationale de Sciences. Doctorant en
Droit International. Thèse : « Renforcement de la coopération judiciaire internationale : extradition. »

1990-1995 Université d'Etat de Erevan, Faculté de Droit
Avocat, 13 juillet 1995

1979-1989 Établissement secondaire N 73

III. Activités professionnelles pertinentes

Depuis août 1999 –
Parquet de la République d'Arménie, Chef du Service des relations judiciaires
internationales.

Juin 1997 – août 1999
Conseiller en relations internationales auprès du Procureur général de la République
d'Arménie.

Décembre 1994 – juin 1997
Inspecteur/ traducteur Bureau Central national d'Interpol en République d'Arménie.

Membre du Conseil consultatif des Procureurs européens (CCPE). Organe consultatif du
Comité des Ministres du Conseil de l'Europe.

Expert au sein du Conseil de Coordination des Procureurs Généraux de la CEI au nom de la
République d'Arménie.

Chargé de cours de droit international public à l'Université de Management de Erevan

IV. Activités et expérience dans le domaine des droits de l'homme

Organisation et participation à un certain nombre de Séminaires conjointement avec la Direction
des Affaires juridiques du Conseil de l'Europe sur l'application par les procureurs de la Convention
européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, avec la
participation de juges, de procureurs et d'avocats.

Juillet 1997 – Certificat « Droits de l'homme dans l'administration de la Justice » du Haut
Commissaire des Nations Unies/Centre pour les droits de l'homme, Erevan

Octobre 1997 – Certificat du Bureau du Haut Commissaire des Nations Unies pour les droits de l'homme « Programme de bourses de recherche concernant les informations relatives aux droits de l'homme », Budapest

Octobre 1999 – Association du Barreau américain / Initiative concernant le droit d'Europe centrale et orientale et « Programme de formation des procureurs » du Centre de droit Franklin Pierce, Etats-Unis

Septembre 2000 – « Cours de perfectionnement sur la protection internationale des droits de l'homme », Académie Internationale des droits de l'homme à Turku/Abo, Finlande.

Avril 2002 – Formation pratique individuelle au Parquet de la République slovaque.

Mai 2004 – Programme de développement de centres de formation dans le domaine du respect du droit, Strasbourg, France.

Septembre 2004 – Renforcement des capacités dans le domaine des relations internationales, formation internationale en matière de droits de l'homme, de droit humanitaire et de négociation, organisée par l'Institut universitaire de hautes études internationales, le CIMERA et le Ministère des Affaires étrangères de l'Arménie, parrainée par l'Agence suisse pour le développement et la coopération.

Mai 2006 – Cours de formation dans les techniques d'enquête sur les violations graves du droit humanitaire de l'Institut d'enquêtes pénales internationales, La Haye

V. Activités publiques

Membre du groupe éditorial de la revue du Parquet « Orinakanutyun/Légalité »

Membre de l'organisation non-gouvernementale « Juristes arméniens »

Consultant sur l'évolution du droit interne à la revue « La Pratique de la Cour européenne des droits de l'homme »

Expert pour l'organisation « Legal guide » qui exploite le site internet « www.legalguide.am »

VI. Autres activités

Avril 2004, novembre 2005, août 2006 – Participation aux séances plénières du Conseil de Coordination des Procureurs Généraux des pays de la CEI à Kiev (Ukraine), à Dushanbe (Tadjikistan), à Moscou (Fédération de Russie), à Almati (Kazakhstan).

Juillet 2006 – 7^{ème} Conférence des Procureurs généraux d'Europe, Moscou, Fédération de Russie,

Novembre 2005- Deuxième Sommet Mondial des Procureurs généraux, Doha, Qatar.

Septembre 2005 – Séminaire Régional « Amélioration de la coopération judiciaire dans le Caucase », Chakvi, Géorgie, organisé par l'office des Nations Unies pour le contrôle des drogues et la prévention du crime.

Candidature pour la liste des enquêteurs professionnels du bureau de l'Avocat de la Défense à la Cour pénale internationale.

Participation en tant que juge au concours de procès simulé en droit international Philip Jessup (2006, 2007).

VII. Travaux et publications

On International Association of Prosecutors, in "Legality" magazine, N 3, 1998.

On best practices of the prosecutor's office of the Republic of Slovakia, in "Legality" magazine, 1998, N 17, 2002.

International co-operation against criminality: extradition practice, in "Legality" magazine, N 34, 2005.

International co-operation against criminality- extradition practice:

VIII. Langues

Langue	Lu	Écrit	Parlé
a. Première langue <i>arménien</i>	Très bien	Très bien	Très bien
b. Langues officielles <i>-anglais</i>	Très bien	Très bien	Très bien
<i>russe</i>	Très bien	Très bien	Très bien

Novembre 1997 – Cours de traduction et d'interprétation d'arménien en anglais à l'Université américaine d'Arménie

IX. Autres informations pertinentes

Mariée, un fils (né en 2003)

Domicile : 3 Griboyedov st., flat 1 , Erevan, 0051

tél./fax: (37410) 58 60 81 bureau,
(37410) 23 41 00 domicile,
(37491) 43 53 03 mobile.

email: gpintdep@netsys.am
nelly.harutiunyan@genproc.am

X. Veuillez confirmer que vous vous installeriez de manière permanente à Strasbourg au cas où vous seriez élu(e) juge à la Cour.

Je confirme que je m'installerais de manière permanente à Strasbourg au cas où je serais élue juge à la Cour.



COUNCIL OF EUROPE CONSEIL DE L'EUROPE

Committee of Ministers
Comité des Ministres

Délégués des Ministres

Documents CM

CM(2007)69 1er juin 2007¹

998 Réunion, 13 juin 2007

4 Droits de l'Homme

4.1 Cour européenne des Droits de l'Homme

Election de juges – Liste de candidatures au titre de l'Autriche

¹ Ce document a été classé en diffusion restreinte le jour de la diffusion. Il a été déclassifié lors de la 998^e réunion des Délégués des Ministres (13 juin 2007) (cf. CM/Del/Dec(2007)998/4.1).

(Traduction)

*De: ETTMAYER Wendelin <OV Strassburg>
Date: Jeudi 15 mars 2007 10:39
A: 'philippe.boillat@coe.int'
Concerne: Désignation des candidats autrichiens au poste de juge à la Cour européenne des Droits de l'Homme*

ZI.: 1.8.2/2-2007

Monsieur le Directeur Général,

Je vous informe que le gouvernement autrichien a nommé les personnes suivantes (par ordre alphabétique) pour le poste de juge à la Cour Européenne des Droits de l'Homme :

Dr. Ursula Kriebaum, Assistante à l'Université de Vienne
Dr. Stefan Rosenmayr, Juge à la Cour administrative suprême
Dr. Elisabeth Steiner, Juge à la Cour Européenne des Droits de l'Homme

Les curriculum vitae des candidats sont joints à cette lettre.

Je vous prie de croire, Monsieur le Directeur Général, en l'expression de ma considération distinguée.

Wendelin Ettmayer

Représentation Permanente de l'Autriche
auprès du Conseil de l'Europe
29, Avenue de la Paix
F-67000 Strassburg
Tel.: +33 388 36 64 04
Fax: +33 388 25 19 88
Email: wendelin.ettmayer@bmaa.gv.at

CURRICULUM VITAE
Ursula KRIEBAUM

I. Informations personnelles

- Kriebaum, Ursula
- sexe féminin
- née le 5 août 1971, Vienne, Autriche
- nationalité autrichienne

II. Formation

Université de Vienne, faculté de droit : 1989/90 - 1998/99

- Participation au Concours européen des droits de l'homme René Cassin 1993 pour l'Université de Vienne
- Licence en droit : mai 1994
- Doctorat en droit : janvier 1999 (thèse sur la Convention européenne pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants)

Faculté de Droit et de Science Politique de l'Université de Bourgogne (2e semestre 1992)

- Relations internationales
- Analyse vie politique (conflits régionaux)
- Droit international public II

Institut international des droits de l'homme (Strasbourg)

- Participation aux sessions d'étude 1993, 1994 et 1995
- Participation à la 22e session de formation intensive à l'enseignement et à la recherche universitaires dans le domaine des droits de l'homme, 1994
- Diplôme de droit international et comparé des droits de l'homme, Institut international des droits de l'homme (Strasbourg), 1995

Finlande – Université d'Helsinki

- Participation au 11^e séminaire d'été sur le droit international, Helsinki, 1998

III. Expérience professionnelle

b. activités non juridiques

Université de Vienne, faculté de droit

- Assistante à l'Institut de droit romain, 1993-1995
- Assistante à l'institut de droit public international, 1995-1999
- Depuis 1999, maître de conférences à l'Institut de droit public international
- Congé maternité (décembre 2001-janvier 2004)
- Détachement au bureau du Conseiller juridique du ministère autrichien des Affaires étrangères (section de droit général international), 3 avril 2000 - 2 avril 2001
- Membre de l'équipe du Représentant spécial pour les questions de restitution, D^r Ernst Sucharipa, dans le cadre des négociations autrichiennes de restitution suite à l'holocauste, 2000/2001
- Déléguée à la session de juillet 2000 du comité de préparation du TPI
- Rédacteur en chef adjoint de la revue autrichienne de droit international et européen, depuis 1996
- Mission d'expert de courte durée : projet de jumelage UE TR02-JH-01 sur l'amélioration des méthodes et locaux de recueil des déclarations, septembre 2004 - février 2006.

IV. Activités et expérience dans le domaine des droits de l'homme

a. Enseignement dans le domaine des droits de l'homme

Université de Vienne, faculté de droit

- Conseiller de l'équipe représentant la faculté au concours de plaidoirie « Concours européen des droits de l'homme René Cassin » à Strasbourg en :
 - 1994/95 (2^e place) (avec Mag. Huber)
 - 1995/96 (2^e place)
 - 1996/97 (1^{re} place)
 - 1997/98 (3^e place) (avec Mag. Buffard)
 - 1998/99 (1^{re} place) (avec Mag. Buffard)
 - 1999/00 (4^e place)
- Cours sur la pratique de la Commission européenne et de la Cour européenne des droits de l'homme, 1^{er} semestre 1995/96 (avec DDr. Grabenwarter) 2h
- 1^{er} semestre 1996/97 (avec DDr. Grabenwarter) 2h
- 1^{er} semestre 1997/98 2h, 1^{er} semestre 1998/99 2h, 1^{er} semestre 1999/00 2h
- Cours sur la protection internationale des droits des femmes, 1^{er} trimestre 1995/96 (avec Mag. Putzer) 2h
- Prévention de la torture, mécanismes de contrôle nationaux et internationaux, 2^e semestre 1999, 2h
- La responsabilité pénale de l'individu lors de graves violations des droits de l'homme, 2^e semestre 2000 (avec Prof. Nowak), 2h
- Cours sur la protection européenne et internationale des droits de l'homme, université d'été de l'université de Vienne, Strobl, août 2001
- Le système international des droits de l'homme (avec Prof. Nowak), 1^{er} semestre 2001, 3h (1h Kriebaum, 2h Nowak)
- Le système international des droits de l'homme. II – Aspects particuliers, 1^{er} semestre 2004/2005, 1h ; 1^{er} semestre 2006/2007, 1h
- La restitution suite à l'holocauste en Autriche, 2^e semestre 2004, 1h
- La privation de biens, notamment sous l'angle des questions indigènes (avec Dr Binder), 2^e semestre 2005, 2h ; 2^e semestre 2007 2h

Ecole diplomatique de Vienne :

- Chargée d'enseignement depuis 2002
- Le droit des droits de l'homme (diplôme et programme spécial d'études internationales) (2^e semestre de 2002, 2003, 2004, 2005, 2006)
- Master de hautes études internationales de l'Université de Vienne et Ecole diplomatique de Vienne : séminaire interdisciplinaire sur « La mondialisation : droits de l'homme universels ou choc des civilisations » (juin 2002, juin 2003, juin 2004, juin 2005)
- Exercice de simulation, Nations Unies – Les droits des femmes (31 mai/1^{er} juin 2005, 23 mai 2006)
- Le système international des droits de l'homme - cours intensif d'études européennes à l'intention de jeunes fonctionnaires et diplomates des pays d'Europe du sud-est, du Belarus, de Moldova, d'Ukraine et de Turquie (août 2005, 10 séances de 2h)

NorthWest Council on Study Abroad/MidWest Consortium for Study Abroad/AHA-International :

- La protection internationale des droits de l'homme, 2^e semestre 1999, 2^e semestre 2000

Collège fédéral d'Autriche :

- L'interdiction du refoulement selon l'art. 3 CEDH et l'art. 3 CCT (avec W. Suntinger), séminaire à l'intention du sénat indépendant sur l'asile (Autriche), 13 mars 1998
- Séminaire sur la Convention européenne des droits de l'homme : l'art. 5 CEDH (18 mai 1998)
- Séminaire sur la Convention européenne des droits de l'homme : les art. 2, 3, 13 CEDH (17-19 mai 1999)
- Droits de l'homme : les normes des Nations Unies et leur mise en œuvre en Autriche. La responsabilité pénale de l'individu lors de graves violations des droits de l'homme : les tribunaux pénaux internationaux pour l'ex-Yougoslavie et le Rwanda, et le nouveau Tribunal pénal international (21 octobre 1999, 17 octobre 2000, octobre 2001)

- Les normes établies par le Comité européen pour la prévention de la torture, 18 novembre 1999
- Séminaire sur la Convention européenne des droits de l'homme : Art 2 CEDH (16 mai 2000)
- Master européen en droits de l'homme et démocratisation
- Venise, formation : OSCE-HCNM, Les mécanismes de la dimension humaine, 26 octobre 1998
- Vienne : Prévention de la torture, mécanismes de contrôle nationaux et internationaux, 2^e semestre 1999, 2h
- Vienne : La responsabilité pénale de l'individu lors de graves violations des droits de l'homme, 2^e semestre 2000, (avec Prof. Nowak), 2h

Programme civil international de formation à l'instauration et au maintien de la paix - Centre autrichien pour la paix et la résolution des conflits :

- Cours de spécialisation sur la protection des droits de l'homme, 27 juin - 2 juillet 1999 (avec Mag. Knauss, Prof. Nowak, Mag. Suntinger)
- Cours d'introduction aux droits des femmes – Eléments fondamentaux : introduction à la protection des droits de l'homme, 9 juin 2000

Programme de formation à la préparation de missions pour l'OSCE : Droits de l'homme et prééminence du droit, 6 avril 2003

b. Cours et conférences dans le domaine des droits de l'homme

- Cours de formation continue à l'intention des conseillers de réfugiés en application de la loi sur l'asile de 1997 – 20 mars 1998 : *L'interdiction de refoulement en vertu de l'art. 3 CDEH et l'art. 3 CCT*
- Séminaire à l'intention de juges : *Evolutions récentes dans le domaine de la protection des droits de l'homme* (jurisprudence de la CEDH, CJCE ; rapports Strasbourg Luxembourg ; violations des droits de l'homme par des acteurs non gouvernementaux ; évolutions récentes concernant les mécanismes de protection : CPT, prot. add. 11 CEDH, procédure de réclamation collective selon la Charte sociale européenne, TPI) (17 octobre 1998)
- Institut Renner, Vienne : *Evolutions récentes dans le domaine de la protection des droits de l'homme depuis la conférence mondiale sur les droits de l'homme de 1993 à Vienne* (16 novembre 1998)
- Faculté de droit, ELSA, Vienne : *Evolutions récentes concernant les mécanismes internationaux de protection des droits de l'homme* (10 décembre 1998)
- Université de Miskolc - Nemzetközi konferencia, Miskolc : *Le Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants : aperçu de son mandat et de ses activités* (6 mars 1999)
- Séminaire sur la traite des femmes (LEFÖ) : *Droits des femmes - droits de l'homme : normes internationales contre la traite des femmes* (17 avril 1999)
- Ecole de l'administration de Vienne : *Droits fondamentaux en Autriche - droits de l'homme en Europe* (4 mai 1999)
- 24^e journée autrichienne du droit international (3-5 juin 1999), St. Gilgen : *Immunité et crimes contre l'humanité (l'affaire Pinochet)*
- Université de Vienne - Cours sur l'action humanitaire et sanitaire - Master international de médecine humanitaire, Vienne : *Mesures préventives et mécanismes de contrôle contre les violations des droits de l'homme : l'approche du Comité européen pour la prévention de la torture* (25 juin 1999)
- Réunion d'ONG autrichiennes s'occupant des personnes placées en détention avant expulsion, Innsbruck : *Les normes du CPT relatives à la détention des étrangers* (18 septembre 1999)
- Deutscher Richterratsschlag (assemblée de juges, Allemagne), Munich : *Le rôle des tribunaux internationaux dans les rapports entre le droit international et la législation interne* - (CJCE, CEDH, TPI, TPIY, TPIR) (31 octobre 1999)
- Symposium, Vienne : Torture et persécution (25/26 novembre 1999) : *La torture en tant que problème fondamental des droits de l'homme* (FHS Favoriten)
- Conférence du millénaire de l'association du barreau d'Ankara, Ankara : *Principes éthiques et droits de l'homme comme conditions fondamentales du droit*, 13 janvier 2000
- Programme de master de l'université de Francfort-sur-Oder, Vienne : *L'interdiction de la torture dans le droit public international* (23 février 2000, Vienne)
- L'université publique, Vienne : *Tous les droits de l'homme, pour tous* (29 février 2000)
- L'université publique, Vienne : *Qui est un réfugié ?* (9 mars 2000, 22 mars 2000)

- Institut Renner – Symposium, Vienne : *Crimes contre l'humanité : traiter la violence – Exemples : l'Amérique latine, l'Asie et les Balkans – Les possibilités offertes par le droit pénal international* (6 mai 2000)
- Conseil de l'Europe, VIIe Semaine de droit européen, Université Matej-Bel, Banská Bystrica : *Les autres instruments européens pour la protection des droits de l'homme : la Convention pour la prévention de la torture et des traitements inhumains ou dégradants* (6-10 novembre 2000)

- Prison Watch International, Vienne : *La situation dans les prisons turques - aspects de droit international* (18 novembre 2000)
- ÖH-AI – Semaine des droits de l'homme, Vienne, 10 décembre 2000 : *La discrimination raciale, un premier pas vers la torture.*
- 26^e journée autrichienne du droit international, Vienne, 14-16 juin 2001 : *Droits de l'homme et charia.*
- Institut autrichien pour l'Europe de l'Est et du Sud-Est/Institut d'études internationales, faculté de sciences sociales, Université de Prague/Université Masaryk de Brno – Symposium, Brno : *La restitution suite à l'expropriation et au travail forcé : l'accord autrichien de restitution du 17.1.2002* (1-2 juillet 2002)
- Symposium, Ecole diplomatique, Vienne : Les peuples indigènes : droit international, résolution des conflits, développement durable – 28 octobre 2002 : *La protection des droits des peuples indigènes en vertu de l'article 27 du PIDCP.*
- Institut autrichien de politique internationale, Forum sur l'Europe du Sud-Est, Vienne : *La Cour pénale internationale de La Haye, un succès ?* (participation à la conférence-débat) (février 2003)
- Univerzita Karlova V Praze, Evropské Informační Strédisko, Conférence internationale sur la mise en œuvre du Protocole facultatif à la Convention des Nations Unies contre la torture, sous les auspices du ministre tchèque des Affaires étrangères, Prague : *Le Conseil consultatif autrichien des droits de l'homme* (9-10 février 2004)
- Projet de jumelage UE TR02-JH-01 sur l'amélioration des méthodes et locaux de recueil des déclarations, conférence d'ouverture, Ankara : *Mesures de prévention des mauvais traitements dans le contexte du recueil des déclarations* (8 septembre 2004)
- Projet de jumelage UE TR02-JH-01 sur l'amélioration des méthodes et locaux de recueil des déclarations, conférence de clôture, Ankara : *L'élaboration de normes relatives aux méthodes et locaux de recueil des déclarations dans le contexte turc* (4 février 2006)
- Société autrichienne des expertes en droit international (*Gesellschaft österreichischer Völkerrechtlerinnen*), Vienne, 7 février 2006 : *La protection contre l'expropriation sans compensation selon le droit international en matière d'investissements*
- 31^e journée autrichienne du droit international, Munich, 29 juin -1^{er} juillet 2006 : *Réglementation légitime ou expropriation indirecte ?*

c. Autres activités dans le domaine des droits de l'homme

- Membre délégué du Conseil consultatif des droits de l'homme du ministère autrichien de l'intérieur, nommée par Amnesty International : juillet 1999 – juin 2002
- Membre du jury du « Prix Bruno Kreisky », décerné pour services rendus à la cause des droits de l'homme

V. Publications

- *27 publications : 1 livre et 26 articles ou contributions à des ouvrages collectifs*
- Prevention of Human Rights Violations, 2 ARIEL 1997, p. 155-189.
- Freiheitsbeschränkungen im Transitbereich, in : R. Thienel/C. Grabenwarter (dir.), Kontinuität und Wandel der EMRK. Studien zur Europäischen Menschenrechtskonvention, 1998, p. 71-95.
- Folterprävention in Europa. Die Europäische Konvention zur Verhütung von Folter und unmenschlicher oder erniedrigender Behandlung oder Bestrafung, 2000, 786 p.
- Etik İlkeleri ve Hukukun Temel Öncüleri Olarak İnsan Hakları, (Principes éthiques et droits de l'homme comme conditions fondamentales du droit), in : HUKUK KURULTAYI 2000, p. 11-15.
- Menschenrechte und Scharia, in : I. Marboe/A. Reinisch/S. Wittich (dir.), Österreichischer Völkerrechtstag 2001, Favorita papers No. 2 (Vienne 2002), p. 113-139.
- Restitution Claims for Massive Violations of Human Rights During the Nazi Regime – the Austrian Case, in : G. Ulrich / L. Krabbe Boserup (dir.) Reparations: Redressing Past Wrongs, Human Rights in Development Yearbook 2001, 2003, p. 163- 210.
- Privatizing Human Rights, The Interface between International Investment Protection and Human Rights, in A. Reinisch / U. Kriebaum, The Law of International Relations – Liber Amicorum Hanspeter Neuhold, 2007, p. 165-189.
- The Concept of Property in Human Rights Law and International Investment Law, in S. Breitenmoser et al. (dir.), Liber Amicorum Luzius Wildhaber, Human Rights, Democracy and the Rule of Law, 2007,

Doc. 11359

p. 743-762, (avec C. Schreuer).

VI. Langues

	Lu			Ecrit			Parlé		
	TB	B	AB	TB	B	AB	TB	B	AB
a. Première langue	X			X			X		
<i>Allemand</i>									
b. Langues officielles									
<i>Anglais</i>		X			X			X	
<i>Français</i>		X			X			X	

J'établirai ma résidence permanente à Strasbourg si je suis élue juge à la Cour européenne des droits de l'homme.

Ursula Kriebaum

m. p.

CURRICULUM VITAE
Stefan ROSENMAYR

I. Etat civil

Sexe : masculin
Date et lieu de naissance : 23 décembre 1954, Vienne, Autriche
Nationalité : autrichienne

II. Etudes et diplômes, et autres qualifications

1960 - 1973 : études primaires et secondaires (humanistisches Gymnasium) à Vienne
1973 - 1978 : études de droit et de sciences politiques à l'université de Vienne, docteur en droit
1978
1978 - 1979 : stagiaire dans différents tribunaux de Vienne
1979 - 1980 : études de droit à la faculté de droit de l'université de Columbia, New York, LL.M.
[diplôme d'études supérieures de droit] 1980

III. Activités professionnelles pertinentes

a. activités judiciaires

1993-1999 : Membre de la Commission environnementale indépendante autrichienne
depuis 1995 : Juge à la Cour administrative suprême

b. activités juridiques non judiciaires

1981 - 1988 : Maître assistant à l'Institut de droit constitutionnel et administratif de l'université de Vienne, chargé de cours de droit administratif, de droit constitutionnel et de droit relatif aux droits de l'homme.
1987 : Professeur stagiaire, Conseil de l'Europe, Direction des Droits de l'Homme.
1988 - 1995 : Expert juridique à la Direction du droit constitutionnel de la Chancellerie fédérale d'Autriche.

c. activités professionnelles non juridiques

Aucune.

IV. Activités et expérience dans le domaine des droits de l'homme :

Le droit relatif aux droits de l'homme est au cœur de mon travail depuis le début de ma carrière de chercheur et d'enseignant à l'Institut de droit constitutionnel et administratif de l'université de Vienne. En dehors de cela, j'ai suivi des procès en tant qu'observateur pour le respect des droits de l'homme et j'ai participé à des missions d'enquête à l'étranger. En tant que professeur stagiaire à la Direction des Droits de l'Homme du Conseil de l'Europe en 1987, je me suis familiarisé directement avec le mécanisme de protection de la CEDH.

En qualité d'expert nommé par le Gouvernement autrichien, j'ai participé à la rédaction du Protocole n° 11 à la Convention. J'ai été l'expert autrichien du Comité d'experts pour le développement des droits de l'homme (DH-DEV) pendant plusieurs années (jusqu'en 1994). J'ai présidé le groupe de travail d'experts qui a élaboré une Déclaration et une Recommandation du Comité des Ministres du 3 mai 1996 sur la protection des journalistes en situation de conflit et de tension.

Au sein de la Direction du droit constitutionnel de la Chancellerie fédérale, j'ai participé à l'élaboration d'un nouveau code de droits sociaux fondamentaux à caractère constitutionnel pour une commission de premier plan (« Grundrechtskommission »).

J'ai présenté des rapports et j'ai participé à un certain nombre de congrès et ateliers internationaux concernant le droit relatif aux droits de l'homme.

En qualité d'expert juridique à la Direction du droit constitutionnel de la Chancellerie fédérale d'Autriche, j'ai élaboré un nombre considérable de mémoires pour le Gouvernement autrichien dans le cadre de procédures devant la Commission et la Cour européennes des Droits de l'Homme. J'ai élaboré et présenté des rapports au Comité des droits économiques, sociaux et culturels (CDESC) en application du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels.

En tant que juge à la Cour administrative suprême depuis 1995, j'applique la Convention européenne des Droits de l'Homme, qui fait partie du droit constitutionnel autrichien.

V. Activités publiques

Membre de la Commission autrichienne de juristes
Membre de l'Association internationale des juges aux affaires des réfugiés
Membre d'aucun parti politique

VI. Autres activités

Propriétaire de quelques hectares de terres agricoles (forêt)

VII. Travaux et publications

Artikel 3, in: Ermacora/Nowak/Tretter (eds.), Die Europäische Menschenrechtskonvention in der Rechtsprechung der österreichischen Höchstgerichte, 1983, 139 et suiv. ;

Sechstes Internationales Kolloquium über die Europäische Menschenrechtskonvention in Sevilla (avec Manfred Nowak et Christoph Schwaighofer), EuGRZ 1986, 232; version anglaise : Human Rights Law Journal 1986, 117 et suiv. ;

Aufenthaltsverbot, Schubhaft und Abschiebung, Zeitschrift für Verwaltung 1988, 1 et suiv. ;

Das Recht auf persönliche Freiheit und Freizügigkeit bei der Einreise von Ausländern, EuGRZ 1988, 153 et suiv. ;

Anmerkungen zu Grundrechten von Minderjährigen, in: Österreichische Juristenkommission (ed.), Kritik und Fortschritt im Rechtsstaat, 1994, 35 et suiv. ;

Asylrecht, in: Machacek/Pahr/Stadler (eds.), Grund- und Menschenrechte in Österreich, III 1997, 535 et suiv. ;

Die Ablehnung von Beschwerden gemäß § 33a VwGG - Rechtliche Grundlagen und Handhabung in der Praxis, in: Thienel (ed.), Verwaltungsgerichtsbarkeit im Wandel, 1999, 75 et suiv. ;

Environmental Damage in Europe: Austria, in: Cordini/Postiglione (eds.), Prevention and remedying of environmental damage, Bruxelles 2005, 63 et suiv.

Plusieurs autres publications

VIII. Langues

Langues	Lu			Ecrit			Parlé		
	TB	B	AB	TB	B	AB	TB	B	AB
a. Première langue	X			X			X		
Allemand									
b. Langues officielles									

Anglais	X			X			X		
Français	X				X		X		
c. Autres langues									
Italien		X				X		X	

IX. Autres éléments pertinents

Marié, deux enfants.

X. Confirmation

Je confirme que je m'installerais de manière permanente à Strasbourg au cas où je serais élu juge à la Cour.

CURRICULUM VITAE
Elisabeth STEINER

I. État civil :

Nom et prénom : Mme Elisabeth Steiner
Date et lieu de naissance : Née le 21 mars 1956 à Vienne
Adresse : Réside à Vienne dans le 13^e district.
Nationalité : autrichienne
2 enfants

II. Education:

Sacré-cœur, Preßbaum (enseignements primaire et secondaire), Matura (baccalauréat), spécialisée dans les langues vivantes (huit ans de français).

1978: Diplôme de gestionnaire culturelle à l'Académie de musique et des arts du spectacle de Vienne

Avril 1980: Faculté de droit, université de Vienne: maîtrise de droit

1981: Faculté de droit, université de Vienne: doctorat en droit

Novembre 1983: Université des sciences économiques (Institut de commerce international), Vienne: maîtrise en administration des affaires

Mémoire sur la Chine

Janvier 1985: Doctorat en administration des affaires à l'Université des sciences économiques (Institut de commerce international): doctorat sur le sujet suivant: « Obstruction de services et salariés: aspects juridiques, législatifs et historiques ».

III. Formation juridique:

a. activités judiciaires

Depuis le 1^{er} novembre 2001 : juge à la Cour Européenne des Droits de l'Homme

b. activités juridiques non judiciaires

Neuf mois de stages juridiques dans différents tribunaux: Tribunal de district, Hietzing, Tribunal pénal de district, Vienne (assistante du Président) et Tribunal commercial, Vienne

Formation de juriste, expérience en rédaction juridique, notamment dans le domaine du droit du travail (individuel et collectif)

Décembre 1987: devient membre du Barreau, Chambre des avocats de Vienne, Basse-Autriche et Burgenland

Cabinet juridique ouvert à Vienne en janvier 1988: pratique en libéral depuis cette date

1^{er} novembre 2001 : Election à la Cour Européenne des Droits de l'Homme

IV. Activités et expérience dans le domaine des droits de l'homme :

J'ai toujours été activement associée aux problèmes de droits de l'homme et des libertés civiles, avant même de m'établir comme avocate.

Je me suis intéressée activement aux problèmes suivants:

- le droit appliqué aux étrangers;
 - les questions des femmes;
- depuis près de vingt ans, expérience quotidienne dans des affaires de droits civils et humains fondamentaux dans tous types d'actions, devant tous tribunaux et types d'autorités administratives en Autriche; dans le contexte de mes activités sur le droit du travail, y compris sur le droit individuel et collectif, activités sur des affaires impliquant des pratiques contraires à la dignité humaine, par exemple:
- certains systèmes de travail à la tâche;
 - les violations du secret de la poste;
 - surveillance téléphonique ou des e-mail sans autorisation;
 - harcèlement moral;
 - harcèlement sexuel;
 - intrusion dans la vie privée personnelle;
 - conditions d'emploi qui, en l'absence de dispositions juridiques suffisantes sur les étrangers, relèvent de l'exploitation;
 - conditions contraires à la dignité humaine dans la formation des apprentis par les employeurs;
 - licenciement et notification de fin d'emploi pour motif d'appartenance à un syndicat ou un parti politique ou pour des raisons d'âge;
 - négociation de conventions collectives.
- représentation juridique des étrangers souhaitant s'établir de façon permanente en Autriche;
- mars 1999 - oct 2001, actions en faveur d'environ 80 000 anciens esclaves et travailleurs forcés d'Ukraine, de Biélorussie et de Russie, avec missions d'enquête approfondie dans ces pays;
 - 1999 – janvier 2001, représentation des victimes de l'holocauste de divers pays (Israël, États-Unis, Autriche, etc.);
 - en janvier 2001, signataire de la déclaration conjointe sur la restitution des biens spoliés, à Washington;
- nommée membre du Comité d'experts sur le droit du travail à la Chambre des avocats, Vienne (jusqu'au 1er novembre 2001)
- membre de diverses associations internationales de juristes et d'un réseau européen de juristes;
- depuis ma nomination à la fonction de juge de la Cour Européenne des Droits de l'Homme, j'ai participé à diverses conférences et colloques relatifs aux droits de l'homme (notamment sous l'angle de la discrimination contre les femmes et les étrangers, du terrorisme et des droits de l'homme, du développement de la jurisprudence de la Cour Européenne des Droits de l'Homme de 1998 à aujourd'hui ainsi que sous l'angle des cas fondamentaux de la Cour Européenne des Droits de l'Homme des cinq dernières années).

V. Activités professionnelles:

VI. Autres:

Depuis 1980, nombreux voyages d'étude dans les pays suivants:

- Chine, Nigeria, Tibet central, Tibet occidental, Bhoutan, Népal, Maroc, Sierra Leone, Algérie, Biélorussie, Ukraine

Chaque fois que possible, contacts dans ces pays avec les organisations de défense des droits des femmes (lorsqu'elles existent) et avec diverses personnalités et organisations.

VIII. Langues:

Langues	Lu			Ecrit			Parlé		
	TB	B	AB	TB	B	AB	TB	B	AB
a. Première langue	X			X			X		
<i>allemand</i>									
b. Langues officielles	X			X			X		
<i>anglais</i>									
<i>français</i>	X			X			X		

IX. Autres éléments pertinents**X. Résidence:**

Je vis actuellement avec mes deux enfants à Strasbourg. Ils sont scolarisés à Strasbourg, ma fille Anna au lycée international des Pontonniers et mon fils Alexandre au collège de l'esplanade.

Délégués des Ministres

Documents CM

CM(2007)82 6 juin 2007¹



COUNCIL OF EUROPE CONSEIL DE L'EUROPE

Committee of Ministers
Comité des Ministres

998 Réunion, 13 juin 2007

4 Droits de l'Homme

4.1 Cour européenne des Droits de l'Homme

Election de juges – Liste de candidatures au titre de l'Azerbaïdjan

¹ Ce document a été classé en diffusion restreinte le jour de la diffusion. Il a été déclassifié lors de la 998^e réunion des Délégués des Ministres (13 juin 2007) (cf. CM/Del/Dec(2007)998/4.1).

Traduction

Représentant Permanent
de la République d'Azerbaïdjan
auprès du Conseil de l'Europe

Strasbourg, le 2 avril 2007

Monsieur le Secrétaire Général,

En référence à votre lettre du 21 décembre 2006 relative à l'élection de 20 juges en remplacement de ceux dont le mandat expire à la fin octobre 2007, je vous transmets par la présente la liste des candidats au titre de l'Azerbaïdjan par ordre de préférence :

Dr. Khanlar HAJIYEV
Juge à la Cour européenne des Droits de l'Homme
Professeur de droit

M. Zakir GULIYEV
Juge de la Cour Suprême de la République d'Azerbaïdjan.

Mme Saadat NOVRUZOVA
Conseillère, Unité des questions relatives à la protection des droits de l'homme.
Département pour la coordination des agences concernant l'application de la loi, Administration du
Président de la République d'Azerbaïdjan.

Les curriculum vitae des candidats sont joints à la présente lettre.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Secrétaire Général, pour vous renouveler l'assurance de ma plus haute considération.

(signé)
Arif MAMMADOV
Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire.

M. Terry DAVIS
Secrétaire Général
Conseil de l'Europe
Strasbourg

CURRICULUM VITÆ
Khanlar HAJIYEV

I. Etat civil

Khanlar Hajiyev (M), né le 9 septembre 1956 en Azerbaïdjan
Epouse en 1983 Aybeniz Hajiveva, née à Baku, titulaire d'un doctorat en économie. Une fille, Aysel (1983)

6 rue du Bon Pasteur, 67000 Strasbourg, France
tel. : +33 3 88 45 03 26, e-mail : khanlar.hajiyev@echr.coe.int

II. Etudes et diplômes et autres qualifications

2001: Docteur en droit

1983: Etudes de troisième cycle à la Faculté de droit de l'Université d'Etat de Moscou

1980: Institut de droit et des sciences de l'Etat de l'Académie des sciences de Moscou. Institut de philosophie et de droit de l'Académie des sciences d'Azerbaïdjan.

1978: Faculté de droit de l'Université d'Etat de Baku

III. Activités professionnelles*a. Activités judiciaires*

Depuis mai 2003 Juge à la Cour européenne des Droits de l'Homme (au titre de l'Azerbaïdjan)

1998-2003 Président de la Cour constitutionnelle d'Azerbaïdjan

1993-1998 Président de la Cour suprême d'Azerbaïdjan

1990-1992 Vice-président de la Cour suprême d'Azerbaïdjan

1990-1992 Juge à la Cour suprême d'Azerbaïdjan

b. Activités non judiciaires

1999-2003: Chargé de cours à l'Université d'Etat de Baku sur «Les aspects juridiques de la lutte contre la criminalité internationale»

1988-1990: Conseiller principal à la Cour suprême d'URSS

1985-1988: Rédacteur de la revue «Justice soviétique» (Sovetskaïa Iustitsiya) au Département de droit pénal et procédure pénale

1983-1985: Conseiller à la Cour suprême de la Fédération de Russie

c. Autres activités

1996: Membre associé de la Commission européenne pour la démocratie par le droit du Conseil de l'Europe (Commission de Venise)

2001: Membre à part entière de la Commission européenne pour la démocratie par le droit du Conseil de l'Europe (Commission de Venise)

IV. Activités et expériences dans le domaine des droits de l'homme

- Nov. 2006 Participation à la Conférence relative à la Convention européenne des Droits de l'Homme organisée par la Cour Suprême d'Azerbaïdjan, Baku.
- Déc. 2005 Participation au VIIIème Forum International relatif à la justice constitutionnelle « L'application des décisions de la Cour Européenne des Droits de l'Homme dans la pratique des cours constitutionnelles de justice », Moscou
- Nov. 2005 Participation à la Conférence « Le rôle de la Constitution dans la formation de l'Etat sous l'autorité de la loi » tenus lors du 10ème anniversaire de la Cour Constitutionnelle d'Azerbaïdjan, Baku
- Nov. 2004 Participation au Congrès « La participation à la démocratie et à la juridiction » organisée par l'association des barreaux de Turquie, Ankara
- Sept. 2004 Participation au séminaire « Le rôle des précédents de la Cour Constitutionnelle » organisée par la Commission de Venise , Baku
- Juillet 2003 Participation à la conférence « Le rôle de la Cour Constitutionnelle dans le domaine de la protection des valeurs démocratiques », Baku
- Nov. 2002 Participation à la Table ronde sur la «Protection des droits et libertés fondamentaux par la Cour constitutionnelle au moyen du recours individuel», Baku
- Nov. 2002 Participation à la Conférence sur «Les systèmes de protection des droits de l'homme, Bishkek
- Sept. 2002 Participation à la Conférence «Partenaires pour la protection des droits de l'homme: renforcer l'interaction entre la Cour européenne des Droits de l'Homme et les juridictions nationales», Strasbourg
- Août 2002 Participation au séminaire «La garantie des droits constitutionnels dans les nouvelles procédures pénales dans la République azerbaïdjanaise», Baku
- Mai 2002 Participation à la Conférence judiciaire internationale «Les tribunaux et le terrorisme», Strasbourg
- Juin 2001 Participation au séminaire «Garantir la protection des droits et libertés fondamentaux: théorie et pratique», Baku
- Déc. 2001 Participation au séminaire «La Convention européenne des Droits de l'Homme, source des droits constitutionnels», Baku
- Octobre 2000 Participation à la Conférence sur «La liberté religieuse et la foi», Baku
- Avril 2000 Participation au séminaire «La Cour constitutionnelle, protectrice des droits et libertés individuels», Baku
- 1999-2000 Organisation, à Baku, des Olympiades juridiques pour les étudiants en droit, sur le thème «La Constitution, l'individu et l'Etat de droit».

VI. Autres activités

VII. Travaux et publications

- The role of the Judiciary in the consolidation of democracy (Ankara, 2006), Proceedings of the "Democracy and Judiciary" Symposium, pages 185-194.
- The principles of the interpretation of the European Convention of Human Rights and their influence on the development of the constitutional law (Baku, 2005), Newsletter No. 3/2005.
- The Precedent in the case-law in the European Court of Human Rights (Baku, 2004), Newsletter No. 2-3/2004.
- The role of the Constitutional Court and of the courts of general jurisdiction in the protection of human rights (Baku, 2003), Newsletter No. 1/2003.
- Interpretation of Provisions of Constitution and Law by Constitutional Courts (Baku, 2002), 174 pages, in English and Russian
- Influence of the Constitutional Court's functioning on the development of legislation of the Republic of Azerbaijan (Moscow, 2002), Proceedings of International Conference, pages 20-25, in Russian
- The role of a Constitutional Court and ordinary courts in the protection of human rights (Bishkek, 2002), Proceedings of the Conference on human rights systems, 4 pages, in English
- Resolution of conflicts between Central State and entities with legislative power by a Constitutional Court (Rome, 2002), Proceedings of the UniDem Seminar, 4 pages, in English
- Problems of Interpretation of Constitution and Laws by Constitutional Court: Comparative Research, monograph (Moscow, 2001), 14 pages, in Russian
- The Constitutional Court of the Republic of Azerbaijan : Early years and problems of perfection of constitutional review (Baku, 2001), Bulletin of the Constitutional Court of Azerbaijan, No. 3, pages 55-62, in Azeri
- Concept of Interpretation and its significance (Baku, 2001), Bulletin of the Constitutional Court of Azerbaijan, No. 1, pages 137-144, in Azeri
- Republic of Azerbaijan's Constitutional Court's activity in the field of ensuring the supremacy of the Constitution (Baku, 2001), Bulletin of the Constitutional Court of Azerbaijan, No. 31, pages 74-77, in Russian
- Some remarks concerning the nature of the constitutional justice bodies (Moscow, 2001), "Law and Life" Journal, No. 35, 7 pages, in Russian
- Legal significance of the interpretation of legal rules by a Constitutional Court (Moscow, 2001), "Law and Life" Journal, No. 12, 7 pages, in Russian
- Problems of interaction between the Constitutional Court of the Russian federation and other courts (Moscow, 2001), "Law and Life" Journal, No. 2, 6 pages, in Russian
- Constitutional Court as Legal Interpreter (Baku, 2000), Bulletin of the Constitutional Court of Azerbaijan, No. 1, pages 41-46, in Russian
- Ensuring the protection of human rights within the functioning of the Constitutional Court of the Republic of Azerbaijan (Baku, 2000), Bulletin of the Constitutional Court of Azerbaijan, No. 2, pages 81-86, in Russian

- Decisions of a Constitutional Court as a Source of law (Moscow, 2000), "Law and Life" Journal, No. 26, 8 pages, in Russian
- Concept and Need for Interpretation of Law, (Moscow, 2000), "Law and Life" Journal, No. 27, 8 pages, in Russian
- Correlation between Law and Legislation (Moscow, 2000), "Law and Life" Journal, No. 30, 5 pages, in Russian
- Concept of Interpretation and its significance (Moscow, 2000), "Law and Life" Journal, No. 30, 5 pages, in Russian
- On the determination of the Subject of Interpretation (Moscow 2000), "Law and Life" Journal, No. 31, 3 pages, in Russian
- Ways of interpretation of the Constitution and Laws (Moscow 2000), "Law and Life" Journal, No. 32, 2 pages, in Russian
- Limits of Interpretation of the provisions of Constitution by a Constitutional Court (Moscow 2000), "Law and Life" Journal, No. 12, 7 pages, in Russian
- Interpretation of Law and Legislation , monograph (Moscow, 2000), 6 pages, in Russian
- Status of Judges in the countries of new democracy: Independence with respect to other branches of state power (Moscow, 1999), Proceedings of the International Judicial Conference, 5 pages, in Russian
- On the principles of a free society (Baku, 1998), "Azerbaijan on the Eve of the 21st Century" Collection, 5 pages, in Russian
- Judiciary in the Republic of Azerbaijan on the Eve of the 21st Century (Baku, 1997), "Azerbaijan on the Eve of the 21st Century" Collection, 4 pages, in Azeri
- Structure and Interrelations of Courts – Organization of Judiciary (Washington, 1996), proceedings of International Judicial Conference, pages 1-6, in Russian
- Judicial Acts and the Right to Legal Defence (Strasbourg, 1996), Proceedings of International Conference, pages 63-67, in Russian
- Legal Procedures and State Frontiers (Strasbourg, 1994), Proceedings of International Judicial Conference, pages 59-60

VIII. Connaissances linguistiques

Langues	Lu			Ecrit			Parlé		
	TB	B	AB	TB	B	AB	TB	B	AB
a. Première langue									
azerbaïdjanais	X			X			X		
b. Langues officielles									
anglais		X			X			X	
français		X							
c. Autres langues									
russe	X			X			X		

CURRICULUM VITAE
Zakir GULIYEV

I. Etat civil

Zakir GULIYEV (M), né le 6 juillet 1964 à Bakou, Azerbaïdjan
Marié, en 1986, à Sevinj Yusufzade, PhD (histoire), née à Bakou

Adresse professionnelle : Supreme Court, Zahid Xalilov street, 540th mahalla, Baku AZ-1073, Azerbaïdjan

Adresse privée : Lermontov street 113/117, apt 19, AZ 1001 Baku, Azerbaïdjan

Tél : (+994 12) 493 49 56, Fax : (+994 12) 493 49 56

II. Etudes et diplômes, et autres qualifications

1986 Institut de pétrochimie Azizbekov, diplôme d'ingénieur électromécanicien (n°010170)

1994 Université d'Etat de Bakou
Diplôme de droit (AB-I N°016352)

Auteur d'une thèse à la faculté de théorie et d'histoire de l'Etat et du droit de l'Université d'Etat de Bakou

III. Activités professionnelles pertinentes*a. Activités juridiques*

Depuis 2006 Juge à la Cour suprême de la République d'Azerbaïdjan

2000-2006 Juge au tribunal commercial local n°1

b. Activités non juridiques

1999-2000 Mairie de Bakou
Chef du service juridique et des contrats
Vice-président du Département des relations étrangères et économiques et des programmes d'investissement

1997-1999 Société de conseil Vnesh Expert Service
Conseiller juridique et consultant

1992-1997 Ministère des relations économiques extérieures de la République d'Azerbaïdjan
Chef adjoint du service juridique et des contrats
Chef du département de la coopération internationale
Chef adjoint du département de la loi organique

1991-1992 Inspection générale des impôts de la République d'Azerbaïdjan
Conseiller juridique de l'Inspection générale des impôts, Bakou
Juriste principal de l'Inspection générale des impôts

1990-1991 Ministère de l'Intérieur de la République d'Azerbaïdjan
Inspecteur du service juridique et social du personnel, inspecteur du personnel

1986-1990 Société Metalkultbyt
Ingénieur, ingénieur métrologue, ingénieur qualité

IV. Activités politiques

Néant.

V. Travaux et publications

- Problems of judicial interpretation, Bulletin of the Baku University (Baku, 2004), No 1-2, pages 105-115
- Aspects of theory of the law-enforcement activity of the court, Bulletin of the Baku University, Social-political sciences (Baku, 2004), N°1-2, page s 59-66
- Problem of concrete definition of legal norms in judicial law-enforcement activity. Actual problems of the state and law construction in the Azerbaijan Republic in transition. Code of scientific articles. Issue 11 (Baku), "Adiloglu" Publishing House, 2005, pages 18-23
- Legal acts of the economic courts of the Azerbaijan Republic, Bulletin of the Baku University, Social-political sciences, 2005, N°1
- Stages of judicial law enforcement. "Legitimacy" Law Journal, Law Theory, 2006, N°10.

VI. Connaissances linguistiques

Langues	Lu			Ecrit			Parlé		
	TB	B	AB	TB	B	AB	TB	B	AB
a. Première langue									
azerbaïdjanais	X			X			X		
b. Langues officielles									
anglais		X			X				X
c. Autres langues									
russe	X			X			X		

CURRICULUM VITAE
Saadat NOVRUZOVA

I. Etat civil

Saadat Novruzova (F), née le 1^{er} février 1975 à Bakou, Azerbaïdjan

Situation de famille – célibataire

Adresse postale : Administration du Président, 19, rue Istiglaliyyet, AZ-1066 Bakou, Azerbaïdjan

Téléphone : (+994 12) 492 14 65

Fax : (+994 12) 492 43 40

Adresse privée : 124, rue Gara Garayev, apt. 140, AZ-1119 Bakou, Azerbaïdjan

Téléphone : (+ 994 12) 476 92 49

Email : s_novruzova@apparat.gov.az

II. Etudes, diplômes et autres qualifications

Depuis 2006 *Etudiante de doctorat*
Faculté de droit, Université de Hambourg, Allemagne
Faculté de droit, Université Khazar, Azerbaïdjan

Depuis 2002 *Etudiante de doctorat (Préparation de thèse)*
Institut de recherche politique et juridique
Académie nationale des sciences d'Azerbaïdjan

2000 – 2002 *Master de droits de l'homme (internationaux)*
Université de Lund, Suède
Institut Raoul Wallenberg des droits de l'homme et du droit humanitaire

1997 – 1999 *Maîtrise en droit*
Université Khazar, Azerbaïdjan

1993 –1998 *Licence : russe et littérature (par correspondance)*
Université d'Etat de Bakou, Azerbaïdjan

1992 –1996 *Faculté de droit et de sciences sociales*

Licence, matière principale: relations internationales, option : études juridiques

Khazar University, Azerbaïdjan

III. Activités professionnelles pertinentes

a. *Activités judiciaires*

Aucune.

b. *Activités non judiciaires*

Depuis octobre 2006 Conseillère

Service chargé des questions de protection des droits de l'homme, Direction de la coordination des services de répression, Administration du Président de la République d'Azerbaïdjan

2002- 2006	Chef de la Direction de l'éducation juridique Bureau du Commissaire aux droits de l'homme (médiateur) de la République d'Azerbaïdjan
Depuis 2002	Enseignante de droit international : droits de l'homme et droit humanitaire, à l'Université Khazar Instructrice à l'Université Khazar, département juridique, Service des droits de l'homme
1998 – 2002	Coordinatrice à l'Université Khazar, département juridique
1997- 2002	Assistante à la faculté de droit, Université Khazar

c. Autres activités

Octobre 2005 – octobre 2006	Experte locale Programme Tacis-TRACECA de l'UE, Formation maritimes pour l'Azerbaïdjan, la Géorgie, le Kazakhstan, le Turkménistan et l'Ukraine
Avril 2003 – septembre 2004	Représentante locale du Consortium HPTI - Uniconsult - HPC Programme Tacis –TRACECA de l'UE, supervision et formation pour des instruments d'aide à la navigation, Azerbaïdjan, Kazakhstan et Turkménistan
Janvier 2003 – mars 2004	Représentante locale du Consortium HPTI – Uniconsult - HPC Programme Tacis –TRACECA de l'UE, Centre logistique pour le transit ferroviaire du pétrole entre l'Azerbaïdjan et la Géorgie

IV. Activités et expérience dans le domaine des droits de l'homme

Juillet 1999	Université d'été sur les droits de l'homme et le droit humanitaire organisée par l'Université et généreusement financée par un don de la Fondation Soros Bakou, Azerbaïdjan
Novembre 1999	Programme de formations pour avocats et spécialistes des droits de l'homme organisé par le Comité Helsinki des Pays-Bas, L'Institut de politique constitutionnelle et juridique et les Open Society Institutes d'Arménie, d'Azerbaïdjan et de Géorgie, financé par l'Institut de politique constitutionnelle et juridique avec une contribution du Conseil de l'Europe Tbilissi, Géorgie
Décembre 1999	IXe Conférence internationale, « Human Rights, Culture of Peace – Contents and Methods of Education (Droits de l'homme, culture et paix : Contenus et méthodes d'éducation) » Organisée par le Commissaire aux droits de l'homme de la Fédération de Russie, Université d'Etat – Ecole des hautes études économiques, Institut des droits de l'homme Moscou, Russie
Janvier 2000	Programme de formation, Introduction à l'enseignement de la démocratie Organisé par la Fondation pour l'éducation à la démocratie et l'Open Society Institute – Azerbaïdjan Baku, Azerbaïdjan
Mai 2000	Programme de formation, Législation et pratique de mise en oeuvre dans les pays de la CEI. Autre protection des droits de l'homme

- organisé par la American Bar Association (ABA, Association du Barreau américain), le CEELI, avec le soutien financier de la United States Agency of International Development (USAID)
Moscou, Russie
- Août 2002 Université d'été internationale, Mécanismes européens de protection des droits de l'homme
organisée par l'Institut des droits de l'homme de Moscou et l'Open Society Institute
Saratov, Russie
- Octobre 2002 Séminaire, amélioration des compétences professionnelles des fonctionnaires des bureaux du médiateur
organisé par « STRATEGY » – Centre d'études en politique humanitaire, Bureau du médiateur de la Fédération de Russie
Saint-Pétersbourg, Russie
- Juin 2003 Première conférence internationale des médiateurs
organisée par la Commission européenne et le Bureau du Commissaire aux droits de l'homme (médiateur) de la République d'Azerbaïdjan
Bakou, Azerbaïdjan
- Juillet 2003 Séminaire, Amélioration des compétences du personnel du bureau du médiateur
organisé par le Ministère de la Justice de la République d'Azerbaïdjan et le Bureau du Commissaire aux droits de l'homme (médiateur) de la République d'Azerbaïdjan
Bakou, Azerbaïdjan
- Septembre 2003 Programme pour Jeunes responsables démocratiques pour la région du Caucase Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie Ière Phase
organisé par le Centre de la jeunesse du Conseil de l'Europe
Strasbourg, France
- Septembre 2003 Conférence sur le droit humanitaire international
organisée par le bureau de Moscou du Comité international de la Croix rouge
Moscou, Russie
- Novembre 2003 Deuxième Table ronde internationale des médiateurs
organisée par le PNUD et le bureau du Commissaire aux droits de l'homme (médiateur) de la République d'Azerbaïdjan
Baku, Azerbaïdjan
- Février 2004 Programme pour Jeunes responsables démocratiques de la région du Caucase, Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie IIe Phase
organisé par le Centre de la jeunesse du Conseil de l'Europe
Strasbourg, France
- Mai 2004 Programme de techniques d'enseignement dans les salles de classe
organisé par l'ABA/CEELI
Bakou, Azerbaïdjan
- Août 2004 Séminaire de Neuwaldegg, Philosophie pour les étudiants de doctorat
organisé par l'Initiative de formation pour l'Europe centrale et orientale Europe
Vienne, Autriche

Novembre 2004

Formation sur « Le renforcement de la mise en œuvre des recommandations du Traité sur les droits de l'homme au niveau national » organisée par le Bureaux du Haut-commissaire aux droits de l'homme des Nations unies (OHCHR)
Genève, Suisse

Novembre 2004	3e Conférence internationale de Bakou consacrée à la fin de la Décade des Nations unies sur les droits de l'homme 1995-2004 organisée par l'UNESCO et le Bureau du Commissaire aux droits de l'homme (médiateur) de la République d'Azerbaïdjan Bakou, Azerbaïdjan
Novembre 2004	Premier atelier de formation de dirigeants, « Faire de l'analyse de politique : Comment faire face aux problèmes de politique » organisé par l'Institut d'études politiques, Université Khazar, la Fondation Eurasie/Azerbaïdjan et l'Ambassade des Etats-Unis en Azerbaïdjan Bakou, Azerbaïdjan
Décembre 2004	Séminaire sur la formation médico-légale organisé par l'ABA CEELI, avec le soutien financier de l' USAID Saint-Pétersbourg, Russie
Janvier 2005	Médiation et autres moyens alternatifs de résolution des conflits, 1ère phase organisé par le Conseil de l'Europe et le Bureau du Commissaire aux droits de l'homme (médiateur) de la République d'Azerbaïdjan Bakou, Azerbaïdjan
Avril 2005	Prévention de la criminalité dans les pays en transition organisé par l'Université occidentale, l'Université de Bakou, Azerbaïdjan et l'Institut Max Planck de droit pénal étranger et international, Fribourg, Allemagne Bakou, Azerbaïdjan
Avril 2005	Normes européennes pour les institutions nationales de protection des droits de l'homme organisé par le Conseil de l'Europe et le Bureau du Commissaire aux droits de l'homme (médiateur) de la République d'Azerbaïdjan Bakou, Azerbaïdjan
Mai 2005	Conférence internationale sur le développement durable des instituts médicocéaux en Azerbaïdjan organisé par l'ABA CEELI, le Bureau du Commissaire aux droits de l'homme et le soutien financier de l'USAID Bakou, Azerbaïdjan
Juin 2005	Médiation et autres moyens alternatifs de résolution des conflits, 2e phase organisé par le Conseil de l'Europe et le Bureau du Commissaire aux droits de l'homme (médiateur) de la République d'Azerbaïdjan Bakou, Azerbaïdjan
Août 2005	Forum des anciens du Programme pour Jeunes responsables démocratiques organisé par le Conseil de l'Europe et l'ONG SONS de Serbie-Monténégro Novi Sad, Serbie-Monténégro
Décembre 2005	Défis et opportunités pour les jeunes dans les Balkans et dans le Caucase organisé par le Conseil de l'Europe et des membres du DLP (Jeunes responsables démocratiques) de Macédoine Ohrid, « l'ex-République yougoslave de Macédoine »
Mai 2006	DLP Jeunes responsables démocratiques – Médiation, Négociation et apprentissage interculturel organisé par le Conseil de l'Europe et l'ONG locale du Centre de la jeunesse Famagouste, Chypre

Décembre 2006 Forum du DLP, Jeunes responsables démocratiques
organisé par le Centre de la jeunesse du Conseil de l'Europe
Budapest, Hongrie

V. Activités politiques

Aucune.

VI. Autres activités

2006-2008 Bourse de doctorat du programme INTAS de l'UE (Bourses universitaires à des
jeunes scientifiques des Nouveaux Etats indépendants), pour le programme de
doctorat à l'Université de Hambourg (Pays de l'UE) et à l'Université Khazar
(Nouveaux Etats indépendants).

Janvier 2004 Gagnante du projet international « Intellectuels célèbres d'Azerbaïdjan » par décision
du de la Commission d'attribution du Centre scientifique international « Vector ».
Diplôme international d' « intellectuel célèbre du XXIe siècle »

2000-2002 Bourse du gouvernement suédois « Svenska Institutet » pour un programme de
master à l'Institut Raoul Wallenberg des droits de l'homme et des droits humanitaires
de l'Université de Lund

VII. Publications et autres travaux

Novembre 2000
"Human Rights, Contents and Methods of Teaching", "XXI century. Restore" magazine, Baku,
Azerbaijan

Décembre 2002
"The role of Ombudsman in the Guarantee of Human Rights ", "Khronika" newspaper, Baku,
Azerbaijan

Mai 2004
"The Guarantee of Human Rights in the Countries of the European Community",
"The Compilation of the Scientific Articles " magazine, Baku, Azerbaijan

Juillet 2006
"Concept of Legal interests of individual in the Criminal Process" N 6 Qanun (146) Scientific Legal
magazine, Baku, Azerbaijan

Octobre 2006
"Procedural guarantees of the legal interests of the individual", N 16, Actual problems in the building
of state ruled by law of the Republic of Azerbaijan, magazine,
Baku, Azerbaijan

Janvier 2007
"About some problems of the role of the defender in the criminal procedure", Azerbaijan Legal
Magazine, Baku, Azerbaijan

Mars 2007
"Rights of individual and criminal procedural compulsion", Actual Problems of Court Expertise,
Criminalistics and Criminology. Compilation of Scientific Articles, magazine, Baku, Azerbaijan

AUTRES

Avril 2005
ADELPA – Azerbaijan Democratic Leadership Programme, Alumni Association, Member
Baku, Azerbaijan

Septembre 2000
ELSA-European Law Student Association, Member
Lund, Sweden

OPPOSANT

Décembre 2001
"Human Rights and Human Genetics: Regulating and Revolution"
RWI, Lund, Sweden

Février 2002
"International Child Rights Monitoring Mechanisms and Procedures"
RWI, Lund, Sweden

Mars 2002
"Administrative Detention in China"
RWI, Lund, Sweden

VIII. Langues

Langues	Lu			Ecrit			Parlé		
	TB	B	AB	TB	B	AB	TB	B	AB
a. Première langue									
Azerbaïdjanais	X			X			X		
b. Langues officielles									
Anglais	X			X			X		
Français		X							
c. Autres langues									
Russe	X			X			X		
Turc		X			X			X	
Suédois			X						

V. Activités politiques

Néant.

Délégués des Ministres

Documents CM

CM(2007)50 1er juin 2007¹



COUNCIL OF EUROPE CONSEIL DE L'EUROPE

Committee of Ministers
Comité des Ministres

998 Réunion, 13 juin 2007

4 Droits de l'Homme

4.1 Cour européenne des Droits de l'Homme

Election de juges – Liste de candidatures au titre du Danemark

¹ Ce document a été classé en diffusion restreinte le jour de la diffusion. Il a été déclassifié lors de la 998^e réunion des Délégués des Ministres (13 juin 2007) (cf. CM/Del/Dec(2007)998/4.1).

(Traduction)

Ministère des Affaires étrangères du Danemark

Strasbourg, le 15 mars 2007

M. Philippe Boillat
Directeur général des Droits de l'Homme
Direction générale des Droits de l'Homme
Conseil de l'Europe
67075 Strasbourg Cedex

Objet : Liste des candidats danois à la Cour européenne des Droits de l'Homme

Monsieur le Directeur général,

Le Ministère danois des Affaires étrangères se réfère à la lettre en date du 21 décembre 2006 du Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, M. Terry Davis, demandant au Gouvernement danois de désigner trois candidats à la Cour européenne des Droits de l'Homme pour le cas où le mandat du juge danois actuel, M. Peer Lorenzen, viendrait à échéance avant l'entrée en vigueur du Protocole n° 14 à la Convention européenne des Droits de l'Homme.

Le gouvernement danois a décidé de désigner les trois personnes suivantes pour l'élection d'un juge auprès de la Cour européenne des Droits de l'Homme (dans l'ordre alphabétique de leurs patronymes) :

- M. Stig Glent-Madsen, Juge à la Cour d'appel du Danemark occidental ;
- Melle Nina Holst-Christensen, Commissaire au droit de l'Union européenne et aux droits de l'homme, Ministère de la Justice ;
- M. Peer Lorenzen, Juge à la Cour suprême et actuel Juge à la Cour européenne des Droits de l'Homme.

Vous trouverez ci-joint les curricula vitae, en anglais et en français, de chaque candidat ainsi que leurs coordonnées détaillées.

Veillez agréer, Monsieur le Directeur général, l'expression de mes sentiments distingués,

(Signé)
Ambassadeur Peter Taksøe-Jensen
Sous-secrétaire aux Affaires
juridiques

Coordonnées détaillées des candidats

Juge à la Cour d'appel Stig Glent-Madsen

Adresse privée : Nørremøllevej 98, DK-8800 Viborg, Danemark

Téléphone privé : 0045 8662 0502

Adresse professionnelle : Vestre Landsret, Gråbrødre Kirkestræde 3, DK-8800 Viborg, Danemark

Téléphone : 0045 8662 6200

Fax : 0045 8662 6365

E-mail : stigglentmadsen@vestrelandsret.dk

Commissaire au droit de l'Union européenne et aux droits de l'homme Nina Holst-Christensen

Adresse privée : Solsortvej 9, DK-2000 Frederiksberg, Danemark

Téléphone privé : 0045 3887 2885

E-mail privé : ninaogjens@gmail.com

Adresse professionnelle : Justitsministeriet, Lovafdelingen, Slotsholmsgade 10, DK-1216 København K, Danemark

Téléphone : 0045 7226 8810

Fax : 0045 3392 2741

E-mail : nhc@jm.dk

Juge à la Cour européenne des Droits de l'Homme Peer Lorenzen

Adresse privée : 14 rue du docteur François, 67000 Strasbourg, France

Téléphone privé : 0045 2076 9230 ou 0033 6652 94367

Adresse professionnelle : Cour européenne des Droits de l'Homme, Conseil de l'Europe, F-67075 Strasbourg Cedex, France

Téléphone : 0033 (0)3 90 21 44 89

Fax : 0033 (0)3 88 41 27 30

E-mail : Peer.Lorenzen@echr.coe.int

CURRICULUM VITAE
Stig Glent-Madsen

I. Etat civil

Nom, prénom : Glent-Madsen, Stig
Sexe : masculin
Date et lieu de naissance : 15 avril 1958, Brabrand, Danemark
Nationalité : danoise

II. Etudes et diplômes et autres qualifications

1983 : Diplômé en droit (*cand. jur.*) de l'Université d'Aarhus
1987 : Diplômé en journalisme de l'École de journalisme danoise

III. Activités professionnelles pertinentes

a. Description des activités juridiques

1996 - jusqu'à aujourd'hui : Juge à la cour d'appel

b. Description des activités juridiques non judiciaires

1983 - 1986 : Avocat à la société d'avocats *Storm Mortensen*
1988 - 1989 : Avocat à la société d'avocats *Bogh Andersen & Henriksen*
1989 - 1992 : Directeur du département juridique de *Dansk Supermarked*
1992 - 1996 : Associé de la société d'avocats *Advokaterne Aaboulevarden*

c. Description des activités professionnelles non juridiques

IV. Activités et expérience dans le domaine des droits de l'homme

1993 – 1997 : Chargé de cours en droits de l'Homme à l'Université d'Aarhus ;

1993 – 1996 : Membre de la Commission d'appel des Réfugiés (*Flygtningenævnet*) ;

1993 – 1996 : Membre fondateur de la section danoise de la Commission Internationale des Juristes et membre de son Bureau ;

1994 : Membre de la Mission de l'UE sur les droits de l'Homme au Ghana mandatée par l'Institut danois des Droits de l'Homme ;

1998 – 2003 : Vice-président du conseil d'administration du Conseil danois des Réfugiés (*Dansk Flygtningehjælp*) ;

1993 – 2005 : Membre du conseil d'administration de DanChurchAid (*Folkekirkens Nodhjælp* - www.noedhiaelp.dk) et de 1997 à 2005 président de son conseil d'administration. Cette organisation a un budget annuel de 50 mio. d'Euros et joue un rôle important en faveur des droits de l'Homme dans les pays en voie de développement. En ma qualité de président du conseil d'administration, j'ai été impliqué dans une série de missions concernant les droits de l'Homme en Inde, en Palestine, en Angola, au Soudan, au Rwanda, au Malawi, en Éthiopie, au Kosovo, en Afrique du Sud, aux Philippines, en Ouganda, en Tanzanie, au Congo etc. En cette qualité de président, j'ai été à la tête de plusieurs délégations officielles concernant les droits de l'Homme en Amérique centrale en 1996, 1998, 2001, 2003 et 2005 ;

2003 et 2005 : Missions de brève durée pour le compte de la Banque Mondiale en Albanie, Macédoine, Guatemala, El Salvador et Honduras ;

2005 – 2007 : Chef d'une délégation officielle au Cambodge et au Burkina Faso organisée en collaboration avec l'Institut danois des droits de l'Homme.

V. Activités publiques

- a. Postes dans la fonction publique
- b. Mandats électifs
- c. Fonctions exercées au sein d'un parti ou d'un mouvement politique

Je n'ai pas été membre d'un parti politique

VI. Autres activités

- a. Domaine
- b. Durée
- c. Fonctions

VII. Travaux et publications

(Vous pouvez indiquer le nombre total d'ouvrages et d'articles publiés, mais ne citez que les titres les plus importants (8 au maximum)).

J'ai écrit plusieurs articles sur les droits de l'Homme dans les pays en voie de développement, notamment en Inde, en Angola, au Guatemala et au Honduras.

VIII. Connaissances linguistiques

Langue	Lu	Ecrit	Parlé
a. Première langue :			
danois	TB	TB	TB
b. Langues officielles :			
- anglais	TB	TB	TB
- français	AB		AB
c. Autres langues :			
- allemand	B	B	B
- espagnol	AB		AB

IX. Autres éléments pertinents

X. Veuillez confirmer que vous vous installez de manière permanente à Strasbourg au cas où vous seriez élu(e) juge à la Cour.

J'ai l'intention de m'installer de façon permanente à Strasbourg.

CURRICULUM VITAE
Nina Holst-Christensen

I. Etat civil

Nom, prénom : Holst-Christensen, Nina
 Sexe : féminin
 Date et lieu de naissance : 25 février 1960, Copenhague, Danemark
 Nationalité : danoise

II. Etudes et diplômes et autres qualifications

1984: Diplômée en droit (*cand. jur.*) de l'Université de Copenhague

III. Activités professionnelles pertinentes

a. Description des activités juridiques

1993-94 Juge suppléant à temps partiel (*deltidsdommerfuldmægtig*) au tribunal de grande instance de la ville de Taamby

1994 Juge suppléant à temps partiel (*deltidsdommerfuldmægtig*) au tribunal de grande instance de la ville de Ballerup

b. Description des activités juridiques non judiciaires

1984 – 1987 : Conseiller juridique, Ministère de affaires étrangères

1987 – 1994 : Conseiller juridique, Ministère de la justice

1987 – 1993 : Substitut du procureur à temps partiel près la police de Copenhague, le Directeur des poursuites judiciaires et le Procureur régional pour la Seeland

1994 : Conseiller juridique supérieur, Ministère de la justice

1995 – 2000 : Chef du département du droit de l'Union européenne et des droits de l'Homme, Ministère de la justice

Depuis 2000 : Commissaire au droit de l'Union européenne et aux droits de l'Homme, Ministère de la justice

Depuis 2000 : Agent du Gouvernement danois près la Cour européenne des droits de l'Homme dans les requêtes relatives aux violations de l'article 6 de la Convention européenne des Droits de l'Homme. Co-agent dans les autres requêtes contre le Danemark.

1984-1989 : Chargée de cours en droit de l'Union européenne à l'Université de Copenhague.

Depuis 1989 : Assistante en droit de l'Union européenne à l'Université de Copenhague.

Depuis 1998 : Rédactrice du Commentaire général sur la législation de l'Union européenne (EU-Karnov), éditions Thomson.

IV. Activités et expérience dans le domaine des droits de l'homme

1987-1989 : Représentante du Danemark au Comité d'experts pour l'amélioration des procédures de protection des Droits de l'Homme (DH-PR)

1999-2001 : Membre du Comité intergouvernemental sur l'incorporation des conventions des droits de l'Homme dans la législation danoise pour le Ministère de la justice

Depuis 2000 : Représentante du Danemark au Comité directeur pour les Droits de l'Homme du Conseil de l'Europe (CDDH)

Depuis 2000 : Agent du Gouvernement danois près la Cour européenne des droits de l'Homme sur les requêtes relatives aux violations alléguées de l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'Homme. Co-agent sur les autres requêtes contre le Danemark (voir ci-dessus)

V. Activités publiques

VI. Autres activités

Depuis 1999, membre du Comité exécutif de l'Association danoise pour le droit européen (*Dansk Forening for Europarett*)

Depuis 2000, membre du Comité exécutif de l'Association danoise pour le droit pénal européen (*Dansk Selskab for Europæisk Strafferet*)

Depuis 2006, membre de la rédaction de la Revue danoise de droit de l'Union européenne et des droits de l'Homme (*EU-Ret & Menneskeret*)

VII. Travaux et publications

(En collaboration avec quatre autres auteurs) : La Convention européenne des droits de l'Homme commentée, 2e édition, éditeur DJOEF, Copenhague 2003 et 2004 (2 volumes)

(En collaboration avec un autre auteur) : La libre circulation dans l'Union européenne : affaires, commentaires et questions, éditeur DJOEF, Copenhague 1998 (1e édition), 2000 (2e édition), 2003 (3e édition), 2007 (4e édition), 3e édition également publiée en 2004

En outre, j'ai publié 17 articles sur des sujets relatifs au droit de l'Union européenne et les droits de l'Homme (publiés entre 1989 et 2006) dont les titres les plus importants sur les droits de l'Homme :

Les droits de l'Homme s'appliquent-ils au Danemark ? (*Gælder menneskerettighederne i Danmark?*), Revue juridique danoise (*Juristen*) 1989 P. 48

Contrôle de la compatibilité des projets de loi du gouvernement danois avec la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et d'autres conventions internationales sur les droits de l'Homme (*Screening af danske regeringslovsforslags overensstemmelse med Den Europæiske Menneskerettighedskonvention og andre internationale konventioner om menneskerettigheder*), Revue juridique islandaise (*Timarit Ibgfrædinga*), 2003 p. 421

Une réforme de la Cour européenne des droits de l'Homme – Protocole n° 14 à la Convention européenne des droits de l'Homme sur la réforme du système de contrôle de la Convention (*En reform af Den Europæiske Menneskerettighedsdomstol – protokol nr. 14 til Den Europæiske Menneskerettighedskonvention om ændring af konventionens kontrolsystem*), Revue danoise de droit de l'Union européenne et des droits de l'Homme (*EU-ret & Menneskeret*) 2004, p. 209

L'application de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'Homme par la CJCE depuis 1991 (*EF-Domstolens anvendelse af retspraksis fra Den Europæiske Menneskerettighedsdomstol siden 1991*), Mélanges en l'honneur de Carl Aage Nørgaard, 2004, p. 151

(En collaboration avec un autre auteur): La jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'Homme dans les affaires danoises (2002-2005), (*Den Europæiske Menneskerettighedsdomstols praksis i danske klagesager (2002-2005)*), Revue danoise de droit de l'Union européenne et des droits de l'Homme (*EU-ret & Menneskeret*) 2005 p. 281

Nouvelle jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'Homme dans les affaires sur les procédures longues (*Ny praksis ved Den Europæiske Menneskerettighedsdomstol i sager om lang sagsbehandlingstid*), Revue hebdomadaire de droit danois, *Ugeskrift for Retsvæsen* 2006 B p. 311

VIII. Connaissances linguistiques

Langue	Lu	Ecrit	Parlé
a. Première langue : danois	TB	TB	TB
b. Langues officielles :	TB	TB	TB
- anglais	AB	AB	AB
- français			
c. Autres langues :			
- suédois, norvégien	TB	AB	B

IX. Autres éléments pertinents

Je confirme par la présente que je m'installerai de façon permanente à Strasbourg, si je suis élue membre de la Cour.

CURRICULUM VITAE
Peer Lorenzen

I. Etat civil

Sexe: masculin
Date et lieu de naissance : le 20 mai 1944 à Copenhague, Danemark
Nationalité: danoise

II. Etudes, diplômes et qualifications

Maîtrise de droit (*juridisk embedseksamen*) l'université d'Aarhus, 1969.

III. Activités professionnelles pertinentes

a. Activités judiciaires

1982-92 : Juge à la cour d'appel du Danemark occidental.
1989-90 : Juge d'instruction dans une affaire où étaient des irrégularités de gestion au ministère du Logement et dans d'autres institutions apparentées.
1992-94 : Président de la cour d'appel du Danemark occidental.
Depuis 1994 : Juge à la cour suprême du Danemark.

b. Activités non judiciaires

1969-74 : Professeur assistant de droit public à l'université d'Aarhus, 1969-1970, et de droit constitutionnel à l'université de Copenhague, 1970-1974.
1970-78 : Conseiller juridique au ministère de la Justice, 1973-1978. De 1973 à 1978, affecté à la Division des affaires juridiques pour les questions de droit administratif et constitutionnel ainsi que pour celles relatives aux droits de l'homme. Durant la même période, secrétaire de la Commission gouvernementale de révision de la loi sur l'accès aux dossiers administratifs.
1978-82 : Chef de division à l'Office du médiateur parlementaire.
1985-86 : Président de la Commission de recours des étrangers.
1992-96 : Président du Conseil national de prévention du crime.
1992-96 : Président de la Commission permanente de réforme législative pour l'administration de la justice.
1994-95 : Président de la Commission de l'environnement du travail.
1997 : Président de la Commission gouvernementale de l'accès aux dossiers concernant les fonctionnaires.

IV. Activités et expériences dans le domaine des droits de l'homme

1983-92 : Représentant du Danemark au sein du Comité d'experts du Conseil de l'Europe pour le développement des droits de l'homme, 1983-1992, et président du même comité de 1991 à 1992.

1989-91 : Membre de la Commission gouvernementale d'incorporation de la Convention européenne des Droits de l'Homme dans le droit danois.

1995-99 : Membre de la Commission européenne des Droits de l'Homme.

Depuis 1998 : Juge à la Cour européenne des Droits de l'Homme. En décembre 2005, élu Président de la cinquième Section de la Cour.

1999-2001: Président de la Commission gouvernementale d'incorporation des conventions des Droits de l'Homme dans le droit danois.

(V. Activités publiques)

VI. Autres activités

1987-91 : Membre du comité exécutif de l'Association danoise des juges, 1978-1991.

Depuis 1988 : Examinateur extérieur à l'université d'Aarhus.

Depuis 1992 : Membre du comité éditorial de la revue juridique *Juristen*

Depuis 1994 : Membre du comité éditorial de la revue danoise en matière de droits de l'homme *EU & Menneskeret*

VII. Publications et autres travaux

(Conjointement avec deux autres auteurs) *EMRK-Kommentar* (Commentaire de la Convention européenne des Droits de l'Homme), Copenhague 1994 (544 pages). Une deuxième édition (conjointement avec quatre autres auteurs) a été publiée en février 2003 et en novembre 2004 (deux volumes).

VIII. Langues

Langue	Lu	Ecrit	Parlé
a. Première langue : danois	TB	TB	TB
b. Langues officielles :	TB	TB	TB
- anglais	TB	B	TB
- français			
c. Autres langues :			
- allemand	TB	B	B
- suédois, norvégien	TB	AB	B

IX. Autres éléments pertinents

J'ai ma résidence principale à Strasbourg.

Délégués des Ministres

Documents CM

CM(2007)71 1er juin 2007¹



COUNCIL OF EUROPE CONSEIL DE L'EUROPE

Committee of Ministers
Comité des Ministres

998 Réunion, 13 juin 2007

4 Droits de l'Homme

4.1 Cour européenne des Droits de l'Homme

Election de juges – Liste de candidatures au titre de la Géorgie

¹ Ce document a été classé en diffusion restreinte le jour de la diffusion. Il a été déclassifié lors de la 998^e réunion des Délégués des Ministres (13 juin 2007) (cf. CM/Del/Dec(2007)998/4.1).

Doc. 11359

(Traduction)

Représentation permanente de la Géorgie
auprès du Conseil de l'Europe

Strasbourg, le 15 mars 2007

N°04/40/07

M. Boillat,

En référence à la lettre émise par le Secrétaire Général, en date du 21 décembre 2006, je vous informe que le gouvernement de Géorgie a sélectionné les candidats suivants pour l'élection des juges à la Cour européenne des Droits de l'Homme.

Les noms des candidats apparaissent par ordre de préférence.

Mme Nona Tsotsoria
Substitut du Procureur Général de Géorgie

M. Konstantine Vardzelashvili
Vice-président de la Cour Constitutionnelle de Géorgie

M. Irakli Adeishvili
Juge du Tribunal Municipal de Tbilissi

Les curricula vitae des candidats sont joints à la présente lettre.

Veillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués,

(Signé)

Zurab Tchiaberashvili,
Représentant Permanent

M. Philippe Boillat
Directeur Général
DG II – Droits de l'Homme
Conseil de l'Europe

CURRICULUM VITAE
Nona TSOTSORIA

I. Etat civil

Nom : Nona Tsotsoria
 Sexe : féminin
 Date et lieu de naissance : 13 avril 1973. Batumi, Géorgie
 Nationalité : géorgienne

II. Etudes, diplômes universitaires et autres qualifications

- UNIVERSITÉ DE PENNSYLVANIE, FELS INSTITUTE OF GOVERNMENT, Philadelphie, Pennsylvanie
- Candidate MGA, '07
- UNIVERSITÉ D'ÉTAT DE TBILISSI, FACULTÉ DE DROIT, Tbilissi, Géorgie Diplôme avec mention (09/1990-06/1996), Maîtrise en droit

III. Activités professionnelles

MINISTÈRE PUBLIC DE GÉORGIE (*Depuis août 2004, actuellement en congé pour suivre un programme MGA aux États-Unis*)

Substitut du Procureur général

- Responsable des activités des unités suivantes : département juridique (dont l'unité des droits de l'homme, l'unité de coopération juridique internationale et l'unité juridique) ; département des ressources humaines ; département des finances et de la logistique ; unité anti-blanchiment d'argent ;
- Coordination des réformes au sein de l'institution ;
- Coordination des relations internationales et des activités des bailleurs de fonds (Projet de réforme du ministère public financé par l'union européenne, mis en œuvre par le Conseil britannique, le Département américain de la justice, le Conseil de l'Europe, l'OSCE, etc.).

COUR CONSTITUTIONNELLE DE GÉORGIE (*Juillet 1996 à septembre 1999*)

Assistant du Juge

- Participation aux différentes activités ayant trait à la création de la Cour constitutionnelle
- Préparation des dossiers pour les audiences, (plus de 95 % des dossiers concernant des questions de droits de l'homme)
- Assiste le juge dans l'exercice de ses fonctions
- Travail sur des propositions concernant l'amélioration de la législation normative de la Cour constitutionnelle
- Un des organisateurs et membre du jury du concours juridique *Human and Constitution* organisé par la Cour constitutionnelle, visant à la popularisation des droits constitutionnels de la personne, ouvert aux élèves et aux étudiants en droit.

CABINET D'AVOCATS KORDZADZE & SVANIDZE -- AVOCATS / TBILISSI

Avocat (*Septembre 1999 à avril 2000*)

- Préparation des dossiers et des autres documents pour les audiences
- Participation aux procès et autres activités juridiques

CENTRE IRIS A L'UNIVERSITÉ DE MARYLAND, IRIS / BUREAU DE GÉORGIE – projet État de droit financé pendant 4 ans par l'USAID – Chef d'équipe (*juillet 2003 à août 2004*)

- Gestion du bureau et des projets mis en œuvre/financés par IRIS
- Développement et application de programmes pour renforcer l'état de droit (promotion des droits de l'homme et soutien des réformes administratives et constitutionnelles)
- Chargée de liaison entre l'antenne et les représentants de la Mission USAID/Caucase et le bureau principal d'IRIS

IRIS / BUREAU DE GÉORGIE (août 2002 à juillet 2003)

Chef d'équipe adjoint

- Aide le chef d'équipe à gérer le bureau et à entretenir les relations avec les organisations partenaires
- Remplacement du chef d'équipe en son absence
- Mise au point et application de programmes pour renforcer l'Etat de droit (promotion des droits de l'homme et soutien des réformes administratives et constitutionnelles)
- Création de liens institutionnels avec les organisations géorgiennes et internationales œuvrant dans le domaine.

Avocat principal (octobre 2001 à août 2002)

- Contrôle et analyse de la politique législative (droits de l'homme, réformes administratives)
- Conception et gestion d'ateliers, programmes de formation, et rapports législatifs
- Dispense de conseils juridiques aux organismes publics géorgiens, aux ONG, aux contractants USAID et à d'autres concernant le droit administratif géorgien
- Participation, si nécessaire, à la préparation du programme de travail annuel
- Coordination des activités de l'association des jeunes avocats géorgiens (GYLA)

Conseiller juridique (avril 2001 à septembre 2001)

- Mise au point et application de programmes pour renforcer l'Etat de droit (droit administratif, droit constitutionnel)
- Conception et gestion d'ateliers, programmes de formation, et rapports législatifs
- Contrôle et analyse de la politique législative
- Création de liens institutionnels avec les organisations géorgiennes et internationales œuvrant dans le domaine.

AMEX INTERNATIONAL, INC. / BUREAU DE GÉORGIE - programme État de droit financé par l'USAID (mars 2000 à mars 2001)

Conseiller juridique

- Conception et gestion d'ateliers, programmes de formation, et rapports législatifs
- Contrôle et analyse de la politique législative (droit administratif, législation de concession)
- Participation à la rédaction des textes ; Projet d'amendements au Code administratif général de Géorgie (Principalement au chapitre Liberté d'information du code (en coopération avec les experts géorgiens, européens et américains), législation de la concession)
- Aide apportée à plusieurs agences publiques pour appliquer le Code administratif général
- Chargée de liaison avec les experts administratifs

ASSOCIATION DES JEUNES AVOCATS GÉORGIENS

Avocat-conseil (septembre 1997 à septembre 1998)

- Conseils juridiques gratuits dispensés aux citoyens dans le cadre du projet de hotline juridique gratuite de la GYLA.

Expert (1997 à 2000)

- Participation à des émissions télévisées préparées par la GYLA et le Studio RE sur les questions des droits de l'homme les plus importantes et les plus pertinentes en Géorgie, notamment préparation de textes sur l'aspect juridique des émissions.
- Organisation et coordination de la préparation de films vidéo juridiques pour sensibiliser aux droits de l'homme, par le studio Publiciste de la chaîne 1 de la télévision d'Etat de Géorgie en coopération avec la GTZ et la ZDF.
- Organisation de tribunaux fictifs pour une meilleure compréhension des dispositions juridiques garantissant les droits des personnes.

UNIVERSITÉ D'ÉTAT DE TBILISSI/FACULTÉ DE DROIT INTERNATIONAL ET DE RELATIONS INTERNATIONALES (février 2001 à 2004)

Professeur de droit

- Conférences de Justice constitutionnelle

UNIVERSITÉ D'ÉTAT DE TBILISSI, BRANCHE D'AKHALTSIKHE (septembre 1999 à septembre 2000)

Professeur de droit

- Conférences de justice constitutionnelle et de droit constitutionnel

IV. Activités et expérience dans le domaine des droits de l'homme

MINISTÈRE PUBLIC DE GÉORGIE (Depuis août 2004 jusqu'à aujourd'hui, actuellement en congé pour suivre un programme MGA aux États-Unis)

En qualité de substitut du Procureur général, supervision de l'unité des droits de l'homme au ministère public de Géorgie

- Une des principales fondatrices de l'unité des droits de l'homme au ministère public de Géorgie qui examine entre autres les questions de torture, de peines et de traitements inhumains et dégradants, de libertés religieuses et de traite des êtres humains
- Supervision de la publication d'une newsletter trimestrielle sur la situation et les développements liés à la torture, aux peines et traitements inhumains et dégradants, aux libertés religieuses et à la traite des êtres humains
- Supervision de la préparation des parties importantes des rapports nationaux qui doivent être soumis aux organisations internationales
- Promotion et popularisation des droits de l'homme parmi les procureurs, dont l'organisation de formations et de programmes spéciaux, la préparation et la publication de lignes directrices, de manuels et de documents de meilleures pratiques

Membre du Groupe de travail Anticorruption créé par décret spécial du Président de Géorgie

- Participation à la préparation d'une stratégie anti-corruption pour la Géorgie avec la coopération du Conseil de l'Europe
- Participation à la rédaction de la stratégie concernant l'amélioration de la transparence dans la fonction publique, la promotion de la participation des citoyens à la politique anticorruption, l'amélioration du système d'accès à l'information, le développement du système de protection des témoins et le renforcement du Bureau du Défenseur public
- Participation à la rédaction du Plan d'action pour la mise en œuvre de la stratégie anticorruption avec la coopération du Conseil de l'Europe

Secrétaire du Groupe de travail Antitraite dirigé par le Procureur général de Géorgie, créé par décret spécial du Président de Géorgie (juin 2005 – septembre 2006)

- Coordination des activités de différents organismes publics dans le domaine de la prévention, de la protection et des poursuites en matière de traite d'êtres humains
- Participation à la rédaction de la loi relative à la lutte contre la traite des êtres humains
- Participation à la création du Fonds pour la protection et l'aide aux victimes de traite d'êtres humains et du premier abri pour les victimes
- Coordination de la préparation du Plan d'action Antitraite
- Coordination de l'instauration et du développement de la coopération internationale entre la Géorgie et les pays voisins dans le domaine de la lutte efficace contre la traite

MEMBRE DU CONSEIL CONSULTATIF SCIENTIFIQUE DU COMITÉ JURIDIQUE DU PARLEMENT GÉORGIEN (2001 à 2002)

FONDATION POUR DES ÉLECTIONS JUSTES (septembre 2003 à juillet 2004) Membre du conseil d'administration

ASSOCIATION DES JEUNES AVOCATS GÉORGIENS / TBILISSI

Membre (1994 - 2005)

- Aide à la création de la bibliothèque de l'association des jeunes avocats géorgiens

Doc. 11359

- -Conférences sur diverses questions de droit constitutionnel

Membre du conseil (1997 - 2002)

V. Autres activités

PROGRAMME DE VISITEURS DE L'UNION EUROPÉENNE - visiteur, mai 2006

DÉPARTEMENT AMÉRICAIN DE LA JUSTICE, BUREAU DE DÉVELOPPEMENT, D'ASSISTANCE ET DE FORMATION DES PROCUREURS D'OUTRE-MER,
Programme sur la coopération des États-Unis et de la République de Géorgie pour combattre la criminalité financière
Nouvelle-Orléans, Louisiane et Washington D.C., États-Unis (août - septembre 2004)

CENTRE POUR LA RÉFORME INSTITUTIONNELLE ET LE SECTEUR INFORMEL
Reconnaissance spéciale pour l'importante contribution à la mission de l'IRIS en 2003

ABA/CEELI, AGENCE POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL
Programme de développement de la Cour constitutionnelle
Washington D.C., Chicago, Illinois, et New York, NY États-Unis, (février – mars 1997)

VI. Publications

Publication in the Legal Journal Almanakhi, Constitutional Law # 10, April 1999
"Upper Chamber of the Parliament in the Federal and Decentralized Unitary State"

Publication in Human Being and the Constitution, 1999, #1
"Protection of Economic and Social Rights in Georgia"

Publication in Human Being and the Constitution, 1997, # 3
"Certain Characteristics of the Exercise Regionalism by Examples of Italy and Spain"

Handbooks designated for promotion of the implementation of the Administrative Code of Georgia, member of the authors' group (2001-2004)

Handbook -Freedom of Information, periodic edition, member of the authors' group (2001-2004)

VII. Langues

Langues	Lu			Ecrit			Parlé		
	TB	B	AB	TB	B	AB	TB	B	AB
a. Première langue									
Géorgien	X			X			X		
b. Langues officielles									
Anglais	X			X			X		
Français									
c. Autres langues									
Russe		X			X			X	

VIII. Autres informations pertinentes

Membre du Groupe d'experts sur la réforme du système de justice pénale en Géorgie
(2005-2006)

- Participation à l'élaboration du Plan d'action pour la réforme du système de justice pénale en Géorgie
- Participation à l'élaboration du Plan d'action pour la réforme du Ministère public de Géorgie

IX. Veuillez confirmer que vous résidez en permanence à Strasbourg si vous êtes élu(e) juge à la Cour

CURRICULUM VITAE
Konstantine VARDZELASHVILI

Adresse :
20, rue Kiacheli, Tbilissi 0108, Géorgie
(+995 32) 92 08 31 (tél. bureau)
(+995 32) 93 69 23 (fax bureau)
Email: kote.vardzelashvili@const.gov.ge

I. Etat civil

Sexe : masculin
Date de naissance : 26 juillet 1972
Lieu de naissance : Tbilissi, Géorgie
Nationalité : géorgienne
Situation de famille : marié

II. Etudes et diplômes universitaires ou autres

2002 – Faculté de droit de Tbilissi, Tbilissi, Géorgie.
Diplôme de droit.
Domaine de recherche : droit constitutionnel

1997 – Université d'Edinburgh, faculté de sciences sociales, département d'histoire économique et sociale, Edinburgh, RU.
Programme de recherche de doctorat
Domaine de recherche : théorie du nationalisme, étude comparative

1995 – Université d'Europe centrale, département d'histoire, Budapest, Hongrie
Maîtrise en histoire moderne
Domaine de recherche : développement du nationalisme, étude du cas de la Géorgie

Juin 1994 – Université d'Etat de Tbilissi, département d'histoire, Tbilissi, Géorgie
Diplôme avec mention
Domaine de recherche : histoire ancienne de la nation

1996-2004: participation à plusieurs formations dans les domaines des instruments internationaux de protection des droits de l'homme, de la justice pénale, de la liberté d'expression, des droits des minorités, des pratiques du contrôle civil, de la lutte contre la corruption, etc.

III. Activités professionnelles pertinentes

Octobre 2006

Election au poste de vice-président de la Cour constitutionnelle de Géorgie, Président de la première chambre de la Cour constitutionnelle de Géorgie :

- Présidence de la chambre et des audiences de la cour
- Supervision du personnel de la cour chargé des recherches et analyses
- Elaboration d'une stratégie de réforme des procédures de la cour
- Coordination des relations avec les organisations locales et internationales
- Coordination des relations internationales et des activités d'information du public

Juillet 2006

Nomination en tant que membre de la Cour constitutionnelle de Géorgie

IV. Activités juridiques non judiciaires

2004-2006 : Ministère de la Justice de Géorgie

Vice- ministre, avec les missions suivantes :

Elaboration des projets de lois et de règlements destinés à soutenir les réformes dans des domaines comme la nationalité et les migrations, les registres civils et publics, l'inscription des organisations à but non lucratif et des organismes de droit public, le notariat

Rédaction de la Loi de restitution aux victimes du conflit d'Ossétie du Sud et de réinsertion de ces dernières, chargé des relations avec la Commission de Venise, d'autres institutions juridiques et experts étrangers, ainsi qu'avec le parlement de Géorgie

Négociation d'accords de rapatriement avec des Etats étrangers

Rédaction de la loi spéciale sur le rapatriement des personnes déportées par le régime soviétique (« Mechkètes déportés »), en tant que membre de la commission gouvernementale

Elaboration d'une stratégie pour le niveau de la formation juridique

2001 – 2004 : British Council, Tbilissi, Géorgie

Chef de projets de développement (responsable de projets de développement dans les domaines du droit, des droits de l'homme et de l'éducation) :

Coordination d'activités d'assistance à la réforme de la justice pénale, notamment : formulation d'idées, de recommandations et de critiques pour la réforme de la législation en matière de procédure pénale, liaison entre les différentes administrations, les experts juridiques géorgiens et étrangers

Conception et supervision du projet de réforme du Bureau du Procureur de Géorgie

Organisation de programmes de formation au droit et aux droits de l'homme, notamment de formations pour les jeunes avocats, de concours de tribunaux fictifs etc.

2002 - 2003 – Participation au processus d'élaboration d'une stratégie et d'une législation cadre pour la création du Service public de radiodiffusion en Géorgie, en tant que membre du Groupe de travail sur la Loi relative aux télécommunications et à la radiodiffusion

V. Activités et expériences dans le domaine des droits de l'homme

2001 – 2004 : British Council, Géorgie

Chefs de projets de développement :

Conception et mise en oeuvre de projets dans le domaine des droits de l'homme

Préparation et publication du Manuel de la liberté d'expression pour les étudiants des cours de droits de l'homme

Formulation de recommandations et de projets de modifications de lois pour renforcer les droits de la défense dans la procédure pénale

Gestion de projets d'éducation des électeurs

1999 – 2001 : ONG Liberty Institute, Tbilissi, Géorgie

Coordinateur de programmes d'éducation du public et de suivi :

Suivi et rédaction de rapports sur les droits de l'homme et les libertés religieuses

Conception et mise en oeuvre de projets dans le domaine des droits de l'homme

Supervision de groupes de conseil et d'aide judiciaire

1998 – 2000 : Tbilisi Press-Club, Tbilissi, Géorgie

Coordinateur d'un projet de développement dans le domaine des médias (avec un projet de partenariat entre l'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Géorgie) :

Conception et coordination de formations pour des journalistes sur les thèmes suivants : les droits et les responsabilités de la presse, l'éthique journalistique, la liberté d'expression, le reportage d'enquête, etc.

2000 – 2002 : Suivi de la situation des droits dans le système pénitentiaire en tant que membre du Conseil indépendant de surveillance du Ministère de la Justice de Géorgie, rédaction de recommandations et de demandes sur le sujet.

VI. Activités dans la fonction publique

2004-2006 : Vice-ministre de la Justice

Domaines de responsabilité :

- Département de la nationalité et des migrations : amélioration de l'efficacité et de la sécurité des procédures, travail sur les problèmes de rapatriement, fonction de chef de délégation pendant les négociations des accords de rapatriement
- Service d'aide judiciaire, renforcement de la capacité du service, élaboration de lois et de procédures, travail en partenariat avec des experts locaux et étrangers
- Administration du registre d'état civil :
Projets de réforme élaborés et mis en oeuvre avec différentes organisations internationales, dont l'OSCE, l'Union européenne, USAID, l'OSGF (Open Society Georgia Foundation).
L'objectif de la réforme était de créer un fondement législatif, de mettre en place les normes de gestion européennes, d'assurer la protection de la vie privée et des données personnelles, d'assurer un système de service public transparent et sans corruption
- Agence nationale du Registre public :
Projets de réforme mis en oeuvre en partenariat avec USAID et la BERD. L'objectif de la réforme était d'introduire les technologies modernes dans l'enregistrement des biens meubles, de créer le cadre législatif correspondant, d'assurer un système de service public transparent et sans corruption
- Lien avec la Commission de Venise, le HCR, le Conseil de l'Europe et d'autres organisations pour le problème de restitutions aux victimes du conflit d'Ossétie du Sud, représentation des structures gouvernementales pendant les conférences et réunions avec les interlocuteurs internationaux et ossètes.

VII. Autres activités

1998-2003 : Fonction d'observateur international pendant les élections locales en Géorgie

septembre 2000. – septembre 2001 : Reform Support Agency (RSA), Education Mega-Project, Open Society Georgia Foundation, Tbilissi, Géorgie en coopération avec le Research Triangle Institute (RTI), Caroline du Nord, Etats-Unis

Fonction : Membre de l'équipe d'analystes chargée de soutenir la réforme de l'éducation

Principaux domaines d'activité :

Préparation d'analyses et de recommandations

Elaboration de modèles de simulation pour le financement de l'éducation et les stratégies de décisions politiques

Evaluation et élaboration de stratégies

Développement de projets

1997 : Université d'Edinburgh, Edinburgh, RU

Session d'été sur le nationalisme de la faculté de sciences sociales

Fonction : chargé de cours

2000 – 2002 : Membre du Conseil indépendant de surveillance publique du Ministère de la Justice, Tbilissi, Géorgie.

Membre de l'association des anciens boursiers Chevening

Membre de l'Association des anciens de l'Université d'Europe centrale

VIII. Publications

Constitutions of the Foreign States (member of editorial board), published 2006.

Human Rights: Freedom of Expression Manual, published in 2003

Number of articles in electronic bulletin Press Club, 1999/2000.

Non-Orthodox Christian Sects – Trail of Christian Evangelists. Media Caucasia, 1999.

IX. Langues

Langues	Lu			Ecrit			Parlé		
	TB	B	AB	TB	B	AB	TB	B	AB
a. Première langue									
Géorgien	X			X			X		
b. Langues officielles									
anglais	X			X			X		
Français									
c. Autres langues									
Russe	X			X			X		

X. Je confirme que je résiderai en permanence à Strasbourg si je suis élu juge à la Cour européenne des droits de l'homme.

CURRICULUM VITAE
Irakli ADEISHVILI

I. État civil

Nom, prénom	Irakli Adeishvili
Sexe	masculin
Date et lieu de naissance	9 octobre 1974, Rustavi, Georgie
Nationalité	géorgienne

II. Études, diplômes universitaires et autres qualifications

- Université Centrale européenne; Budapest, Hongrie (1997-1998)
Département de Sciences politiques
Maîtrise en Sciences politiques
Thèse soutenue avec mention
- Université Etat de Tbilissi; Tbilissi, Géorgie (1992-1997)
Diplôme d'avocat avec mention , faculté de Jurisprudence
Juris Doctor
- Examen de qualification pour les juges ;Batumi, Géorgie (07/2003)
Diplômé
- Cambridge Law Studio, Cambridge, Royaume-Uni (14-18 oct. 2002)
Cours intensifs d'anglais juridique pour les avocats
Diplômé
- Examen du Barreau géorgien en droit civil, Tbilissi, Géorgie (09/2004)
Diplômé

III. Activités professionnelles pertinentes

1. Tribunal d'instance de Tbilissi
Tbilissi, Géorgie (2005 à aujourd'hui)
Fonctions : Président de la Chambre des affaires civiles
2. Tribunal d'instance de Tbilissi, Tbilissi, Géorgie (juin-juillet 2005)
Fonctions : Juge à la Chambre des affaires civiles
3. Cour européenne des Droits de l'Homme (1er juin 2006)
Strasbourg, France
Fonctions : Juge ad hoc
Affaire : Molashvili vs. Géorgie
4. Georgian Legal Partnership LLC.Tbilissi, Géorgie (février 1999 – juin 2005)
Fonctions : Avocat/associé
5. Georgian Investment Advisors LLC.Tbilissi, Géorgie (octobre 1996- août 1997)
Fonctions : Avocat

IV. Activités et expérience dans le domaine des droits de l'homme

Mission de l'OSCE en Géorgie Tbilissi, Géorgie (juillet 1998 - janvier 1999)
Fonctions : Avocat/Assistant droits de l'homme

V. Activités publiques

Conseil consultatif des juges d'Europe, Strasbourg, France (novembre 2006 à aujourd'hui)
Fonctions : Représentant géorgien

VI. Langues

Langues	Lu			Ecrit			Parlé		
	TB	B	AB	TB	B	AB	TB	B	AB
a. Première langue									
Géorgien	X			X			X		
b. Langues officielles									
Anglais			X			X			X
Français									
c. Autres langues									
Russe			X			X			X

Je confirme que je résiderai en permanence à Strasbourg si je suis élu juge à la Cour.

Délégués des Ministres

Documents CM

CM(2007)84 1er juin 2007¹

998 Réunion, 13 juin 2007

4 Droits de l'Homme

4.1 Cour européenne des Droits de l'Homme

Election de juges – Liste de candidatures au titre de la Hongrie



COUNCIL OF EUROPE CONSEIL DE L'EUROPE

Committee of Ministers
Comité des Ministres

¹ Ce document a été classé en diffusion restreinte le jour de la diffusion. Il a été déclassifié lors de la 998e réunion des Délégués des Ministres (13 juin 2007) (cf. CM/Del/Dec(2007)998/4.1).

(TRADUCTION)

Représentation Permanente de la Hongrie
auprès du Conseil de l'Europe

Strasbourg, le 19 mars 2007

Monsieur le Directeur Général,

En vertu de l'article 23 de la Convention européenne des Droits de l'Homme, l'expiration du mandat de M. András Baka, juge à la Cour européenne des Droits de l'Homme, est prévue pour le 31 octobre 2007. Suite à la lettre du Secrétaire Général relative à ce sujet, j'ai le plaisir vous transmettre la liste des candidats hongrois par ordre alphabétique.

1. Dr. Jenő KALTENBACH
2. Dr. Erzsébet KARDOS KAPONYI
3. Dr. András SAJÓ

Veillez trouver ci-joint les curriculum vitae et les références détaillées des candidats.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur Général, l'expression de mes meilleures salutations.

(signé)
Zoltán Taubner
Ambassadeur

M. Philippe BOILLAT
Directeur Général des Droits de l'Homme
Conseil de l'Europe

CURRICULUM VITAE
Erzsébet KARDOS KAPONYI

I. État civil

Nom : KARDOS-KAPONYI
 Prénom : Elisabeth (Erzsébet)
 Sexe : féminin
 Date et lieu de naissance : 21-06-1947, Pécs, Hongrie
 Nationalité : hongroise

II. Études, diplômes universitaires et autres qualifications

Institutions :

- Université Corvinus de Budapest 2006
- Université d'économie de Budapest 2000
- Université d'Utrecht, Institut Molengraaf de droit privé international, Pays-Bas 1975/76
- Université de Dijon, faculté de droit, France 1971
- Université des sciences Janus Pannonius, faculté de droit, Pécs / Hongrie 1965-1971

Diplômes :

- Doctor habilitatus – Les relations internationales
- Ph.D. de relations internationales – La protection internationale des droits de l'homme
- Stage de droit comparé
- Diplôme d'Étude français
- Doctorat en droit

III. Activités professionnelles pertinentes

- a. *Activités judiciaires* : Néant
- b. *Activités juridiques non judiciaires*

36 ans d'expérience comme professeur de droit à l'Université Corvinus de Budapest, (ancien nom : Université de sciences économiques et d'administration publique de Budapest, Université Karl Marx de Budapest), poste à temps plein

Poste actuellement occupé :

- Dr. Habil. Professeur à l'Université Corvinus de Budapest
- Directrice adjointe de l'Institut des études internationales

c. *Activités professionnelles non juridiques* : Néant

IV. Activités et expérience dans le domaine des droits de l'homme

Principales qualifications :

J'ai enseigné et mené des recherches dans trois domaines distincts : droits de l'homme, droit communautaire européen et droit des affaires internationales. J'assure plusieurs cours depuis plus de 20 ans et deux diplômes- séminaires sur des questions des droits de l'homme, notamment sur le travail du Conseil de l'Europe et de l'Union européenne. J'ai suivi des formations PhD spéciales sur les mécanismes européens des droits de l'homme.

Principaux thèmes des droits de l'homme dans mes activités :

- Mécanismes internationaux des droits de l'homme ;

- Mécanismes européens des droits de l'homme ;
- Jurisprudence de la Cour européenne des Droits de l'Homme ;
- Jurisprudence de la Cour de justice des Communautés européennes ;
- Causes et conséquences des violations des droits de l'homme ;
- Notion d'interdiction de discrimination des droits de l'homme ;
- Lutte contre la discrimination dans la société ;
- Droits de la femme en tant que droits de l'homme, discrimination des sexes ;
- Combattre le racisme, la xénophobie et l'anti-sémitisme ; notamment envers les Roms/Gitans en Europe ;
- Protection des citoyens appartenant à des minorités nationales et ethniques ;
- Anti-terrorisme et droits de l'homme, protection de la liberté d'expression et de la liberté d'association ;
- Comment renforcer la capacité à combattre et à prévenir la discrimination en instaurant et en renforçant le dialogue inter organisationnel ?
- Comment promouvoir les valeurs qui sous-tendent la lutte contre la discrimination par le biais d'activités de sensibilisation ?

Expériences spécifiques :

J'ai donné des conférences dans plusieurs universités et instituts étrangers : notamment professeur invité à l'Université "la Sapienza" de Rome, Sciences Po à Paris, Université du Panthéon d'Athènes, Freie Universität de Berlin, Diplomatische Akademie de Vienne, Université Jules Verne à Amiens, Institut d'Études internationales d'Oxford, Institut européen de Nicosie, Institut Européen des Hautes Études Internationales de Nice etc.

Membre d'associations professionnelles :

- Association de droit international, branche hongroise
- Association internationale des études européennes
- Association hongroise de propriété intellectuelle
- Présidente de la branche hongroise de la FMANU

V. Autres activités

a. Postes dans la fonction publique - néant

b. Mandat électif au Conseil de l'Europe, voir ci-dessous

c. Fonctions exercées au sein d'un parti politique ou d'un mouvement - néant

VI. Expérience professionnelle :

De - à	Lieu	Institutions	Fonctions	Description
2002-2003	Strasbourg	« Étude sur la non-discrimination » du Conseil de l'Europe dans le cadre du Pacte de stabilité	Expert indépendant proposé par le ministère de la Justice de Hongrie	Le groupe de la Hongrie a tenté d'identifier les domaines de la vie dans lesquels les membres de différents groupes relevant du projet « Anti-discrimination » sont dans une position inégale et d'analyser l'étendue du

<i>De - à</i>	<i>Lieu</i>	<i>Institutions</i>	<i>Fonctions</i>	<i>Description</i>
2000- 2002	Strasbourg	Groupe de spécialistes sur la participation équilibrée des femmes et des hommes à la prise de décisions dans la vie politique et publique du Conseil de l'Europe (EG-S-BP)	Expert désigné par le CDEG du Conseil de l'Europe	Nous avons préparé un projet de recommandation sur la participation équilibrée des femmes et des hommes à la prise de décision politique et publique pour le Conseil des ministres du Conseil de l'Europe (Rec
1990 -2003	Strasbourg	Comité directeur pour l'égalité entre les femmes et les hommes du Conseil de l'Europe (CDEG)	Membre du comité	En tant que représentante de la Hongrie, j'ai commencé à travailler au comité directeur CEEG/CDEG du Conseil de l'Europe en 1990 dans le domaine de la protection internationale des droits de l'homme notamment sur les questions d'égalité entre les femmes
1997 -1999	Strasbourg	Groupe de spécialistes sur les priorités futures, les stratégies et les méthodes de travail dans le domaine de l'égalité entre les femmes et les hommes (EG-S-FS)	Présidente du comité	Ce Groupe a reçu des termes de référence spécifiques et a été chargé, entre autres, de définir « les priorités, les objectifs, les stratégies, les instruments et les méthodes de travail pour de futures activités dans le domaine de l'égalité entre les femmes et les
1994-1996	Strasbourg	Comité directeur pour l'égalité entre les femmes et les hommes du Conseil de l'Europe (CDEG)	Présidente du comité	Les experts constituant le comité ont été chargés de favoriser les actions au niveau national, et au sein du Conseil de l'Europe, pour

<i>De - à</i>	<i>Lieu</i>	<i>Institutions</i>	<i>Fonctions</i>	<i>Description</i>
				parvenir à une véritable égalité entre les femmes et les hommes.

VII. Publications et autres travaux

Publications en anglais (sélection)

1. Elisabeth Kardos-Kaponyi: Sharing power: Hungary
In. Sharing Power, Women, Parliament, Democracy Chapter 3.
Ashgate Publishing Co. England/USA
2005, Hampshire pp. 25-36.
2. Elisabeth Kardos-Kaponyi : „Non-Discrimination Review of Hungary”
Under the Stability Pact for South-Eastern Europe,
Co-authors: Judit Tóth - Katalin Szajbély - Eszter Regényi:
Strasbourg, Council of Europe Press, 2003. p.196.
3. Elisabeth Kardos-Kaponyi: Transformation in Central and Eastern Europe and its impact on the international system – The Consequences of Political, Social and Economic Changes for the Position of Women in Central and Eastern Europe.
BIGIS Papers №3, Budapest, 1995. pp. 151-157.
4. Erzsébet Kardos-Kaponyi: The Protection of Human Rights, the Main Principles and Instruments in Europe
Society and Economy in Central and Eastern Europe, 1998/2, pp. 284-304.
5. Elisabeth Kardos- Kaponyi: The Charter of Fundamental Rights of the European Union, In.:
Society and Economy in Central and Eastern Europe 2001/1-2
Quarterly Journal of BUESPA, Aula Kiadó Kft. 2001. pp. 137-170.
6. Elisabeth Kardos-Kaponyi: Recent developments of Community employment and social policy In.:
The International System at the Turn of the Millennium
BIGIS Papers №7, Budapest, 2001. pp. 123-150.
7. Elisabeth Kardos-Kaponyi: Policies in the field of equality between women and men. Information forum on national policies in the field of equality between women and men.
Council of Europe Publishing, Strasbourg, 1995
ISBN 92-871-3031-0 pp. 68-77.

Conférences internationales (sélection)

2007. Rome, aide et cohésion sociale. Responsabilité sociale des entreprises (RSE) du point de vue des multinationales
2006. Paris, Colloque international de Sorbonne Nouvelle Paris III, conférencière : Emploi de deux ou plusieurs langues pour mieux comprendre
2005. Pékin, Séminaire UE-Chine du dialogue sur les droits de l'homme, présidente, intervenante : Liberté d'expression et mesures anti-terroristes
2003. Rome, Centre interdépartemental de recherche pour les études européennes et internationales, conférencière : Discrimination : situation en Hongrie
2000. Bruxelles, Séminaire international sur la non-discrimination : conférencière : Les pays candidats et les tâches qui découlent de l'Agenda social européen
1997. Åbo/Turku, Atelier des Nations unies, intervenante : « Promouvoir la jouissance des droits économiques et sociaux des femmes »,

1997. Nice, Colloque international sur les droits de l'homme, conférencière : L'égalité entre les femmes et les hommes : un critère fondamental de la démocratie,
1995. Budapest, Conseil de l'Europe, Forum d'information sur les politiques nationales en matière d'égalité. Rapporteuse générale: Politique en matière d'égalité entre les femmes et les hommes.
1995. Pékin, Conférence internationale des Nations unies sur les femmes : La situation des femmes en Europe Centrale et en Europe de l'Est, expert
1995. Strasbourg, Conférence européenne sur les femmes : « Les droits de la femme : utopie ou défi ? », intervenante : Féminisation de la pauvreté.
1995. Strasbourg, Groupe de projet « Droits de l'homme et démocratie véritable » (CAHDD), intervenante : Égalité entre les femmes et les hommes : Diversité et tolérance.

VIII. Langues

<i>Langue</i>	<i>Lue</i>	<i>Écrite</i>	<i>Parlée</i>
a. Première langue Hongrois (<i>Langue maternelle</i>)	TB	TB	TB
b. Langues officielles Français	TB	TB	TB
Anglais	TB	TB	TB
c. Autres langues Allemand	B	AB	B

IX. Autres informations pertinentes

2005 Membre de la délégation européenne, dialogue UE-Chine sur les droits de l'homme, Beijing
 2004 Prix des droits de l'homme (ministère de la Justice de Hongrie)
 Depuis 2003, inspectrice de la commission d'examen du ministère de la Justice (droit communautaire européen, droit des affaires)
 2002 Représentante de la délégation hongroise du rapport CEDAW, New York
 1996 Représentante de la délégation hongroise du rapport CEDAW, New York

X. Déclaration

Je confirme que je résiderai en permanence à Strasbourg si je suis élue juge à la Cour.

CURRICULUM VITAE
András SAJO

I. Etat civil

Nom : Sajó
Prénom : András
Sexe : masculin
Date de naissance : 25 mars 1949
Lieu de naissance : Budapest, Hongrie
Nationalité : hongroise

II. Formation, diplômes universitaires et autres

1972 Diplôme de droit, Eötvös Loránd Tudományegyetem – ELTE, Faculté de droit, Budapest
1977 Diplôme, premier cycle, Faculté internationale de droit comparé, Strasbourg.
1978 Doctorat, Académie des sciences de Hongrie
1980 Diplôme, deuxième cycle, Faculté internationale de droit comparé, Coimbra
1982 Habilitation (thèse de doctorat amplifiée donnant le droit d'enseigner à l'université),
Académie des sciences de Hongrie
1995 Membre de l'Académie des sciences de Hongrie

III. Activités professionnelles pertinentes

a. *Activités judiciaires*

b. *Activités non judiciaires*

Depuis 1972 Chercheur, Académie des sciences de Hongrie, Institut de droit, Professeur-chercheur depuis 1995
1979-84 Maître de conférences en droit, Université de sciences économiques, Budapest (à temps partiel)
1984-95 Professeur de droit, Université de sciences économiques, Budapest (à temps partiel)
1986-87 Boursier Humboldt, Université de Saarbruck
1991-92 Conseiller juridique du Président de la Hongrie
1992 Doyen fondateur, études juridiques, Université d'Europe centrale, Budapest
1992- Professeur affilié (à plusieurs reprises), Cardozo School of Law, New York
1993- Admission au Barreau de Budapest
1993,1995 Professeur de droit affilié, Université de Chicago, Faculté de droit
1994- Chaire droit constitutionnel compare et co-directeur, programme de master de droits de l'homme, Université d'Europe centrale, Budapest
1996- Global Faculty (professeur affilié, à plusieurs reprises), New York University, Faculté de droit, Global Program
1997- Professeur de droit, Eötvös Loránd Tudományegyetem, Université ELTE, Budapest (à temps partiel)

c. *Activités professionnelles non juridiques*

IV. Activités et expérience dans le domaine des droits de l'homme

1988-1994 Fondateur et porte-parole de la Ligue [Hongroise] pour l'abolition de la peine de mort, Budapest (légalisée en 1990)
1991-93 Fondateur et président de l'Institut de politique constitutionnelle et législative, Budapest (COLPI) (éducation aux droits de l'homme et formation dans le domaine judiciaire pour les anciens pays communistes)

- 1995 Organisation et animation de formations aux droits de l'homme pour fonctionnaires de haut niveau d'Europe de l'Est et d'Asie centrale pour le Haut-commissaire des Nations unies aux droits de l'homme
- 1997-2000 Membre , strategic litigation advisory board (comité consultatif de stratégie de procès), Centre européen des droits des Roms (dont Nachova c. Bulgarie, requête n°43577/98 ECHR)
- 1999-2006 Membre, conseil consultatif, Comité d'Helsinki de Hongrie
- 2002-2004 Comité de gestion, Centre de défense des handicaps mentaux, Budapest
- Depuis 2001 Directoire, Open Society Justice Initiative, New York
- 2005, 2006 Consultant du Représentant de l'OSCE en matière de liberté des médias (liberté d'expression)
- 2006 Expert de l'ECRI (Conseil de l'Europe) (liberté d'expression)

Cours de droits de l'homme et de droit constitutionnel, Columbia University (New York), Université de Toronto (faculté de droit), University of New South Wales (Sidney), Blackstone lecture à l'Université d'Oxford etc.

V. Activités publiques

a. Activités dans la fonction publique

- 1989-90 Vice-président, Comité de dérégulation hongrois
- 1997-2001 Conseil national de la santé publique, comité de bioéthique

b. Fonctions électives : -

c. Fonctions dans un parti ou mouvement politique : -

VI. Autres activités

- 1992, 1994 Consultant, Banque mondiale, législation en matière d'environnement en Russie
- 1991-92 Président, commission de rédaction, Loi hongroise sur l'environnement
- 1993 Conseiller du Parti démocrate lors de l'élaboration de la constitution sud-africaine
- 1993-94 Groupe de travail sur la rédaction de la constitution, parlement géorgien, République de Géorgie
- 1994 Président, commission de rédaction, Loi hongroise sur la radiodiffusion
- 2003- Comité exécutif, Association international de droit constitutionnel

VII. Publications

FREEDOM OF EXPRESSION, ISP Warsaw (2004) 184 pp. (translated to Russian and Hungarian too)

COMPARATIVE CONSTITUTIONALISM, (with Norman Dorsen, Michel Rosenfeld, & Susanne Baer), American Casebook Series, Thomson West (2003) lxiii+1382 pp.

LIMITING GOVERNMENT. AN INTRODUCTION TO CONSTITUTIONALISM. CEU Press (2000) XVI + 292pp. (Russian, Georgian, Hungarian translations)

GLOBAL JUSTICE AND THE BULWARKS OF LOCALISM: HUMAN RIGHTS IN CONTEXT, Christopher L. Eisgruber and András Sajó (Eds.), Martinus Nijhoff Publishers (2005).

HUMAN RIGHTS WITH MODESTY: THE PROBLEM OF UNIVERSALISM, (Ed.), Leiden, Boston: Martinus Nijhoff Publishers (2004).

Articles

Spreading liberal constitutionalism: an inquiry into the fate of free speech rights in new democracies [with Michel Rosenfeld], in Sujit Choudhry, (Ed.) THE MIGRATION OF CONSTITUTIONAL IDEAS, Cambridge University Press (2006).

The Concepts of Neutrality and the State, in Ronald Dworkin et al. (Eds.), FROM LIBERAL VALUES TO DEMOCRATIC TRANSITION, New York/Budapest: CEU Press, (2003) 107-144.

Government Speech in a Neutral State, in N. Dorsen and P. Gifford (Eds.), DEMOCRACY AND THE RULE OF LAW, Washington, D.C., CQ Press, (2001) 417-454.

Additional: 8 books, 9 edited volumes and about 210 articles in Hungarian, English, German, French, Russian, Bulgarian, Italian, Ukrainian, Chinese.

VIII. Langues

Langue	Lu			Ecrit			Parlé		
	Très bien	Bien	Bonnes notions	Très bien	Bien	Bonnes notions	Très bien	Bien	Bonnes notions
a. Langue maternelle									
- Hongrois	x			x			x		
b. Langues officielles									
- Anglais	x			x			x		
- Français	x				x			x	
c. Autres langues									
- Italien	x				x		x		
- Russe		x				x		x	
- Allemand		x				x		x	

IX. Autres informations pertinentes

X. Déclaration

Je confirme que je résiderai en permanence à Strasbourg si je suis élu juge à la Cour européenne des Droits de l'Homme.

Budapest, 7 mars 2007

URRICULUM VITAE
Jenő KALTENBACH

I. Etat civil

Nom, prénom : Kaltenbach, Jenő
 Sexe : masculin
 Date et lieu de naissance : 27 septembre 1947, Ófalu, Hongrie
 Nationalité : hongroise

II. Etudes et diplômes universitaires ou autres

1989 Bourse de la « Fondation Friedrich Ebert » à l'université de Ratisbonne, Allemagne
 Thèse de doctorat : « Le contrôle juridictionnel des pouvoirs locaux »

1970 - 1975 Faculté de droit de l'université « Attila József », Szeged
 Diplôme : docteur en droit

III. Activités professionnelles pertinentes*a. Activités judiciaires*

Depuis février 2005 Vice-président de l'Institut européen du médiateur

Depuis mai 1997 Représentant de la République de Hongrie à la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance du Conseil de l'Europe (ECRI), Strasbourg, France

Depuis juillet 1995 Commissaire parlementaire aux droits des minorités nationales et ethniques

1998 – 2003 Premier vice-président de l'ECRI

1997 – 2003 Membre suppléant du Conseil d'administration de l'Observatoire européen des phénomènes racistes et xénophobes, Vienne, Autriche

1990 – 1993 Conseiller principal à la Cour constitutionnelle de la République de Hongrie

b. Activités juridiques non judiciaires

Depuis 1996 Membre du Comité scientifique sur l'administration publique de l'Académie des sciences de Hongrie

1993 – 1995 Directeur de l'Institut d'administration publique de Hongrie

1990 – 1993 Professeur associé de la faculté de droit de l'Université « Attila József », Szeged

1977 – 1990 Assistant et maître de conférences à la faculté de droit de l'Université « Attila József », Szeged

Depuis 1993 Chef du département d'administration publique de la faculté de droit de l'Université « Attila József », Szeged

Depuis 1999 Chargé de cours au département d'administration publique de la faculté de droit de l'Université « Loránd Eötvös », Budapest

IV. Activités et expérience dans le domaine des droits de l'homme

Mars 1997

Expert du Conseil de l'Europe à un séminaire international sur la création d'une institution de médiateur à Kiev, Ukraine

Mars 1997

Présentation sur le thème « La protection des droits des minorités en Hongrie » à l'Université de Birmingham, Royaume-Uni

Avril 1997

Présentation sur le thème « La situation juridique des minorités ethniques et nationales en Hongrie » à l'Université de Mayence, Allemagne

Mai 1997

Présentation d'un document sur « L'autonomie multiculturelle » à un séminaire international pour experts de l'enseignement des langues minoritaires, Baja, Hongrie

Juillet 1997

Présentation d'un document sur « La situation juridique des minorités ethniques et nationales en Hongrie » à un séminaire international organisé par l'Institut polonais des relations internationales à Varsovie, Pologne

Septembre 1997

Présentation d'un document sur « La promotion de la tolérance en Europe centrale et orientale », en insistant particulièrement sur l'importance d'une institution de médiateur, à un séminaire international organisé par la Fondation Friedrich Naumann à Budapest, Hongrie

Octobre 1997

Présentation sur le thème « Les minorités dans les médias publics » à un séminaire international consacré à la représentation des valeurs du multiculturalisme dans les médias publics, organisé par la Fondation Romedia à Budapest, Hongrie

March, 1998

Présentation sur le thème « La protection juridique des minorités » à un séminaire international organisé par le European Centre on Minority Issues (Centre européen sur les questions des minorités) à Flensburg, Allemagne

Avril 1998

Expert du Conseil de l'Europe à un séminaire international sur la création d'une institution de médiateur, à Tbilissi, Géorgie

Mai 1998

Expert du Conseil de l'Europe et présentation sur le thème « Mettre en place et faire fonctionner une institution de médiateur » à un séminaire international sur la création d'une institution de médiateur à Sofia, Bulgarie

Mai 1998

Présentation sur le thème « Les droits des minorités en Hongrie » à un séminaire de l'OSCE sur les droits de l'homme, à Varsovie, Pologne

Juin 1998

Expert du Conseil de l'Europe et présentation sur le thème « Les problèmes des minorités et l'élargissement de l'Europe » à un séminaire pour universitaires à Florence, Italie

Juillet 1998

Présentation sur le thème « La situation des Roms en Hongrie » à un séminaire international « La détresse des Tsiganes » à l'académie d'été de l'Université d'Europe centrale, Budapest, Hongrie

Septembre 1998

Expert de l'OSCE (BIDDH) et présentation sur le thème « Les droits de l'homme, les minorités et l'institution du médiateur » à un séminaire international sur la création de l'institution du médiateur à Tallinn, Estonie

Octobre 1998

Présentation sur le thème « L'institution du médiateur en Hongrie : protection générale et spécifique des droits de l'homme » à la conférence internationale « La place et le rôle des institutions nationales spécialisées dans la lutte contre le racisme », Lausanne, Suisse

Décembre 1998

Présentation d'un rapport sur « Les groupes ethniques et l'Etat » à la conférence internationale « Combattre le racisme, la xénophobie, l'antisémitisme et le nationalisme en Europe » à Wilton Park, Royaume-Uni

Décembre 1998

Présentation sur le thème « La protection des minorités en Europe centrale et orientale » à un séminaire international de l'Université d'Europe centrale, Budapest, Hongrie

Avril 1999

Présentation sur le thème « Les minorités en Europe » au séminaire international « Les religions, les groupes ethniques et l'Etat » organisé par le Ministère allemand de l'Intérieur, Berlin, Allemagne

Mai 1999-2007

Rapporteur auprès de la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance du Conseil de l'Europe, chargé de la préparation de rapports sur le racisme et l'intolérance dans les Etats membres

Juin 1999

Expert lors de la conférence internationale relative à l'établissement d'une institution du médiateur en République Tchèque, organisée par le Parlement de la République Tchèque, Prague, République Tchèque.

Juin 1999

Présentation d'un document sur « La discrimination dans l'enseignement public » présenté au séminaire international « Les modes d'intégration des Roms en Hongrie » organisé par le Bureau for European Comparative Minority Research, Budapest, Hongrie

Juin 1999

Présentation sur le thème « Les enseignements tirés du fonctionnement des instances autonomes des minorités en Hongrie » au séminaire international « Les instances autonomes des minorités en Hongrie » organisé par le Projet sur les relations ethniques et le groupe de recherche sur les minorités de l'Académie des sciences de Hongrie, Budapest, Hongrie

Juin 1999

Présentation sur le thème « Le médiateur, défenseur des minorités » au séminaire international « Défense et droits » destiné aux militants des droits de l'homme d'Europe centrale et orientale, organisé par Minority Rights International et l'Institut de politique juridique, Budapest, Hongrie

Septembre 1999

OSCE (BIDDH) expert et présentation sur le thème « Les aspects de protection des droits de l'homme et des droits des minorités dans l'institution du médiateur » à un séminaire international sur la création d'une institution de médiateur à Astana, Kazakhstan

Septembre 1999

Cours sur « Le statut juridique des minorités nationales et ethniques en Hongrie » au cours d'été de l'Université de Bolzano, Italie

Octobre 1999

Initiateur et organisateur de la Conférence internationale sur « La représentation et la participation des minorités au processus de décision » organisée à Budapest, Hongrie

Décembre 1999

Présentation d'un rapport sur « Les institutions nationales dont les missions couvrent un ou plusieurs domaines de la protection des droits de l'homme » dans le cadre de la rencontre internationale « Indépendance des institutions nationales des droits de l'homme » organisée dans le cadre du Pacte de stabilité du Conseil de l'Europe pour l'Europe du Sud-Est, Budapest, Hongrie

Janvier 2000

Présentation sur le thème « Le médiateur, défenseur des minorités » au séminaire international « Défense et droits » destiné aux militants des droits de l'homme d'Europe centrale et orientale, organisé par Minority Rights International et l'Institut de politique juridique, Budapest, Hongrie

Février 2000

Présentation sur le thème « Combattre le racisme et la discrimination raciale en Europe avec les institutions nationales des droits de l'homme » à une réunion internationale d'experts organisée pour préparer la Conférence internationale contre le racisme, organisée par le Bureau du Haut-commissaire des Nations unies aux droits de l'homme

Juin 2000

Présentation sur le thème « La protection des droits de l'homme dans les nouvelles démocraties d'Europe centrale et orientale » à la réunion des médiateurs américains à San Francisco, Etats-Unis

Juillet 2000

Présentation sur le thème « Le rôle de l'éducation dans la lutte contre le racisme » au séminaire européen de préparation de la Conférence internationale contre le racisme, organisé par la Commission nationale consultative des droits de l'homme, Paris, France

Octobre 2000

Rapporteur du séminaire de formation de la Conférence européenne contre le racisme, Strasbourg, France

Octobre 2000

Présentation sur le thème « Migration et nouvelles minorités » à un séminaire international organisé par la Fondation Friedrich Naumann, Budapest, Hongrie

Février 2001

Présentation d'un rapport sur « l'utilisation abusive des droits constitutionnels et le rôle de l'institution du médiateur » au séminaire international « Les pays d'Europe centrale et orientale : pour des droits constitutionnels européens modernes », organisé dans le cadre du Pacte de stabilité par la Fondation allemande pour la coopération judiciaire internationale, Budapest, Hongrie

Mars 2001

Présentation sur le thème « Droits de l'enfant : la lutte contre la ségrégation dans l'enseignement » à un séminaire international organisé par l'Ambassade de Suède, Budapest, Hongrie

Mai 2001

Présentation sur le thème « Les comportements discriminatoires à l'égard des Tsiganes » à la 15^e Conférence européenne des étudiants en psychologie, Budapest, Hongrie

Mai 2001

Présentation sur le thème « Les activités du Commissaire parlementaire hongrois aux droits des minorités nationales et ethniques » à la 7^e session du groupe de travail sur les minorités du Haut-commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, Genève, Suisse

Mai 2001

Présentation sur le thème « les Roms : conflits et perspectives d'intégration » à la réunion des médiateurs d'Europe centrale et orientale, Varsovie, Pologne

Octobre 2001

Présentation d'un rapport sur « Les institutions nationales des droits de l'homme et la promotion du multiculturalisme » au séminaire d'experts des Nations unies « Droits de l'homme et démocratisation », Dubrovnik, Croatie

Décembre 2001

Rapport sur « Les aspects juridiques du principe d'égalité de traitement et d'interdiction de la discrimination » à une conférence internationale organisée par le Bureau du Commissaire parlementaire aux droits des minorités nationales et ethniques, Budapest, Hongrie

Mars 2002

Présentation sur le thème « Fonctionnement de l'institution du médiateur en Hongrie » à un séminaire international organisé par l'Initiative interethnique pour les droits de l'homme, Sofia, Bulgarie

Juin 2002

Réunion internationale d'experts sur « L'établissement d'un organe consultatif paneuropéen sur les Roms » organisée par le Commissaire parlementaire aux droits des minorités nationales et ethniques en coopération avec la Représentation de la République de Finlande Hongrie, Budapest, Hongrie

Juillet 2002

Présentation d'un rapport sur « Les frontières intérieures : minorité et majorité » à l'université d'été « Europe centrale : nouvelle frontière » organisée par la section espagnole de la Fédération européenne des journalistes, San Sebastian, Espagne

Septembre 2002

Expert du Conseil de l'Europe et présentation sur le thème « L'expérience de l'institution du médiateur » à un séminaire international sur « Le développement de l'institution du médiateur dans le Nord-Caucase », Piatigorsk, Fédération de Russie

Septembre 2002

Présentation sur le thème « La protection institutionnelle des droits des minorités » à la réunion des médiateurs européens sur les questions des minorités, organisée par le Centre européen pour les minorités, Flensburg, Allemagne

Octobre 2002

Présentation sur le thème « Protection des minorités : la prévention des crises » à un séminaire international organisé par la Bundesakademie für Sicherheitspolitik (Académie fédérale des politiques de sécurité), Bad Honnef, Allemagne

Mars 2003

Présentation sur le thème « Méthodes de partage du pouvoir en Europe centrale et orientale » à un séminaire international organisé par Minority Rights International et l'Association pour les initiatives démocratiques, Tetovo, Macédoine

Mai 2003

Présentation d'un rapport sur « Le statut des minorités en Europe et l'élargissement de l'UE » au 48^e Congrès de l'Union fédérale des nationalités européennes, Bozen, Italie

Juin 2003

Présentation sur le thème « La discrimination dans l'enseignement » à une conférence internationale organisée par la Banque mondiale et l'Open Society Institute (Institut pour une société ouverte), Budapest, Hongrie

Septembre 2003

Rapport d'expert des Nations unies sur « Le rôle des médiateurs et des institutions nationales des droits de l'homme dans la protection et la promotion des droits des minorités » à la réunion régionale

d'experts sur la mise en oeuvre du « plan d'action de Durban », organisée par le Haut-commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, Prague, République tchèque

Décembre 2003

Présentation sur le thème « Minorités et migration » à une conférence internationale organisée par le Centre grec d'études européennes sur « Racisme et xénophobie : combattre les stéréotypes grâce à une nouvelle politique migratoire », Athènes, Grèce

Février 2004

Présentation sur le thème « Programmes de "traitement spécial" pour arriver à l'égalité » à la Table ronde des Commissaires aux relations interraciales ou à la discrimination raciale organisée par la Commission des droits de l'homme de Nouvelle-Zélande et le Bureau du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Auckland, Nouvelle-Zélande

Septembre 2004

Présentation sur le thème « Le rôle des institutions nationales des droits de l'homme dans la promotion de la diversité culturelle » à la Conférence internationale des médiateurs, Québec, Canada

Mai 2004

Présentation sur le thème « La nécessité d'une protection spéciale pour les minorités » à un séminaire international sur « La protection des minorités et la pratique du médiateur » organisée par l'Institut du médiateur européen et les Commissaires parlementaires hongrois, Budapest, Hongrie

Juin 2005

Présentation sur le thème « Le commissaire aux droits de l'homme, sismographe et détecteur précoce des conflits sociaux et tensions » à l'Assemblée générale de l'Institut européen du médiateur, Kazan, Fédération de Russie

Septembre 2005

Présentation sur le thème « Le rôle des médiateurs et d'autres institutions similaires dans la mise en oeuvre du droit européen en matière de discrimination » au Cinquième séminaire des médiateurs des Etats membres de l'UE, la Haye, Pays-Bas

V. Activités publiques

- 1991 – 1993 Membre fondateur de la « Table ronde des minorités »
Membre du « Six Parties Expert Corporate Body » (comité d'experts) sur l'élaboration d'une nouvelle législation
- 1995 Président de l'instance autonome nationale de la minorité allemande

VI. Publications choisies :

a) Ouvrages

- 1.The judicial review of local authorities, Universum, Szeged, 1991. 227 pp.
- 2.Hungarian report. In: Law and Practice of Central European Countries in the Field of National Minorities Protection After 1989, Centre for International Relations, Warsaw, 1998 61-106. pp.
- 3.Ruling and Controlling of the Public Administration. /Kaltenbach Jenő. In: Hungarian Public Administration Law (edited by Lajos Ficzer) Osiris, Budapest., 1998. 226-243.pp.
- 4.Explanation to the self-government system. Chapter X/a., Közigazgatási és Jogi Könyvkiadó, Budapest, 1999. 561-613.pp
- 5.From paper to practice in Hungary: The Protection and Involvement of Minorities in Governance. In: Diversity in action. Budapest, 2001. 171 – 205 pp.

b) Articles, études

1. L'informatique au coeur des relations entre le centre et la périphérie.

Annuaire des collectivités Locales, 1982. Paris

2. Vers une disparition de l'arrondissement comme échelon intermédiaire entre la commune et le département.

Annuaire des collectivités Locales, Paris, 1983.

3. A la porte des réformes.

Annuaire des collectivités Locales, 1984. Paris (G.N.R.S.G.R.A.L.)

4. Comparaison entre l'administration des départements et celle de la capitale.

Annuaire des collectivités Locales, Paris, 1985.

5. Die Entwicklung der kommunalen Selbstverwaltung in Ungarn in Jahrbuch für Ostrecht XXXI/1. München, 1990

6. The establishment and development of reviewing the local administration until the end of 19th. Century,

Legal Science Gazette (Jogtudományi Közlöny), 1990/1. 9-17 pp.

7. Western European model of central supervision tools upon local municipalities, Hungarian Public Administration (Magyar Közigazgatás) 1990/ 40./12 1073-1098 pp.

8. The supervision of local municipalities in international context (Kaltenbach Jenő: In Public municipalities in Hungary) Pécs, 101-118 pp.

9. Die Rechtsstellung der Minderheiten in Ungarn in Ethnos - Nation Eine europäische Zeitschrift Jg. 5 (1997) Nr. 1-2., Verlag Wissenschaft und Politik, Köln, 1997.

10. Aus der Sicht der Deutschen in der Republik Ungarn. In: Fortentwicklung des Minderheitenschutzes und der Volksgruppenrechte in Europa, Staats- und völkerrechtliche Abhandlungen der Studiengruppe für Politik und Völkerrecht Bonn, 1992.

11. Das ungarische Minderheitengesetz: Zielsetzung und Akzeptanz. In: Minderheiten als Konfliktpotenzial in Ostmittel- und Südosteuropa, .Südosteuropa-Gesellschaft, München, 1995.

12. Legal status of minorities in Hungary. In: Acta Universitatis Szegediensis de Attila József Nominatae. Acta Juridica et Politica. 52 (7) Szeged, 1997. 39.pp.

13. Forerunners and advancers, The main characteristic of the European anti-discrimination legislation / Kaltenbach Jenő. In: A hátrányos megkülönböztetés tilalmától a pozitív diszkriminációig/ Budapest, 1998. 13-18. pp.

14. Die Rechtstellungen der Minderheiten in Ungarn / Kaltenbach Jenő. In: Szabó András emlékkönyv. Acta Universitatis Szegediensis de Attila József Nominatae. Acta Juridica et Politica. 53 (13) Szeged 1998. 171-183. pp.

15. Roma Conflicts and opportunity for integration from Ombudsman's point of view (Cigány konfliktusok és integrációs esélyek az ombudsman szemszögéből.) Belügyi Szemle, 1999. 7-8. pp.

16. National human rights institutions with mandates in one or more specific areas in the field of human rights (presentation made on „The Stability Pact Conference”) Kaltenbach Jenő 13-14 December 1999, Budapest. (manuscript)

17. Gleiche und noch Gleichere (Eine mitteleuropäische Perspektive zur Minderheitenpolitik)/ Kaltenbach Jenő. In: Die Neue Gesellschaft Frankfurter Hefte, September 1999. 810-816. pp.

18. Why do minorities need self-government? (Presentation on the Conference „Autonomy of minorities – The Hungarian Model”, organised by the Hungarian Academy of Sciences. Kaltenbach Jenő, June 1999, Budapest.

19. Menschen- und Minderheitenrechte in Ungarn/ Kaltenbach Jenő – Polt Péter, 1000 Jahre Ungarn. Osteuropa 2000. N.: 3-4.. 242-254. pp.

20. The Principle of Equality and the Nation-State (Az egyenlőség elve és a nemzetállam.) Kaltenbach Jenő In: Representation and participation of minorities (A kisebbségek képviselete és részvételük a politikai döntéshozatalban.) Tanulmánykötet OBH Budapest, 2000. 3-18.pp.

21. National Institutions against Racism, Good Practices in East Europe/ Kaltenbach Jenő Presentation at the conference of the UN High Commissioner for Human Rights. Geneva, February 2000. 15 pp. (manuscript)
22. Hate speech rhetoric in the light of four complaints filed to the minority Ombudsman (Gyűlöletbeszéd-retorika a kisebbségi ombudsmanhoz érkezett négy panasz tükrében) Hate and Politics /Gyűlölet és politika/ 2002. 156 – 165. pp.
23. Role of Ombudsmen and national human rights institutions in protection of rights of national, ethnic, religious and linguistic minorities (Az ombudsmanok és a nemzeti emberi jogi intézmények szerepe a nemzeti, etnikai, vallási és nyelvi kisebbségek jogainak védelmében) Belügyi Szemle 2-3/2004. 19-29. pp.
24. About equal treatment and equal opportunities (Az egyenlő bánásmódról és az esélyegyenlőségről.) Chance /(Esély) Társadalom- és szociálpolitikai folyóirat/ 4/2003: 86-94.pp.
25. Öffentliche Verwaltung, Gesetzlichkeit, Menschenrechte. Wie sich die Erwartungen gegenüber der Verwaltung wandeln. In: Kontinuität und Neubeginn Staat und Recht in Europa zu Beginn des 21. Jahrhunderts. Baden-Baden 2001. 38-46. pp.
26. Minorities on the threshold of EU accession (Kisebbségek az uniós csatlakozás küszöbén, avagy 2003. mint az uniós csatlakozás nulladik éve.) Political Yearbook of Hungary (Magyarország Politikai Évkönyve) Budapest 2004. 532-547. pp.
27. Minorities' Rights in the Third Republic (1990-2006) In: A magyar jogrendszer átalakulása 1985/1990 – 2005, Gondolat Kiadó, ELTE ÁJK Budapest, 2007. 124 – 161 pp.
28. Non-judicial review of the public administration In: Martonyi Emlékkönyv, SZEK Juhász Gyula Felsőoktatási Kiadó, Szeged, 2007

VII. Langues

Langues	Lu			Ecrit			Parlé		
	TB	B	AB	TB	B	AB	TB	B	AB
a. Première langue									
Hongrois	X			X			X		
b. Langues officielles									
Anglais	X			X			X		
Français									
c. Autres langues									
Allemand	X			X			X		

VIII. Autres informations pertinentes

Récompenses :

Décembre 1995

Prix « pour les minorités » décerné par le Premier ministre de la République de Hongrie

Mars 1999

Croix fédérale du mérite de première classe de la République fédérale d'Allemagne, décernée par le Président de la République fédérale d'Allemagne

Mars 2004

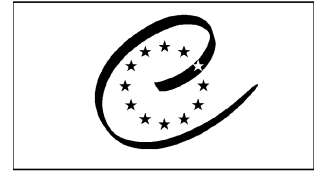
Prix « pour la tolérance » décerné par la Fédération des combattant de la résistance et des antifascistes hongrois

Août 2005

Croix de commandeur de l'Ordre du mérite de la République de Hongrie, décernée par le Président de la République de Hongrie

IX. Je confirme que je résiderai en permanence à Strasbourg si je suis élu juge à la Cour européenne des droits de l'homme.

Budapest, Mars 2007



COUNCIL OF EUROPE CONSEIL DE L'EUROPE

Committee of Ministers
Comité des Ministres

Délégués des Ministres

Documents CM

CM(2007)64 4 juin 2007¹

998 Réunion, 13 juin 2007

4 Droits de l'Homme

4.1 Cour européenne des Droits de l'Homme

Election de juges – Liste de candidatures au titre de l'Italie

¹ Ce document a été classé en diffusion restreinte le jour de la diffusion. Il a été déclassifié lors de la 998^e réunion des Délégués des Ministres (13 juin 2007) (cf. CM/Del/Dec(2007)998/4.1).



*L'Ambasciatore
Rappresentante Permanente d'Italia
presso il Consiglio d'Europa*

1011/01
RS
CGI
DGT/146/2007

Prot. N. 365

Strasbourg, 15 mars 2007

Monsieur le Directeur Général,

je me réfère à la lettre du Secrétaire Général, en date du 21 décembre 2006, relative à l'expiration du mandat de Monsieur Vladimiro Zagrebelsky, Juge à la Cour européenne des droits de l'homme, le 31 octobre prochain.

Conformément à la décision du Comité des Ministres du 28 mai 1997, j'ai le plaisir de vous transmettre la liste des candidats au titre de l'Italie pour la procédure informelle d'examen des candidatures :

- Monsieur Vladimiro Zagrebelsky
- Monsieur Guido Raimondi
- Madame Mariavaleria Del Tufo

Les CV vous seront envoyés en format électronique.

En vous souhaitant bonne réception, je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur Général, l'expression de mes salutations distinguées.

Ambassadeur Pietro Lonardo

M. Philippe Boillat
Directeur Général
des Droits de l'Homme
Conseil de l'Europe
Fax 03.88.41.27.93

CURRICULUM VITAE
Vladimiro ZAGREBELSKY

I. Données personnelles

Nom, prénom	Zagrebelsky Vladimiro.
Date de naissance	Né à Turin (Italie) le 25 mars 1940.
Sexe	masculin.
Nationalité	italienne.
Adresse postale	domicile : Bld Président Edwards 6a, Strasbourg (France) bureau : Cour Européenne des Droits de l'homme Numéros de téléphone : - domicile 0033 388 364131 bureau 0033 390 214768 vladimiro.zagrebelsky@echr.coe.int

II. Formation et titres universitaires ou autres

Il est diplômé en droit à l'Université de Turin (110 points sur 110), avec Mention et Félicitations (1963).

Il fut nommé assistant en Institutions de droit pénal et de procédure pénale (1965-1970).

Il a obtenu le titre de Professeur (Libero docente) en Droit pénal en 1970 et a ensuite donné des cours de droit pénal dans le cadre de la Chaire d'institutions judiciaires et procédure pénale à l'Université de Turin.

III. Activité professionnelle

3.1. Activités judiciaires:

Avant son élection à la Cour européenne des droits de l'Homme (2001), il a fait une longue carrière dans l'ordre judiciaire italien, occupant de nombreux postes, de juge comme de ministère public.

A compter de novembre 1965 et jusqu'au moment de la retraite en 2004, il a exercé les fonctions judiciaires suivantes:

- Substitut du procureur de la République auprès du Tribunal de Turin (1966-68);
- Juge (Pretore) auprès de la Pretura de Chieri (1968-70);
- Substitut du procureur de la République auprès du Tribunal de Turin (1970-78);
- Juge auprès du Tribunal de Turin (1978-1981);
- Président de section auprès du Tribunal de Turin (Président de la Cour d'assises et de la Section Mesures de sûreté) (1986-90);
- Procureur de la République auprès de la Pretura de Turin (1990-94).

En septembre 2000, il a été nommé Conseiller à la Cour de cassation par le Conseil supérieur de la magistrature.

Il a été élu membre du Conseil supérieur de la magistrature et membre de la Section disciplinaire du même Conseil par ses pairs pour la période de quatre ans 1981-85, et de nouveau pour celle de 1994-1998. En tant que membre du Conseil, il s'est occupé en particulier de la formation professionnelle des magistrats et de l'organisation judiciaire. En tant que composant de la Section disciplinaire, il a participé aux audiences et rédigé les décisions en matière de violation des règles déontologiques de la magistrature.

Juge de la Cour européenne des droits de l'homme (2001-2007).

3.2. Activités extrajudiciaires:

Directeur Général de l'Organisation Judiciaire et des Affaires Générales du ministère de la Justice (Direttore Generale della Organizzazione Giudiziaria e degli Affari Generali) (1998).

Directeur du Bureau de la législation du Ministère de la Justice (Capo dell'Ufficio Legislativo) (1998-2001).

IV. Activités et expériences dans le domaine des droits de l'homme

Avant d'être élu Juge de la Cour européenne des Droits de l'Homme, durant la période où il a été le Directeur du Bureau de la législation du Ministère de la Justice, il a

a) supervisé la production, en particulier des actes normatifs et des projets de lois approuvés par le Conseil des ministres dans les matières suivantes:

- Statut des magistrats;
- Institution des Juges honoraires et des Juges de paix en matière civile et pénale et normes procédurales;
- Introduction de modes alternatifs de règlement des conflits en matière civile et visant à l'accélération de la procédure;
- Réglementation des peines privatives de liberté et des droits des détenus;
- Exécution des mesures privatives de liberté concernant les mineurs;
- Textes pénaux relatifs à la torture et aux autres traitements cruels, inhumains ou dégradants;
- Dommages causés aux personnes;
- Lutte contre le trafic d'êtres humains;
- Normes constitutionnelles pour l'introduction du principe constitutionnel du procès équitable.

b) coordonné la participation du Ministère de la justice à l'élaboration de directives et règlements communautaires, ainsi que de Conventions au sein du Conseil de l'Europe, de L'OCDE et de l'ONU (corruption, lutte contre la criminalité organisée transnationale et protocoles additionnels).

c) participé aux travaux du Comité national pour les Droits de l'homme auprès du Ministère des Affaires étrangères.

V. Activités publiques

Avant son élection à la Cour des Droits de l'Homme, il a assumé les fonctions suivantes:

- Président de la Commission des Nations Unies pour la prévention du crime (Vienne, 2000-2001);
- Délégué italien au sein du Comité (et du groupe de travail qui y est rattaché) du Conseil de l'Europe pour l'efficacité de la justice (CE-EJ), ainsi qu'au sein du Comité directeur pour la coopération juridique (CDCJ);
- Membre de la Commission intergouvernementale pour les questions d'interprétation des dispositions du Concordat entre la République italienne et le Saint-Siège;
- Représentant du Ministère de la justice de la Délégation interministérielle pour le Semestre de la Présidence italienne du Conseil de l'Europe;
- Représentant du Ministère de la Justice au sein du Groupe d'Etude sur la citoyenneté européenne et l'Espace judiciaire européen du Consortium Gerard Boulvert pour l'étude de la civilisation juridique européenne et de l'histoire des divers systèmes d'organisation judiciaire en Europe;
- Membre de la Commission pour le droit et la procédure pénale du Centre National de Prévention et de Défense Sociale (Milan);
- Représentant de l'Italie au sein du Board of Trustees de l'UNICRI (United Nations Interregional Crime and Justice Research Institute).

Aucun mandat électif de nature politique. Aucune activité politique.

VI. Autres activités

Avant et après son élection à la Cour européenne des droits de l'homme il a donné de nombreuses conférences en Italie dans le cadre de sessions de formation continue à l'adresse des magistrats (organisées par le Conseil supérieur de la magistrature) et des avocats (organisées par plusieurs Barreaux d'Avocats), en matière de Droits de l'Homme, d'organisation judiciaire, de droit et de procédure pénale.

Il a également donné plusieurs conférences sur les systèmes judiciaires européens à l'Ecole nationale de la magistrature française, à l'Escuela Judicial espagnole et au Centro dos Estudos Judiciarios portugais. Il a participé à des séminaires d'étude pour juges organisés par le Conseil de l'Europe en Fédération de Russie et en Ukraine.

Il a été responsable pour l'Italie du Programme Thémis du Conseil de l'Europe, pour la formation des juges européens (1992-1998).

Il a présidé la Commission ministérielle pour l'adaptation des lois d'organisation judiciaire au nouveau code de procédure pénale (1987-89), qui a rédigé les D.P.R. du 22 septembre 1988 n. 449 et du 28 juillet 1989 n. 273. Il a ensuite été membre de la Commission ministérielle pour la réforme de l'organisation judiciaire (1992-94).

Il a été membre de la Commission ministérielle instituée pour la rédaction d'un nouveau code pénal (1999-2001).

VII. Publications et autres travaux

Il a publié de très nombreux articles et notes de jurisprudence en matière pénale dans les principales revues et encyclopédies juridiques italiennes.

Il est l'auteur d'ouvrages de droit pénal: *Reato continuato*, Giuffrè, 1970, 1^{ère} éd., et 1976, 2^e éd.); *Lesioni e percosse* (avec P.L. Baima Bollone) (Giuffrè, 1980) ; *Code pénal annoté*, 2 volumes, (avec V.Pacileo), UTET, 2000.

Il est l'auteur de différents chapitre dans le cadre du Commentaire du code pénal (*Concorso di reati*, *Reati contro la famiglia*, *Reati contro l'incolumità pubblica*) de la Collection - qu'il dirige - *Rassegna di giurisprudenza sul codice penale e sulle leggi penali speciali*, Utet, 2^e éd. 1999, 8 volumes.

Il est en outre l'auteur d'études à caractère juridique et historique en matière d'organisation judiciaire et de statut de la magistrature, parmi lesquelles:

- Stabilire le priorità nell'esercizio obbligatorio della azione penale, in *Il pubblico ministero oggi*, Giuffrè 1994;
- Modello accusatorio e deontologia dei comportamenti processuali nella prospettiva comparatistica, (avec P.L. Comoglio) in *Rivista italiana di diritto e procedura penale*, 1993, p. 435;
- La magistratura ordinaria dalla Costituzione a oggi, in *Legge, Diritto, Giustizia*, Einaudi, 1998.

Après son élection à la Cour Européenne des Droits de l'Homme il a publié: *Corte, convenzione europea dei diritti dell'uomo e sistema europeo di protezione dei diritti fondamentali*, in *La Corte costituzionale compie cinquant'anni*, *Foro italiano*, 2006; *Questions autour de Bromiowski*, in *Liber Amicorum Luzius Wildhaber. Human Rights – Strasbourg Views. Droits de l'homme – Regards de Strasbourg*, Kehl-Strasbourg-Arlington, N.P.Engel, 2007; *Diritti dell'Uomo e Libertà Fondamentali*, *La giurisprudenza della Corte europea dei diritti dell'uomo e della Corte di giustizia delle Comunità europee*, vol.I et vol.II, Milano, Giuffrè ed.2006-2007 (avec M.de Salvia).

Il est membre du Comité directeur de la revue Cassazione Penale et Directeur de la Collection Rassegna di giurisprudenza sul codice penale e sulle leggi penali speciali, UTET.

VIII. Langues

Langues	Lu			Ecrit			Parlé		
	TB	B	AB	TB	B	AB	TB	B	AB
a. Première langue									
Italien	X			X			X		
b. Langues officielles									
Anglais	X			X			X		
Français	X			X			X		

IX. Je soussigné confirme mon intention de continuer à vivre de manière permanente à Strasbourg au cas où je serais réélu juge à la Cour.

Fait à Strasbourg, le 14 mars 2007

CURRICULUM VITAE
Guido RAIMONDI

I. Etat civil

Date et lieu de naissance : Naples (Italie) le 22 octobre 1953.
 Sexe : masculin
 Nationalité : italienne
 Adresses: privé: Via Monterosi, 28 – 00191 ROME (Italie) tél.: 06 3294717
 bureau: Bureau international du Travail (BIT), 4, Route des Morillons –
 1211 GINEVRA (Svizzera) tél. 0041 22 7996521 – fax 0041 22 7998570.
 E mail: raimondi@ilo.org
 Mobile: telephone: 0041 78 6732094.

II. Etudes et diplômes, et autres qualifications

- Maîtrise en droit, cum laude, le 22 juillet 1975, à l'Université de Naples (thèse en droit international: "Gli effetti della guerra sui trattati").
- En 1976 il suit la session d'été des cours de l'Université de Sciences Comparées de Luxembourg, sur "Le pouvoir exécutif aujourd'hui".

III. Activités professionnelles pertinentes*a. Description des activités judiciaires*

- En 1977 il devient magistrat. Il exerce des fonctions judiciaires (notamment au Tribunal de Naples) jusqu'en mars 1986.
- En 1991 il est nommé, pour deux ans, membre suppléant de la Commission des recours (Tribunal Administratif) de Union de l'Europe Occidentale (UEO), à Londres.
- En 1997 il est nommé magistrat du Parquet Général de la Cour de Cassation, où il exerce la fonction d'avocat général aux audiences de la Cour, principalement devant la 1^{ère} Chambre et la Chambre sociale, et rédige des réquisitoires notamment pour les Chambres réunies, en matière de conflits de compétence vis-à-vis du juge étranger, ainsi que pour ladite 1^{ère} Chambre.
- En 1998 il est nommé, pour deux ans (3 septembre 1998 – 3 septembre 2000), membre effectif de la Commission des recours (Tribunal Administratif) de Union de l'Europe Occidentale (UEO), à Bruxelles.
- En 2001 il est désigné en tant que juge ad hoc de la Cour européenne des droits de l'homme dans plusieurs requêtes concernant l'Italie.
- En 2002 il est nommé Conseiller de la Cour de cassation et assigné à la 5^{ème} Chambre civile.

b. Description des activités juridiques non judiciaires

- Depuis septembre 1976 jusqu'à la fin de l'année 1977 il est assistant à la première chaire de Droit international de la Faculté de droit de l'Université de Naples (Professeur Benedetto Conforti).
- A partir de mars 1986 il est détaché au Ministère des affaires étrangères, Service du Contentieux diplomatique. Au Contentieux diplomatique, où il reste jusqu'à septembre 1989, il s'occupe en premier lieu de toutes les activités liées à la défense de l'Etat italien dans les procédures devant la Cour et la Commission européennes des droits de l'homme, en collaboration directe avec le Chef du Service, Professeur Luigi Ferrari Bravo.
- En outre, il coopère avec le Chef du Service dans ses fonctions de conseiller juridique du Ministre des affaires étrangères, notamment dans les domaines du droit international et du droit pénal. Pendant cette période, il collabore à des travaux législatifs dans le domaine international et participe, en tant que membre de la délégation italienne, à plusieurs

- négociations internationales, soit au niveau bilatéral soit au niveau multilatéral (ONU, Conseil de l'Europe, OACI, OMI).
- Membre de différents Comités Directeurs et Comités d'experts du Conseil de l'Europe, il a été membre en particulier, depuis le 1er janvier 1993, du Bureau du Comité Directeur des droits de l'homme, dont il a été, du 1er janvier 1999 jusqu'au 31 décembre 2000, Président.
 - Le 20 juillet 1989 il est nommé par le Ministre des affaires étrangères co-Agent du Gouvernement italien devant la Cour et la Commission européennes des droits de l'homme et muté à la Représentation Permanente d'Italie auprès du Conseil de l'Europe à Strasbourg. Il exerce ces fonctions – en assurant la défense du Gouvernement italien auprès des organes de Strasbourg – jusqu'au mois de septembre 1997. Au même temps, il est conseiller juridique de la Représentation italienne auprès du Conseil de l'Europe.
 - Depuis septembre 1997 et son affectation au Parquet Général de la Cour de Cassation, ils est au même temps expert consultant auprès du Service du Contentieux diplomatique du Ministère des affaires étrangères.
 - En 1998 il donne des cours à la Faculté de droit de l'Université de Naples, en tant que professeur "à contrat", sur "Le système européen de protection des droits de l'homme".
 - Membre de la délégation italienne à la Conférence diplomatique pour l'institution d'une Cour pénale internationale (Rome, 15 juin – 17 juillet 1998) ainsi qu'au "Prep-Com" sur les Eléments du crime et sur les Règles de procédure et preuve.
 - Membre du Comité interministériel italien pour les droits de l'homme_(1998-2003).
 - Membre de la Commission créée en février 1998 par le Ministre italien des Affaires Etrangères pour adapter la législation italienne aux traités et aux règles de droit international humanitaire.
 - Membre de la Commission créée en juillet 1999 par le Ministre de la Justice d'Italie pour adapter le droit italien aux actes internationaux en matière de procédure pénale. Au sein de la Commission, il est coordinateur du Groupe "Transfert des procédures pénales".
 - Membre de la délégation italienne à la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée (Durban, 31 août – 7 septembre 2001).
 - Professeur de « Droit de l'Union européenne » auprès des écoles de spécialisation pour les professions légales des Universités « La Sapienza », « Tor Vergata » (2002-2003) et « LUISS » de Rome.
 - Depuis le mois de mai 2003, Conseiller juridique adjoint du Bureau international du Travail (BIT), à Genève.

c. Description des activités professionnelles non juridiques

- Pendant son service auprès de la Représentation italienne à Strasbourg, il exerce également des fonctions diplomatiques. Il participe notamment aux réunions du Comité des Ministres, y compris au niveau ministériel, ainsi qu'aux Groupes des Rapporteurs "Droits de l'Homme" et "Affaires Juridiques". Dans certaines occasions, il préside le premier de ces Groupes.

IV. Activités et expériences dans le domaine des droits de l'homme

Voir sous le point III.

V. Activités publiques

Pas d'activités politiques.

Membre de l'Associazione nazionale dei magistrati (ANM).

VI. Autres activités

- Membre de la Société française de droit international (SFDI).
- Membre de la Società italiana di diritto internazionale (SIDI).
- Fréquemment rapporteur dans des colloques, séminaires, etc.

- Expert dans le contexte des programmes d'assistance du Conseil de l'Europe aux Pays de l'Europe centrale et orientale dans le domaine des droits de l'homme (notamment activités en Croatie, Albanie, Bulgarie et Fédération de Russie).

VII. Travaux et publications

Principales publications :

Une trentaine d'ouvrages, dont:

Livres

- 1- WACHSMANN, EISSEN, FLAUSS, ABRAHAM, PETTITI, STRASSER, RAIMONDI, COHEN-JONATHAN, Le Protocole n. 11 à la Convention européenne des droits de l'homme. La mise en oeuvre de la réforme, Bruxelles, 1995, En particulier: La procédure d'autorisation au réexamen des arrêts des Chambres, p. 115 et ss.
- 2- BARTOLE, CONFORTI e RAIMONDI, Commentario alla Convenzione europea dei diritti dell'uomo. Publication imminente chez CEDAM de Padoue. En particulier: Articolo 28, Articolo 29, Articolo 30, Articolo 31, Articolo 34.
- 3- RAIMONDI, Il Consiglio d'Europa e la Convenzione europea dei diritti dell'uomo, Naples, Editoriale Scientifica, 2005.

Articles

- 1- Sui limiti della giurisdizione italiana in materia di provvedimenti cautelari, Rivista di diritto internazionale, 1978, p. 74 ss.
- 2- Il regime penale e disciplinare dei militari italiani in Libano, in Le forze multinazionali nel Libano e nel Sinai, a cura di A. MIGLIAZZA, Milano, Giuffrè, 1988 (en collaboration avec G.GIACALONE).
- 3- Un nuovo accordo contro il terrorismo internazionale: La Convenzione di Roma del 10 marzo 1988 sulla repressione degli atti illeciti diretti contro la sicurezza della navigazione marittima, Rivista di diritto internazionale, 1988, p. 379 ss.
- 4- La Convenzione europea dei diritti dell'uomo nella gerarchia delle fonti dell'ordinamento italiano, Rivista internazionale dei diritti dell'uomo, 1990, p. 36 ss.
- 5- Una Corte penale europea? Dans Europa e terrorismo internazionale, a cura di N. RONZITTI, Milano, Franco Angeli, 1990, p. 127 ss.
- 6- L'informatica alla Corte ed alla Commissione europee dei diritti dell'uomo, communication au 5ème Congrès international "INFORMATICA E ATTIVITA' GIURIDICA", Corte Suprema di Cassazione, Centro elettronico di documentazione – Informatica e attività giuridica – 5° Congresso internazionale Roma 3-7 maggio 1993, Roma, 1994, Vol. II p. 443 ss.
- 7- Un nuovo status nell'ordinamento italiano per la Convenzione europea dei diritti dell'uomo, Cassazione penale 1994, p. 443 ss.
- 8- Il Protocollo n. 11 alla Convenzione europea dei diritti dell'uomo, Rivista internazionale dei diritti dell'uomo, 1994, p. 61 ss.
- 9- Defence of the Italian Government and the Problems of General Measures, Council of Europe, Government Agents before the Organs of the European Convention on Human Rights (Prague, 31 October and 1st November 1995), Strasbourg, 1996, p. 30 ss.
- 10- Le bureau de l'Agent du Gouvernement italien devant la Cour et la Commission européennes des droits de l'homme, Scritti in onore di G.VEDOVATO, Rivista di Studi Politici Internazionali, fuori serie I,II,III – Firenze, 1997, Vol. III, Contributi, p. 401-418.
- 11- Effetti del diritto della Convenzione e delle pronunce della Corte europea dei diritti dell'uomo, Rivista internazionale dei diritti dell'uomo, 1998, p. 422 et ss.
- 12- La Dichiarazione Universale e il sistema europeo di protezione dei diritti umani: La Corte europea dei diritti dell'uomo, SIOI, Il sistema universale dei diritti umani all'alba del XXI secolo, Atti del Convegno nazionale per la celebrazione del 50° Anniversario della Dichiarazione Universale dei Diritti Umani – Roma. 10/11 dicembre 1998, Roma, 1999, p. 61 ss.
- 13- La reconnaissance automatique des décisions en matière d'état des personnes et de droit de la famille: expérience de deux années d'application de la nouvelle loi de droit international privé, Actes du Colloque de la CIEC (Commission internationale de l'état civil) Questions d'actualité en droit des personnes dans les Etats de la CIEC – Strasbourg, 26 mars 1999, Strasbourg, 1999, p. 28 ss.

- 14- Le dessaisissement de la Chambre au profit de la Grande Chambre de la Cour européenne des droits de l'homme: l'article 30 de la Convention européenne des droits de l'homme révisée par le Protocole N°11, in MAHONEY, MATSCHER, PETZOLD et W ILDHABER (Eds), Protection des droits de l'homme: la perspective européenne, Mélanges à la mémoire de ROLV RYSSDAL, Köln, Berlin. Bonn, München, 2000, p. 1153 ss.
- 15- L'Italia e La Convenzione europea dei diritti dell'uomo, Affari Esteri, n. 129, janvier 2001, p. 33 ss.
- 16- La Corte europea dei diritti dell'uomo, Enciclopedia del diritto, VI aggiornamento, Milan, 2002, p. 327 ss. (en collaboration avec B. CONFORTI).
- 17- La Carta di Nizza del 7 dicembre 2000 nel quadro della protezione dei diritti fondamentali in Europa, Cassazione penale, 2002, p. 1885 ss.
- 18- L'expérience du Conseil de l'Europe, dans Dossier sur la peine de mort, Travaux et jours (publication de l'Université Saint-Joseph de Beyrouth), No. 70, 2002, p. 205 ss.
- 19- Una figura discussa: l'esperto governativo, dans ZANGHI' e VASAK (eds), La Convenzione europea dei diritti dell'uomo: 50 anni di esperienza. Gli attori e i protagonisti della Convenzione: il passato, l'avvenire (Messina, 20-22 ottobre 2000), Torino, 2002, p. 63 ss.
- 20- La Corte europea dei diritti dell'uomo e le Corti nazionali, in Il Consiglio di Stato, 2002, p. 1891 ss. (en collaboration avec G. BARBAGALLO).
- 21- L'obbligo degli Stati di conformarsi alle sentenze definitive della Corte europea dei diritti umani negli affari nei quali essi sono parti: l'art. 46, primo comma, della CEDU, Quaderno No.7 de La Comunità internazionale, La Corte europea dei diritti umani e l'esecuzione delle sue sentenze (Palazzetto Venezia, Roma, 6/7 giugno 2002), Naples, 2003, p. 39 ss.
- 22- Réserves et conventions internationales du travail, in Les normes internationales du travail: un patrimoine pour l'avenir, Mélanges en l'honneur de Nicolas Valticos, Genève, 2004, p. 527 ss.
- 23- Article ILO (International Labour Organization), dans Dizionario di diritto pubblico, dirigé par S. CASSESE, Milano, 2006, Giuffrè, Vol. IV, p. 2871 ss.

VIII. Connaissances linguistiques

Langues	Lu			Ecrit			Parlé		
	TB	B	AB	TB	B	AB	TB	B	AB
a. Première langue									
Italien	X			X			X		
b. Langues officielles									
Anglais	X			X			X		
Français	X			X			X		
c. Autres langues									
Espagnol			X			X			X

14 mars 2007

CURRICULUM VITAE
Mariavaleria DEL TUFO

Professeur titulaire de droit pénal à la Faculté de Droit de l'Université de Naples « Suor Orsola Benincasa », Mariavaleria del Tufo est également doyenne de la Faculté de Hautes études pour les professions juridiques. Ses ouvrages scientifiques portent principalement sur la coopération internationale, les droits de l'homme, le droit pénal européen et les sources du droit.

Depuis juin 2001, elle occupe les fonctions de juge ad hoc à la Cour européenne des Droits de l'Homme. Elle a participé à la rédaction de décisions sur la protection des biens, la liberté d'association, le respect de la vie privée et la longueur des procédures. Les arrêts les plus importants réaffirmaient la nécessité d'interpréter le droit interne à la lumière de la Convention européenne des Droits de l'Homme et de la jurisprudence de la Cour. Elle participe également aux activités du Conseil de l'Europe en tant qu'expert juridique.

Elle est membre du Conseil de Direction du groupe italien de l'Association internationale de droit pénal et du Comité scientifique de la Revue trimestrielle des droits de l'homme (Bruxelles) ; elle est membre du jury du Prix 'Gabriel Tarde' (Paris) ; elle est membre du Conseil Scientifique criminologique du Conseil de l'Europe aujourd'hui inactif.

I. Etat civil

Nom, prénom : del Tufo Mariavaleria
Date et lieu de naissance : le 15/08/1951 à Naples, Italie
Mariée, 1 fille (née le 1/09/1994)
Adresse : Rampe Montemiletto, 18
80135, Naples
tél. univ. 081.2522339
tél. dom. 081.5441038
port. : 3483507322

II. Expérience professionnelle

a. CONSEIL DE L'EUROPE

Juge ad hoc pour l'Italie à la Cour européenne des Droits de l'Homme (a également participé à des sessions de la Grande Chambre) (depuis 2001)

Expert juridique chargé d'effectuer des expertises sur les codes pénaux des Etats suivants (depuis 1998) :

Albanie : Code pénal ;
Azerbaïdjan : Code pénal (mission à Baku les 3 et 4 avril 2007) ;
Arménie : Code pénal (missions à Erevan et à Strasbourg) ; Projet de loi sur l'entrée en vigueur du Code pénal ; sections 3-6 (sanctions) du code pénal ; le nouvel art. 73 du Code de procédure pénale ; amendements au Code pénal qui excluent les personnes condamnées à la prison à vie de la possibilité de bénéficier de la liberté conditionnelle ; expertise sur la nécessité de commuer la peine capitale en peine de prison à vie dans le système pénal arménien ;
Croatie : Code de procédure pénale ;
Irlande : expertise sur le droit irlandais relatif au terrorisme (mission à Dublin) ;
Lituanie : Code pénal (mission à Vilnius) ;
Moldova : Code pénal (missions à Chisinau) ; expertise sur la possibilité d'instaurer une responsabilité pénale pour les personnes morales (mission à Strasbourg) ;
Serbie : Code pénal du Kosovo (missions à Priština) ; Code pénal de la Serbie-Monténégro (mission à Belgrade).

Coordonnatrice du groupe d'étude sur le Projet de Code pénal transitoire (2004) ;

Membre du groupe de travail sur la réforme des facultés de droit en Albanie, IV^e Programme joint Commission européenne/Conseil de l'Europe pour l'Albanie/Facultés de droit (missions à Tirana) (2003-2005) ;

Membre du Groupe d'experts nommés par le Conseil de l'Europe en vue d'analyser la loi fédérale russe sur l'élimination du terrorisme (missions à Moscou et à Strasbourg) (2001) ;

Membre du Groupe de Réflexion sur l'évolution de la coopération internationale en matière pénale (PC-S-NS) (2001) ;

Membre du Conseil scientifique criminologique (depuis 2001) ;

Expert juridique du Conseil de l'Europe pour le Projet sur l'Université du Kosovo (2000-2001), (missions à Priština et Brême) ;

Discours (Le ministère public : l'acquis du Conseil de l'Europe) lors de la Conférence paneuropéenne « Quel ministère public en Europe au XXI^e siècle », Strasbourg, 22-24 mai 2000 ;

Expert juridique du Conseil de l'Europe pour le Projet sur le développement des systèmes démocratiques ; discours prononcés à Rostov-sur-le-Don (La participation populaire à l'administration de la justice : l'expérience italienne) et à Moscou (Les droits de la défense et les principes de la CEDH) (1997-98) ;

Membre du Groupe de travail sur « La psychiatrie et les Droits de l'Homme » (CDBI-PH) (1996-2003). Sur la base du projet proposé par le groupe de travail, la Recommandation Rec(2004)10 sur la protection des droits de l'homme et la dignité des personnes atteintes de troubles mentaux a été adoptée par le Comité des Ministres le 22 septembre 2004.

b. UNION EUROPEENNE

Membre de la commission d'experts de l'Union européenne du programme horizontal PHARE « Renforcement de l'Etat de droit » (mission à Vilnius, 4-10 février 2002) ;

Membre du groupe d'experts sur l'indemnisation des victimes de la criminalité dans l'Union européenne, Umea, Suède (2000)

Membre de la commission pour les victimes de la criminalité, Commission européenne, Bruxelles (1998-99) ;

Juriste/linguiste à la Cour de Justice des Communautés européennes, Luxembourg (1980) ;

c. NATIONS UNIES

Membre de la délégation italienne à la Conférence diplomatique de plénipotentiaires des Nations unies sur la création d'une cour criminelle internationale (Rome, 15 juin-17 juillet 1998).

d. REPUBLIQUE DE SAINT-MARIN

Nommée comme expert par le Conseil des Douze en vue de statuer sur une affaire portant sur une requête en récusation d'un juge (2004) ;

Nommée comme expert par le Conseil des Douze en vue de statuer sur une affaire de révision (1996).

e. MINISTERE DE LA JUSTICE (ITALIE)

Membre de la commission d'étude sur l'adaptation du système italien aux traités internationaux en matière pénale (2001) ;

Membre de la commission sur la réforme de la législation sur les victimes de la criminalité (2001).

f. *CONSIGLIO SUPERIORE DELLA MAGISTRATURA (CONSEIL SUPREME DE LA MAGISTRATURE)*

Activités de formation pour les juges italiens à Rome, Naples et Turin.

g. *MINISTERE PUBLIC, NAPLES ET TRENTE*

Expertises sur des questions de droit pénal international (affaire de l'Alpe Cermis ; problèmes de juridiction (OTAN)).

III. **Connaissances linguistiques**

Excellente connaissance du français, de l'allemand et de l'anglais parlés et écrits.

Connaissances de travail de l'espagnol (lecture).

Connaissances élémentaires du russe.

IV. **Carrière universitaire**

Faculté de droit, Université « Suor Orsola Benincasa » de Naples

- Professeur titulaire de droit pénal (depuis 2004) ;
- Doyenne de l'Ecole de Hautes études des professions juridiques (depuis 2004) ;
- Membre du Conseil scientifique de l'Ecole supérieure européenne, Centre d'excellence, Section juridique. Projet collectif de l'Université « Suor Orsola Benincasa » de Naples, de l'Orientale et de l'Institut italien d'Etudes philosophiques (depuis 2006) ;
- Nommée professeur de Droit pénal (1996-2004).

Faculté de Droit, Université de Naples 2

- Coordonnatrice du doctorat en Internationalisation de la politique pénale et des systèmes pénaux (2001-2004) ;
- Doyenne des Etudes supérieures pour les professions juridiques (2001-2004) ;
- Professeur pour le cours Union européenne et système pénal (dans le cadre du Projet Jean Monnet) (1996-2004)
- Nommée professeur de droit pénal économique (1995-1996).

Faculté de Droit, Université de Pérouse

- Nommée professeur de droit pénal (1996-1999)
- Professeur titulaire de droit pénal (1995-1996)

UNESCO, Paris

- Spécialiste invitée (1993)

Faculté d'économie, Université de Salerne

- Professeur titulaire de droit pénal économique (1993-1995)

Faculté de Sciences politiques, Istituto Universitario Orientale, Naples

- Nommée professeur pour l'enseignement des principes de droit pénal (1993-1994)

Faculté de sciences politiques, Université d'Urbino

- Professeur titulaire de criminologie (1990-1992)

Faculté de droit, Université d'Urbino

- Nommée professeur de criminologie (1990-1992)

Faculté de droit, Université de Naples, Federico II

- Chercheur en droit pénal (1980-1992)
- A dispensé un cours sur les traités internationaux en matière de droit pénal, Ecole supérieur de droit pénal (1990-1992) ;

- Assistant de recherche en droit pénal (1973-1976)

Max-Planck-Institut für ausländisches und internationales Strafrecht (Institut Max-Planck de droit pénal étranger et international), Fribourg-en-Brigau, Allemagne

- Obtention d'une bourse en droit pénal (1976-1980)

V. Qualifications

- 1995 Qualifiée en tant que professeur titulaire de droit pénal
- 1992 Qualifiée en tant que professeur associé de droit pénal
- 1982 Examen du barreau pour devenir avocate
- 1980 Qualifiée en tant que chercheur en droit pénal

VI. Education

- 1971-1975 Cours et travaux de recherche aux universités de Heidelberg, Vienne, Salzburg, Ratisbonne, Budapest ; Conseil de l'Europe, Max-Planck-Institut für ausländisches öffentliches Recht und Völkerrecht (Institut Max-Planck de droit public étranger et de droit international), Heidelberg.
- 1976 Maîtrise de droit administratif, mémoire sur le droit européen, Université de Naples (summa cum laude)
- 1973 BC/MA en droit summa cum laude, thèse de droit pénal (Efforts déployés en vue d'harmoniser le droit pénal en Europe) Université de Naples

VII. Choix de publications

- 2007 L'efficacia delle sentenze della Corte europea dei diritti dell'uomo nel sistema italiano (in corso di stampa);
- 2006 voce Estradizione, in Dizionario di Diritto pubblico (a cura di Cassese), Giuffrè, Milano;
- 2006 Lo Statuto della Corte penale internazionale e il problema delle riparazioni, in La Corte Penale Internazionale (a cura di V. Monetti - G. Lattanzi), Giuffrè, Milano;
- 2005 La disciplina del mandato d'arresto europeo (II), Profili di diritto penale sostanziale, in Diritto penale e processo;
La doppia punibilità e Il rifiuto della consegna motivato da esigenze di diritto sostanziale, in Il mandato d'arresto europeo (a cura di G. Pansini e A. Scalfati), Jovene, Napoli;
Le riforme penali nei Paesi dell'Est: uno sguardo di sintesi, in (a cura di S. Canestrari e L. Foffani) Il diritto penale nella prospettiva europea: quali politiche criminali per quale Europa?, Giuffrè, Milano;
- 2004 I Trattati europei e il diritto penale, in Ambito e prospettive di uno spazio giuridico-penale europeo (a cura di S. Moccia), Quaderni di Critica del Diritto, n. 4, ESI, Napoli;
La tutela della libertà delle persone e l'Europa, in Questione giustizia;
Treatment of persons co-operating with justice and witnesses: Italian system and good practices, con F. De Leo, G. Michelini, F. Patrone in Crime Policy in Europe, Good practices and promising examples, Council of Europe Publishing, Strasbourg;
- 2003 Le système des peines dans les Pays de l'Est, Communication à l'Association Française de Criminologie, Paris, 8 marzo 2003, disponibile sul sito dell'Association Française de Criminologie;
Linee di politica criminale europea e internazionale a protezione della vittima, in Questione giustizia;
Vittime del reato: le nuove tendenze nel diritto penale, in InterAzioni;
Problemi di adeguamento ai Trattati internazionali in materia penale, in (a cura di G. Ziccardi Capaldo) Attuazione dei Trattati internazionali e Costituzione italiana. Una riforma prioritaria nell'era della Comunità globale, ESI, Napoli;

- 200 Prokuratura w documentach Rady Europa, in Prokuratura i Prawo;
 0 Déclaration à la presse et devoir de réserve des magistrats à l'épreuve du principe d'impartialité (in collaborazione con G. Fiandaca), in Revue trimestrielle des Droits de l'homme ;
 La salvaguardia dei diritti e della dignità delle persone affette da un disturbo mentale: verso un nuovo documento del Consiglio d'Europa? , in InterAzioni;
 Public prosecution: the acquis of the Council of Europe, in What Public Prosecution in Europe in the 21st Century, Council of Europe Publishing, Strasbourg;
- 199 Il Codice penale della Federazione Russa (introduzione e traduzione, con A.A. V.V.), Cedam,
 9 Padova;
- 199 voce Vittima del reato, in Enciclopedia del Diritto, XLVI, Giuffré, Milano;
 3
- 199 La disciplina dei rapporti giurisdizionali con autorità straniere nel nuovo c.p.p., in Il nuovo
 1 diritto processuale penale: gli altri gradi di giurisdizione, III, Jovene, Napoli;
- 199 Profili critici della vittimo-domatica, Jovene, Napoli (monografia);
 0
- 198 voce Estradizione – diritto internazionale, in Enciclopedia Giuridica Treccani, XIII, Roma;
 8 voce Delitto politico, in Enciclopedia Giuridica Treccani, X, Roma;
- 198 Estradizione e delitto politico, Jovene, Napoli (monografia).
 5

Délégués des Ministres

Documents CM

CM(2007)68 6 juin 2007¹



COUNCIL OF EUROPE CONSEIL DE L'EUROPE

Committee of Ministers
Comité des Ministres

998 Réunion, 13 juin 2007

4 Droits de l'Homme

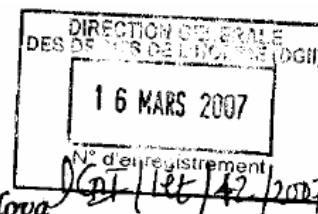
4.1 Cour européenne des Droits de l'Homme

Election de juges – Liste de candidatures au titre de la Moldova

¹ Ce document a été classé en diffusion restreinte le jour de la diffusion. Il a été déclassifié lors de la 998^e réunion des Délégués des Ministres (13 juin 2007) (cf. CM/Del/Dec(2007)998/4.1).



*Représentation Permanente de la République de Moldova
auprès du Conseil de l'Europe*



GM
CC: PB/NB
NS
CGi

N° CE – 022 / 2007

Strasbourg, le 15 mars 2007

Monsieur le Directeur Général,

Suite à la demande du Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, j'ai l'honneur de Vous faire parvenir la liste des trois candidats à la fonction de juge à la Cour Européenne des Droits de l'Homme, sélectionnés par le Gouvernement de la République de Moldova.

Les noms des candidats sont présentés en ordre alphabétique:

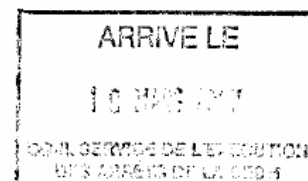
1. **Victoria IFTODI**
2. **Victor ORINDAS**
3. **Lilia VASILEVICI**

Les curriculum vitae des candidats mentionnés ci-dessus sont attachés à la présente lettre.

Je vous prie de croire, Monsieur le Directeur Général, en l'expression de ma considération distinguée.

A. Neguta
Andrei NEGUTA
Représentant Permanent

Monsieur Philippe BOILLAT
Directeur Général
DG II – Droits de l'Homme
Conseil de l'Europe



Représentation Permanente de la République de Moldova
16, Allée Spach
67000, Strasbourg

Tél.: +33 (0)3 88 36 55 64
Fax: +33 (0)3 88 36 48 96
E-mail: moldova.rpce@noos.fr

CURRICULUM VITAE
Victoria IFTODI

I. Etat civil

Nom Prénom : IFTODI Victoria
 Sexe : féminin
 Date et lieu de naissance : 13 janvier 1969, Lalova (Rezina), République de Moldova
 Nationalité : moldave

Coordonnées :

1 rue de Sfax, 16e arrondissement, Paris, France
 tel: +33 (0) 1 40 67 79 17 - GSM: + 33 (0) 6 22 63 89 42 - fax: +33 (0) 1 40 67 11 23
 mél: ambassadeur.moldavie@wanadoo.fr

II. Etudes et diplômes, et autres qualifications

sept. 1988 — juin 1993 Faculté de Droit, spécialité Droit International, Université d'Etat de Moldova ;
diplôme obtenu – Licence en Droit (équivalent Bac + 4), mention excellence

sept. 1984 – juin 1988 Collège Pédagogique, Orhei, République de Moldova; diplôme d'enseignante des classes primaires, mention d'excellence

1994 — 2006 Participation à des cours, stages et conférences de formation professionnelle continue et spécialisation en Italie, France, Roumanie.

III. Activités professionnelles pertinentes*a. Description des activités juridiques non judiciaires*

Depuis sept. 2006 Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République de Moldova dans la République Française, Délégué permanent é l'UNESCO et l'Union Latine, Représentant spécial du Président de la République de Moldova au Conseil Permanent de la Francophonie

Juill. 2004 - sept. 2006 Ministre de la Justice
 Nov. 2003 - juill. 2004 Premier Vice-ministre de la Justice
 Mars - nov. 2003 Vice-ministre de la Justice
 Mars 1994 - mars 2003 Notaire, Chisinau
 Janv. - mars 1994 Spécialiste principal, Direction notariat et barreau, Ministère de la Justice

Août 1993 - janv. 1994 1994 Notaire, Chisinau

b. Description des activités professionnelles non juridiques

fév. 2004 – sept 2006 : Responsable de la part du Gouvernement dans le Réseau francophone des structures gouvernementales chargées des droits de l'Homme dans l'espace francophone (Organisation Internationale de la Francophonie), visant le soutien et la concertation des Etats dans l'oeuvre de consolidation de la paix, de la démocratie et des droits de l'Homme.

juill. 2004 – sept 2006 : Membre du Gouvernement
 Membre du Présidium du Gouvernement (comité directeur du Gouvernement, dont les membres sont le premier ministre, les vice-

premier ministres et le ministre de la justice, et qui organise l'activité intérieure du Gouvernement).

IV. Activités et expérience dans le domaine des droits de l'homme

juill. 2004 – sept. 2006

Ministre de la justice, coordination du domaine des droits de l'Homme et de la réforme de la justice, en particulier le suivi de l'activité des sous divisions chargées de la coopération internationale et de la représentation du Gouvernement devant la CEDH.

mai — sept. 2006

Président de la Commission gouvernementale pour les problèmes des victimes des répressions politiques, visant la promotion de la politique de l'Etat dans le domaine de la réhabilitation des victimes des répressions politiques et l'analyse des problèmes surgis dans le processus de mise en application des actes normatifs en la matière, ainsi que l'identification des solutions aux problèmes des victimes des répressions politiques et la mise en oeuvre des plans d'actions visant leur protection et réinsertion sociale.

août 2005 — sept. 2006

Membre de la Commission nationale pour l'élaboration et l'implémentation du Plan Individuel d'Actions du Partenariat République de Moldova-OTAN, en particulier responsable pour le volet des réformes démocratiques, droits de l'Homme, l'Etat de Droit, la lutte contre la corruption.

juin 2005 — sept. 2006

Membre du Groupe interministériel pour le suivi de l'implémentation du Programme commun de la Commission Européenne et du Conseil de l'Europe pour le soutien des réformes démocratiques dans la République de Moldova pour les années 2004-2006, en particulier responsable pour le volet Démocratie et Suprématie de la Loi, droits de l'Homme et libertés fondamentales.

janv. 2005 — sept. 2006

Vice-président de la Commission gouvernementale permanente pour l'organisation de l'exécution des arrêts définitifs de la CEDH contre la République de Moldova.

juill. 2004 — sept. 2006

Vice-président du Conseil du Centre coordinateur d'adaptation sociale des personnes libérées des lieux de détention, visant à assurer l'organisation du processus de réinsertion sociale, la mise en place des programmes éducatifs et du suivi de la conduite des personnes ayant purgé une peine privative de liberté.

janv. 2004—sept. 2006

Membre du Comité coordinateur pour l'élaboration et l'implémentation du Plan National d'Actions dans le domaine des Droits de l'Homme pour les années 2004-2008, visant à assurer la mise en place d'une politique et d'une stratégie unique des institutions étatiques et de la société civile en vue d'améliorer la situation des droits de l'Homme.

nov. 2003 — juill. 2004

Président du Comité coordinateur permanent pour l'élaboration des rapports et des réponses du Gouvernement de la République de Moldova suite aux visites du Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains.

sept. 2003 — sept. 2006

Président de la Commission pour les problèmes concernant la citoyenneté et l'octroi de l'asile politique, auprès du Président de la République de Moldova.

V. Activités publiques

a. Postes dans la fonction publique

depuis septembre 2006 Ambassadeur

Juill. 2004 – sept 2006 Ministre de la Justice

nov. 2003 - Juill. 2004 Premier Vice-ministre de la Justice

mars – nov. 2003 Vice-ministre de la Justice
janv – mars 1994 Spécialiste principal, Ministère de la Justice

b. Mandats électifs

Aucun.

c. Fonctions exercées au sein d'un parti ou d'un mouvement politique

Aucune.

VI. Autres activités

- 2003-2004 : membre du Comité Européen de Coopération Juridique (CDCJ) du Conseil de l'Europe.
- 2003-2004 : membre des Commissions CAUE et CAEM de l'Union internationale du Notariat Latin.
- juill. 2004-sept 2006 : membre du Conseil Supérieur de la Magistrature, l'organe de l'auto administration judiciaire visant à organiser le fonctionnement du système judiciaire, notamment par des compétences dans le domaine de la proposition à la nomination, la promotion, le transfèrement et le licenciement des juges, ainsi que des compétences en vue d'assurer le respect de la discipline et de l'éthique des juges et des compétences dans l'organisation de la formation initiale et continue des juges.
- avril -sept 2006 : membre de la Commission gouvernementale pour la réforme de l'administration publique centrale.
- fév. - sept 2006 : membre de la Commission centrale pour le contrôle des déclarations de revenu et de propriété.
- janv. -sept 2006 : membre de la Commission nationale pour l'élaboration du Concept de la politique extérieure de la République de Moldova, visant l'amélioration de la base juridique de la politique d'intégration européenne.
- déc.2005 -sept. 2006 : membre de la Commission pour l'élaboration du Concept de la Sécurité nationale de la République de Moldova.
- déc. 2005 -sept. 2006 : membre du Conseil permanent pour le suivi du développement du secteur financier.
- juill. 2004 -sept. 2006 : membre de la Commission nationale pour l'intégration européenne, visant l'élaboration et la réalisation des stratégies et plans d'actions en relation avec la réalisation de la politique d'intégration européenne, en particulier les volets Dialogue politique et réformes et Justice et affaires intérieure du Plan d'Actions République de Moldova-Union Européenne pour les années 2005-2007 (coordination du Comité interministériel pour les problèmes de droit et sécurité).
- juill. 2004 -sept. 2006 : membre du Conseil de coopération entre la République de Moldova et l'Union Européenne.
- juin -juill. 2004 : président du groupe de travail pour la mise en conformité des dispositions légales avec celles de la Constitution.

- avril 2004 - sept 2006 : membre de la Commission gouvernementale pour le suivi du processus d'élaboration et d'implémentation du système informationnel automatique « Le registre d'Etat des unités de droit ».
- mars 2003 -sept.2006 : membre du Comité national pour l'assistance extérieure accordée à la République de Moldova, visant à assurer la corrélation des contenus des programmes d'assistance extérieure pour le développement socio-économique de la République de Moldova, et le suivi des programmes d'assistance extérieure signés au nom du Gouvernement de la République de Moldova.
- 1998 -2001 : membre de la Commission du Ministère de la Justice pour l'examen de qualification dans la profession de notaire.
- sept 1996 -juin 1998 : enseignante à l'Université d'Etat de Moldova, Faculté de Droit, spécialité Droit civil (activité exercée en cumul).

VII. Travaux et publications

Interventions dans le cadre des conférences et séminaires internationaux concernant la réforme de droit, y compris dans le domaine des droits de l'Homme.

Participation dans le cadre des groupes de travail pour l'élaboration et de l'harmonisation des actes normatifs dans le domaine de la justice, y compris en matière des droits et des libertés fondamentaux.

VIII. Connaissances linguistiques

Langues	Lu			Ecrit			Parlé		
	TB	B	AB	TB	B	AB	TB	B	AB
a. Première langue									
Moldave et Roumain	x			x			x		
b. Langues officielles									
Anglais			x			x			x
Français	x			x			x		
c. Autres langues									
Russe	x			x			x		
Italien	x			x			x		

IX. Autres éléments pertinents

En tant que ministre de la justice, j'ai assuré notamment la coordination de la réalisation de la politique de l'Etat dans le domaine de la justice, notamment la coordination de l'activité liée à la réalisation de la réforme judiciaire et de droit, visant à assurer le respect des droits et intérêts légitimes des personnes et l'exécution des décisions judiciaires et des sanctions pénales, l'élaboration et l'harmonisation de la législation avec les recommandations du Conseil de l'Europe et la législation communautaire, y compris en matière des droits fondamentaux.

J'ai également coordonné la représentation du Gouvernement devant la CEDH, en assurant l'activité de l'agent du Gouvernement devant la CEDH, en veillant à la l'exécution des arrêts et décisions prononcés par la CEDH à l'égard de la République de Moldova, et en prenant les mesures nécessaires afin d'éviter de nouvelles violations de la Convention. Une Commission gouvernementale pour le suivi de l'exécution des arrêts et décisions de la CEDH a été créée, dont j'ai assuré notamment la vice-présidence. Dans le cadre d'un suivi continu de mise en conformité de la législation nationale à la Convention, à chaque fois que la condamnation de la République de Moldova a été déterminée par une réglementation contraire aux exigences de la Convention, des amendements ont été proposés.

Pendant mon mandat au sein du Ministère de la Justice, la Moldavie a enregistré des progrès notables dans le domaine de l'exécution des décisions judiciaires, qui constitue une garantie indispensable de l'efficacité de l'acte de justice.

Des progrès notables ont été obtenus en ce qui concerne le respect des droits de l'Homme dans le cadre des institutions pénitentiaires et de détention provisoire. Ainsi, suite à des visites du CPT, le Ministère de la Justice a rédigé les Réponses du Gouvernement aux rapports CPT et suivi la mise en oeuvre de ses recommandations. Quoique il en reste encore beaucoup à faire, les progrès ont été signalés par le CPT même.

La coopération avec les organismes internationaux a été intensifiée, en particulier avec le Conseil de l'Europe (dans le cadre de l'activité de monitoring de la République de Moldova en vue de l'harmonisation du droit national aux exigences de la Convention Européenne des Droits de l'Homme), l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe, ainsi que l'Union Européenne pour assurer la conformité des lois et pratiques nationales dans le domaine des droits de l'Homme avec les standards internationaux pertinents.

X. Veuillez confirmer que vous vous installeriez de manière permanente à Strasbourg au cas où vous seriez élu(e) juge à la Cour.

Je confirme que je m'installerais de manière permanente à Strasbourg au cas où je serais élue juge à la Cour.

CURRICULUM VITAE
Victor ORINDAS

I. Etat civil

Nom, prénom	Victor Orîndas
Sexe	masculin
Date et lieu de naissance	25 février 1969, Briceni, République de Moldova.
Nationalité	moldave

II. Etudes, diplômes universitaires et autres qualifications

2003	Université d'Etat de Moldova, Département de droit, Chisinau, République de Moldova, Docteur en droit.
2000	Université d'Etat de Moldova, Département de droit, Chisinau, République de Moldova, Master en droit, spécialisation : droit public.
1997	Enseignements spécialisés et recherches sur la protection des droits civils et la réforme du système judiciaire, Institut national de justice, Washington DC, États-Unis.
1995	Enseignements spécialisés et recherches sur la protection des droits et des libertés civils, Université Etat de Floride, Tallahassee, États-Unis. Parrainé par l'association du barreau américain, Initiative juridique en Europe centrale et Europe de l'est.
1989-1994	Université Etat de Moldova, Département de droit, Chisinau, République de Moldova, diplôme, moyenne générale 9,4/10, spécialisation : droit international.
1976-1986	École spécialisée de mathématiques de la ville de Lipcani, district de Briceni, République de Moldova – Médaille d'argent pour les résultats scolaires.

III. Activités professionnelles pertinentes*a. Activités judiciaires*

2003- à aujourd'hui – Juge au tribunal économique du district de Chisinau, Chisinau, République de Moldova.
Examen et règlement de différents litiges commerciaux.

b. Activités juridiques non judiciaires

2003- à aujourd'hui – Professeur à temps partiel de droit des affaires, Université Etat de Moldova, Département de droit, Chisinau. République de Moldova.

2003- à aujourd'hui – Professeur à temps partiel de procédure pénale américaine, Université Etat de Moldova, Département des langues étrangères, Division des études américaines, Chisinau, République de Moldova.

2003- à aujourd'hui – Professeur à temps partiel de droit civil, Université européenne de Moldova, Chisinau, République de Moldova.

1997-2003 Professeur à plein temps de procédure pénale à l'Université Etat de Moldova, Département de droit, Chisinau, République de Moldova.

1997-2003 Avocat diplômé, Chisinau, République de Moldova. Spécialisation : droit pénal, civil et administratif.

- 1998-2000 Juriste à l'Institut de Management Est-Ouest, Centre pour la réforme des entreprises privées, Chisinau, République de Moldova. Conseils juridiques sur la privatisation des actifs des entreprises publiques et collectives ainsi que sur l'investissement et la création d'entreprises commerciales.
- 1996-1997 Conseiller principal du Procureur général de la République de Moldova en matière de droit interethnique et international, Chisinau, République de Moldova. Enquêtes sur les infractions commises par des membres de missions diplomatiques moldaves et les infractions impliquant la violation des droits des minorités ethniques. Examen des plaintes concernant la violation des droits des minorités ethniques.
- 1994-1996 Substitut du procureur au ministère public du district de Ciocana, Chisinau, République de Moldova
- c. *Activités professionnelles non juridiques*
- 2002-2003 Tuteur au département de droit de l'Université Etat de Moldova, Département de droit, Chisinau, République de Moldova. Assistance parajuridique aux personnes qui ne disposent pas de ressources financières suffisantes ou qui pour d'autres raisons n'ont pas accès aux conseils juridiques d'un avocat diplômé, notamment aux femmes concernées par des affaires de droit familial et aux détenus du pénitencier de Cricovia.
- 2000-2002 Universitaire/Consultant régional pour le Projet d'éducation civique, Chisinau, République de Moldova (parrainé par l'Université Yale, États-Unis). Assistance universitaire et consultation sur la réforme de l'enseignement supérieur, développement de programmes d'études et méthodologie d'enseignement du droit et recherche dans des universités moldaves.

IV. Activités et expérience dans le domaine des droits de l'homme

La protection des droits de l'homme a été ma principale activité professionnelle pendant 13 ans.

En tant que juge commercial, je défends les droits des citoyens à la propriété.

En tant qu'avocat de la défense, j'ai représenté un nombre important de clients dans des affaires pénales en Moldova et en Ukraine. Ces affaires concernaient l'application ou la défense de certains droits comme :

- Le droit à un procès équitable et le droit de ne pas s'auto-incriminer, prévu à l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH) ;
- Le droit au respect de la vie privée, prévu à l'article 8 de la CEDH ;
- Le droit à la propriété, prévu à l'article 1 du Protocole n°1 de la CEDH ;
- L'égalité entre époux, prévue à l'article 5 du Protocole n°7 de la CEDH.

En tant que procureur, j'étais chargé de contrôler le respect par les autorités locales et les officiers de police des droits de l'homme et des libertés, comme :

- Le droit de l'accusé d'être informé, dans le plus court délai, de la nature et de la cause de l'accusation portée contre lui, prévu à l'article 6 de la CEDH ;
- Le droit d'interroger ou de faire interroger les témoins à charge et d'obtenir la convocation et l'interrogation des témoins à décharge dans les mêmes conditions que les témoins à charge, prévu à l'article 6 de la CEDH ;
- Droit à la liberté et à la sûreté, prévu à l'article 5 de la CEDH.

En tant que tuteur de la clinique juridique, j'ai aidé les étudiants à donner des conseils juridiques aux détenus du pénitencier de Cricova concernant leurs droits, comme :

- Le droit de ne pas être soumis à la torture ou à des peines ou traitements inhumains ou dégradants, prévu à l'article 3 de la CEDH ;
- Le droit de ne pas être astreint à accomplir un travail forcé ou obligatoire, prévu à l'article 4 de la CEDH.

En tant que professeur de droit, je m'efforce d'enseigner le droit à mes étudiants dans le respect des droits de l'homme et des libertés et l'intolérance envers leur violation.

V. Activités publiques

- Postes dans la fonction publique* - néant
- Mandats électifs* - néant
- Fonctions exercées au sein d'un parti politique ou d'un mouvement* - néant

VI. Autres activités

Membre de l'Association des juges de la République de Moldova.

Participation aux activités du « Moldova Alumni Resource Center », créé par l'Ambassade américaine de Chisinau pour les anciens étudiants moldaves des universités américaines.

VII. Publications et autres travaux

Pendant ma carrière universitaire, j'ai écrit et publié plus de 25 articles scientifiques et livres sur des questions juridiques. Les plus importants sont énumérés ci-dessous :

- Criminal Procedure (course book), Moldova State University, Chisinau, 2001.
- Doctoral thesis „Pre-trial release on bail in the system of preventive measures”, Chisinau, 2003.
- Criminal Procedure, Special Part (course notes), Stefan Cel Mare Police Academy, Chisinau, 2004.
- Criminal Prosecution (course notes), Stefan Cel Mare Police Academy, Chisinau, 2005.
- Right to due process in the light of the European Convention of Human Rights, Scientific Yearly Book of Moldova State University, Issue V, Vol. 1, Chisinau, 2004, p. 143-145.
- Moldovan Criminal Justice System: Criminal Prosecution, Current Practices and Proposed Reform, University of Dayton Law Review, Volume 27, Fall 2001, #1.
- Types of pre-trial release on bail as a preventive measure in criminal proceedings. Scientific Yearly Book of Moldova State University, Vol. 1, Chisinau, 2002.
- Judicial control and prosecutor supervision over legality of application of preventive measures during criminal proceedings, National Law Journal, 2001, #7.

VIII. Langues

Langues	Lu			Ecrit			Parlé		
	TB	B	AB	TB	B	AB	TB	B	AB
a. Première langue									
Moldave	x			x			x		
b. Langues officielles									
Anglais	x			x			x		
Français			x			x			x
c. Autres langues									
Russe	x			x			x		

IX. Autres informations pertinentes

Connaissances informatiques : Word et Internet Explorer.

Doc. 11359

X. Veuillez confirmer que vous résiderez en permanence à Strasbourg si vous êtes élu juge à la Cour.

Je confirme que je résiderai en permanence à Strasbourg si je suis élu juge.

CURRICULUM VITAE
Lilia VASILEVICI

I. Etat civil

Nom, prénom	Vasilevici Lilia
Sexe	féminin
Date et lieu de naissance	11.01.1967 à Chisinau
Nationalité(s)	moldave
Mariée.	

II. Etudes et diplômes, et autres qualifications

Diplôme de juriste de la faculté de droit de l'Université d'Etat de Moldova (1992);

Certificat de participation au séminaire d'instruction pour les juges: « Convention européenne des Droits de l'Homme », organisé par le Conseil de l'Europe en collaboration avec le Centre de Perfectionnement des Cadres de Ministère de la Justice de la République de Moldova ; Chisinau, Rép. Moldova, mai 2006 ;

Cours d'instruction : « La création de l'unité d'administration des tribunaux », organise par l'Institut SILI, Praga ; octobre 2005 ;

Séminaire d'instruction « Article 10 de la Convention européenne des Droits de l'Homme », organisé par le Conseil de L'Europe avec le Ministère de la Justice de la République de Moldova ; Chisinau, Rép. Moldova, novembre 2005 ;

Séminaire « Les standards européens et la liberté d'expression en Moldova », organisé par le Centre Indépendant de Journalisme ; Chisinau, Rép. Moldova, 2004 ;

III. Activités professionnelles pertinentes

a. Description des activités juridiques

Juge au tribunal de première instance (depuis 09 octobre 1996 jusqu'a présent) ;

Au tribunal de première instance n'existe pas une spécialisation stricte de juges, exceptions les juges d'instruction. Donc, dans ma qualité de juge de première instance j'examine des causes pénales, civiles, administratives. Dans le cadre d'examen des causes qui s'attribues aux domaines tellement différents, tant de la matière pénale que de la celle civile, j'applique dans leurs solution la législation respective nationale et les instruments pertinents internationaux.

b. Description des activités juridiques non judiciaires

Président de tribunal de première instance - avril 2002 - décembre 2006 (sect. Centre, Chisinau). Dans cette qualité j'étais chargée avec des fonctions administratives de dirigeant de l'instance judiciaire, organisation du travail des juges, représentation de l'instance envers des autres autorités, et des autres attributions qui entrent dans la compétence du Président de l'instance.

c. Description des activités professionnelles non juridiques

Coordination de la part du Tribunal sect. Centru du projet pilot sur l'implémentation du travail non rémunéré dans le bénéfice de la société en qualité de peine alternative à l'emprisonnement au Tribunal de sect. Centre, dans le cadre de la reforme de la justice pénale, en collaboration avec l'Institut de Reforme Pénale et UNICEF.

IV. Activités et expérience dans le domaine des droits de l'homme

En qualité de juge c'était impossible d'examiner des affaires, soit civiles ou pénales, sans veiller à leur stricte conformité avec les standards établis dans le domaine de droit de l'homme. Notamment, j'ai eu l'opportunité d'appliquer et d'invoquer dans mes jugements plusieurs fois directement les normes de la Convention (CEDH), en particulier les art. 6 et 8 de la Convention européenne des Droits de l'Homme, dans des situations quand la législation nationale n'était pas explicite sur les droits des requérants.

V. Activités publiques

- a. *Postes dans la fonction publique –*
- b. *Mandats électifs –*
- c. *Fonctions exercées au sein d'un parti ou d'un mouvement politique -*

VI. Autres activités

- a. *Domaine juridique*
- b. *Durée 1985 - 1996*
- c. *Fonctions :*

Conseiller supérieur dans la section d'examen des contestations sur les causes civiles en ordre de recours a la Cour Suprême de Moldova (01.09.1994 - 09.10.1996)

Greffier au Tribunal de première instance (11.03.1985 - 09.12.1991 ; 02.03.1993 - 01.09.1994) ;

Conseiller juridique dans le cadre d'une firme de commerce (09.12.1991 - 11.02.1993).

VII. Travaux et publications

VIII. Connaissances linguistiques

Langues	Lu			Ecrit			Parlé		
	TB	B	AB	TB	B	AB	TB	B	AB
a. Première langue									
Moldave	X			X			X		
b. Langues officielles									
Anglais			X			X			X
Français	X				X			X	
c. Autres langues									
Russe	X			X			X		

IX. Autres éléments pertinents

Utilisation de l'ordinateur dans le travail quotidien.

X. Veuillez confirmer que vous vous Installeriez de manière permanente à Strasbourg au cas où vous seriez élu(e) juge à la Cour.

Je confirme que je vais m'installer à Strasbourg au cas où je serais élu juge à la Cour européenne des Droits de l'Homme.

Délégués des Ministres

Documents CM

CM(2007)57 1er juin 2007¹

998 Réunion, 13 juin 2007

4 Droits de l'Homme

4.1 Cour européenne des Droits de l'Homme

Election de juges – Liste de candidatures au titre de la Roumanie

¹ Ce document a été classé en diffusion restreinte le jour de la diffusion. Il a été déclassifié lors de la 998^e réunion des Délégués des Ministres (13 juin 2007) (cf. CM/Del/Dec(2007)998/4.1).

(Traduction)

Représentation permanente de la République de Roumanie
auprès du Conseil de l'Europe

N°: 660

Strasbourg, 27 mars 2007

Monsieur le Directeur Général,

Suite à la précédente lettre relative à ce sujet, j'ai l'honneur de vous transmettre les trois candidatures sélectionnées par le gouvernement roumain pour l'élection des juges à la Cour Européenne des Droits de l'Homme :

M. Corneliu BÎRSAN, juge à la Cour Européenne des Droits de l'Homme, M. Gheorghe BUTA, juge à la Haute Cour de Cassation et de Justice de Roumanie, Mme Elena CARCEI, juge à la Haute Cour de Cassation et de Justice de Roumanie.

Veillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués,

(Signé)

Stelian STOIAN
Ambassadeur

Mr Philippe Boillat
Directeur Général
DG II – Droits de l'Homme
Conseil de l'Europe

CURRICULUM VITAE
Corneliu BÎRSAN

I. État civil

Nom, prénom : BÎRSAN Corneliu
 Sexe : masculin
 Date et lieu de naissance : le 16 décembre 1943 à Munteni de Jos, département de Vaslui, Roumanie
 Nationalité : Roumaine
 Marié : 2 enfants.

II. Études, diplômes et autres qualifications**a. Études en Roumanie**

1961 : Baccalauréat
 1961-1966 : Licence en droit à la faculté de droit de l'université de Bucarest
 1977 : Doctorat en droit à la faculté de droit de l'université de Bucarest - Thèse sur le sujet : «Les effets juridiques de la bonne foi dans le droit civil roumain»

b. Études à l'étranger

- Faculté internationale pour l'enseignement du droit comparé:
 1^{er} cycle: Strasbourg, printemps 1971
 2^e cycle: Strasbourg, printemps 1972
 3^e cycle: Saint-Jacques de Compostelle (Espagne), 1974
 Titulaire du diplôme de hautes études de droit comparé de cette faculté
- Centre européen de Nancy :
 Département juridique, section de droit privé, année universitaire 1974-1975

c. Titres honorifiques

- Membre de la Société française de législation comparée, 1977
- Diplôme d'honneur pour l'activité scientifique du «Center for International Legal Studies», Salzburg, Autriche, 1991
- Docteur honoraire en droit de la «New England School of Law», Boston (USA), 1994
- Diplôme d'honneur de l'Union Nationale de Notaires - Roumanie 1997
- Doctor *honoris causa* de l'Université Paris I Panthéon Sorbonne, 2003
- Membre d'honneur du Barreau de Bucarest, 2002
- Membre d'honneur de l'Union Nationale des Barreaux de Roumanie, 2004
- Diplôme d'honneur de l'Association des Magistrats de Roumanie, 2006

d. Décorations

- Chevalier de la légion d'honneur - France - 1999

III. Activités professionnelles pertinentes

a. Activités judiciaires

- 1977 - 1998 : Arbitre (Juge) à la Cour d'arbitrage commercial international de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Roumanie
- 1991 - 1998 : Arbitre (Juge) à la Commission d'arbitrage des Unions des coopératives artisanales de Roumanie
- Depuis 1990 : Avocat au barreau de Bucarest - Activité actuellement suspendue
- 1990-2003 : Membre de la Cour Permanente d'Arbitrage de la Haye
- 22 mars 1995 - 31 octobre 1998 : Membre de la Commission européenne des Droits de l'Homme au titre de la Roumanie
- Depuis le 1er novembre 1998 : Juge à la Cour européenne des Droits de l'Homme, élu pour un mandat de 3 ans ; réélu en 2001 pour un mandat de 6 ans (jusqu'au 31 octobre 2007)

b. Activités juridiques non judiciaires

Après le service militaire, le 22 janvier 1967, j'ai été nommé assistant stagiaire à la chaire de droit privé de la Faculté de Droit, Université de Bucarest. Puis, toute ma carrière professionnelle universitaire s'est déroulée à la même chaire, comme suit :

- 1967 - 1970 : Assistant stagiaire
- 1970 - 1976 : Assistant titulaire, par concours
- 1976 - 1990 : Chargé de cours titulaire, par concours
- 1990 - 1992 : Maître de conférences titulaire, par concours
- Depuis le 15 février 1992 : Professeur titulaire, par concours

En tant qu'assistant, j'ai dirigé des séminaires de droit civil, droit de la famille, droit international privé, droit du commerce international.

En tant que professeur, mes spécialités sont les suivantes : Droit civil, droit du commerce international, droit communautaire. J'ai en effet été le premier, à partir de 1990, à donner des cours de droit communautaire à la Faculté de Droit de Bucarest pour les étudiants de 4^e année de licence et de protection internationale des droits de l'homme pour les cours post-universitaires de droit humanitaire.

c. Activités professionnelles non juridiques

- 20 janvier 1990 - 25 juin 1998 : Doyen élu de la faculté de droit de l'université de Bucarest.
- 25 juin 1993 - 25 juin 1998 : Directeur de l'Institut franco-roumain de droit des affaires et de coopération internationale «N. Titulescu-H Capitant» et du Collège juridique franco-roumain de la faculté de droit, Université de Bucarest.

IV. Activités et expérience dans le domaine des droits de l'homme

Dans le domaine des droits de l'homme, mes activités sont liées en premier lieu à l'enseignement des droits de l'homme, comme suit :

En 1991, 1992, 1993 et 1994, j'ai organisé à la Faculté de Droit de Bucarest – en collaboration avec l'Institut international pour les droits de l'homme «René Cassin» de Strasbourg et avec l'aide du Conseil de l'Europe – un séminaire sur la protection juridique internationale des droits de l'homme destiné aux étudiants et aux professions juridiques.

Entre 1997 et 1999, j'ai fait partie du corps enseignant de l'Institut des hautes études internationales de l'université de Strasbourg III - Robert Schuman où je donne des cours et des séminaires sur la réception et la mise en œuvre des conventions internationales dans le domaine des droits de l'homme en Roumanie.

De même, en tant que Professeur invité à l'université de Paris I Panthéon-Sorbonne, en 1994, 1996 et 1998, j'ai donné des cours pour le DEA de droit constitutionnel comparé sur la protection internationale des droits de l'homme.

En 1991, 1992, 1993, 1994 et 1995, j'ai été membre du jury des demi-finales du concours pour les droits de l'homme René Cassin, organisé par l'association Juris Ludi, l'Université de Strasbourg III - Robert Schuman et le Conseil de l'Europe. En 1999, j'ai été membre du jury de la finale de ce même concours.

Mais l'expérience la plus complète que j'ai pu acquérir dans le domaine de la protection des droits de l'homme est assurément celle liée à ma qualité de membre de la Commission européenne des Droits de l'Homme de 1995 à 1998 et, depuis le 1er novembre 1998, à celle de Juge à la Cour européenne des Droits de l'Homme.

V. Participation aux manifestations scientifiques internationales

- 3^e Congrès de la faculté internationale pour l'enseignement de droit comparé, Amsterdam, 1973, où j'ai présenté la communication «Le régime juridique des logements en Roumanie».
- 6^e édition des Journées juridiques franco-roumaines, où j'ai présenté un co-rapport sur le régime juridique des unités d'Etat en Roumanie.
- Rapport national «Transfert du droit de propriété par actes entre vifs en droit civil roumain», en collaboration, Congrès de droit comparé, Budapest, 1978.
- 8^e édition des Journées juridiques franco-roumaines, Rennes, 1983, où j'ai présenté, en collaboration, le rapport national roumain sur le thème «L'arbitrage commercial international en Roumanie», publié dans le supplément de la Revue internationale de droit comparé, 1983.
- 2^e Congrès de l'Institut international de droit d'expression française, mai 1990, Libreville (Gabon).
- Journée internationale d'histoire du droit, Strasbourg, mai 1992, où j'ai présenté le rapport national «Evolution de l'adoption dans le droit roumain». Au même congrès, j'ai été désigné comme rapporteur général pour la section union libre □ adoption. Les deux rapports ont été publiés dans le volume «Le droit de la famille en Europe, son évolution depuis l'Antiquité jusqu'à nos jours», Presses universitaires de Strasbourg, 1992.
- Séminaire sur le droit de l'environnement, novembre 1991, organisé par la Conférence européenne des recteurs, Unesco et le Conseil de l'Europe, Angers, France.
- Conférence sur le droit de l'environnement, organisée par le Conseil de l'Europe, Milan, 1992, où j'ai présenté la communication «La responsabilité pour les dommages écologiques en Roumanie».
- 25^e anniversaire de l'Institut international d'administration publique où j'ai présenté la communication «Le processus de transition vers une société démocratique en Roumanie», Paris, novembre 1992.

- Conférence des doyens des facultés de droit des pays francophones, Louvain-la-Neuve, Belgique, 1992.
- Conférence internationale sur les transformations dans les pays de l'Europe de l'Est, Boston (USA), octobre 1993.
- Conférence internationale «Fédération, subsidiarité et démocratie», organisée par la Commission de l'Union européenne et ECSA-Europe, Bruxelles, mai 1994.
- Visite à l'invitation de l'Association luxembourgeoise pour la démocratie en Roumanie et du Centre universitaire de Luxembourg, où j'ai donné une conférence sur «Les réformes économiques et juridiques en Roumanie», mai 1994.
- Séminaire à l'occasion du 50e anniversaire de la Convention européenne des Droits de l'Homme organisé par le Parlement et le Ministère des Affaires Étrangères de Roumanie - Bucarest, en date du 2 octobre 2000.
- Séminaire de l'Union internationale des Avocats : " Rights and Guarantees of the Taxpayer from the Human Rights point of view ". Bucarest, Juin 2003. Intervention sur « L'application de la Convention européenne des Droits de l'Homme en matière fiscale : Principes et limites ».
- Colloque organisé par le Collège juridique franco-roumain d'études européennes sur « L'Union européenne, entre réforme et élargissement » - Septembre 2003. Intervention sur « La jurisprudence des cours de Strasbourg et du Luxembourg »
- Colloque « Droit administratif des biens et droits de l'homme », Nantes, 17 octobre 2003, communication « Le droit d'expropriation et le droit à un procès équitable »
- Séminaire « Le Code civil et l'Europe : influences et modernité » organisé par le Conseil de l'Europe, Strasbourg, 21-22 octobre 2004, communication « Le droit de propriété dans la Convention européenne des droits de l'homme »
- Séminaire « Le Conseil d'Etat et le Code civil » organisé par le Conseil d'Etat français, Paris 26 novembre 2004, communication « La codification du droit civil en Roumanie »
- Séminaire « L'actualité de la CEDH : nouveaux défis et pratique », Université Nice Sophia-Antipolis, 13 mai 2005, communication « Des aspects procéduraux dans la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme »
- Participation au Séminaire « Démocratie et justice sociale : quel avenir pour le droit privé européen », Cour de Cassation française, 26 janvier 2007

VI. Autres activités

- 1982-1986 : Membre du Conseil juridique du Ministère du Commerce extérieur de Roumanie
- 1975-1985 : Membre de la Commission de rédaction du projet de code civil et du projet de code de la famille, Ministère de la Justice
- Depuis 1993 : Membre du Conseil scientifique de l'Institut roumain d'études internationales, nommé par le Ministre des Affaires étrangères et par le Président de l'Académie roumaine
- De 1993 à 1998 : Membre du Conseil national de la réforme de l'enseignement, nommé par le Ministre de l'Enseignement
- De 1994 à 1998 : Membre du Conseil national d'évaluation académique, élu par le Parlement roumain (chambres réunies)

- Depuis 1994 : Président élu de l'Association roumaine d'études communautaires, affiliée à ECSA Europe - Bruxelles
- Depuis 2000 : membre actif ou honoraire des Comités directeurs de plusieurs revues roumaines de droit parues récemment : « Curierul judiciar », « Revista romană de drept comunitar » (Revue roumaine de droit communautaire), etc.
- Depuis mon installation à Strasbourg, j'ai été membre de jurys de soutenance de thèses de doctorat en droit à l'Université R. Schuman, Strasbourg III, à l'Université de Paris I Panthéon-Sorbonne et à Université Sophia-Antipolis de Nice.

VII. Travaux et publications

A ce jour, j'ai publié 25 ouvrages (cours universitaires, monographies, traités), seul ou en collaboration, plus de 150 articles, études, commentaires de pratique judiciaire, communications scientifiques en Roumanie et à l'étranger, parmi lesquels je cite ci-dessous les plus importants :

↳ Cours universitaires, monographies, traités

- Drept civil. Teoria generala a drepturilor reale (Droit civil. Théorie générale de droits réels), en collaboration, TUB, Bucarest, 1980
- Subiectele colective de drept in Romania (Les sujets collectifs de droit en Roumanie), en collaboration, Editura Academiei, Bucarest, 1981
- Tratat de drept civil. Teoria generala a obligatiilor (Traité de droit civil. Théorie générale des obligations), en collaboration, Editura Academiei, Bucarest, 1981, réédité en 1991, 1992, 1993, 1994, 1995, 1998, 2001, 2004
- Regimul juridic al bunurilor imobile (Le régime juridique des biens immeubles), Editura Stiintifica si Enciclopedica, Bucuresti, 1983
- Rechts beim Reisen (en allemand), en collaboration, Verlag Die Wirtschaft, Berlin, 1974
- Contractul in contrapartida. Probleme juridice (Le contrat en contrepartie. Problèmes juridiques), en collaboration, IEM, Bucarest, 1984
- Clauza penala in contractele comerciale internationale (La clause pénale dans les contrats commerciaux internationaux), en collaboration, IEM, Bucarest, 1985
- Legal Aspects of Doing Business in Eastern Europe, Romania (en anglais), Kluwer Law and Taxation Publishers, West Publishing Co., St. Paul, Minn., USA, 1986, revue en 1990
- Exportul in contrapartida. Probleme economice si juridice (L'export en contrepartie. Problèmes économiques et juridiques), en collaboration, Editura Academiei, Bucarest, 1987
- Drept civil. Drepturile reale (Droit civil. Droits réels), en collaboration, Iasi, 1997
- Dreptul comertului international (Droit du commerce international), en collaboration, vol. I, 1988, vol. II, 1990
- Societatile comerciale (Les sociétés commerciales), Bucarest, 1992
- Drept civil. Drepturile reale principale - Bucarest, 2001
- Convenția europeană a drepturilor omului, Comentariu pe articole, Vol. I 2005, Vol. II 2006

↳ Articles, commentaires de jurisprudence, communications, etc.

Ils portent sur des problèmes de droit civil, droit du commerce international, droit de la famille, droit communautaire, protection internationale des droits de l'homme, etc., et ont été publiés pour la plupart dans des revues juridiques roumaines ainsi que françaises et allemandes.

Depuis septembre 2002, je participe, avec des commentaires d'arrêts de la Cour européenne des Droits de l'Homme, à la chronique sur le droit européen des droits de l'homme dans plusieurs revues juridiques françaises : Recueil Dalloz, Revue pénale et pénitentiaire, Petites affiches.

VIII. Connaissances linguistiques

Langue	Lu	Écrit	Parlé
Langue maternelle : Roumain	TB	TB	TB
Langues officielles : Français Anglais	TB B	TB B	TB B

IX. Autres éléments pertinents

Néant

X. Je confirme que, au cas où je serais réélu juge à la Cour, je resterais installé à Strasbourg.

Adresse professionnelle :

Cour européenne des Droits de l'Homme
F-67075 STRASBOURG CEDEX
Te. : +33 3 88 41 30 64 – Fax : +33 3 88 41 27 30
e-mail : corneliu.birsan@echr.coe.int

Adresse privée :

21, rue Goethe
F-67000 STRASBOURG
Tel. : +33 3 88 61 96 21

CURRICULUM VITAE
Gheorghe BUTA

I. Etat civil

Nom	BUTA
prénom:	Gheorghe
Sexe:	masculin
Date et lieu de naissance:	21 juin 1955, Șercaia, Département Brașov, Roumanie
Nationalité	roumaine

II. Etudes, diplômes et autres qualifications

- Docteur en droit, distinction *Summa cum laudae*, de l'Université Babes-Balyai de Cluj-Napoca, thèse
« L'action commerciale » (*Acțiunea comercială*) – 13 Decembre 2002
Etudes doctorales en Droit Processuel Civil, Université Babes-Balyai de Cluj-Napoca, entre 1997-2002 ;
- Diplôme de finalisation des études postuniversitaires – 12 septembre 1986 ;
Etudes postuniversitaires dans le domaine « Sciences pénales », Faculté de Droit de l'Université Babes-Balyai de Cluj-Napoca, année universitaire 1985-1986 ;
- Diplôme de licence en droit, thèse « La notion de patrimoine en droit civil » - juin 1979 ;
Etudes universitaires finalisés avec une diplôme de mérite, à la Faculté de Droit de l'Université Babes-Balyai de Cluj-Napoca (1975-1979) ;
- Diplôme de baccalauréat après l'examen de baccalauréat – session juin 1974 ;
Etudes au Collège national « Radu Negru » de Fagaras (1970-1974).

III. Activités professionnelles pertinentes

a. Activités judiciaires

- Juge à l'Haute Cour de Cassation et de la Justice de Roumanie depuis 18 juin 2004 ;
- Membre du Conseil de Coordination de l'Haute Cour de Cassation et de la Justice de Roumanie depuis septembre 2005;
- Membre du Conseil Supérieur de la Magistrature (mai 2003-janvier 2005) ;
- Juge et Président de la Cour d'Appel Cluj (février 1999-juin 2004) ;
- Juge et Vice-président de la Cour d'Appel Cluj (novembre 1998- février 1999) ;
- Juge et Président du Tribunal Départemental Bistrita-Nasaud (janvier 1990- novembre 1998) ;
- Juge au Tribunal de Première Instance de Bistrita (septembre 1987- janvier 1990) ;
- Procureur au Parquet Départemental Bistrita-Nasaud (août 1983 - septembre 1987) ;
- Procureur au Parquet Local Bistrita (août 1979- août 1983).

b. Activités juridiques non judiciaires

- Chargé de cours à la Faculté d'Etudes Politiques et Administratives de l'Université Babes-Balyai de Cluj-Napoca depuis septembre 2004:
- Chargé de cours à la Faculté d'Etudes Européennes de l'Université Babes-Balyai de Cluj-Napoca (septembre 1997 - septembre 2004);
- Maître de Conférences, associé pour cours au niveau de maîtrise, à l'Université Dimitrie Cantemir de Bucarest.

IV. Activités et expérience dans le domaine des droits de l'homme

a) Comme juge :

- Activité importante en domaines comme le droit de la famille, droit civil et droit du travail ;
- Riche expérience dans l'application et la réforme du droit civil et processuel pénal;

b) Comme lecteur :

- Expert du Conseil de l'Europe à la Conférence Internationale organisée par le Conseil de l'Europe « La réforme judiciaire dans la République de Moldova et la Convention Européenne des Droits de l'Homme » (23-25 août 2001, Chisinau, République de Moldova), où j'ai présentée la communication « L'accès à la justice et le droit de défense dans la pratique de la Cour Européenne des Droits de l'Homme » et j'ai présidé l'atelier sur cette thème.

c) Participation aux cours, séminaires, tables rondes, etc., dans le domaine des droits de l'homme :

- La formation des juges des pays de l'Europe de Sud-est sur l'application de la Convention Européenne des Droits de l'Homme, organisée sous les auspices du Conseil de l'Europe (10-17 novembre 2002, Salonique, Grèce);
- Etudes de Droit communautaire et Droits de l'Homme à l'Université Libre de Bruxelles (octobre 1999) ;
- Cours de Droit communautaire à la Cour de Justice des Communautés Européennes (avril 1997, Luxembourg);
- La rencontre des juges de l'Haute Cour de Cassation et de la Justice de Roumanie avec le président de la Cour Européenne des Droits de l'Homme (septembre 2006, Bucarest) ;
- Table ronde : « L'influence de la jurisprudence de la Cour Européenne des Droits de l'Homme sur la pratique de l'Haute Cour de Cassation et de la Justice de Roumanie » (26 octobre 2005, Bucarest) ;
- Colloque : « La jurisprudence de la Cour Constitutionnelle de Roumanie et la Convention Européenne des Droits de l'Homme » (8 mars 2005, Bucarest ; 22 avril 2005 Cluj-Napoca) ;
- Colloque : « Conditions pour les élections démocratiques », organisé par la Commission Européenne pour la Démocratie par le Droit du Conseil de l'Europe (17-18 février 2006, Bucarest) ;
- Ecole d'été pour les magistrats européens sur « Le magistrat dans l'espace juridique européen. Le magistrat national – un magistrat européen. » (4-10 juillet 2004, Sovata, Roumanie) ;

- Conférence internationale organisé par le Conseil de l'Europe et le Ministère de la Justice de Roumanie : « La construction d'un espace de liberté, sécurité et justice : une provocation pour l'Europe (mars 2004, Sinaia, Roumanie) ;
- Documentation sur l'organisation et le fonctionnement des Conseil de la Justice dans les Pays de l'Union Européenne (mai 2003, Allemagne, Pays-Bas, Hongrie);
- L'Assemblée Générale pour l'établissement de la Réseau Européenne des Conseils de la Justice (mai 2004, Rome) ;
- Cours sur les Droits de l'Homme organisé par l'Université de la Mer Noire (juillet 1993).

V. Activités publiques

a) Positions en des fonctions publiques :

- Juge à l'Haute Cour de Cassation et de la Justice de Roumanie depuis 18 juin 2004 :
- Juge et Président de la Cour d'Appel Cluj (février 1999-juin 2004) ;
- Juge et Vice-président de la Cour d'Appel Cluj (novembre 1998- février 1999) ;
- Juge et Président du Tribunal Départemental Bistrita-Nasaud (janvier 1990- novembre 1998) ;
- Juge au Tribunal de Première Instance de Bistrita (septembre 1987- janvier 1990) ;
- Procureur au Parquet Départemental Bistrita-Nasaud (août 1983 - septembre 1987) ;
- Procureur au Parquet Local Bistrita (août 1979- août 1983).

b) Mandats élus :

- Membre du Conseil de Coordination de la Haute Cour de Cassation et de la Justice de Roumanie depuis septembre 2005 :
- Membre du Conseil Supérieur de la Magistrature (mai 2003-janvier 2005).

VI. Autres activités

a) Activités professionnelles et scientifiques :

- Membre du collectif rédactionnel de la revue *Buletinul Curților de Apel* (« Le Bulletin des Cours d'Appel»);
- Collaborateur aux publications périodiques suivantes : "*Revista de Drept Comercial*" (« Le Revue de Droit Commercial »), "*Curierul Judiciar*" (« Le Courriel Judiciaire »), "*Pandectele Române*" (« Les Pandectes Roumaines»);
- Membre de la Commission de rédaction du nouveau Code Pénal (2002-2003) ;
- Membre de la Commission de rédaction du projet de modification du Code de Procédure Pénale (2001-2003) ;
- Collaborateur à l'élaboration des recherches scientifiques par l'Institut des Recherches Juridiques de l'Académie Roumaine.

b) Activités dans des organisations non-gouvernementales :

- Membre de l'Institut des Etudes Interculturelles et Interreligieuses – INTER, Cluj-Napoca ;
- Membre de l'Union des Juristes de Roumanie ;
- Membre de l'Association des Magistrats de Roumanie.

VII. Travaux et publications

- *Codul de Procedură Civilă comentat și adnotat*, « Le Code de Procédure Civile commenté et annoté » (collaboration avec dr. M. Tabarca), en cours de parution à l'Ed. Universul Juridic, Bucarest, approx. 1300 pages;
- *Procedura somației de plată. Doctrină și jurisprudență*, «La procédure de sommation en vue de paiement» (collaboration avec prof. Dr. Ion Deleanu), Ed. CH Beck, Bucarest, 2006, 540 pages – prix « Istrate Micescu » de l'Union des Juristes de Roumanie en 2006;
- *Jurisdicția Comercială. Teorie și jurisprudență*, « La juridiction commerciale. Théorie et jurisprudence » Ed. Lumina Lex, Bucarest, 2003, 545 pages - prix « I. L. Georgescu » de l'Union des Juristes de Roumanie en 2003;
- *Dreptul afacerilor* « Le droit des affaires », Ed. EFES, Cluj-Napoca, 385 pages;
- *Buletinul jurisprudenței Curții de Apel Cluj* "The Bulletin of Case-law of the Appeal Court of Cluj", co-auteur, Lumina Lex Publishers, édité en 1999, 2000, 2001, 2002, 2003;
- Plus de 50 études, articles, traductions et communications publiés dans des œuvres collectives et revues de spécialité en Roumanie et à l'étrangère, ou présentés pendant des congrès, conférences et colloques, dans les domaines suivantes : droits de l'homme, droit commercial, pénal et processuel civil.

VIII. Connaissances linguistiques

Langue	Lu	Ecrit	Parlé
Roumaine	TB	TB	TB
Française	TB	TB	TB
Anglaise	B	AB	AB

IX. Autres éléments pertinents

X. Je confirme que, au cas que je serais élu juge à la Cour, je m'installerais à Strasbourg.

CURRICULUM VITAE
Elena CĂRCEI

I. Etat civil

Nom ; prénom: CĂRCEI Elena
Sexe: féminin
Date et lieu de naissance: 20 Mars 1952, Beceni, Département Buzău, Roumanie
Nationalité roumaine

II. Etudes, diplômes et autres qualifications

- 1979 – 1983 – Licence en droit à la Faculté de Droit de Bucarest, cours à fréquence obligatoire, moyenne 10/10 ;
- 1990 – 1991 – études postuniversitaires, spécialité Droit civil, à l'Université de Bucarest;
- 1995 – a reçu le titre scientifique de Docteur en Droit de l'Université de Bucarest;
- 2000 – a reçu le titre de Maître de Conférences après le concours qui a eu lieu à l'Académie d'Etudes Economiques de Bucarest ;
- 1972 – 1974: Ecole post-lycée de bibliothéconomie, cours à fréquence obligatoire, Bucarest.

III. Activités professionnelles pertinentes

a. Activités judiciaires

- Après la finalisation des études universitaires en droit, j'ai professé comme avocat pour presque 5 ans : 1983-1989, dans le Bureau d'assistance juridique Buzau, expérience qui a été nécessaire et utile pour ma formation de juge ;
Commençant en avril 1988, j'ai professé comme juge aux instances, conformément à l'ordre hiérarchique établi par le système judiciaire roumain, comme suit :
- 1988-1994: Juge au Tribunal de Première Instance Buzau;
- 1994-2000: Juge au Tribunal Départemental Buzau;
- 1999: promue sur place, après examen, au rang professionnel de juge de Cour d'appel ;
- Depuis 2000 - juge à la Haute Cour de Cassation et de la Justice de Roumanie;

Dans ma carrière de juge, j'ai résolu, au principal, des litiges civiles et commerciales, et aussi des litiges pénaux. Aux évaluations professionnelles j'ai toujours obtenu le qualificatif « très bien ».

b. Activités juridiques non judiciaires

Entre 1997-2003, parallèlement à l'exercice de fonction de juge, j'ai exercé, aussi, de l'activité didactique dans l'enseignement supérieur – la seule activité compatible avec la fonction de juge conformément à la loi roumaine – à l'Académie d'Etudes Economiques de Bucarest et à l'Université « Nicolae Titulescu » de Bucarest.

c. Activités professionnelles non juridiques

Entre 1974-1979, j'ai travaillé comme bibliothécaire aux bibliothèques publiques dans le Département Buzau, au principal la Bibliothèque Départementale Buzau.

Je souligne que ma formation de bibliothécaire, en plus de cultiver le respect pour le livre et son lecteur, m'a bien aidé, avec ses aspects techniques, pour le travail prochain de recherche scientifique.

A présent, j'occupe seulement la fonction de juge à la Haute Cour de Cassation et de la Justice de Roumanie – Section Commerciale.

IV. Activités et expérience dans le domaine des droits de l'homme

V. Activités publiques

Durant 19 ans, j'ai pratiqué et je pratique encore la fonction de juge et, conformément à la loi roumaine, celle-là est incompatible avec l'exercice des autres attributions publiques ou privées, à l'exception des fonctions didactiques dans l'enseignement supérieur.

VI. Autres activités

a. Domaine	Justice
b. Période	23 ans et 7 mois
c. Attributions	Avocat: 4 ans et 7 mois Juge: 19 ans

Actuellement, je suis juge à la Haute Cour de Cassation et de la Justice.

VII. Travaux et publications

J'ai publié 18 travaux et publications, entre elles les suivantes:

- *Societățile comerciale pe acțiuni*, « Les sociétés commerciales anonymes », Ed. All Beck, 1999, 428 pages;
- *Drept comercial român. Curs pentru colegiile universitare*, « Droit commercial roumain. Cours pour les collèges universitaires » Bucarest, Ed. All Beck, 2000, 245 pages ;
- *Funcționarea și încetarea societăților comerciale pe acțiuni* « Le fonctionnement et la cessation des sociétés commerciales par actions », Editura Economică, Bucarest, 1996, 263 pages;
- *Frauda în acțiunea revocatorie (pauliană) în literatura juridică și practica judecătorească* « La fraude en cas de l'action paulienne dans la littérature juridique et la pratique judiciaire » paru dans la Revue Roumaine de Droit (*Revista Română de Drept*), nr. 7/1985, pp. 23-28;
- *În legătură cu interpretarea legii și a convențiilor civile*, « L'interprétation de la loi et des conventions civiles », paru dans Le Droit (*Dreptul*) nr. 1/1993, pp 40-47;
- *Aplicarea legii procesuale din perspectiva OUG nr. 58/2003 privind modificarea codului de procedură civilă* « L'application de la loi processuelle suivant la Ordonnance d'Urgence du Gouvernement no. 58/2003 sur la modification du Code de procédure civile », paru dans la Revue Roumaine de Droit Commercial (*Revista Română de Drept Comercial*) nr. 2/2004, pp. 31-36;

- *Constituirea Grupurilor de Interes Economic*, « L'établissement des groupements d'intérêt économique », paru dans la Revue Roumaine de Droit Commercial (*Revista Română de Drept Comercial*) nr. 9/2003, pp. 58-71.

VIII. Connaissances linguistiques

Langue	Lu	Ecrit	Parlé
Roumaine	TB	TB	TB
Française	TB	B	B

IX. Autres éléments pertinents

J'ai une capacité de travail spéciale, force de caractère, j'ai la vocation de la justice, liberté d'esprit et un respect natif et cultivé pour tout élément définitoire pour l'homme comme valeur suprême.

X. Je confirme que, au cas que je serais élu juge à la Cour, je m'installerais à Strasbourg.

Bucarest
6 mars 2007

Conf. dr. Elena CÂRCEI- Juge
Haute Cour de Cassation et de la Justice

Adresse privée : 6, Rue Nerva Traian Bl. M 39, sc. 1, et. 2, ap. 8, sector 3, Bucarest, Roumanie
Adresse professionnelle : Haute Cour de Cassation et de la Justice, 25 Rue Batiștei, sect. 2, Bucarest, Roumanie

Tél privé – 004021-327.56.75; professionnel : 004021-310.38.43;
Fax: 004021-310.35.38.

Délégués des Ministres

Documents CM

CM(2007)85 6 juin 2007¹

998 Réunion, 13 juin 2007

4 Droits de l'Homme

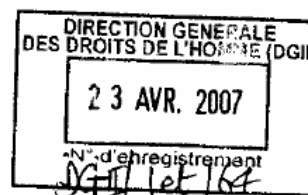
4.1 Cour européenne des Droits de l'Homme

Election de juges – Liste de candidatures au titre de Saint-Marin

¹ Ce document a été classé en diffusion restreinte le jour de la diffusion. Il a été déclassifié lors de la 998^e réunion des Délégués des Ministres (13 juin 2007) (cf. CM/Del/Dec(2007)998/4.1).



*Rappresentanza Permanente della
Repubblica di San Marino
presso il Consiglio d'Europa*



GM
CC:
PB-NB
CGi
NS

Prot. n. CDH/P 9265

Strasbourg, le 13 avril 2007

Monsieur le Directeur Général,

J'ai l'honneur de vous transmettre la liste des candidats au poste de Juge à la Cour Européenne des Droits de l'Homme au titre de Saint-Marin.

Il s'agit, par ordre de priorité, de:

- Mme Antonella MULARONI
- M. Giovanni NICOLINI
- M. Raimondo FATTORI

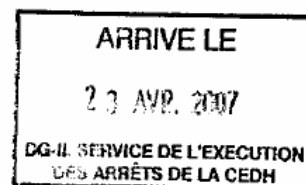
Les Curricula Vitae des trois candidats sont joints à la présente lettre.

Je vous saurais gré de bien vouloir envisager que la procédure informelle d'examen des candidatures au titre de Saint-Marin puisse avoir lieu à la réunion du Groupe de rapporteurs sur les Droits de l'Homme des Délégués des Ministres (GR-H) du 22 mai prochain.

Je vous prie de croire, Monsieur le Directeur Général, à l'assurance de ma haute considération.

Guido Bellatti Ceccoli
Ambassadeur

M. Philippe Boillat
Directeur Général
Direction Générale II - Droits de l'Homme
Palais des Droits de l'Homme



18, rue Auguste Lamey 67000 Strasbourg - F Tél. (11 33 3 88 36 19 44 Fax (11 33 3 88 25 17 25

CURRICULUM VITAE
Antonella MULARONI

I. Etat civil

Nom: MULARONI
Prénom: Antonella
Sexe: féminin
Adresse postale: 7, Rue Brûlée - Strasbourg
Téléphone: 0033 3 90215243
Télécopieur: 0033 3 88412730
Adresse électronique: antonella.mularoni@echr.coe.int
Date et lieu de naissance: le 27 septembre 1961 à Saint-Marin
Nationalité: saint-marinaise

II. Etudes et diplômes, et autres qualifications

- Diplôme de traduction (anglais et allemand), Ecole d'interprètes et de traducteurs de Bologne (Italie), 1982-1983
- Diplôme de Droit, Université de Bologne (Italie), 1986
- Habilitation à l'exercice de la profession d'avocat et de notaire public dans la République de Saint-Marin, 1987

III. Activités professionnelles pertinentes

- Avocate et notaire public à Saint-Marin, 1991-2001
- Membre du Comité Directeur de l'Ordre des avocats et des notaires publics de Saint-Marin, 1998-2001.
- Juge à la Cour européenne des Droits de l'Homme depuis le 1^{er} novembre 2001

IV. Activités et expériences dans le domaine des droits de l'homme

- Membre de la commission spéciale pour les problèmes relatifs à l'égalité des sexes en matière juridique, années 80: élaboration d'une nouvelle législation sur la famille adoptée par le Conseil Grand et Général (Parlement) de la République de Saint-Marin en 1986.

V. Activités publiques

a. Postes dans la fonction publique

- Secrétaire politique auprès du Ministre des Finances, du Budget et de la Planification économique de la République de Saint-Marin, 1986-1987
- Directrice du Bureau des relations avec les associations des citoyens de Saint-Marin résidant à l'étranger (Ministre des Affaires étrangères de la République de Saint-Marin), 1987-1990
- Adjointe au Représentant permanent de la République de Saint-Marin auprès du Conseil de l'Europe, 1989-1990

b. Mandats électifs

Doc. 11359

- Membre du Conseil Grand et Général (Parlement) de la République de Saint-Marin, 1993-2001

- Au cours des XXIII^{ème} et XXIV^{ème} législature, 1993-2001:

- Présidente du groupe parlementaire de “Alliance populaire des démocrates de Saint-Marin”, membre de la Commission permanente parlementaire des affaires étrangères, de l’émigration et de l’immigration, de l’information, des transports et des télécommunications, de la sécurité et de l’ordre public,
- Membre de la Commission parlementaire spéciale pour l’élaboration du nouveau Code de procédure pénale
- Membre du Groupe national auprès de l’Union interparlementaire (chargée des questions relatives au statut des femmes, 1998-2001)

c. *Fonctions exercées au sein d’un parti ou d’un mouvement politique*

- Responsable des relations internationales et Membre du Comité central du Bureau exécutif du mouvement Jeunesse du Parti démocrate-chrétien de la République de Saint-Marin, années 80

- Membre fondateur du mouvement politique “Alliance populaire des démocrates de Saint-Marin”, 1993

- Coordinatrice de “Alliance populaire des démocrates de Saint-Marin”, 1993 et présidente de l’Assemblée, 1998-1999

VI. Langues :

Langues	Lu			Ecrit			Parlé		
	TB	B	AB	TB	B	AB	TB	B	AB
a. Première langue									
Italien	X			X			X		
b. Langues officielles									
Anglais	X			X			X		
Français	X			X			X		
c. Autres langues									
Espagnol		X			X			X	
Allemand		X			X			X	

VII. Au cas où je serais réélue juge à la Cour je confirme que je m’installerais de manière permanente à Strasbourg.

CURRICULUM VITAE
Giovanni NICOLINI

I. Etat civil

Nom: NICOLINI
Prénom: Giovanni
Adresse postale: Via Nosadella, 45
40123 Bologna- ITALIE
Téléphone: +39 051.330981
Adresse électronique: studio@studio-nicolini.it
Sexe: masculin
Date et lieu de naissance: le 7 mars 1958 à Pise (Italie)
Nationalité: saint-marinaise

II. Etudes et diplômes, et autres qualifications

Maîtrise de Droit, Université de Bologne, 1982

Habilitation à l'exercice de la profession d'avocat et de notaire public dans la République de Saint-Marin, 1983

Habilitation à l'exercice de la profession au Barreau en Italie, 1986

III. Activités professionnelles pertinentes

- Avocat au Tribunal de Bologne depuis 1986
- Avocat à la Cour de cassation italienne et auprès d'autres Juridictions supérieures depuis 1998
- Co-titulaire du Cabinet d'Avocats et Notaires Nicolini, spécialisé en matière civile et commerciale à Bologne, Via Testoni, 1.

IV. Activités publiques

Poste dans la fonction publique

Consul Honoraire de la République de Saint-Marin à Bologne depuis 2002

V. Connaissances linguistiques

Langues	Lu			Ecrit			Parlé		
	TB	B	AB	TB	B	AB	TB	B	AB
a. Première langue									
Italien	X			X			X		
b. Langues officielles									
Anglais			X						X

VI. Au cas où je serais élu juge à la Cour je confirme que je m'installerais de manière permanente à Strasbourg.

CURRICULUM VITAE
Raimondo FATTORI

I. Etat civil:

Nom: FATTORI
 Prénom: Raimondo
 Adresse postale: Noble Homme, Chevalier de Dévotion de l'Ordre Souverain de Malte
 Contrada di Borgoloto, 18
 San Marino Città
 Repubblica di San Marino
 Téléphone: +378/ 991208
 Adresse électronique: tribunale.fattori@omniway.sm
 Sexe: masculin
 Date et lieu de naissance: le 27 décembre 1945 à Urbino (Italie)
 Nationalité: saint-marinaise

II. Etudes et diplômes, et autres qualifications:

Maîtrise de Droit, Université de Urbino

III. Activités professionnelles pertinentes:

- Avocat et notaire à Saint-Marin depuis 1971
- Juge Conciliateur auprès du Tribunal Civil et Pénal de la République de Saint-Marin depuis 1993
- Magistrat du parquet auprès du Tribunal de la République de Saint-Marin depuis 1999
- Auditeur Militaire adjoint avec le grade de Lieutenant

IV. Autres activités

- Bénévole de la Croix Rouge saint-marinaise depuis 1970
- Président de la Croix Rouge saint-marinaise depuis 1981
- Conseiller juridique de la Fédération internationale de la Croix Rouge
- Participation à de nombreuses Assemblées et Conférences de la Croix Rouge
- Participation aux séminaires de Sanremo (Italie) sur le Droit International Humanitaire
- Participation à la Conférence Internationale sur la Paix à Stockholm organisée par le Comité international de la Croix Rouge et par la Fédération de la Croix Rouge
- Bénévole auprès de la SMOM (Ordre Souverain de Malte)

V. Connaissances linguistiques

Langues	Lu			Ecrit			Parlé		
	TB	B	AB	TB	B	AB	TB	B	AB
a. Première langue									
Italien	X			X			X		
b. Langues officielles									
Anglais									

Français		X			X			X	
----------	--	---	--	--	---	--	--	---	--



COUNCIL CONSEIL
OF EUROPE DE L'EUROPE

Committee of Ministers
Comité des Ministres

Délégués des Ministres

Documents CM

CM(2007)92 8 juin 2007¹

998 Réunion, 13 juin 2007

4 Droits de l'Homme

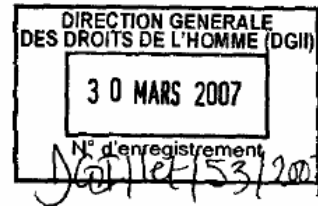
4.1 Cour européenne des Droits de l'Homme

Election de juges – Liste de candidatures au titre de l'Espagne

¹ Ce document a été classé en diffusion restreinte le jour de la diffusion. Il a été déclassifié lors de la 998^e réunion des Délégués des Ministres (13 juin 2007) (cf. CM/Del/Dec(2007)998/4.1).



Representación Permanente de España
en el Consejo de Europa
Estrasburgo



GM
cc: NS
CGI
PB-NB



NOTE VERBALE

La Représentation Permanente de l'Espagne auprès du Conseil de l'Europe présente ses compliments à l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe et a l'honneur de l'informer que le gouvernement de l'Espagne a décidé de présenter comme candidats au poste de Juge de la Cour Européenne des Droits de l'Homme, en substitution de M. Francisco Javier Borrego, qui finit son mandat prochainement, les personnes qui sont citées à continuation par ordre de préférence :

1. Monsieur Luis LÓPEZ GUERRA, Professeur de Droit Constitutionnel
2. Madame Concepción ESCOBAR, Conseiller Chef Juridique International du Ministère des Affaires Etrangères
3. Monsieur José Alejandro SAIZ ARNAIZ, Professeur de Droit Constitutionnel

Veuillez trouver ci-joint les curricula vitae des personnes citées ci-dessus.

La Représentation Permanente de l'Espagne auprès du Conseil de l'Europe saisit cette occasion pour renouveler à l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe, l'assurance de sa haute considération.

Strasbourg, le 29 mars 2007



CURRICULUM VITAE
Luis LÓPEZ GUERRA
(Leon, Espagne, 1947)

- 1) Données personnelles
- 2) Titres universitaires
- 3) Bourses obtenues
- 4) Expérience académique et professionnelle
- 5) Livres publiés
- 6) Articles publiés dans des revues et publications internationales (sélection)
- 7) Articles publiés en Espagne (sélection)
- 8) Articles sur les droits de l'homme (sélection)
- 9a) Collaboration avec le Conseil de l'Europe – Publications
- 9b) Collaboration avec le Conseil de l'Europe – Rapports réalisés pour la Commission de Venise comme représentant suppléant d'Espagne et expert
- 10) Participation comme expert à des missions internationales
- 11) Autres activités professionnelles

1) Données personnelles

Adresse professionnelle:

Professeur de droit constitutionnel
Departamento de Derecho Público Facultad de
Ciencias Sociales y Jurídicas
Universidad Carlos III de Madrid
Madrid 126-128
28903 Getafe (Madrid), Espagne
Tél: (34) 91 624 9668
Fax: (34) 91 624 9877
Email: Topez@der-pu.uc3m.es

Adresse personnelle:

Goya 135, 4-I.
28009 Madrid, Espagne
Tél.: (34) 91 401 0548
Mobile: (34) 609 260 195

2) Titres universitaires

Licence en droit (*Licenciatura en Derecho*), Universidad Complutense de Madrid, 1969
Licence en sciences politiques (*Licenciatura en Ciencias Políticas*), Universidad Complutense de Madrid, 1970
Maîtrise en Sciences politiques (*M.A. in Political Science*), Michigan State University, 1975
Docteur en droit (*Doctor en Derecho*), Universidad Complutense de Madrid, 1975

3) Bourses obtenues

Bourse d'études supérieures Fulbright, Michigan State University, 1972-1975
Bourse d'études supérieures de la Fondation Juan March, Michigan State University, 1974-1975
Bourse de recherche Deutscher Akademischer Austauschdienst, Université d'Heidelberg, 1981

4) Expérience académique et professionnelle:

Assistant de droit politique (*Profesor Ayudante*), Faculté de Droit, Universidad Complutense de Madrid, 1970-1972
Teaching Assistant in Political Science, Michigan State University, East Lansing, 1972-1975
Maître de Conférences de droit politique (*Profesor Adjunto*), Universidad Complutense de Madrid, 1975-1978

Professeur Agrégé de droit constitutionnel (*Profesor Agregado*), Universidad de Extremadura, Caceres, 1978-1981

Professeur de droit constitutionnel (*Catedrático*), Universidad de Extremadura, Caceres, 1981-1995

Référéndaire de la Cour constitutionnelle (*Letrado*), 1982-1986

Membre du Conseil électoral central (*Junta Electoral Central*), Madrid, 1985-1986 Juge à la Cour constitutionnelle (*Magistrado*), 1986-1995

Vice-président de la Cour constitutionnelle, 1992-1995

Professeur de droit constitutionnel (*Catedrático*), Universidad Carlos III de Madrid, 1995-aujourd'hui

Vice-président, Conseil Général du Pouvoir Judiciaire (*Consejo General del Poder Judicial*), Madrid, 1996-2001

Directeur de l'Institut de droit public comparé (*Instituto de Derecho Público Comparado*), Universidad Carlos III de Madrid, 2001-2003

Député, Assemblée de Madrid (*Diputado, Asamblea de Madrid*), 2003-2004

Secrétaire d'état de Justice (*Secretario de Estado de Justicia*), Ministerio de Justicia, 2004-février 2007

Professeur de droit constitutionnel et directeur de l'Institut de droit public comparé, Universidad Carlos III de Madrid, 2007-aujourd'hui

Il a donné des cours et des conférences à l'Institut Universitaire Européen de Florence, University of California (Berkeley), University of Chicago et Michigan State University, Université de Paris (France), Universités de Rome, Palerme, Bologne et Sienne (Italie), Universidad de San Carlos (Guatemala), Universidad Centroamericana (Managua), Universidad de San Marcos (Pérou), Universidad de Puerto Rico et Universidad de Buenos Aires (Argentine), entre autres.

5) Livres publiés:

Desarrollo político y constitución Española. Barcelona: Ariel, 1972 (with J. de Esteban, S. Varela, J. García Fernández. et L. García Ruiz).

La crisis del estado Franquista. Barcelona: Ariel, 1976 (avec J. de Esteban).

Campanas Electorales en Occidente. Barcelona: Ariel, 1976.

De la Dictadura a la Democracia. Madrid: Sección de Publicaciones de la Facultad de Derecho de la Universidad Complutense, 1979 (avec J. de Esteban).

Las elecciones legislativas de 1979. (dir.) Madrid: CIS, 1980 (with J. de Esteban).

El Régimen Constitucional Español. (2 vols.) Barcelona: Ariel, 1980-81 (with J. de Esteban).

Benjamin Franklin: Antología. (sélection et prologue) Madrid: Editora Nacional, 1981.

Los partidos políticos en la España actual. Barcelona: Planeta, 1982 (with J. de Esteban).

Constitución Española. Présentation. Madrid: Tecnos, 1983.

Derecho Constitucional. (2 vols.) Valencia: Tirant Lo Blanch, 1991, 1992, 1994, 1997, 2002 (avec E. Espín, J. García Morillo, P. Pérez Tremps et M. Satrústegui). Zuzenbide konstituzionala. (version en Euskera) San Sebastián: Universidad de San Sebastián, 1994.

Comentarios al Estatuto de Autonomía de Extremadura. (dir.) Madrid: MAP, 1992.

Las Constituciones de Iberoamérica (dir.). Madrid: CEPC-Colegio de Abogados, 1992, 1998, 2001, (4e édition en préparation) (avec L. Aguiar).

Introducción al Derecho Constitucional. Valencia: Tirant lo Blanch, 1994.

Las sentencias básicas del Tribunal Constitucional. Madrid: BOE – Centro de Estudios Políticos y Constitucionales, 1998, (2e édition. 2001; 3e édition en préparation).

La Experiencia Constitucional, 1978-2000 (ed.). Madrid: CEPC, 2000 (avec G. Trujillo). El Poder Judicial en el Estado Constitucional. Lima: Palestra Ediciones, 2001.

Estudios de Derecho Constitucional. Homenaje al Profesor Dr. D. Joaquín García Morillo. (dir.) Valencia: Tirant lo Blanch, 2001.

La justicia constitucional en la actualidad (dir.) Quito: Corporación Editora Nacional, 2002.

La defensa del Estado. Actas del I Congreso de la Asociación de Constitucionalistas de España.
(dir.) Valencia: Tirant lo Blanch, 2004.

6) Articles publiés dans des revues et publications internationales (sélection)

"Electoral Rules and Candidate Selection," in Howard R. Penniman and Eusebio M. Mujal-León, Spain at the Polls 1977, 1979 and 1982: A Study of the National Elections. Durham, Caroline du Nord : Duke University Press, 1985, pp. 48-72 (avec J. de Esteban).

"La igualdad formal en la política: Clase política, partidos y ciudadanos," in Igualdad, desigualdad y equidad en España y México. Madrid: Instituto de Cooperación Iberoamericana-El Colegio de México, 1985, pp. 243-263.

"Análisis Comparativo de las constituciones española y norteamericana: Diferencias y similitudes básicas," in Revista Jurídica de la Universidad de Puerto Rico, Nos. 1-2, Vol. LVII (1988), pp. 95-116.

"National and Regional Pluralism in Contemporary Spain," in Richard Herr et John H.R. Polt, Iberian Identity. Essays on the Nature of Identity in Portugal and Spain. Berkeley: Institute of International Studies, University of California, 1989, pp.19-28.

"Controllo sui poteri e garanzie dei cittadini," in Giancarlo Rolla, Il X Anniversario della Costituzione Spagnola. Bilancio, Problemi, Prospettive. Siena: Università degli Studi di Siena, 1989, pp. 235-256.

"The Legacy of the Spanish Civil War Today," in Frieda S. Brown and Malcolm Compitello, Rewriting the Good Fight. Critical Essays on the Literature of the Spanish Civil War. East Lansing: Michigan State University Press, 1989, pp. 243-259.

"The Spanish Constitutional Court and Regional Autonomies in Spain," in University of Rome II, Department of Public Law Yearbook, 1989. Milan: Editoriale Scientifica, 1990, pp. 55-65.

"Intervention," in Avrupa Anayasa Mahkemeleri VIII Konferansi, Vol. V. Ankara, Turkey: Türk Anayasa Mahkemesi Yayinlari, 1990, pp. 33-34 and 128-29.

"Gli elementi che caratterizzano il potere esecutivo nella costituzione," in Giancarlo Rolla, Le forme di governo nei moderni ordinamenti policentrici. Milan: Guiffré Editore, 1991, pp. 31-43.

"Considerazioni sulla preminenza del potere esecutivo," in Giancarlo Rolla, Le forme di governo nei moderni ordinamenti policentrici. Milan: Guiffré Editore, 1991, pp. 75-91.

"Sulla produzione legislativa delle Comunità Autonome Spagnole," in Federalismo, Regionalismo ed Autonomie differenziate. Palermo: Università di Palermo, 1991, pp. 287-290.

"Relaciones Entre Gobierno y Parlamento," in A L'Entorn d'una Constitució, Annales. Andorra: Govern d'Andorra, Conselleria d'Educació, Cultura i Joventut, 1991, pp.120-135.

"Los partidos políticos," in Coloquio Internacional Sobre Bases Comparativas para una Reforma Constitucional. Asunción, Paraguay: Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo, 1992, pp. 183-190.

"Mayorías y minorías en los poderes del Estado," in Derechos Fundamentales y Justicia Penal. San Jose, Costa Rica: Editorial Juricentro, 1992, pp. 49-68.

"Jurisdicción Constitucional en Centroamérica y Panamá," in Revista de Derecho Constitucional, publication of the Supreme Court of Justice of El Salvador, No. 9 (Oct-Dec, 1993), pp. 9-60.

"The Development of the Spanish `State of Autonomies', 1978-1992," in Jutta Kramer, ed., Föderalismus Zwischen Integration und Sezession: Chancen und Risiken Bundesstaatlichen Ordnung. Baden-Baden: Nomos Verlagsgesellschaft, 1993, pp. 25-36.

"La posición del gobierno en la Constitución Española de 1978," in Juan Carlos Castro Loria, Homenaje al Profesor Eduardo Ortiz Ortiz. San Jose, Costa Rica: Colegio Santo Tomás de Aquino-Universidad Autónoma de Centroamérica, 1994, pp. 57-68.

"Il Tribunale Costituzionale Spagnolo e le Autonomie Regionali," in Antonio D'Atena and Pierfrancesco Grossi, Federalismo e Regionalismo in Europa. Milan: Giuffré Editore, 1994, pp. 271-284.

"Politische Dezentralisierung in Spanien: Föderalismus oder asymmetrischer Regionalismus?" in Johannes C. Traut (Hrsg.) Verfassung und Föderalismus Russlands im internationaler Vergleich. Baden-Baden, Nomos Verlagsgesellschaft, 1995, pp. 77-91.

"Konstitutsiooni ja konstitutsionalismi roll demokraatlikus ühiskonnas" in Seminar Konstitutsiooni-Kohtute Organisatsioon Ja Tegevus. Tartu: Atlex, 1995, pp. 12-24.

"Regions and Nationalities in Spain: The Autonomous Communities", in Gisela Frber and Murray Forsyth, eds., The Regions--Factors of Integration or Disintegration in Europe? Baden-Baden: Nomos Verlagsgesellschaft, 1996, pp. 145-155.

"The Application of the Spanish Model to the Constitutional Transitions in Central and Eastern Europe" in Cardozo Law Review, vol. 19 (July, 1998) No. 6, pp. 1937-1951.

"La experiencia española de reforma judicial: el Libro Blanco de la Justicia" in Reforma judicial en América Latina: una tarea inconclusa. Santa Fe de Bogotá: Corporación Excelencia en la Justicia, 1999.

"Governing the Justice System: Spain's Judicial Council" in PREM Notes, No. 54; Washington: The World Bank, June, 2001. [http://www 1.worldbank.org/prem/PREMNotes/premnote54.pdf](http://www1.worldbank.org/prem/PREMNotes/premnote54.pdf)

"The Constitutional Court and Constitutional Development in Spain" in Jutta Kramer and Björn G. Schubert, eds. Verfassungsgebung und Verfassungsreform im In-und Ausland. Ein internationales Kolloquium aus Anlass der 65. Geburtstages von Prof. Dr. Dr. H.c. Hans-Peter Schneider. Baden-Baden: Nomos Verlagsgesellschaft, 2005, pp. 63-74.

"La réforme de la justice en Espagne" in Conférence Nationale sur la réforme de la justice. Argel: ONTE, 2005, pp. 73-84 (in French and Arabic)

"Organización y funcionamiento del Parlamento del futuro" in Francesc Pau i Vall and Miguel Carbonell, (Comp.) Temas y Problemas del Parlamento Contemporáneo. Mexico: Porrúa, 2006, pp. 521-540.

7) Artículos publicados en España (selección)

"Sobre la personalidad jurídica del Estado" in Revista del Departamento de Derecho Político de la UNED, (6) 1980, pp. 17-35.

"Las dimensiones del Estado social de Derecho" Sistema (38-39) 1980, pp. 171-191.

"El Tribunal Constitucional y el principio stare decisis" in El Tribunal Constitucional (Vol. II) Madrid: Instituto de Estudios Fiscales, 1981, pp. 1433-1456.

"Algunas notas sobre la igualdad competencial" in Documentación Administrativa 232-233 (1992-93), pp. 121-134.

"Constitución y partidos en Iberoamérica" in Cuadernos de Catedra Furié Cerol, 7 (1994), pp. 5-20.

"Parlamento y jurisprudencia constitucional" in J. Cano Bueso and A. Porrás Nadales, Parlamento y consolidación democrática. Madrid, 1994, pp. 65-76.

"Democracia y división del Poder" in José Félix Tezanos, La Democracia post-liberal. Madrid: Editorial Sistema, 1996, pp. 238-255.

"Modelo abierto y modelo cerrado del estado de las autonomías" in Asimetría y cohesión en el Estado autonómico. Madrid: MAP, 1997, pp. 33-47.

"La legitimidad democrática del Juez" in Cuadernos de Derecho Público, No. 1 (1997) pp. 43-76.

"Modelos de gobierno de los Jueces" in Anuario Jurídico de la Universidad de Castilla-La Mancha, 1998, pp. 11-32.

"Les quotes lingüístiques i la cinematografia" in Estudis Jurídics sobre la LLei de Política Lingüística. Instituto de Estudios Autonómicos, Generalitat de Catalunya, Barcelona: Marcial Pons Editores, 1999, pp. 381-406.

"Las controversias competenciales en la jurisprudencia constitucional" in El funcionamiento del Estado Autonómico. Madrid: INAP, 2nd ed., 1999, pp. 535-552.

"La regulación constitucional del Gobierno y las funciones gubernamentales" in La división de poderes: El Gobierno. Barcelona: Instituto de Ciencias Políticas y Sociales, Universidad de Lleida, 2000, pp. 9-30.

"Poder Judicial i Comunitats autònomas: territorialització de la justícia" in Autonomia i justícia a Catalunya, ponències del cinquè seminari, October 21-22, 1999. Barcelona: Consell Consultiu de la Generalitat de Catalunya, 2000, pp. 19-36.

"El derecho constitucional español del siglo XX: del constitucionalismo doctrinario a la Constitución normativa" in El derecho español en el siglo XX. Madrid: Marcial Pons, Colección Garrigues & Andersen, 2000, pp. 3-32.

"Tribunal Constitucional y creación judicial de Derecho" in La Justicia constitucional en el estado democrático. Valencia: Tirant lo Blanch, 2000, pp. 349-380.

"Integración europea y Constituciones de los países candidatos", in Cuadernos de Derecho Público, 13 (2001), pp. 249-266.

"El cumplimiento de las previsiones estatutarias" in Estudios sobre la propuesta política para la convivencia del Lehendakari Ibarretxe. Oñate: Instituto Vasco de Administración Pública, 2003, pp. 277-300.

"El Poder Judicial en el Estado de las Autonomías" in Constitución y Poder Judicial. Madrid: Consejo General del Poder Judicial, 2003, pp. 83-112.

"El Gobierno y su regulación: enfoques positivos y negativos" in Revista Española de Derecho Constitucional 70 (2004) pp. 43-71.

"La función constitucional y el contenido del Estatuto de Autonomía" in Estudios sobre la reforma del Estatuto. Barcelona: Institut d'estudis autonòmics, 2004, pp. 11-46.

"La reforma constitucional. Elementos formales y materiales" in La reforma constitucional. XXVI Jornadas de estudio. Madrid: Ministerio de Justicia, 2004, pp. 515-520.

"Ampliación europea y constituciones nacionales. Una nota introductoria" in Marta Cartabia, Bruno de Witte et Pablo Perez Tremps, eds. Constitución Europea y Constituciones nacionales. Valencia: Tirant Lo Blanch, 2005, pp. 373-394.

"Derecho y multiculturalidad" in G. Ruiz Rico and N. Pérez Sola, eds., Constitución y cultura. Retos del Derecho Constitucional en et siglo XXI. Valencia: Tirant Lo Blanch, 2005, pp. 35-44.

"Derecho y Religión" in R. Rodríguez Chacón and L. Ruano Espina, eds. Cuestiones vivas de Derecho Matrimonial, Procesal y Penal Canónico. XXV Jornadas de la Asociación Española de Canonistas. Salamanca: Universidad Pontificia, 2006, pp. 421-430.

8) **Articles sur les droits d l'homme (sélection)**

"Limites a las libertades de expresión e información. Honor e intimidad" in Información y libertades públicas en España. Madrid: Universidad Complutense, 1989, pp. 195-208.

"Presunción de inocencia, tutela judicial y motivación de sentencias penales" Los principios del proceso penal. Madrid: Consejo General del Poder Judicial, 1992, pp. 139-162.

"Protección de derechos fundamentales por la jurisdicción constitucional en Centroamérica y Panama," in La Justicia Constitucional: Una Promesa de la Democracia. San Jose, Costa Rica: Instituto Latinoamericano de Naciones Unidas para la Prevención del Delito y Tratamiento del Delincuente (ILANUD), 1992, pp. 11-90.

"Protection Constitutionnelle et Protection Internationale des Droits de L'homme," avec A. Rodriguez Bereijo, in IX Conference des Cours Constitutionnelles Europeennes. Paris, 1993, pp. 263-313.

"Protección de los Derechos Fundamentales por la Jurisdicción Constitucional en Centroamérica y Panama," (Mexican edition of an article originally published in Costa Rica) in Justicia Constitucional Comparada. Mexico: Universidad Nacional Autónoma, 1993, pp. 67-121.

"Garantías Jurisdiccionales de los Derechos Fundamentales," in Enunciazione e Giustiziabilità dei Diritti Fondamentali nelle Carte Costituzionali Europee. Milan: Giuffre Editore, 1994, pp. 169-186.

"Derechos fundamentales y estados de excepción," in Rafael Nieto Navia, ed. La Corte y et Sistema Interamericano de Derechos Humanos. San Jose, Costa Rica: Corte Iberoamericana de Derechos Humanos, 1994, pp. 279-296.

"Algunas consideraciones sobre et derecho de resistencia: Insurrección, resistencia y desobediencia civil" in Constitución y Derecho Público. Estudios en Homenaje a Santiago Varela. Valencia: Tirant lo Blanch, 1995, pp. 261-280.

"La protección de los derechos fundamentales en et proceso de integración europea" in Liber Amicorum Héctor Fix Zamudio. San José de Costa Rica: Corte Interamericana de Derechos Humanos, 1998, pp. 987-1001.

"Igualdad, no discriminación y acción positiva en la Constitución de 1978" in Mujer y Constitución en España. Madrid: CEPC, 2000, pp. 19-42.

"Discapacitados, derechos fundamentales e igualdad en et marco de la Administración de Justicia" in La Administración de Justicia y las personas con discapacidad. Fundación ONCE y CGPJ. Madrid: Escuela Libre Editorial, 2000. pp. 33-58.

"Constitución y género (consideraciones generales)" in Fernando Flores, ed. Género y Derecho Constitucional. Quito: Corporación Editora Nacional, 2003, pp. 15-36..

"Hacia un concepto europeo de derechos fundamentales" in A. Pizzorusso, et. al. La Carta Europea de derechos y su reflejo en la justicia y jurisprudencia constitucional. Los casos español e italiano. Milan: Giuffré, 2003, pp. 39-54.

9a) **Collaboration avec le Conseil de l'Europe – Publications**

"The Role and Competences of Constitutional Courts," in The Role of the Constitutional Court in the Consolidation of the Rule of Law. Strasbourg: Council of Europe – Commission for Democracy Through Law, 1994, pp. 20-32.

"The Role of Constitutionalism in a Democratic Society" in The Role of a Judge in a Democratic Society. Strasbourg: Council of Europe, 1995, pp. 19-19.

"The Challenges to Candidate States" in Constitutional Implications of Accession to the European Union. Strasbourg: Council of Europe, 2002, pp. 21-34.

"Individual Appeals before the Constitutional Court. Some Considerations on Spain and Belarus" in Strengthening of the Principles of a Democratic State Ruled by Law in the Republic of Belarus by Way of Constitutional Control. Minsk, 2003, pp 116-124.

9b) Collaboration avec le Conseil de l'Europe – Rapports réalisés pour la Commission de Venise comme représentant suppléant d'Espagne et expert (www.venice.coe.int)

CDL(2002)099 Draft Law on Modification and Amendment to the Constitution of the Republic of Moldova

CDL-EL(2002)004 Initial Comments on "Le patrimoine électoral européen"

CDL-JU(2002)024 Conflict resolution in Federal and Regional systems: Report by Professor Luis Lopez Guerra, Carlos III University, Madrid Conference on "Legal frameworks to facilitate the settlement of ethno-political conflicts in Europe" (Baku, 11-12 January 2002)

CDL(1999)020 Draft Consolidated Opinion of the Venice Commission on the Reform of the Judiciary in Bulgaria (with G. Hamilton and J. Said Pullicino)

CDL(2000)045 Questionnaire on the execution of Constitutional Court decisions (with R. Lavin, L. Sôlyom, H. Steinberger and H-H. Vogel)

CDL-JU(2000)021 The Judiciary and the Separation of Powers "Conference for Constitutional and Supreme Court Judges from the Southern African Region" (Siavonga, Zambia, 12 – 13 February 2000)

CDL(1999)077 Meeting between the Constitutional Court of Albania and Messrs Bartole and Lopez Guerra on the draft Law on the Organisation and Functioning of the Constitutional Court of the Republic of Albania

CDL(1999)058 Draft law on the organisation and the functioning of the Constitutional Court of the Republic of Albania

CDL(1999)010 Reform of the Judicial System Act in Bulgaria

CDL(1998)054 Draft opinion on constitutional issues involved in Estonia's accession to the European Union

CDL(1998)008 Opinion on the Law on the major constitutional provisions of the Republic of Albania (High Council of Justice)

CDL(1998)005; CDL(1998)005add; CDL(1998)005rev Membership in the European Union and the Estonian Constitution

10) Participation comme expert à des missions internationales

Colombia (avril, 1991) – Conseiller en matière de droits d l'homme à la Assemblée constituante

Paraguay (1993) – Programme des Nations Unies pour l'organisation des partis politiques

Kazakhstan et Kirghizstan (décembre, 1994) – OSCE-ODHIR; enseignement des cours de formation de juges en matière de droits de l'homme

Tchéchénie (février, 1995) – OSCE-ODHIR; mission d'inspection sur droits de l'homme

El Salvador (juin, 1995 juin, 1996) – Programme de USAID pour la réforme judiciaire; enseignement des cours de formation des juges; conseiller de la Cour suprême sur le projet de loi sur procédures constitutionnelles

Pologne (1995) – OSCE; Cours de formation des juges de l'Europe Centrale

Ukraine (décembre, 1995-février, 1996) – Commission Européenne/TACIS pour conseiller le Parlement de l'Ukraine sur la rédaction de la Loi de la Cour des comptes

Colombia (février, 1997) – Programme du Conseil du Pouvoir Judiciaire de l'Colombie sur la formation des juges en droits de l'homme

Afrique du Sud (1997) – Programme du Conseil de l'Europe (Commission de Venise) sur la coordination intergouvernementale

Le Salvador (avril, août, novembre, 1998) – Conseiller de la Cour suprême sur la rédaction de la Loi organique sur l'organisation judiciaire

Bulgarie (février, 1999) – Programme du Conseil de l'Europe (Commission de Venise) pour conseiller le gouvernement sur la réforme du système judiciaire

Albanie (novembre, 1999) – Programme du Conseil de l'Europe (Commission de Venise) pour conseiller la Cour constitutionnelle de l'Albanie sur la réforme de la Loi de la Cour constitutionnelle
Zambie (2000) – Programme du Conseil de l'Europe (Commission de Venise) pour la coopération en matière de justice constitutionnelle

Géorgie (février, 2001) – Programme du Conseil de l'Europe (Commission de Venise) sur le statut de l'Abkhazie ("Séminaire sur les aspects politico-juridiques du règlement du conflit (Abkhazie)")

Azerbaïdjan (février, 2001) – Conseiller en matière d'organisation territoriale

Peru (mars, 2001) – Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) pour la réforme du système judiciaire péruvien

Fédération Russe (mai, 2002) Programme de l'Union Européenne; rédaction des termes de référence, programme de la Commission Européenne pour la formation de juges et des greffiers de justice

Palestine (juin-août, 2002) Directeur de l'équipe d'experts du programme de la Commission Européenne pour la réforme du système judiciaire palestinien "Attribution de pouvoirs au système judiciaire palestinien"

Ecuador (2002-2003) – Directeur du programme de l'Instituto de Derecho Público Comparado en collaboration avec la Commission Européenne pour conseiller la Cour constitutionnelle

Algérie (2003) – Directeur de l'équipe d'experts du programme de l'Union Européenne pour la réforme judiciaire

11) Autres activités professionnelles

Secrétaire général de l'Université d'Extremadura, 1979-1981

Directeur de l'Institut de droit public comparé "Manuel Garcia Pelayo" (*Instituto de Derecho Público Comparado "Manuel Garcia Pelayo "*), 2001-2003; février 2007-aujourd'hui

Président de l'Association des constitutionnalistes espagnols (*Asociación de Constitucionalistas Españoles-ACE*), 2002-2004

Représentant suppléant d'Espagne à la Commission de Venise, Conseil de l'Europe

Membre du Comité exécutif de l'*International Association of Constitutional Law*, 2003-aujourd'hui

Membre du comité de rédaction de la revue "Revista Española de Derecho Público"

Membre du comité de rédaction de la revue "Revista Española de Derecho Constitucional"

Membre du comité de rédaction de la revue "Revista de Derecho Político"

Membre du comité consultatif de la revue "Revista de Estudios Políticos"

Membre du comité consultatif de la revue "International Journal of Constitutional Law"

CURRICULUM VITAE (résumé)
Concepción ESCOBAR HERNÁNDEZ

Licenciée en droit de l'Université Complutense de Madrid, Concepción Escobar Hernández a poursuivi ses études de doctorat en droit à la même université sous la direction du professeur Manuel Díez de Velasco Vallejo ; elle a obtenu son doctorat en 1987. Elle a également suivi des cours post-universitaires à l'*Institut* des Hautes Études Internationales de Genève et à l'Institut des droits de l'homme de l'Université Complutense de Madrid.

Elle a occupé les fonctions de professeur et chercheur principal à l'Université Complutense de Madrid (1981-1992), à l'Université de Cantabrie (1992-2001) et à l'Université nationale d'enseignement à distance (UNED) (depuis 2001). Elle est actuellement professeur de droit international public et de relations internationales à l'Université nationale d'enseignement à distance (UNED) et occupe la chaire "Jean Monnet" en droit de l'Union européenne à l'UNED.

Elle a mené des activités de recherche et d'enseignement dans d'autres centres espagnols et étrangers. Dans le domaine des droits de l'homme plus particulièrement, elle a été professeur à l'Institut des droits de l'homme de l'Université Complutense de Madrid, où elle a dispensé plusieurs cours de 1988 à 1999. Elle a également collaboré à divers programmes de formation en Amérique latine, organisés par cet institut ainsi que par la Commission internationale de juristes ; elle a participé en tant que consultant à des programmes d'assistance technique pour la Guinée équatoriale, organisés par les Nations Unies.

Elle a occupé divers postes universitaires dans les universités où elle a travaillé : Secrétaire de la Faculté de droit international public et de droit international privé (1988-1992) et Secrétaire générale de l'Institut des droits de l'homme (1990-1992) de l'Université Complutense de Madrid ; Directrice de la Faculté de droit public de l'Université de Cantabrie (1996-2001) ; Directrice de la Faculté de droit international public (2001-2002) et doyenne de la Faculté de droit de l'UNED (2002-2004).

Depuis juin 2004, elle est directrice du Service international de conseils juridiques du ministère des Affaires étrangères et de la Coopération.

Elle a fait partie de la délégation espagnole à la Conférence diplomatique plénipotentiaire sur le Statut de la Cour pénale internationale (CPI, Rome, 1998) et de la délégation espagnole à la Commission préparatoire de la Cour pénale internationale et à l'Assemblée des États Parties à la CPI, dont elle assume à présent la présidence. Dans la même sphère d'activité, elle est membre des groupes de travail interministériels mis en place par le ministère des Affaires étrangères et le ministère de la Justice en ce qui concerne le suivi du Statut de Rome et l'adaptation de la législation en Espagne.

Elle est l'auteur de nombreuses publications dans le domaine du droit international public, du droit communautaire et du droit international relatif aux droits de l'homme, parmi lesquelles il convient de citer plus particulièrement les deux monographies intitulées *La Comisión Derechos Humanos de Naciones Unidas y la violación de derechos humanos y libertades fundamentales. Estudio de los procedimientos públicos especiales* (Published by the Universidad Complutense de Madrid, 1988) et *El recurso por omisión ante el Tribunal de Justicia de las Comunidades Europeas* (Civitas 1993).

En ce qui concerne la création d'une juridiction pénale internationale, elle est l'auteur, entre autres, des ouvrages suivants : "*Corte Penal Internacional* ", in DIEZ DE VELASCO, M.: *Las Organizaciones Internacionales*, 13th edition, Tecnos, Madrid 2003, pages 413-421: "*La progresiva institucionalización de la jurisdicción penal internacional: la Corte Penal Internacional* ", in GARCIA ARAN, M. and D.: *Crimen internacional y jurisdicción internacional: El Caso Pinochet*, Tirant lo Blanco, Valencia 2000, pages 22-273; "Las relaciones de la Corte Penal Internacional con las Naciones Unidas", in QUEL LOPEZ, F.J. (coord.): *Creación de una jurisdicción penal internacional*, Colección Escuela Diplomática, number 4 Madrid 2000, pages 31-44; "Algunas reflexiones sobre la

Corte Penal Internacional como instrumento internacional", in *Revista Española de Derecho Militar*, number 75 (Monographic), 2000; "La Corte Penal Internacional ", in *Hacia una Justicia Universal* (Congress of the State Judicial Service), Madrid 2000, pages 499-526; "El principio de complementariedad", in YANEZ-BARNUEVO, J.A. (Coor.) *La Justicia Penal Internacional: una perspectiva iberoamericana* (Latin American Summit on International Criminal Justice), Casa de América, Madrid 2001, pages 78-100; and "The International Criminal Court and the United Nations: A Complex and Vital Relationship", in LATTANZI, F. (Ed.): *Essays on the Rome Statute [sic] -Of the International Criminal Court*, vol II. Il Sirente, Ripa Fagnano Alto, (this last work was done in collaboration with J. A. YANEZ-BARNUEVO); "La Corte Penal Internacional: un instrumento al servicio de la paz", *Revista Internacional de Filosofía Moral*, number 21, July 2003, pages 5-35.

CURRICULUM VITAE
Alejandro SAIZ ARNAIZ

I. État civil

Nom, prénom : Saiz Arnaiz, Alejandro
Sexe : masculin
Date et lieu de naissance : 15 août 1957 à Gexto (Pays Basque, Espagne)
Nationalité : espagnol

II. Études et titres universitaires et autres

- LLM (Masters of Law), Université de Deusto, 1981
- PhD (doctorat en droit), Université du Pays Basque, 1987

III. Activités professionnelle pertinentes

- a. *Activités judiciaires*
- b. *Activités juridiques extra-judiciaires*

1. Assistant de droit constitutionnel, Faculté de droit de l'Université du Pays Basque (1981-1987).
2. Professeur attiré de droit constitutionnel, Faculté de droit de l'Université du Pays Basque (1987-1988).
3. Professeur de droit constitutionnel (titulaire de la chaire), Faculté de droit de l'Université du Pays Basque (1998-2000).
4. Professeur de droit constitutionnel et de droit de l'Union européenne, École de la magistrature du Conseil général du pouvoir judiciaire (2000-2003).
5. Représentant de l'École espagnole de la magistrature au sein du Réseau européen de formation judiciaire (2003-2006).
6. Professeur de droit constitutionnel espagnol et européen (titulaire de la chaire), Faculté de droit de l'Université Pompeu Fabra (depuis septembre 2006).

- c. *Activités professionnelles extra-juridiques*

(Prière de souligner le ou les postes occupés à l'heure actuelle)

IV. Activités et expérience dans le domaine des droits de l'homme

- Publications de livres et d'articles (voir ci-dessous)
 - Consultant du gouvernement espagnol en Amérique latine
 - Chargé de cours dans plusieurs universités d'Europe et d'Amérique latine
 - Activités de formation à l'intention de juges espagnols et européens
 - Tuteur de plusieurs travaux de recherche et directeur de thèses de doctorat
 - Directeur et membre de plusieurs groupes de recherche financés par des institutions publiques et privées
- (Tous les renseignements relatifs à ces activités peuvent être vérifiés sur le C.V. complet, dans sa version espagnole)

V. Activités publiques

- a. *Fonction publique*
- b. *Fonctions électives*
- c. *Fonctions dans un parti ou un mouvement politique*

(Prière de souligner le ou les postes occupés à l'heure actuelle)

VI. Autres activités

- a. *Domaine*
- b. *Durée*
- c. *Fonctions*

(Prière de souligner vos activités actuelles)

VII. Publications et autres travaux

Total number of books: Five

Total number of articles: Sixty.

Most important titles:

1. Book: *La apertura constitucional al Derecho Internacional y Europeo de los derechos humanos* [The Constitutional Opening to the International and European Human Rights Law], 1999, 302 pp., awarded by the General Council of the Judiciary.

2. Book: *Integración Europea y Poder Judicial* [European Integration and Judiciary Power], edited by A. Saiz Arnaiz, 2006, 339 pp.

3. Article: "El derecho a un proceso 'dentro de un plazo razonable' y la necesaria existencia de remedios nacionales ante su vulneración. Un trascendente cambio en la jurisprudencia del Tribunal Europeo de Derechos Humanos" [The right to a trial within a reasonable time and ... the European Court of Human Rights], in *Repertorio Aranzadi del Tribunal Constitucional*, Vol. 18, December 2000, pp.: 15-27.

4. Article: "Los derechos fundamentales en la nueva Europa, entre la autoridad normativa y la judicial" [Fundamental rights in the new Europe, between the legislature and the judiciary], Foreword to the special issue of the *Revista Vasca de Administración Pública* edited by A. Saiz Arnaiz, in *Revista Vasca Administración Pública*, Vol. 58-II, September-December 2000, pp.: 9-14.

5. Article: "La disolución de partidos políticos y el derecho de asociación: el test de *convencionalidad* (art. 11 CEDH)" [The banning of political parties and the right of association (article 11 of the European Convention on Human Rights)]. *Actualidad Jurídica Aranzadi*, vol. 533, 25 of May 2002, pp.: 1-7.

6. Article: "El derecho fundamental al recurso en el orden penal y la interpretación del artículo 24.1 de la Constitución de conformidad con el Derecho Internacional y Europeo de los Derechos Humanos" [The right to have the conviction or sentence reviewed by a higher Tribunal and the construction of article 24.1 of the Spanish Constitution in conformity with International and European Human Rights Law], in *Revista Española de Derecho Europeo*, vol. 5, January-March 2003, pp.: 123-157.

7. Chapter of book. "El Convenio Europeo de Derechos Humanos y la garantía internacional de los derechos", chapter in P. Pérez Tremps, ed., *Integración política y Constitución* [The European Convention on Human Rights and the international guarantee of rights, chapter in *Political Integration and Constitution*] Quito (Ecuador), 2004, pp.: 99-138.

8. Foreword to a book. "El Derecho Internacional de los Derechos Humanos y su proyección en los ordenamientos estatales" [International Human Rights Law and its effects on States' legal systems], foreword to F. Silva García, *Derechos Humanos. Efectos de las sentencias internacionales* [Human Rights. Effects of the International Decisions], Ciudad de México, 2007, pp.: XI-XXI.

VIII. Langues

Langues	Lu			Ecrit			Parlé		
	TB	B	AB	TB	B	AB	TB	B	AB
a. Première langue									
Espagnol	X			X			X		
b. Langues officielles									
anglais	X				X			X	
Français	X				X			X	
c. Autres langues									
Italien	X				X		X		

IX. Autres renseignements pertinents

X. Veuillez confirmer que vous résidez en permanence à Strasbourg si vous êtes élu juge à la Cour.

Je confirme que, si je suis élu juge à la Cour, je résiderai en permanence à Strasbourg.

Délégués des Ministres

Documents CM

CM(2007)59 1er juin 2007¹



COUNCIL OF EUROPE CONSEIL DE L'EUROPE

Committee of Ministers
Comité des Ministres

998 Réunion, 13 juin 2007

4 Droits de l'Homme

4.1 Cour européenne des Droits de l'Homme

Election de juges – Liste de candidatures au titre de « l'ex-République yougoslave de Macédoine »

¹ Ce document a été classé en diffusion restreinte le jour de la diffusion. Il a été déclassifié lors de la 998^e réunion des Délégués des Ministres (13 juin 2007) (cf. CM/Del/Dec(2007)998/4.1).

(Traduction)

Représentation permanente de la République de
« l'ex-République yougoslave de Macédoine »
auprès du Conseil de l'Europe

Strasbourg, 15mars 2007

Monsieur,

Je me réfère à la lettre en date du 21 décembre 2006, relative à la procédure d'élection du nouveau juge de la République de Macédoine à la Cour européenne des Droits de l'Homme.

Conformément à la décision du Comité des Ministres du 28 mai 1997 concernant la procédure informelle d'examen des postulants à l'élection des juges et dans le but de permettre au Groupe de rapporteurs sur les droits de l'homme du Comité des Ministres d'étudier la liste avant qu'elle ne soit présentée à l'Assemblée parlementaire, je vous transmets les trois candidatures macédoniennes : Mme Mirjana Lazarova Trajkovska, Mme Gzime Starova et M. Gavrilovski Zoran.

Je vous prie d'agréer l'expression de ma considération très distinguée,

(Signé)
Ambassadrice
Eleonora Petrova Mitevska

M. Philippe Boillat
Directeur Général
DG II – Droits de l'Homme
Conseil de l'Europe

CURRICULUM VITAE
Mirjana Lazarova Trajkovska
Juge de la Cour Constitutionnelle

I. Etat civil

Nom, prénom : Mirjana Lazarova Trajkovska
Sexe : Féminin
Date et lieu de naissance : 05.11.1963, Strumica
Nationalité : Macédonienne
Contact : Portable: 070 646452, domicile: 389 2 2464 229, bureau 389 2 3115 763,
e-mail: mlazarova@usud.gov.mk, fax: 389 2 3119 355

II. Etudes et diplômes, et autres qualifications

- 1986: Faculté de Droit, Université « Sts. Cyrille et Méthode » Skopje, République de Macédoine.
- 1992: Examen de Droit, Ministère de Justice, Skopje, République de Macédoine.
- 2007: Thèse de magistrature acceptée « Le séjour légal des étrangers, sur la base de leurs droit d'élection dans les pays de l'UE » Faculté de Droit , Ljubljana, Slovénie.

Instructions et visites d'étude à l'étranger:

- 1998 : Gestion des ressources humaines, Ministère de Justice de la République de Macédoine et l'Institut de l'Administration Publique (Etats-Unis)
 - 1998 : Programme d'Instruction « Enregistrement des citoyens et L'Administration Publique » Etats Unis, Organisé par le Gouvernement de la République de Macédoine et de USAID.
 - 2001 : « Problèmes avec les immigrants et les réfugiés », Programme International du Département d'Etat des Etats Unis
- Visites d'études : au Royaume -Uni, aux Pays-Bas, aux Etats-Unis et en Arménie.

III. Activités professionnelles pertinentes

a) Activités judiciaires

- depuis mai 2003, Juge à la Cour Constitutionnelle de la République de Macédoine.
- 1988-2001: Représentante du Ministère des Affaires Intérieures, dans les processus de la Cour.

b) Autres activités professionnelles

- 2001: Membre de l'Equipe Nationale pour la préparation du Rapport Initial pour la Convention de l'Encadrement pour les Minorités Nationales.
- 2000: Présidente du groupe de travail au Ministère des Affaires Intérieures pour la préparation du projet de loi pour la protection des données personnelles.
- 2000: Membre du groupe de travail du Ministère de la Justice pour la préparation du projet de loi sur la procédure générale administrative et du projet de loi sur les conflits administratives.
- 1999: Membre du groupe de travail, créé par le Gouvernement de la République de Macédoine pour les projets de loi sur la nationalité de la République de Macédoine en corrélation de la Convention Européenne de Nationalité.

- 1998: Membre du groupe de travail responsable de la préparation du Rapport National sur la Convention européenne pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants
- 1998: Membre du groupe de travail responsable de la préparation du rapport National sur la Convention internationale sur les Droits Civils et Politiques.
- 1998: Membre du Comité National pour les Réformes dans l'Administration Publique de la République de Macédoine.
- 1997: Membre du Corps Coordinatif pour l'observation et la mise en œuvre des évidences administratives dans la nouvelle organisation administrative de la République de Macédoine.
- 1997: Membre du groupe de travail pour le projet de loi sur les fonctionnaires d'Etat.
- 1996: Membre du groupe de travail pour l'harmonisation de la législation nationale avec les principes et standards de base de la Convention Européenne des Droits d'Homme.
- 1996: Membre de la Commission d'Etat du recensement.
- 1995: Participation dans la préparation du rapport National de la Convention sur l'Elimination de toutes formes de Discrimination contre les femmes.

Membre dans des commissions/conseils/organes d'organisations internationales

- depuis 2004: Membre de la Commission Européenne pour la Démocratie par le Droit (Commission de Venise)
- Depuis mars 2007: Président du Conseil pour les Elections Démocratiques.
- 2007: Chef de la commission électorale des missions du BIDDH de l'OSCE aux élections parlementaires en Estonie
- 2006: Membre de la commission électorale des missions du BIDDH de l'OSCE pour l'évaluation des élections des congressistes et sénateurs aux Etats-Unis.
- 2006 : Conseiller de droit pour la mission d'observation des élections par le Congrès des Pouvoir locaux et régionaux du Conseil de l'Europe aux élections en Géorgie.
- 2006: Expert Sénior en matières électorales des Nations Unies et du BIDDH de l'OSCE.
- 2001-2003: Membre du Comité directeur pour les Droits de l'Homme du Conseil de l'Europe (CDDH)
- 2001: Membre du Comité pour l'amélioration des procédés administratifs et de la Cour du Conseil de l'Europe
- 1996 : Participation en tant qu'expert du Conseil de l'Europe à trois rencontres d'experts pour la législation sur la citoyenneté dans les pays signataires des Accords de Dayton, Strasbourg, Conseil de l'Europe
- depuis 1995 : Membre du Comité d'experts sur la nationalité (CJ-NA), Conseil de l'Europe, et membre du groupe de travail du Comité d'experts sur la nationalité (CJ-NA-GT)
- 1995-1997-2006 : Membre du groupe de travail du Comité d'experts sur la nationalité du Conseil de l'Europe (CJ-NA-GT) – travail sur la Convention Européenne sur la citoyenneté et sur le Protocole sur la prévention des cas d'apatridie en relation avec la succession d'Etats.

IV. Activités et expériences dans le domaine des Droits de l'Homme

- 2001-2003, Chef du Département pour les droits d'homme au sein du Ministère des Affaires Etrangères.
- 2001: Participante à la préparation du Rapport Initial de la République de Macédoine concernant la Convention de l'Encadrement sur la Protection des Minorités Nationales.
- 2001: Membre du Comité directeur pour les Droits de l'Homme du Conseil de l'Europe (CDDH) et participante à l'élaboration du projet de Protocole n°14 à la CEDH
- 2000: Présidente du groupe de travail au sein du Ministère des Affaires Intérieures pour la préparation du projet de Loi sur la protection des données personnelles.
- 2000: Membre du groupe de travail du Ministère de la Justice pour la préparation du projet de Loi sur la procédure générale administrative et du projet de Loi sur les conflits administratifs.
- 1999: Membre du groupe de travail national qui a préparé le rapport National sur les Droits de l'enfant.
- 1999: Membre de l'équipe d'experts créée par le Gouvernement de la République de Macédoine sur la proposition de loi sur la citoyenneté de la République de Macédoine en corrélation avec la Convention Européenne de citoyenneté.
- 1998: Membre du groupe de travail responsable de la préparation du Rapport National sur la Convention européenne pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants.
- 1998: Membre du groupe de travail responsable de la préparation du rapport National sur la Convention sur les Droits Civils et Politiques.

V. Activités Publiques

a) Service Public:

- 2002 : Présidente de la Commission Electorale de l'Etat, nommée par le Président de la République.
- Chef du Département administratif (affaires administratives), et Assistante du Ministre de l'administration.
- Conseiller du Ministre des Affaires Intérieures.

b) Fonctions choisies: Non

c) Fonction dans un parti politique / mouvement: Non

VI. Autres activités

VII. Publications

- 2006: « La Transparence et l'impartialisation: activités et compétences de l'administration électorale dans la période, avant les élections, Organisation des élections par un organe impartial », *Collection Science et technique de la Démocratie* No.41, Editions du Conseil de l'Europe)

- 2006: « La Position et le rôle du Président de la République de Macédoine, Evaluation des quinze années de pratique Constitutionnelle dans l'Europe Centrale et de l'Est », Publié sur <http://www.venice.coe.int>, CDL-UD(2004)030Bil.)
- 2005: « Les remèdes légitimes dans le procès électoral en République de Macédoine », publié sur le réseau <http://www.venice.coe.int/docs/2005/> CDL(2005)050)
- 2005: « La Décision de la Cour Constitutionnelle de la République de Macédoine et les conséquences légitimes qui en résultent », *Publiée par la Cour Constitutionnelle de la République de Bulgarie*
- 2005: « La Résidence et le droit d'élection des citoyens de la République de Macédoine », Les standards européens du droit d'élection dans le constitutionalisme contemporain, *Collection Science et technique de la Démocratie* No.39, Editions du Conseil de l'Europe
- 2002: « Les droits d'homme, les droits de femmes » (orig. "Човекови права-женски права") Les femmes et la démocratie (p. 76-78), Skopje: Bocheli
- 1999: "Réexamen de la loi de citoyenneté de la République de Macédoine: le rôle de la Convention Européenne sur la citoyenneté", CONF/NAT (99) Contrib. 1.
- 1998-1999: Profil du management public de la République de Macédoine, SIGMA, OECD, Paris (www.oecd.org/puma/sigmaweb)
- 1998: co-auteur avec M. Fidanco Stoev de la Collection des règles sur la citoyenneté avec le commentaire sur la loi de la citoyenneté de la République de Macédoine, (orig. Zbirka na propisi za drzavjanstvoto so komentar na Zakonot za drzavjanstvoto na RM), Skopje:Journal Officiel de la RM
- 1998: "Les principes de continuité et d'efficacité dans la régulation de la citoyenneté dans la République de Macédoine" *Croatian Critical Law Review*, vol.3, No.1-2: pp. 187-190. Copyright Croatian Law Center)

Etudes et Opinions sur les Lois pour les besoins de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et pour les Pays Européens

- 2006: Ensemble d'avis sur le Code électoral de la Géorgie, de la part de la Commission de Venise et OSCE/BIDDH, sur la base des commentaires de Mme Lazarova Trajkovska, M. Owen et M. Pilgrim <http://www.venice.coe.int> CDL-AD(2006)023
- 2006: Etude sur les non-citoyens et les Droits des Minorités, Etude no. 294/2004 Travail conjoint de M. Alfredsson, M. Aurescu, M. Bartole, M. Van Dijk, Mme Lazarova Trajkovska, M. Matcher, M. Malinverni, en consultation avec le Comité de Conseil sur la Convention de l'Encadrement pour la Protection des Minorités Nationales, le Comité d'Experts de la Charte européenne pour les langues régionales ou minoritaires, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, l'OBCE le bureau du Haut Commissaire pour les Minorités Nationales et le bureau du Haut Commissaire des Nations Unies pour les Droits de l'Homme, www.venice.coe.int CDL-MIN(2006)02
- 2005: avis sur le projet de loi « Faire des Amendements et Ajouts dans la Loi Organique du Code électoral de la Géorgie » <http://www.venice.coe.int> CDL-EL(2005)047
- 2005; avis sur la recommandation sur l'Assemblée parlementaire 1714 (2005) sur l'abolition des restrictions sur le droit de vote <http://www.venice.coe.int> CDL-EL(2005)041
- 2005: Rapport « Les Remèdes Législatifs dans les processus électoraux dans la République de Macédoine » <http://www.venice.coe.int> CDL(2005)006rep
- 2004: Commentaires sur le projet de Loi sur le Statut des Peuples Autochtones de l'Ukraine, <http://www.venice.coe.int> CDL-EL(2004)081

- 2004: Rapport sur les Règles Electorales de l'Action Affirmative pour la participation des Minorités Nationales dans la formation des décisions dans les Pays d'Europe. <http://www.venice.coe.int> CDL-EL(2004)020orev2

- 2004: Rapport sur l'Abolition de la restriction sur le droit de vote aux élections générales. <http://www.venice.coe.int> CDL-EL(2004)022

VIII. Langues

Langues	Lu			Ecrit			Parlé		
	TB	B	S	TB	B	S	TB	B	S
a. langue maternelle : Macédonien	X			X			X		
b. Langues officielles:									
Anglais	X			X			X		
Français			X			X			X
c. Autres langues:									
Serbe et Croate	X			X			X		
Bulgare	X				X			X	
Slovène	X					X			X

IX. Autres informations importantes

X. Je confirme que j'établirai mon domicile permanent à Strasbourg si je suis élue juge à la Cour.

CURRICULUM VITAE
Gezime STAROVA

I. Informations personnelles

Prénom et nom: Gezime Starova
 Sexe: féminin
 Date et lieu de naissance: 24 décembre 1946, Skopje
 Nationalité: R.de Macédoine; origine ethnique: Albanaise
 Contacts: (privés et professionnels: téléphone, fax, email) (02) 3132121; (02) 3117224; (02) 3220727(fax) starovag@freemail.com.mk.

II. Etudes et d'autres qualifications

Education supérieure, diplômée à la Faculté de Droit à Skopje, Doctorat d'état en sciences de droit, professeur en Droit de Travail à la faculté de Droit, Justinien I, Skopje, République de Macédoine.

III. Expérience professionnelle

- a) Judiciaire
- b) D'autres activités professionnelles

- études et recherche, professeur ordinaire en Droit du Travail et Droit international du travail à la faculté de Droit, Justinien I, Skopje
 - études et recherche, professeur ordinaire en Droit du Travail et sécurité sociale à l'Université du sud Est de l'Europe, à Tetovo, République de Macédoine

IV. Activités et expérience dans le domaine des droits de l'homme

- Professeur en Etude Féminine organisée par l'Association des organisations des femmes en République de Macédoine, enseignant la matière *Les droits de la femme - droits humains, avec l'accent sur la position de la femme employée et ses droits au travail dans la législation Macédonienne, internationale et Européenne, (au cours de deux années académiques 2001-2002 et 2003).*

- Participation à plusieurs entraînements, séminaires et débats dans le domaine des droits de l'homme, particulièrement les droits de l'homme et sa position au lieu de travail, organisés par des institutions gouvernementales et non gouvernementales, les syndicats, ainsi que le Conseil de l'Europe.

V. Activités publiques

- a) Elue: Vice-président du Sénat de l'Université "St. Cyril et Méthode", Skopje, République de Macédoine.

VI. D'autres activités

- a) Domaine: participation dans les reformes législatives de la République de Macédoine dans le domaine de la Retraite et assurance d'invalidité et relations de travail, adoption des lois de ce domaine et leur harmonisation avec la législation de l'UE.
- b) Durée: à plusieurs reprises depuis l'indépendance de la République de Macédoine (1992, 1995, 1999, 2002...)
- c) Fonctions: membre du Comité d'experts pour les services sociaux locaux auprès du Conseil de l'Europe à Strasbourg; membre du Comité des experts Macédoniens et internationaux sur les reformes de l'Assurance de retraite et invalidité en République de Macédoine; expert du

groupe de travail pour l'harmonisation de la protection sociale en République de Macédoine par rapport à la législation de l'UE, dans le cadre du programme PHARE et l'UE.

VII. Publications et d'autres oeuvres

1. *Protection particulière des employés*, "Studentski zbor", Skopje, 1987., 135 p.
2. *Les relations de travail, expérience en nouvelle réalité*, "Studentski zbor", Skopje, 1992., 144 p.
3. *Les relations de travail dans la législation Macédonienne et internationale*, NIP "Nova Makedonija", Skopje, 1994 , 210 p.
4. *Droit de travail*, "Faculté de Droit" , Skopje, 1996 ., 400 p.
5. *Droit international du travail et législation*, "Gjurgja", Skopje, 1999 , 230 p.
6. *Droit du travail et relations du travail*, "Prosvetno delo" , Skopje, 2003, 370 p. (l'oeuvre est aussi publiée en albanais par "Logos A", Skopje, 2004., 327p.)
7. *La situation et les droits des femmes employées* "Association des Organisations des Femmes de Macédoine", Skopje, 2003, 240 p.
8. Traduction de l'oeuvre de Maurice Durrucé en macédonien *L'Union Européenne au XXIe siècle,- institution et économie*, ed. *Ellips-Marketing*, 2001, "Logos A", Skopje 2004, 247 p, (ce livre fut publiée avec l'assistance de l'Ambassade Française en République de Macédoine, dans le cadre du projet de coopération avec l'Université du Sud-est de l'Europe de Tetovo).

VIII. Compétences linguistiques

Langue	Lire			Ecrire			Parler		
	TB	B	S	TB	B	S	TB	B	S
a. Première langue									
Macédonien	X			X			X		
Albanais	X			X			X		
b. Langues officielles:									
- Anglais			X			X		X	
- Français	X			X			X		
c. Autre langues:									
Italien		X			X			X	
Serbe	X			X			X		
Croate	X			X			X		

IX. D'autres informations importantes

X. Confirmer s'il vous plait si vous seriez prête à prendre résidence permanente à Strasbourg en cas où vous seriez élue Juge de la Cour

Oui

CURRICULUM VITAE
Zoran GAVRILOSKI

I. Etat Civil

Nom et prénom: GAVRILOSKI Zoran
Sexe: Masculin
Date et lieu de naissance: 24-02-1968, Gostivar, République de Macédoine
Appartenance ethnique: Macédonien
Contacts détaillés (privés et professionnels: adresse; tél; fax; courriel):
Adresse: p. fah 137, Skopje MK-1001, Macédoine
Téléphones: + 389 (0)2 3217-940 (bureau); 389 (0)2 3075-063
(domicile)
Fax: + 389 (0)2 3217-940
Courriel: zgavriloski_CSRC@yahoo.com

II. Formation, qualifications académiques et autres

Participation à de nombreuses sessions de formation et de séminaires de la Convention Européenne des Droits de l'Homme (C.E.D.H.), sur les mécanismes et les instruments pour la protection des droits de l'homme, entre autres (1998-2007). En voilà la liste de plusieurs événements de formation et séminaires que je souligne comme des plus significatifs;

- Cours (deuxième) sur la protection des réfugiés et les droits de l'homme (San Remo, 26-29 septembre 2006);
- Atelier pour les organisations de la société civile "Théorie et pratique des droits de l'homme", organisé par le bureau du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme (Skopje, 19-21 décembre 2001);
- Cours international "Le droit des réfugiés comme réponse à l'absence de protection de la part de l'état", organisé par le Conseil Européen sur les Réfugiés et Exilés - ECRE (Berlin, 8-10 décembre 2000);
- Formation spécialisée pour les avocats "Les procès devant la Cour Européenne des Droits de l'Homme", organisée par le C.R.S.C. (1er-5 mars 1999);
- Formation pour les avocats dans le domaine des droits de l'homme, organisée par le C.R.S.C. (23-27 mars 1998); etc.

Examen du concours d'entrée à la magistrature, passé en une seule session (1996)

Juriste diplômé (1992);

III. Expérience professionnelle

a) *Activités juridiques:*

Avocat associé dans un cabinet d'avocats juridiques (1997)
Bénévole au Tribunal de 1ère Instance de Gostivar (1993-1995)

b) *Autres activités professionnelles:*

Conseiller juridique et analyste au Centre de Ressources de la Société Civile
Coordination de projets (veuillez trouver ci-dessous)

Fondateur de l'O.N.G "Centre de Ressources de la Société Civile" – C.R.S.C. (1999)

IV. Activités et expérience dans le domaine des droits de l'homme

Assistance/conseils juridiques gratuits:

- Assistance juridique dans les procès devant la Cour Européenne des Droits de l'Homme (2000-2007):
- Conseils juridiques à plus de 100 citoyens (dirigés vers le C.R.S.C. sur recommandation du Bureau d'information du Conseil de l'Europe à Skopje, de la mission d'observation de l'O.S.C.E. à Skopje, du le Haut Commissariat de l'ONU pour les Réfugiés à Skopje, du Comité d'Helsinki pour les Droits de l'Homme en République de Macédoine, de la "Coalition pour un jugement équitable", etc.)
- Représentation juridique dans 10 procès devant la Cour Européenne des Droits de l'Homme; dans trois d'entre eux (*Berisha et autres contre la Macédoine*, *Eshmanov contre la Macédoine* et *F.K. et autres contre la Macédoine*), des mesures temporaires ont été prises, empêchant ainsi l'expulsion de réfugiés vers des pays à risques;
- Expertise (analyses juridiques, conseils etc.) pour le Centre Européen pour les Droits des Roms, dans des procès en instance, tel le procès *Jashar*, dans lequel la Cour a confirmé la violation de l'article 3 de la C.E.D.H.
- Assistance juridique pour des demandeurs d'asile, dans le cadre du projet du le Haut Commissariat de l'ONU pour les Réfugiés à Skopje (2000-2001);
- Conseils juridiques dans le cadre d'un projet d'assistance juridique gratuite, soutenu par COLPI et l'institut "Open Society" en Macédoine (1998-1999).

Engagement pour:

- Les droits des réfugiés (1999-2007);
- Les droits des victimes de tortures (1999-2007);
- La liberté de parole et d'expression (par exemple, campagne de soutien du journaliste Zoran Bozhinovski lors de sa condamnation en rapport avec la liberté de la presse et son maintien en détention prolongée, 2002-2006) etc.

Coordination:

- Groupe de travail (rapports, formation, publications et défense des droits) fonctionnant dans le cadre du Réseau Juridique Macédonien, soutenu par le Haut Commissariat de l'ONU pour les Réfugiés (2001-2007);
- Engagement bénévole d'étudiants (en droit, travail social et autres) Macédoniens et étrangers, en stage au C.R.S.C. (2002, 2003, 2006);
- Formation pour une assistance juridique aux personnes se plaignant d'abus policiers, soutenue par la mission d'observation de l'O.S.C.E. à Skopje (octobre-novembre 2003);
- Activités juridiques dans le cadre du projet de protection juridique gratuite des réfugiés et des personnes sans citoyenneté (2000-2001).

Formateur de juristes sur la Cour Européenne des Droits de l'Homme / la Convention Européenne des Droits de l'Homme - C.E.D.H.:

- 20 octobre 2006: conférence devant 25 magistrats de Macédoine, Serbie, Monténégro, Croatie et Bosnie-Herzégovine sur l'article 1 du Protocole 1 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme (lors d'un séminaire organisé par "Forum" - le Centre de Recherches Stratégiques et de Documentation, et quatre autres organisations);
- 14 février 2006: conférence de 90 minutes devant une trentaine d'étudiants en Mastère des facultés de Skopje (organisée par le Bureau d'information du Conseil de l'Europe à Skopje) ;

- Mai 2005: conférence devant 35 magistrats, juristes et membres d'O.N.G. sur l'article 6 de la C.E.D.H. (lors d'un séminaire organisé par "Forum" - le Centre de Recherches Stratégiques et de Documentation);
- Novembre 2004: conférence devant 30 avocats, membres d'O.N.G. et le personnel d'organisations intergouvernementales sur la C.E.D.H. (lors d'un séminaire organisé par le Bureau d'information du Conseil de l'Europe à Skopje et la mission d'observation de l'O.S.C.E. à Skopje);
- Automne 2004: formation d'avocats d'O.N.G. sur la C.E.D.H. et la protection des réfugiés (2 ateliers organisés par le Réseau Juridique Macédonien);
- Juin 2004: conférence devant des étudiants en droit de la faculté de droit de Skopje et de l'Université de l'Europe du Sud-Est de Tetovo sur la C.E.D.H. (lors d'un séminaire organisé par CARE International);
- Novembre 2003: formation de membres d'O.N.G. pour venir en aide aux personnes se plaignant d'abus policiers (lors d'un séminaire organisé par le C.R.S.C. et la mission d'observation de l'O.S.C.E. à Skopje);
- Octobre 2003: formation d'avocats et du personnel d'organisations internationales sur le droit des réfugiés et la procédure (lors d'un séminaire organisé par le C.R.S.C., avec le soutien financier de l'Ambassade des Etats-Unis à Belgrade - Bureau de la Population, Réfugiés et Migrations, obtenu par l'intermédiaire de I.O.C.C.);
- Juillet 2003: conférence devant une trentaine d'étudiants de l'Université de l'Europe du Sud-Est de Tetovo sur les thèmes "La C.E.D.H. - un mécanisme unique de protection des droits de l'homme", les articles 5 et 6 (lors d'un séminaire organisé du 4 au 7 juillet 2003 par le Bureau d'information du Conseil de l'Europe à Skopje);
- Juin 2003: formation de 108 observateurs des procédures judiciaires sur les normes internationales en matière de droits de l'homme (lors de séminaires organisés par la mission d'observation de l'O.S.C.E. à Skopje);
- Avril 2001-février 2002: formation de 60 avocats et autres juristes - juges, le Médiateur de la République de Macédoine, etc. (lors de quatre séminaires intitulés "Application pratique de la Convention Européenne des Droits de l'Homme" organisés par le C.R.S.C., avec le soutien de Pax Christi - Pays-Bas, auxquels a également participé, en tant que conférencière, la juge Margarita Tsatsa-Nikolovska);
- Juin-juillet 2000: formation d'une centaine de professeurs de l'enseignement secondaire lors de 6 séminaires intitulés "Education multiculturelle et droits de l'homme" (organisés par le C.R.S.C., avec le soutien financier du Centre Macédonien pour la Coopération Internationale de Skopje, etc.).

Ecrits, publications, rapports et analyses sur les droits de l'homme:

- Livres sur la C.E.D.H. et la Convention Européenne des Droits de l'Homme (veuillez trouver ci-dessous);
- Analyses sur la compatibilité de la législation nationale avec les normes internationales (1998-2007);
- Rapports sur la situation des droits de l'homme, préparés dans le cadre des projets suivants:
- "Assistance juridique gratuite aux réfugiés et aux personnes sans citoyenneté", soutenu par le Haut Commissariat de l'ONU pour les Réfugiés - Skopje (2000-2007);

- “Amélioration de la protection juridique et des normes en matière de droits de l’homme en République de Macédoine”, soutenu par la délégation de la Commission Européenne à Skopje (2001);
- “Coopération technique avec le gouvernement de la République de Macédoine”, programme de 5 ans du bureau du Haut Commissaire aux droits de l’homme-Genève auquel a participé le C.R.S.C. en tant que partie contractante, et dans le cadre duquel ont été préparés des analyses et des rapports pour plusieurs rapporteurs et représentants du secrétaire général des Nations Unies, sur la situation des défenseurs des droits de l’homme, sur la lutte contre la torture, sur la liberté d’expression, etc. (2001-2006);
- Tenue d’un service Internet gratuit pour la diffusion de rapports et d’analyses sur les droits de l’homme, avec une centaine d’utilisateurs locaux et à l’étranger (2005-2007);
- Edition du bulletin du Réseau Juridique (2003);
- Analyses dans des revues spécialisées (“Légitimité dans les procédures de certification et de mise en doute de la paternité”, “Revue judiciaire” n.1/février 1995).

V. Activités publiques

- a) *Fonction publique:* non
- b) *Fonctions électives:* Président de l’O.N.G “Centre de Ressources de la Société Civile” (1999-2007)
- c) *Fonction dans un parti politique ou un mouvement:* non

VI. Autres activités

- a) *Domaine:* Education sur les Droits de l’Homme
- b) *Durée:* 2003-2005
- c) *Fonctions:*

Membre du groupe pour un partenariat stratégique en vue de l’introduction d’une éducation sur les droits de l’homme dans l’enseignement secondaire, groupe formé dans le cadre du programme de 5 ans du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l’homme pour une assistance technique au gouvernement de la République de Macédoine, à la réalisation duquel travaille également le C.R.S.C.

VII. Publications et autres travaux

“Procès contre la République de Macédoine devant la Cour Européenne des Droits de l’Homme 2002-2006”, C.R.S.C., 2007;

“La Convention Européenne des Droits de l’Homme et la protection des réfugiés”, C.R.S.C., 2007;

“Constitutionnaliste (choix de décisions de la Cour Constitutionnelle de la République de Macédoine rendues à la suite des initiatives de Stamen Filipov)”, C.R.S.C., 2006;

“Normes internationales pour les personnels qui font appliquer la loi - guide de poche pour la police” (éditeur), C.R.S.C. - Ministère de l’Intérieur - bureau du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l’homme, 2003;

“Intégration sociale des réfugiés” (co-auteur), groupe pour les questions juridiques de la branche macédonienne du réseau FRESTA, 2003.

“Influence de la Convention Européenne des Droits de l’Homme sur le droit national et sa pratique; Procès contre la République de Macédoine 1998-2001”, C.R.S.C., 2001;

“Protection des réfugiés et des demandeurs d’asile dans les procès devant la Cour Européenne des Droits de l’Homme” (guide pour l’application de la règle 39 du Règlement de la C.E.D.H., faisant partie du “Guide à travers les procès devant la Cour Européenne des Droits de l’Homme”), C.R.S.C., 2000;

“Recevabilité des plaintes devant la Cour Européenne des Droits de l'Homme”, C.R.S.C., 1999.

VIII. Langues

Langue	Lire			Ecrire			Parler		
	TB	B	S	TB	B	S	TB	B	S
a. Première langue									
Macédonien	X			X			X		
b. Langues officielles:									
- Anglais	X			X			X		
- Français									

IX. Autres informations importantes

X. Veuillez confirmer que vous déclarerez votre résidence à Strasbourg dans le cas où vous seriez nommé juge à la Cour.

Je confirme que si je suis nommé juge à la Cour je déclarerai ma résidence à Strasbourg.

Délégués des Ministres

Documents CM

CM(2007)70 8 juin 2007¹



COUNCIL OF EUROPE CONSEIL DE L'EUROPE

Committee of Ministers
Comité des Ministres

998 Réunion, 13 juin 2007

4 Droits de l'Homme

4.1 Cour européenne des Droits de l'Homme

Election de juges – Liste de candidatures au titre de la Turquie

¹ Ce document a été classé en diffusion restreinte le jour de la diffusion. Il a été déclassifié lors de la 998^e réunion des Délégués des Ministres (13 juin 2007) (cf. CM/Del/Dec(2007)998/4.1).

(Traduction)

Représentation Permanente de la Turquie
auprès du Conseil de l'Europe

L'Ambassadeur

Strasbourg, le 20 mars 2007

Monsieur le Secrétaire Général,

En référence à votre lettre du 21 décembre 2006 relative à l'élection de 20 juges en remplacement de ceux dont le mandat expire à la fin octobre 2007 et dans le cas où le protocole n° 14 n'entrerait pas en vigueur, je vous transmets par la présente la liste des candidats turcs par ordre alphabétique :

Prof. Dr. Mustafa Erdoğan
Professeur de droit constitutionnel
Université Hacettepe
Département de Politique et d'Administration Publique

Prof. Dr. Ruşen Ergeç
Professeur de la Protection Internationale
et Européenne relative aux Droits de l'Homme
Professeur de droit constitutionnel
Université de Bruxelles

Prof. Dr. Arzu Oğuz
Professeur de droit
Université d'Ankara
Département de Droit Comparatif à la Faculté de Droit.

Les curriculum vitae des candidats mentionnés ci-dessus sont joints à la présente lettre.

Je vous prie de croire, Monsieur le Secrétaire Général, en l'expression de ma considération distinguée.

(signé)
Daryal Batibay

Mr Terry Davis
Secrétaire Général du Conseil de l'Europe

CURRICULUM VITAE
Mustafa ERDOĞAN

I. Informations personnelles

Nom, prénom : Mustafa Erdoğan
Sexe : Masculin
Date et lieu de naissance : 1^{er} janvier 1956, Trébizonde,
République de Turquie

II. Education et qualifications universitaires et autres

Education

- Licence de droit, Université d'Ankara, 1981
- Maîtrise de droit communautaire, 1982 (Université d'Ankara, Turquie)
- Doctorat de droit public, 1988 (Université d'Ankara, Turquie)

Postes universitaires

- Professeur de droit constitutionnel, Université Hacettepe, depuis 1997
- Professeur associé de droit constitutionnel, 1991-1997, Université Hacettepe
- Professeur associé, docteur en droit public, février 1991- octobre 1991, Université Hacettepe
- Professeur associé, docteur en théorie politique et sociale, 1988-1991, Université d'Ankara
- Assistant de recherche en théorie politique et sociale, 1985-1988, Université d'Ankara
- Juge administratif, Ministère de la Justice, 1983-1985

Travaux universitaires aux Etats-Unis

- Forum international d'études démocratiques, Fondation nationale pour la démocratie, Washington, DC/USA, « *democracy fellow* », 1^{er} mars-31 juillet, 2003
- Université George Mason, Virginie/Etats-Unis, Département des Affaires publiques et internationales, invité en tant que titulaire d'une bourse de recherche Fulbright, septembre 1997 – mai 1998

III. Activités professionnelles pertinentes

a. *Activités judiciaires :*

Juge administratif, 1983-1985

b. *Activités judiciaires non judiciaires*

Professeur de droit constitutionnel, UER de politique et administration publique, Université Hacettepe, depuis 1997

IV. Articles et expérience dans le domaine des droits de l'homme

Articles

"Anayasa Mahkemeleri Önemli Midir? Orta Avrupa'da Anayasa Yargısı ve Demokrasinin Pekişmesi" (Do Constitutional Courts Matter? Constitutional Review and Democratic Consolidation in Central Europe), *Ankara Üniversitesi Hukuk Fakültesi Dergisi*, 54/3 (2005), pp. 1-22.

"Religious Freedom in the Turkish Constitution", *The Muslim World*, Nos. 3-4 (July 1999), pp. 377-88.

“Sivil Özgürlük Olarak Din ve Vicdan Özgürlüğü” (Freedom of Religion and Conscience as a Civil Liberty), in *Anayasa ve Özgürlük* (Ankara: Yetkin Yayınevi, 2003), pp. 139-151.

“İnsan Haklarına Kavramsal Bir Yaklaşım” (A Conceptual Analysis of Human Rights), *Liberal Düşünce*, n. 12 (1998), pp. 7-16.

“Özgürlük, Adalet, Refah” (Freedom, Justice, and Welfare), in A. Güriz (ed.), *Adalet Kavramı* (Ankara: Türkiye Felsefe Kurumu, 1994), pp. 115-130.

“İnsan Hakları Öğretisine Giriş” (An Introduction to the Doctrine of Human Rights), *Journal of the Faculty of Economics and Administrative Sciences, Hacettepe University*, V. 11 (1993), pp. 25-40.

Autres

(1) En 2006, j'ai rédigé la plus grande partie (théorique) d'un guide sur les droits de l'homme,

publié et distribué par la Présidence des Droits de l'Homme du Bureau du Premier ministre

(2) Sur invitation de la Présidence des Droits de l'Homme, j'ai donné, ces dernières années, plusieurs conférences sur la liberté d'expression.

(3) J'ai contribué à un projet sur la promotion de la liberté d'expression en Turquie, conduit de 2002 à 2004 par l'Association de la pensée libérale avec le parrainage de la Commission européenne.

(4) En collaboration avec L. Korkut, j'ai traduit en turc l'ouvrage de Jack Donnelly intitulé « *Universal Human Rights in Theory and Practice* » (Les droits de l'homme universels : théorie et pratique), qui a été publié en 1995 par la Fondation turque de la démocratie.

V. Activité publiques

Aucun poste officiel hormis celui, universitaire, de professeur de droit.

VI. Autres activités

(1) Je suis membre de « *Liberal Düşünce Topluluğu* » (Association pour la pensée libérale)

(2) Je suis membre de « *Türk Siyasî İlimler Derneği* » (Association turque de sciences politiques)

(3) Depuis 1996, je suis rédacteur en chef de « *Liberal Düşünce* », publication trimestrielle.

(4) Depuis août 2006, je tiens une rubrique bihebdomadaire dans le quotidien « *Star Gazetesi* ».

(5) En tant que membre de différents comités de rédaction et en tant qu'expert, je contribue à plusieurs revues universitaires et para-universitaires.

VII. Publications et autres travaux

J'ai publié plus de dix ouvrages (tous en turc) et de nombreux articles (en turc pour la plupart)

Ouvrages

Constitutional Law (Ankara: Orion, 5th ed. 2007).

Enlightenment, Modernism, and Liberalism (Ankara: Orion, 2006).

Constitutional Democracy (Ankara: Siyasal Kitabevi, 7th ed. 2005).

Constitutions and Politics in Modern Turkey (Ankara: Liberte, 4th ed. 2003).

Constitution and Liberty (Ankara: Yetkin Yayınevi, 2002).

Democracy, Secularism and the State Ideology (Ankara: Siyasal Kitabevi, 2nd. ed. 2000).

Articles (autres que ceux cités plus haut)

“Ahlâkî Çoğulculuk” (Ethical Pluralism), in A. Cevizci (ed.), *Felsefe Ansiklopedisi*, (Encyclopedia of Philosophy) V. 3 (2005), pp. 696-701.

“Küreselleşme, Hukuk ve Türkiye” (Globalization, Law and Turkey”, *Liberal Düşünce*, n. 25-26 (2002), pp. 53-65.

“Avrupa Birliği Anayasalarında Devletin Temel Nitelikleri” (Basic Tenets of State in the Constitutions of European Union Countries), *Liberal Düşünce*, n. (2001), n. 23, pp. 29- 35.

“İslam in Turkish Politics: Turkey’s Quest for Democracy without Islam”, *Critique: Journal for Critical Studies of the Middle East*, No. 15 (Fall 1999), pp. 26-49.

“Cultural Diversity, Institutional Rivalry, and Democracy”, *Journal of the Faculty of Economics and Administrative Sciences, Hacettepe University*, V. 15 (1997), pp. 153-165.

VIII. Langues

Langue	Lire	Ecrire	Parler
Langue maternelle turc	TB	TB	TB
Langues officielles anglais	TB	B	B

IX. Je confirme que je transférerai ma résidence permanente à Strasbourg au cas où je serais élu juge à la Cour européenne des Droits de l'Homme.

CURRICULUM VITAE
Rusen ERGEÇ

I. Informations personnelles

Nom : Ergeç
Prénom : Rusen
Sexe : Masculin
Date et lieu de naissance : 3 janvier 1952 à Istanbul

II. Education et qualifications universitaires et autres

- 1969 : diplômé de l'*American International High School* (Mons, Casteau, Belgique) ;
- 1974-1975 : licence de sciences politiques et relations internationales (Université de Bruxelles) ;
- 1977-1981 : maîtrise de droit international (Université de Bruxelles) ;
- 1977-1981 : licence de droit (Université de Bruxelles) {Prix René Marc} ;
- 1985 : Doctorat (Université de Bruxelles) {Prix Alice Seghers}

III. Activités professionnelles pertinentes

- a. *Activités judiciaires* : néant.
- b. *Activités juridiques non judiciaires* :

- Professeur (*professeur ordinaire*) : « Protection européenne et internationale des droits de l'homme » et « Droit constitutionnel » à l'Université de Bruxelles ('Université libre de Bruxelles') (depuis 1995)
- Professeur de droit public international à l'Ecole militaire royale de Belgique (depuis 2006)
- Membre du Barreau de Bruxelles (depuis 1991) : pratique du droit public, des droits de l'homme et du droit international.
- 1985-1986 : conseiller juridique parlementaire auprès du Sénat belge.
- Membre du comité scientifique de la « Revue trimestrielle des droits de l'homme » (Bruxelles), du « Journal de droit européen » (Bruxelles – 1995-2002), de la « Revue belge de droit constitutionnel » (Bruxelles).
- Cofondateur et rédacteur en chef de la revue belge franco-flamande Chroniques de droit public – Publiekrechtelijke Kronieken (1995-2003)
- Membre du conseil de la revue '*Chroniques de droit public – Publiekrechtelijke Kronieken* (depuis 2003)
- Membre de la « société française de droit international » (depuis 2000)

- c. *Activités professionnelles non juridiques* : néant.

IV. Activités et expérience en matière de Droits de l'Homme

- a. *Au niveau théorique*

- Depuis 1981, participe activement à l'enseignement et à la recherche dans le domaine des droits de l'homme, notamment de la Convention européenne des Droits de l'Homme, à l'Université de Bruxelles (Faculté de droit)

- Cours et conférences sur la Convention européenne des Droits de l'Homme au « Colegio de Mexico (1994), à l'Université Pantio d'Athènes (1993), au Département de Droit de la « Duke University » (stage de formation d'été en 1989) et à l'Académie royale de Belgique (1999)

- b. *Au niveau pratique*

Traitement de nombreuses affaires ayant trait aux droits de l'homme devant la Commission européenne des Droits de l'Homme, la Cour européenne des Droits de l'Homme, la Cour constitutionnelle belge, la Cour suprême administrative belge ainsi que la Cour internationale de Justice de La Haye (1 affaire) et la Commission des droits de l'homme des Nations unies (1 affaire).

c. *Autres activités liées aux droits de l'homme*

- Arbitre nommé par la Belgique eu égard à la dimension humaine de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE) (1993-2000)
- Vice-Président de l'Institut des droits de l'homme au Barreau de Bruxelles (1994- 2000)
- Expert du Conseil européen en matière de droits de l'homme (1992-1998) ; plusieurs missions dans les pays d'Europe orientale.
- Expert en plusieurs occasions auprès du Ministère belge de la Justice en matière de droits de l'homme (1998-...)
- Membre du Groupe d'études politiques européennes (Bruxelles) (1990-...)

V. Activités publiques

- a. *Charge publique* : néant
- b. *Postes pourvus par élection* : néant
- c. *Postes occupés dans un parti ou un mouvement politique* : néant.

VI. Autres activités

- a. *Domaine* : néant
- b. *Durée* : néant
- c. *Fonctions* : néant

Pour ce qui concerne mes activités actuelles (voir ci-dessus)

VII. Publications et autres travaux

- Les droits de l'homme à l'épreuve des circonstances exceptionnelles. Etude sur l'article 15 de la Convention européenne des droits de l'homme, Brussels, Bruylant, 1987, 427 p. { « *Human Rights under Exceptional Circumstances. Study on Article 15 of the European Convention on Human Rights* »};
- Regards sur la Constitution turque de 1982, Editions of the University of Ankara, 1988, 86 p. { « *Commentary of the 1982 Turkish Constitution* »};
- La compétence extra-territoriale à la lumière du contentieux sur le gazoduc euro-sibérien, Brussels, Editions de l'Université, Bruylant, 1984, 115 p. { « *Extraterritorial Jurisdiction in the Light of the dispute on Euro-siberian pipe-line* »};
- Convention européenne des droits de l'homme { « *European Convention on Human Rights* », (together with J. Baron Velu, Chief Advocate General at the Belgian Supreme Court and professor at the University of Brussels), Brussels, Bruylant, 1990, 1185 p. (new impression in 1995);
- Introduction au droit public { « *Introduction to Public Law* » }, volume I: Le système institutionnel { « *Institutional System* » }, Brussels, Kluwer - Story Scientia, 1994, 2d edition 300 p.; volume II, Les droits et libertés { « *Rights and Liberties* » }, 2003, (2^d edition), 235 p.
- Acting as editor: Les droits économiques, sociaux et culturels dans la Constitution { « *Economic, social and Cultural Rights in the Constitution* » }, Brussels, Bruylant, 1995, 320 p. ;
- Together with Els Witte, André Alen et Hugues Dumont, Bruxelles et son statut – Het Statut van Brussel, Brussels, { « *Brussels and its Statute* » }, De Boeck & Larcier, 817 p. ;

- Protection européenne et internationale des droits de l'homme, Brussels, Bruylant, 2006, 2d edition, 271 p. {« *European and International Protection of Human Rights*»}.

Plus de cent articles et notes en français et en anglais sur des questions relatives au droit public et administratif ainsi qu'au droit international public et privé.

VIII. Langues

Langues	Lu			Ecrit			Parlé		
	TB	B	AB	TB	B	AB	TB	B	AB
a. Première langue									
Turc	X			X			X		
b. Langues officielles									
Anglais	X			X			X		
Français	X			X			X		
c. Autres langues									
Néerlandais	X				X			X	
Allemand	X				X			X	
Italien	X				X			X	

IX. Autres informations pertinentes

Néant.

X. Je confirme que je transférerai ma résidence principale à Strasbourg au cas où je serais élu juge à la Cour européenne des Droits de l'Homme.

CURRICULUM VITAE
Arzu OGUZ

I. Etat civil

Nom, prénom : OĞUZ Arzu
Sexe : féminin
Date et lieu de naissance : 03.08.1963, Merzifon, Turquie
Nationalité : turque
Coordonnées : Université d'Ankara, faculté de droit
Cebeci/ANKARA/TURQUIE
Tél. : +90 312 363 40 50 / 2232
Fax : + 90 312 363 77 19
Mobile : + 90 533 331 03 80
Email: aoguz@law.ankara.edu.tr

II. Etudes, diplômes et autres qualifications

1997 Doctorat de droit privé, Université Ludwig–Maximilian Munich, Allemagne
Thèse sur « Probleme der Simulation in rechtshistorischer und rechtsvergleichender Sicht (les problèmes de la simulation du point de l'histoire du droit et du droit comparé) »

1989 Master en droit privé, Université d'Ankara, faculté de droit
Thèse sur « La responsabilité pour faute en droit romain et en droit turque contemporain ».

1986 Droit, Université d'Ankara, faculté de droit

Références universitaires

2005 Professeur de droit, Département de droit comparé, Université d'Ankara, faculté de droit
1999 Professeur associé, Département de droit romain, Université d'Ankara, faculté de droit
1997 Maître de conférences, Département de droit romain, Université d'Ankara, faculté de droit
1988 Assistant chercheur, Département de droit romain, Université d'Ankara, faculté de droit

Expérience professionnelle

DEPUIS 2005

Chef du département de droit comparé à la faculté de droit

DEPUIS 2000

Directrice du Centre de recherche sur la propriété intellectuelle et industrielle (FISAUM) à l'Université d'Ankara

DEPUIS 2000

Membre du directoire des Maisons d'étudiants d'Ankara

2004-2005

Représentante de la faculté de droit de l'Université d'Ankara pour le programme Erasmus

2000-2003

Membre du conseil de faculté de l'Université d'Ankara, faculté de droit

III. ACTIVITES PROFESSIONNELLES PERTINENTES

- Octobre 2006 Présentation sur le droit des marque turque au Congrès de la Deutsch-Türkisch-Juristenvereinigung e.V. (Association des juristes germano-turque), Augsburg, Allemagne
- Juin 2006 Présentation sur le droit de la propriété intellectuelle turc au Centre de recherche Rossendorf, Dresde
- Juin 2006 Recherche sur le droit comparé à l'Université Albert Ludwig de Fribourg, Allemagne

- Juillet 2006 Participante au XVII^e Congrès international de droit compare à Utrecht, Pays-Bas
- Été 2005 Recherche sur la Lex Mercatoria (droit commercial international), Pace University, New York, États-Unis

- Juillet 2004 Présentation au séminaire sur le thème « Traditionen im Umbruch – Die Reformen im türkischen Familienrecht (Bouleversement des structures traditionnelles : les réformes du droit de la famille turc »
Université Eberhard Karl Tübingen, Allemagne
- Trois semaines en juin et juillet 2003, participation au programme sur la propriété intellectuelle pour les visiteurs internationaux
Academy for Educational Development (Académie de formation professionnelle), USA
- Septembre 2000 Intervention sur le thème « Zur gemischten Schenkung, insbesondere unter Ehegatten (De la donation indirecte, notamment entre époux) » au Congrès de droit romain (SIHDA) sur « La vie juridique, sociale et politique des femmes dans l'antiquité »
- Juillet-Août 1998 / août 1999 / juillet-août 2002
Recherche sur le statut des étrangers et droit comparé
Institut Max Planck, Hambourg, Allemagne
- Juillet-août 2000 / janvier 2000 / juillet-août 2001
Recherche sur le droit romain
Institut Leopold Wenger, Munich, Allemagne

IV. Autres activités

Membre du directoire, Association des diplômés turcs des universités allemandes
Membre de la Deutsch-Türkisch-Juristenvereinigung e.V.

V. Publications et autres travaux

Articles

- Conflict of Laws in Cross-Border Environmental Pollution, Turkish Bar Union Review, 1991, p.23-46.
- Zur Behandlung von Formmängeln bei der Grundstücksveräußerung nach türkischem Recht, Rechtspflegerstudienhefte 1, 2000, s.1-7.
- Zur gemischten Schenkung, insbesondere unter Ehegatten, Annales de la Faculté de Droit D'Istanbul since 1951, İstanbul 2004, Vol. XXXVI, No.: 53, p.493-500.
- Die Entwicklung des Zivilgesetzbuches in der Türkei (Vom islamischen zum modernen Recht in der Türkei), JURA, Heft 6/ 2005, s.384-387.
- Das reformierte türkische Scheidungsrecht - Prinzipien, Scheidungsgründe und Scheidungsfolgen - (mit Ausnahme des nahehelichen Unterhalts), Zeitschrift für das gesamte Familienrecht, J. 2005/10, s.766-774.
- The Role of Comparative Law in Development of Turkish Civil Law, Pace International Law Review, 2005, Vol.XVII, No. II, p.373-386.

Livres

- Probleme der Simulation in rechtshistorischer und rechtsvergleichender Sicht (The Problems of Simulation From the View Point of History of Law and Comparative Law), Ankara 1998 (PhD Dissertation).
- Comparative Law, Concept, Aim and Functions, Method, History, The Legal Families of the World, Ankara 2003.

VI. Langues

Langues	Lu			Ecrit			Parlé		
	TB	B	AB	TB	B	AB	TB	B	AB
a. Première langue									
Turc	X			X			X		
b. Langues officielles									
Anglais		X			X			X	
Français									

c. Autres langues									
Allemand	X			X			X		
Latin		X							

VII. Je confirme que je résiderai en permanence à Strasbourg si je suis élue juge à la Cour européenne des Droits de l'Homme

Délégués des Ministres

Documents CM

CM(2007)89 8 juin 2007¹



COUNCIL OF EUROPE CONSEIL DE L'EUROPE

Committee of Ministers
Comité des Ministres

998 Réunion, 13 juin 2007

4 Droits de l'Homme

4.1 Cour européenne des Droits de l'Homme

Election de juges – Liste de candidatures au titre de l'Ukraine

¹ Ce document a été classé en diffusion restreinte le jour de la diffusion. Sauf si le Comité des Ministres en décidait autrement, il sera déclassifié en application des règles établies dans la Résolution Res(2001)6 sur l'accès aux documents du Conseil de l'Europe.

Traduction

REPRESENTATION PERMANENTE DE L'UKRAINE
AUPRES DU CONSEIL DE L'EUROPE

Le 29 avril 2007

Cher M. Boillat,

Me référant à la lettre du Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, Terry Davis, en date du 21 décembre 2006, demandant au gouvernement de l'Ukraine de désigner trois candidats pour l'élection d'un juge à la Cour européenne des Droits de l'Homme au titre de l'Ukraine, j'ai l'honneur de vous transmettre la lettre de M. Oleksandr LAVRINOVYCH, Ministre de la Justice de l'Ukraine, avec la liste des candidats pour ce poste. La lettre comporte également une description détaillée des procédures nationales de nomination.

Veillez également trouver ci-joint un curriculum vitae pour chaque candidat, la résolution du Conseil des Ministres de l'Ukraine concernant la sélection de candidats pour le poste de juge à la Cour européenne des Droits de l'Homme, la procédure de concours en vue de la sélection de candidats pour le poste de juge à la Cour européenne des droits de l'homme, les protocoles du bureau de vote du Comité de sélection et la liste des membres du Comité de sélection.

Veillez agréer, etc.

(signé)
Yevhen Perelygin
Représentant Permanent de l'Ukraine

M. Philippe Boillat
Directeur Général de la Direction des droits de l'homme
du Conseil de l'Europe
Strasbourg

Traduction

**MINISTERE DE LA JUSTICE
UKRAINE**

M. Philippe Boillat
Directeur Général de la Direction des
droits de l'homme
Secrétariat du Conseil de l'Europe.

Conseil de l'Europe F-
67075 Strasbourg Cedex

Cher Monsieur,

Par la présente, j'ai l'honneur d'informer le Conseil de l'Europe que le gouvernement de l'Ukraine a décidé de désigner

- M. Holovaty Serhiy
- M. Marmazov Vasyl
- Mme Yudkivska Ganna

comme candidats pour le poste de juge à la Cour européenne des droits de l'homme au titre de l'Ukraine.

Au cours du processus de sélection, le gouvernement de l'Ukraine s'est efforcé au maximum d'assurer la totale impartialité et transparence du processus. Le processus de sélection a été mené à bien par le comité de sélection mis en place par le gouvernement à cet effet en mars 2007 (voir résolution n°254 du Conseil des Ministres de l'Ukraine du 21 mars 2007, jointe en annexe).

Le comité était composé de représentants du Ministère de la Justice, du Ministère des Affaires étrangères, de la Cour constitutionnelle d'Ukraine, de la Cour suprême d'Ukraine, des commissions spécialisées de la Verkhovna Rada d'Ukraine, du Commissaire aux droits de l'homme du Parlement ukrainien et d'une organisation non gouvernementale ukrainienne.

Le comité de sélection a adopté le texte de l'avis de concours qui énonçait les conditions requises pour le poste de juge à la Cour européenne des droits de l'homme, lesquelles sont fixées dans la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales elle-même, et qui rappelait les recommandations et résolutions pertinentes des organes et des institutions du Conseil of Europe. L'appel à candidature a été publié au journal officiel « Uriadovyi Kurier » ainsi que sur le site Internet officiel du Ministère de la Justice. Les candidats potentiels avaient 30 jours pour postuler.

Cinq candidates et dix candidats ont donc postulé au cours du délai précité. Il faut faire remarquer que deux des candidates résident hors d'Ukraine ; en conséquence, on peut conclure que les informations sur le concours ont été correctement diffusées. Tous les candidats qui souhaitaient participer au concours, ont réussi le test prouvant leur niveau de connaissances en langue anglaise ou française et ont passé un entretien avec le comité de sélection. À l'issue de ces procédures, le comité de sélection, eu égard aux recommandations et résolutions pertinentes des organes et institutions du Conseil de l'Europe ainsi qu'aux conditions requises pour le poste de juge à la Cour européenne des droits de l'homme, fixées par la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, a sélectionné les trois candidats mentionnés par un vote à bulletin secret. Les résultats du vote figurent dans les protocoles du bureau de vote du comité de sélection qui sont joint en annexe.

Le gouvernement de l'Ukraine estime que les trois candidats désignés remplissent les conditions requises fixées par la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales ainsi que d'autres critères proposés par les organes et institutions du Conseil de l'Europe et, dès lors, invite le Comité des Ministres à transmettre la liste des candidats à l'Assemblée parlementaire. Le gouvernement de l'Ukraine espère que l'Assemblée parlementaire sera en mesure d'élire un juge à la Cour européenne des droits de l'homme au titre de l'Ukraine sur la liste précitée.

Vous pourrez trouver ci-joint, pour votre information, les curricula vitae en anglais des candidats désignés.

Annexes :

- 1) résolution n°524 du Conseil des Ministres d'Ukraine du 21 mars 2007;
- 2) le curricula vitae des trois candidats mentionnés ;
- 3) protocoles du bureau de vote du comité de sélection.
- 4) les membres du comité de sélection.

Formule de politesse

(signé)
Oleksandr Lavrynovych
Ministre de la Justice

CURRICULUM VITAE
Serhiy HOLOVATY

I. Etat civil

Nom, prénom	HOLOVATY Serhiy
Sexe	Masculin
Date et lieu de naissance	29 mai 1954, Odessa (Ukraine)
Nationalité	ukrainienne

II. Etudes et diplômes et autres qualifications

2002- 2003 juin-août	Chercheur dans le cadre du programme Fulbright, Faculté de droit de Yale, Université de Yale, Etats-Unis
2001	Professeur résident, Institut de droit public et de droit international comparé Max Planck, Heidelberg, Allemagne
1987 – 1990	Chargé de recherche confirmé, Institut des affaires économiques et sociales pour les pays étrangers, Académie nationale des sciences d'Ukraine.
1980 – 1987	Chargé de recherche débutant, Institut des affaires économiques et sociales pour les pays étrangers, Académie nationale des sciences d'Ukraine.
1977 – 1980	Université nationale Taras Shevchenko, Kiev, Troisième cycle en droit international public – Thèse en droit international.
1972 – 1977	Université nationale Taras Shevchenko, Faculté de relations internationales et de droit international.

III. Activités professionnelles pertinentes*a. Description des activités juridiques****Devant les tribunaux***

Avocat des tribunaux d'Ukraine, défenseur de requérants dans le domaine des droits de l'homme, notamment la mère du journaliste disparu Georgiy Gongadze

Avocat devant la Cour européenne des droits de l'homme (affaire *Melnychenko c. Ukraine*, arrêt du 19 octobre 2004 ; violation de l'article 3 du Premier protocole à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales)

Rédaction de la requête et représentation devant la Cour constitutionnelle d'Ukraine des députés ukrainiens sur l'inconstitutionnalité des dispositions du Code pénal ukrainien concernant la peine de mort (la peine de mort a été abolie par la Cour constitutionnelle en 1999 ; décision n° 11-pn/99, 29 décembre 1999)

Verkhovna Rada d'Ukraine

Depuis Mars 2007 Président de la Sous-commission (Commission de la Justice) sur la mise en œuvre des normes internationales et sur le contrôle parlementaire pour l'exécution des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme

Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

2003-2005; Membre de la Sous-commission sur l'élection des juges à la Cour européenne des

Doc. 11359

depuis 2006 droits de l'homme

b. *Description des activités juridiques non judiciaires*

Verkhovna Rada d'Ukraine

- 2002-2005 Président de la Sous-commission de droit constitutionnel de la Commission des questions juridiques de la *Verkhovna Rada*
- 1998-2002 Membre de la Commission des Affaires étrangères
- 1994 – 1996 Membre de la Commission constitutionnelle du Parlement d'Ukraine, chargée de rédiger la nouvelle Constitution ukrainienne, mise en place par le 2e Parlement de l'Ukraine indépendante
- 1990 – 1994 Membre du Groupe de Travail de la Commission Constitutionnelle du Parlement d'Ukraine qui a rédigé la nouvelle Constitution ukrainienne
- 1990 – 1994 Membre de la Commission constitutionnelle du Parlement d'Ukraine qui a rédigé la nouvelle Constitution ukrainienne, mise en place par le 1^{er} Parlement d'Ukraine

Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe :

- Depuis octobre 2006 Vice-Président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe
- 1998 – 2005 Membre de la Commission des questions juridiques et des droits de l'homme
depuis 2006
- 2005 Président de la Commission des questions juridiques et des droits de l'homme et membre de plein droit des sous-commissions sur les droits des minorités et sur le droit pénal et la criminologie
- 2002 – 2005 Membre de la sous-commission des droits de l'homme
- 2000 - 2005; Membre de la Commission de suivi ; Rapporteur pour avis sur l'adhésion
depuis 2006 du Monténégro au Conseil de l'Europe
- Jan2002- Président de la Commission du règlement et des immunités
Jan2005
- Depuis 2006 Membre de la Commission du règlement et des immunités
- 2004 - 2005 Membre du Bureau et de la Commission Permanente de l'Assemblée
depuis 2006 parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE)
- depuis 2006 Membre de la Commission des questions politiques

Commission européenne pour la démocratie par le droit (Commission de Venise) :

- Mars 2007- Membre du Bureau de la Commission européenne pour la démocratie par le droit
aujourd'hui (Commission de Venise) Conseil de l'Europe
2005 (fév.) Renommé membre de la Commission de Venise
- 1995-2000 Membre de la Commission de Venise
- 1997-2000 Vice-Président et membre du Bureau de la Commission de Venise

Conseil des Ministres d'Ukraine :

- 1997 Président du Groupe de Travail du Conseil des Ministres sur la rédaction d'un nouveau Code administratif
- 1997 Président du Groupe de Travail chargé d'élaborer un Programme National Anti-Corruption « Mains Propres »

Initiatives Législatives :

- Oct. 2006 Rédaction d'une résolution de la *Verkhovna Rada* sur l'exécution des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme (rejetée par le Parlement en novembre 2006)
- Avril 2005 Rédaction d'une nouvelle version de la loi sur l'exécution des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme (approuvée par le Parlement le 23 février 2006; en vigueur depuis le 30 mars 2006)
- Juin 2000 Rédaction du projet de loi sur l'exécution des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme (approuvé par le Parlement le 23 juillet 2001 et ayant fait l'objet du veto du Président Leonid Kuchma avant l'entrée en vigueur définitive du texte)
- Avr. 1997 Rédaction du Programme National Anti-Corruption, approuvé par le décret du Président du 10 avril 1997
- Nov. 1994-
Juin 1995 Initiateur et membre de la Commission de Conciliation qui a rédigé l'Accord constitutionnel (Petite Constitution de l'Ukraine) signé par le Président et la Verkhovna Rada puis voté par le Parlement le 8 juin 1995
- Déc. 1993 Rédaction de la loi sur les traits internationaux, votée par le Parlement d'Ukraine, décembre 1993
- Nov. 1992 Rédaction de la loi sur la délégation de compétences législatives au pouvoir exécutif pour les questions relatives à la réforme économique, 18 novembre 1992.
- Sept. 1991 Rédaction de la loi sur les successions légales en Ukraine, 12 septembre 1991
- Août 1991 Aide à la rédaction de la loi sur l'indépendance de l'Ukraine, 24 août 1991
- Juillet 1990 Aide à la rédaction de la Déclaration de Souveraineté de l'Ukraine, 16 juillet 1990

Autres activités :

1981—1988 Chargé de cours à la Chaire de Droit International, Université d'État Taras Shevchenko de Kiev

IV. Activités et expérience dans le domaine des droits de l'homme

a. Activités devant les tribunaux de droit commun

Avocat devant les tribunaux d'Ukraine, défenseur de requérants dans le domaine des droits de l'homme, notamment la mère du journaliste disparu Georgiy Gongadze

Avocat devant la Cour européenne des droits de l'homme (affaire *Melnychenko c. Ukraine*, arrêt du 19 octobre 2004; violation de l'article 3 du Premier protocole à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales)

b. Activités devant la Cour Constitutionnelle d'Ukraine

Rédaction de la requête et représentation devant la Cour Constitutionnelle d'Ukraine des députés ukrainiens sur l'inconstitutionnalité des dispositions du Code pénal ukrainien concernant la peine de mort (la peine de mort a été abolie par la Cour Constitutionnelle en 1999; décision n° 11-pn/99, 29 décembre 1999)

c. *Activités à la Commission Nationale pour le Renforcement de la Démocratie et l'État de droit*

Supervision de la préparation de la *Doctrine pour l'Amélioration du Système Judiciaire et la Garantie d'un Procès Équitable en Ukraine conformément aux normes européennes* (approuvée par le décret du Président de l'Ukraine le 10 mai 2006)

Supervision de la préparation de la *Doctrine pour la Politique de l'État dans le domaine de la Justice Pénale* (approuvée par la Commission Nationale en mars 2007)

d. *Activités à l'APCE*

Rapporteur sur la *coexistence de la Convention des droits de l'homme et des libertés fondamentales de la Communauté des États indépendants et de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales* (Doc. 9075, 3 mai 2001)

Rédaction de propositions pour une résolution sur *l'Équilibre institutionnel au Conseil de l'Europe* (Doc. 10106, 11 mars 2004) ; et pour une résolution sur *Le principe de l'État de droit* (Doc. 10180, 6 mai 2004) ; et pour une résolution sur *vers la dépénalisation de la diffamation* (Doc. 10531, 27 Avril 2005)

e. *Cours*

Chargé de cours, École de la magistrature d'Ukraine, dans le domaine de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme (2005-2006)

V. Activités publiques

a. *Postes dans la fonction publique*

Depuis 2005 Président de la Commission Nationale pour le Renforcement de la démocratie et de l'État de Droit

1995-1997
2005-2006 Ministre de la Justice de l'Ukraine

1996-1997 Membre du Conseil de Sécurité Nationale et de Défense de l'Ukraine Jan.-sept. 2006

b. *Mandats électifs*

Membre de la Verkhovna Rada (Parlement d'Ukraine) – Élu en 1990 et réélu en 1994, 1998, 2002, 2006

c. *Fonctions exercées au sein d'un parti ou d'un mouvement politique*

2007 Membre du bureau du Groupe ALDE à l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe

1994-1995 Membre de la direction du « Groupe Réforme » au Parlement ukrainien.

1989-1994 Membre du Comité Central du Mouvement Populaire d'Ukraine (Rukh)

VI. Autres activités

Depuis 1992 Président de la Fondation Juridique ukrainienne

Depuis 1999 Membre du Bureau de l'Association ukrainienne de Droit International

1995-2000 Président de la Commission ukrainienne de Terminologie Juridique
 1990 – 1995 Président de l'Association des Juristes ukrainiens
 1992 – 1994 Président du Congrès mondial des Juristes ukrainiens
 1993 – 1995 Membre du Conseil Consultatif de l'Institut de Politique Constitutionnelle et Législative (Budapest)

VII. Travaux et publications

État de droit. — Livre (trois volumes). — Kiev, 2006. — LXIV, 1747 p. (*en ukrainien*)
 (Book One. Rule of Law: from idea to doctrine. Book Two. Rule of Law: from doctrine to principle. Book Three. Rule of Law: Ukrainian experience)

Judgments of the European Court of Human Rights: Peculiarities of National Execution (with the Melnychenko v. Ukraine judgment taken as an example). — In: Case law of the European Court of Human Rights. Judgments. Commentaries. — 2005. — No. 3 (27) (*in Ukrainian*)

Abolition of the death penalty in Ukraine — difficulties real or imagined? — In: The death penalty. Abolition in Europe. Strasbourg: Council of Europe Publishing, 1999.

New Possibilities for the Protection of Human Rights in Ukraine. — In: Case law of the European Court of Human Rights. Judgments. Commentaries. — 1999. — No. 1 (*in Ukrainian and English*)

Freedom of Conscience in Ukraine and the Violation of Human Rights. — In: Human Rights in Ukraine: Yearbook. 1993. (*in Ukrainian and English*).

Do we pursue the goal to have double standards in human rights protection // Statement [of the Chairman of the PACE's Committee on Legal Affairs and Human Rights] at 26th Conference of the European Ministers of Justice. 7-8 April, 2005. Helsinki, Finland.

Defamation: Law and Practice // Contribution to the Seminar for the Chairpersons and members of parliamentary human rights bodies on freedom of expression (Organised jointly by the Inter-Parliamentary Union and Article 19). Geneva. IPU Headquarters, 25-27 May 2005.

Case law of the European Court of Human Rights. Judgments. Commentaries (Quarterly Journal). — Chairman of the Editorial Board (1999-2007).

The Ukrainian Journal of Human Rights. — Member of Editorial Board (1994-1999).

VIII. Langues

Langues	Lu			Ecrit			Parlé		
	TB	B	AB	TB	B	AB	TB	B	AB
a. Première langue									
Ukrainien	X			X			X		
b. Langues officielles									
Anglais	X			X			X		
Français			X			X			X
c. Autres langues									
Russe	X			X			X		

IX. Je confirme que je m'installerais de manière permanente à Strasbourg au cas où je serais élu juge à la Cour.

CURRICULUM VITAE
Vasyl MARMAZOV

I. Etat civil

Nom, prénom	MARMAZOV Vasyl
Sexe	Masculin
Date et lieu de naissance	20 janvier 1962, Donetsk (Ukraine)
Nationalité	ukrainienne

II. Etudes et diplômes et autres qualifications

Depuis 2000	Poursuit son doctorat à l'Université Nationale Taras Shevchenko de Kiev
2000	Institut International des Droits de l'Homme (Strasbourg)
1995 - 1996	Chargé de cours au British Council, Sidney Sussex College, Cambridge, Angleterre
1993	Professeur de droit invité, London School of Economics, Angleterre
1998	Université Nationale Taras Shevchenko, Kiev, Troisième cycle en droit — Doctorant (Thèse — Droit), Maître de conférence
1979 - 1984	Université Nationale Taras Shevchenko, Faculté de droit, Licence en droit

III. Activités professionnelles pertinentes

2006 -	Ministre délégué, Ministère de l'Intérieur de l'Ukraine
2005 - 2006	Avocat Associé, Cabinet d'avocats YURIS (Membre du Consortium de droit international des affaires), Kiev, Ukraine
2003 - 2005	Ministre délégué, Ministère de la Justice de l'Ukraine
2001	Juriste temporaire, Greffe, Cour européenne des droits de l'homme, Strasbourg, France
1993 - 2003	Avocat Associé, Cabinet d'avocats YURIS (Membre du Consortium de droit international des affaires), Kiev, Ukraine

Autres :

1991 – 1993	Doyen adjoint, Faculté de droit, Université Taras Shevchenko de Kiev
1986 – aujourd'hui	Maître de conférence (Professeur adjoint), Faculté de droit, Université Taras Shevchenko de Kiev

IV. Activités et expérience dans le domaine des droits de l'homme

2001	Juriste temporaire, Greffe, Cour européenne des droits de l'homme, Strasbourg, France
------	---------------------------------------------------------------------------------------

V. Autres activités

Affiliation

Cour d'arbitrage de la Chambre de Commerce Internationale (2000-2005)

Barreau de Kiev

Union des Avocats d'Ukraine Association internationale du Barreau

Président de la Commission d'arbitrage international de l'Ukraine, CCI,

Forum de la CCI sur les questions d'arbitrage et de nouveaux domaines

Coordinateur de la Section Juridique, Réseau professionnel britannico-ukrainien, British Council,

Kiev, Ukraine

Sous-commission « Justice, Liberté et Sécurité », Commission sur la coopération Ukraine — UE

Conseil national sur l'harmonisation de la législation nationale par rapport à la législation de l'UE

Délégation de l'Ukraine pour la négociation des nouveaux accords renforcés UE-Ukraine

VI. Travaux et publications

Livres

1. Marmazov V.Y., Piliayev I.S. Ukraine and the Council of Europe: legal issue of co-operation. — K.: Venturi., 1999. — 400 p. — independently — 154 p.
2. Marmazov V.Y., Piliayev I.S. Council of Europe: political and legal mechanism of integration. — K.: Publishing House "Yurydychna Knyga", 2000.- 472 p. - independently — 113 p.
3. Marmazov V.Y., Pushkar P.V. Protection of individual and proprietary rights in the European Court of Human Rights. — K.: Publishing House "Yurydychna Knyga", 2001. — 160 p. - independently — 19 p.

Articles

1. Marmazov V.Y. Principles of the European contract law. Alternative or progenitor of the European legislation // Bulletin of Taras Shevchenko Kyiv National University. Law sciences. — Issue No 41. — K., 2001. — p. 55 - 66.
2. Marmazov V.Y., Pushkar P.V. Some peculiarities of the property rights protection in accordance with the articles 1 of the First Protocol of the European Convention for the Protection of Human Rights Practice of the European Court of Human Rights. Decisions. Comments. — Issue No 4 - K., 2001, - p.
3. Marmazov V.Y. The principle of proportionality in the practice of cases consideration by the European Court of Human Rights // Actual problems of the international relations. Collection of scientific works (Taras Shevchenko Kyiv National University. Institute of International Relations). — Issue No 34, Part 1. - K., 2002, - p. 138 – 143.
4. Marmazov V., Pakanai I. Execution of the decisions of the international and foreign courts in Ukraine // Law Magazine. — No 1. - K., 2002, - p. 66 – 68.
5. Marmazov V. Interrelation between the Constitutional jurisprudence and the jurisprudence of the European Court of Human Rights, Bulletin of the Constitutional Court of Ukraine. — No 2. - K., 2002, - p. 73 – 75.
6. Marmazov V. The European Convention for the protection of human rights and fundamental freedoms and coures interpretation // Law of Ukraine. — No 10. - K., 2002, - p. 33 – 35.
7. Khurdish O.K., Marmazov V.Y., Shabunina V.Y. Law and languages in Europe: problems of mutual relations and links // Language and culture.- Issue No 4. — Vol. I I/1. — K., 2002. — K., 2002. — p. 159 -169.
8. Marmazov V. "Sovtransavto-holding" vs Ukraine and some aspects of the unexpectedness of the practice of the European court of human rights // Advocate- No 4-5.- K., 2002. — p. 47 – 49.
9. Marmazov V. Principle of the rule of law in the practice of the European Court of Human Rights // Advocate- No 6. — K., 2002. — p. 15 -16.
10. Marmazov V.Y. Looking for the consensus with the national law systems as the method of interpretation of the Convention for the protection of human rights and fundamental freedoms // Chronicles of the Kyiv University of Law. — No 4. — K., 2002. — p. 80 – 83.

11. Marmazov V. Method of the efficiency as the mean of widening of the potential of the Convention of the protection of human rights and fundamental freedoms concerning the economic and social rights // Practice of the European Court of human rights. Decisions. Comments. – No 4. – K., 2002. – p. 215 – 222.
12. Marmazov V.Y. European Court of human rights as the control mechanism in the sphere of human rights protection // Actual problems of the politics. Collection of the scientific works. – Issues No 13-14 – Odessa: Juridical literature, 2002. – p. 260 - 265.
13. Marmazov V.Y. Problems of the views expressions in the practice of the European Court of human rights // Political issues of the current importance. Collection of the scientific works. - Issue 15. – Odessa: Juridical literature, 2002. – p. 443 - 447
14. Marmazov V.Y. Method of the evolutional interpretation of the Convention for the protection of human rights and fundamental freedoms // Ukrainian law. – Ukrainian legal foundation. - 2002.-1 (17), p. 167 - 170.
15. Marmazov V.Y. Protection of the civil rights by the arbitration courts // Protection of civil rights by the arbitration courts.- Nikolaiev, 2003. – p. 78 – 88.
16. Marmazov V. Peculiarities of the narrow interpretation of the provisions of the European Convention for the protection of human rights and fundamental freedoms with a view to securing human rights // Advocate – No 1. – K., 2003.- p. 18 - 19.
17. Marmazov V. Principle "stare decisis" and the dynamics of the practice of the European Court of human rights// Law of Ukraine. – No2. – K., 2003. – p. 140 – 142.
18. Marmazov V. Lessons of the European law – 2 // Juridical magazine – No 2 (8). – K.2003. – p. 127 - 128.
19. Marmazov V.Y. Right of the access to the court and the right for the effective consideration of the appeals in the practice of the European Court of human rights // State and law. Collection of the scientific works. - Issue No 19.- K., 2002. – p. 510 - 513.
20. Marmazov V.Y. Peculiarities of the interpretation of the articles 8-11 of the European convention for the protection of human rights and fundamental freedoms 1/ Problems of International relations issues. Collection of the scientific works. (The Taras Shevchenko Kyiv National University, Institute of the International relations). – Issue No 33, Part 1. – K., 2002, - p.155 – 157.
21. Marmazov V.Y. Opinions of judges as a restrictive element of the dynamic interpretation of the European Convention for the protection of human rights and fundamental freedoms // Research bulletin of the Diplomatic Academy of Ukraine. – Issue No 8. – K., 2003.
22. Marmazov V.Y. Method of the autonomous interpretation of the Convention for the protection of human rights and fundamental freedoms // Legal State. Collection of the research works. – Issue 14. – K., 2002 – p. 459 – 466.
23. Marmazov V.Y. Protection of the economic and social rights in the practice of the European Court of Human Rights // Bulletin of the Taras Shevchenko Kyiv National University. Law sciences. – Issue No 52. – K., 2002.
24. Marmazov V.Y. Some aspects of unexpectedness of the practice of the European Court of Human Rights // Bulletin of the Taras Shevchenko Kyiv National University. Law sciences. – Issue No 53. – K., 2002.
25. Marmazov V.Y. The non-legal elements in the interpretation of the European Convention for the protection of human rights and fundamental freedoms // Bulletin of the Taras Shevchenko Kyiv National University. Law sciences. – Issue No 54 – K., 2002.
26. Marmazov V.Y. The principle of pluralism in the practice of the interpretation of the European Convention for the protection of human rights and fundamental freedoms // Bulletin of the Taras Shevchenko Kyiv National University. Law sciences. – Issue No 55 – K., 2002.
27. Marmazov V.Y. Methods of the dynamic interpretation of the Convention for the protection of human rights and fundamental freedoms // European Court of Human Rights. Basic documents. Practice application. – K.: Ukrainian legal centre, 2003.
28. Marmazov V.Y. To the issue of the teleological interpretation of the European Convention for the protection of human rights and fundamental freedoms // Advocate – No 4. – K., 2003.
29. Marmazov V.Y. Method of efficiency in the practice of the European Court of Human Rights by the example of interpretation of the notion "victim" // Law Bulletin. - No 3. – Odessa, 2003.

Theses of the speeches at the research conferences

1. Marmazov V.Y. Incorporation of the norms of the European Convention for the protection of human rights into the legislation of Ukraine // Materials of the international conference "Europe, Japan, Ukraine: the ways of democratization the state and legal systems." – K., 2000. – p. 197 - 203.
2. Marmazov V. On the implementation of the norms of the European Convention for the protection of human rights into the legislation of Ukraine // Materials of the international conference "Actual problems of the rule of law state formation in Ukraine. On occasion of the 50 ~ anniversary of the Convention for the protection of human rights and fundamental freedoms: in 2 parts. – Part 1 / Edited by prof. M. Panov. – Kharkiv.: National Academy of Law of Ukraine, 2000. – p. 139 - 143.
3. Marmazov V. Peculiarities of the teleological interpretation of the European Convention for the protection of human rights // The problems of the creation of the human rights protection in Ukraine. Materials of the IX Regional Conference. – Lviv, 2003. – p. 30 -32.

Remark: all publications done in Ukrainian

VII. Langues

Langues	Lu			Ecrit			Parlé		
	TB	B	AB	TB	B	AB	TB	B	AB
a. Première langue									
Ukrainien	X			X			X		
b. Langues officielles									
Anglais	X			X			X		
Français			X			X			X
c. Autres langues									
Russe	X			X			X		

CURRICULUM VITAE
Ganna YUDKIVSKA

I. Etat civil

Nom	YUDKIVSKA Ganna
Sexe	Féminin
Date lieu de naissance	5 juillet 1973, Kiev (Ukraine)
Nationalité	ukrainienne

II. Etudes et diplômes et autres qualifications

Etudes principales :

- 2005 - 2007 Troisième cycle à l'École d'Avocats d'Ukraine, Thèse de doctorat intitulée *Droits des accusés dans la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme et procédure pénale en Ukraine.*
- 2005 - 2007 Université Robert Schumann (Strasbourg),
Maîtrise de droit (LLM) et en études européennes (Master 2, admise avec mention).
(Spécialisation —Droits de l'homme en Europe), avec une thèse intitulée
Présomption d'innocence dans la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme.
- 1998 - 2003 Université Nationale Taras Shevchenko de Kiev, Faculté de Droit, Licence en droit
(admise avec mention).
- 1990 -1995 Université technique d'État de Construction et d'Architecture de Kiev, Diplôme
d'ingénieur.

Perfectionnement :

- 1999 *École des droits de l'homme,*
Commission Helsinki pour les droits de l'homme, Pologne, Varsovie.
- 2001 *Formation diplomatique* du Ministère des Affaires étrangères d'Israël, Jérusalem.
- 2004 *Programme régional de perfectionnement sur les droits de l'homme,*
Institut des droits de l'homme et du droit humanitaire Raoul Wallenberg, Lund, Suède.
- 2004 *Formation pratique sur les procès internationaux en matière de droits de l'homme,*
Comité néerlandais Helsinki et Interights, Soesterberg, Pays-Bas.

III. Activités et expérience professionnelles pertinentes dans le domaine des droits de l'homme

- Depuis 05/2005 *Juriste,*
Greffe de la Cour européenne des droits de l'homme.
- 09/2003 – 05/2005 *Avocat,*
Conseil des avocats de Pechersk, Kiev
(représentation juridique dans des affaires pénales et civiles).

- 09/2003 – 05/2005 *Expert*,
Groupe Kharkiv pour la protection des droits de l'homme
(Projet « L'Ukraine contre la torture » - enseignement des normes européennes de protection contre la torture lors de séminaires pour avocats et juges, représentation juridique de victimes de la torture).
- Juriste*,
« Fondation pour l'assistance juridique aux victimes d'atteintes aux droits de l'homme », Union ukrainienne Helsinki pour les droits de l'homme
- 03/2001 – 09/2003 *Avocat collaborateur*,
Conseil des avocats de Pechersk, Kiev
(collaborateur de M. Grigoriy Ginzburg, Juriste émérite d'Ukraine).
- 03/2002 – 09/2003 *Conseiller juridique*, Avigale Ltd.
- 05/2000 – 03/2002 *Directeur*,
Projet « Leçons de Tolérance dans les écoles ukrainiennes. »
(développement du cours intitulé « Questions de Tolérance dans les minorités ethniques d'Ukraine » pour les établissements d'enseignement secondaire, concours annuel entre adolescents pour la meilleure recherche sur la tolérance).
- 05/1996 – 01/2001 *Représentante et Coordinatrice Régionale en Ukraine et en Moldova*
de la Fondation d'Histoire Visuelle des Survivants de la Shoah (appelée désormais Fondation Steven Spielberg – Institut de la Shoah de l'Université de Californie du Sud, depuis 2001 – consultant).
(recherches sur les phénomènes de génocide, d'intolérance, de discrimination et de racisme).

IV. Qualification professionnelle et affiliation

Avocat (admise à l'examen du barreau en 2003)
Membre du Barreau d'Ukraine.

V. Publications

1. « *Court of Justice of the European Communities and European Court of Human Rights: two ways of human rights protection* ». « *Advocat* » Legal Magazine, N2 2, 2006.
2. « *Presumption of Innocence v. Freedom of Expression. Scope of media coverage of pending criminal proceedings in the case-law of the European Court of Human Rights* ». « *Bulletin of the Supreme Court of Ukraine* », Ns 1, 2007.

VI. Langues

Langues	Lu			Ecrit			Parlé		
	TB	B	AB	TB	B	AB	TB	B	AB
a. Première langue									
Ukrainien	X			X			X		
b. Langues officielles									
Anglais	X			X			X		
Français		X				X		X	
c. Autres langues									
Russe	X			X			X		

VII. Je confirme que je m'installerais de manière permanente à Strasbourg au cas où je serais

Doc. 11359

élue juge à la Cour.

II. Candidats présentées par le Gouvernement de la Bulgarie

Lettre du Secrétaire Général du Conseil de l'Europe au Président de l'Assemblée parlementaire, en date du 13 avril 2007

TRADUCTION

Monsieur le Président,

Renouvellement partiel de la Cour européen des Droits de l'Homme

Suite à une décision prise hier par les Délégués des Ministres, je vous écris afin d'attirer l'attention de l'Assemblée parlementaire sur la liste des candidats soumise par le Gouvernements de la Bulgarie.

Cette liste de candidats ainsi que les curricula vitae des candidats sont présentés dans le document joints, étant entendu que cette communication résulte de la nomination de candidats par la Haute Partie contractante ci-dessus nommée, en conformité avec ses obligations en vertu de l'article 22 paragraphe 1 de la Convention européenne des Droits de l'Homme.

...

Signé:

Terry Davis

Décision des Délégués des Ministres du 11-12 juillet 2007

1002e réunion – 11-12 juillet 2007

Point 4.8

**Cour européenne des Droits de l'Homme –
Renouvellement partiel de la Cour
(CM(2007)113)**

Décisions

Les Délégués

1. prennent note de la liste de candidats à l'élection des juges de la Cour européenne des Droits de l'Homme présentée au titre de la Bulgarie ;
2. conviennent de porter cette liste de candidats à l'attention du Président de l'Assemblée parlementaire.

Délégués des Ministres

Documents CM

CM(2007)113 6 juillet 2007¹

1002 Réunion, 11 juillet 2007

4 Droits de l'Homme

4.8 Cour européenne des Droits de l'Homme

Election de juges – Liste de candidatures au titre de la Bulgarie

¹ Ce document a été classé en diffusion restreinte le jour de la diffusion. Sauf si le Comité des Ministres en décidait autrement, il sera déclassifié en application des règles établies dans la Résolution Res(2001)6 sur l'accès aux documents du Conseil de l'Europe.

Doc. 11359

De : Bulgarie [mailto:bulgarie@noos.fr]

Envoyé le : lundi 18 juin 2007 16:00

A : philippe.boillat@coe.int

Cc : PALMER Simon; Emanuela Tomova

Objet : transmission de la liste des candidats bulgares au poste de juge à la Cour européenne des Droits de l'Homme

Le 18 juin 2007

Monsieur le Directeur Général,

Me référant à la lettre du Secrétaire Général, M. Terry Davis, du 21 décembre 2006, relative à l'expiration du mandat de Mme Snéjana Botoucharova, juge à la Cour européenne des Droits de l'Homme, le 31 octobre prochain, j'ai l'honneur de vous transmettre la liste de candidats au titre de la Bulgarie. Les candidats sont présentés par ordre alphabétique comme suit :

- M. Margarit Nikolov Ganev ;
- Mme Momiana Martinova Guneva ;
- Mme Snejinka Nikolova Sapundjieva.

Veillez trouver ci-joints les curricula vitae des trois candidats.

Les annexes comprennent les CV des candidats - à commencer par les CV en langue bulgare et à partir de la page 28 - les CV en anglais et/ou français.

En vous souhaitant bonne réception, je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur Général, l'expression de mes salutations distinguées.

CURRICULUM VITAE
Margarit GANEV

I. Etat civil

Nom, prénom : GANEV Margarit
 Sexe : Masculin
 Date et lieu de naissance: Le 13 mai 1959, Popovo, Bulgarie
 Nationalité : Bulgare

II. Etudes et diplômes, et autres qualifications

Depuis 2007 Chargé de cours de droit international et des relations internationales

1991-1995 Institut des sciences juridiques, Académie des sciences de Bulgarie - Chargé de recherches

1989-1991 Institut des sciences juridiques, Académie des sciences de Bulgarie - Juriste - chercheur
Docteur en droit

1986-1989 Institut des sciences juridiques, Académie des sciences de Bulgarie - Etudes doctorales

1985-1986 Tribunal régional de Sofia - Candidat judiciaire

1980-1985 Université de Sofia "St. Clément d'Ochride", Faculté de droit - Magistère en droit

1978-1980 Ecole des officiers de réserve
Ecole militaire supérieure, Chaire de sciences publiques
Grade militaire - capitaine de réserve

1974-1978 Ecole de langues étrangères "Zahari Stoyanov", Sliven

III. Activités professionnelles pertinentes*a. Description des activités juridiques*

Depuis 2004 Cour Permanente d'Arbitrage de La Haye - Membre du groupe national bulgare
 Depuis 2002 Cour d'arbitrage près de la Bourse de valeurs de Bulgarie - Vice-président
 Depuis 1996 Barreau de Sofia - Avocat

*b. Description des activités juridiques non judiciaires**- Activités académiques*

Depuis 2003 Université libre de Bourgas - Professeur de droit international humanitaire
 Depuis 2001 Université libre de Bourgas - Professeur de droit des organisations internationales
 1999-2000 Université d'économie nationale et internationale - Professeur
 1996-1997 Université de Sofia, Faculté d'économie - Professeur
 Depuis 1996 Université libre de Bourgas - Professeur de droit diplomatique et consulaire
 1991-1993 Université de Sofia, Faculté du journalisme et de la communication de masse - Professeur
 Depuis 1993 Université libre de Bourgas - Professeur de droit public international

- Autres activités

Depuis 2002	Association mondiale de droit international, Comité « Cour pénale internationale » - Membre
2001-2004	Institut international de la santé publique et de l'assurance médicale à Sofia - Directeur de la Direction de droit
Depuis 1998	Institut de Droit international – Sofia – Fondateur et co-président

c. *Description des activités professionnelles non juridiques* : Aucune

IV. Activités et expérience dans le domaine des droits de l'homme

Depuis 2004, en tant que vice ministre de la justice, je remplis des fonctions liées aux problèmes de la sauvegarde des droits de l'homme.

Actuellement, je suis responsable administratif du Département « Représentation processuelle de la République de Bulgarie devant la Cour européenne des Droits de l'Homme » auprès du Ministère de la justice.

Je suis responsable des directions suivantes du Ministère de la justice donc les activités sont étroitement liées à l'application des normes internationales en matière de droits de l'homme et à la conformité de la législation bulgare avec ces normes : Direction « Conseil législatif », Direction « Coopération internationale et intégration européenne », Direction « Protection de l'enfant par le droit international et adoptions internationales ». En 2005, suite à une initiative de ma part, la Direction « Adoptions internationales » fut transformée en Direction « Protection de l'enfant par le droit international et adoptions internationales » et elle a commencé à appliquer les normes internationales de droit relatives à la protection des enfants.

En tant que professeur universitaire, j'ai acquis de l'expérience et des connaissances approfondies en matière de droit international. Actuellement je fais des cours sur le droit international humanitaire et des droits de l'homme.

En 1992, j'étais co-auteur de l'un des premiers recueils consacrés aux droits de l'homme qui englobait tous les actes de base de l'ONU relatifs à la prévention de la discrimination, l'esclavage et le travail forcé ; l'interdiction de la torture ; la protection du droit de vie, de liberté et de sécurité ; le droit d'expression, de pensée et de religion ; le droit au respect de la vie privée et familiale, etc. Cette activité importante a sans doute contribué à la sensibilisation de l'opinion publique en ce qui concerne les questions des droits de l'homme.

En 1998, je suis devenu l'un des fondateurs et co-président de l'Institut de droit international à Sofia. Cet institut est l'une des organisations non gouvernementales les plus importantes en Bulgarie dans le domaine du droit international et la jurisprudence internationale.

V. Activités publiques

a. *Postes dans la fonction publique*

Depuis 2004 Ministère de la justice - Vice ministre de la justice

b. *Mandats électifs*

Depuis 2007 Membre du Conseil national pour la protection de l'enfant
Depuis 2005 Membre de la Commission nationale pour le combat contre la traite humaine
1997-2004 Université libre de Bourgas - Vice doyen du Faculté du droit, responsable des recherches scientifiques et des relations internationales
Depuis 1994 Association bulgare de droit international - Secrétaire général
Ex officio membre du Conseil exécutif de l'Association internationale de droit à Londres

c. *Fonctions exercées au sein d'un parti ou d'un mouvement politique* : Aucune

VI. Autres activités : Aucune

VII. Travaux et publications

1. « Le traité de Berlin et le régime des capitulations en Bulgarie après la Libération » dans le journal « Pensée juridique », livre 3, 1986, Sofia, p. 27-37 (coauteur Mihail Mihailov).
2. « Les droits et libertés constitutionnels en République de Bulgarie et les obligations internationales du pays » dans « La Constitution de 1991 et la participation de la Bulgarie dans les conventions internationales », éd. "Sibi", Sofia, 1992, p. 99-120.
3. « Les traités internationaux de la Bulgarie après les guerres Balkaniques et leurs répercussions sur « la question de la Thrace" dans le « Recueil juridique », livre VII, 1997, Université libre de Bougas, p. 38-54.
4. « Les garanties de la protection des droits de l'homme dans les conventions internationales de la Bulgarie pour l'extradition » dans le « Recueil juridique », livre IX, 1998, Université libre de Bougas, p. 158-191.
5. « La codification et le développement progressif du droit international » dans le « Recueil juridique », livre X, 1999, Université libre de Bougas, p. 61-112.
6. « Le système du droit international pour la préservation de la paix et la sécurité mondiales aux portes du nouveau siècle et des nouvelles provocations » dans « Ouvrages de droit international », livre V, 2000, Sofia, Association bulgare de droit international, p. 113-164.
7. « Formes d'organisation de base de la coopération européenne et euro-atlantique et la participation de la République de Bulgarie » dans « Ouvrages de droit international », livre VI, 2003, Sofia, Association bulgare de droit international, p. 151-250.
8. « Le développement historique et la réalisation de l'idée pour une justice pénale internationale permanente » dans le recueil « La justice internationale pénale dans le contexte de la législation bulgare », éd. de l'Association « Transparence sans frontières », Sofia, 2004, p. 5-16.

VIII. Connaissances linguistiques

Langues	Lu			Ecrit			Parlé		
	TB	B	AB	TB	B	AB	TB	B	AB
a. Langue maternelle Bulgare									
b. Langues officielles									
Français	X			X			X		
Anglais		X				X			X
c. Autres langues									
Russe	X			X			X		
Italien			X			X			X

IX. Autres éléments pertinents

X. Par la présente, je confirme que je suis disposé à résider en permanence à Strasbourg si je suis élu juge à la Cour européenne des Droits de l'Homme.

CURRICULUM VITAE
Momiana Martinova GUNEVA

I. Etat civil

Nom, prénom : Guneva, Momiana Martinova
 Sexe : féminin
 Date et lieu de naissance : 7 janvier 1951, Pleven (Bulgarie)
 Nationalité : bulgare

II. Etudes et diplômes, et autres qualifications

1973 : Maîtrise de droit, diplôme avec mention bien, Université « St. Climent Ohridsky » de Sofia ;

1975-1979 : Doctorat en droit pénal, Académie des sciences de Bulgarie, Institut de droit et d'administration de l'Etat ;

1989 : Qualification en tant que professeur de droit pénal ;

1982-1996 : de nombreuses spécialisations en droit pénal. Il convient de mentionner : Max Planck Stipendium, Institut Max Planck de droit pénal étranger et international à Fribourg (Allemagne) et maître assistante en droit pénal dans le cadre du programme TEMPUS, Université d'Athènes (Grèce).

III. Activités professionnelles pertinentes*a. Activités judiciaires*

1988-1989 : bureau du procureur à Sofia.

b. Activités juridiques non judiciaires

1975-1995 : Académie des sciences de Bulgarie, Institut de droit et d'administration de l'Etat, agent de recherche, professeur ;

1995-1999 : Professeur de droit pénal, Université du Sud-Ouest « Neofit Rilsky », Blagoevgrad ;

1992-2007 : Professeur de droit pénal, chef du département « droit public », vice-recteur, doyen de la faculté de droit, Université libre de Burgas ;

2005 : Présidente du groupe d'experts sur les principales réformes du Code pénal.

*c. Activités professionnelles non juridiques : Aucune***IV. Activités et expérience dans le domaine des droits de l'homme**

2005-2007 : Présidente du Conseil d'experts de l'Association pour la réinsertion des détenus, ONG ;

2005 : Membre du programme « Prisonniers politiques en Azerbaïdjan – Elaboration d'un mécanisme de contrôle public efficace ». Ce programme a été mis en œuvre par 21 ONG en Azerbaïdjan et par l'Association pour la réinsertion des détenus ;

2005 : Présidente d'une réunion d'experts sur « La lutte contre le terrorisme et les droits de l'homme » ;

2006-2007 : Directrice du projet de recherche intitulé « Accès à la justice ».

V. Activités publiques*a. Postes dans la fonction publique*

2002-2007 : Membre de la Commission des grâces auprès du Président de l'administration bulgare ; membre du Conseil d'élaboration des programmes auprès du Centre de formation des magistrats, Institut national de la justice.

b. Mandats électifs

2006-2007 : Membre du Conseil d'administration de l'Université libre de Burgas.

*c. Fonctions exercées au sein d'un parti ou d'un mouvement politique : Aucune***VI. Autres activités***a. Domaine*

Membre de l'Association internationale de droit pénal ;
Membre de l'International Law Association, Londres, International Criminal Court Committee.

b. Durée

Depuis 18 et 5 ans, respectivement.

VII. Travaux et publications

Deux ouvrages et plus de 40 articles, dont les plus importants sont intitulés :

- « The Amnesty as a problem in the Bulgarian criminal law » ;
- « Responsibility and Reprehension » ;
- « Criminal Policy in Bulgaria » ;
- « The criminal law reform and the European standards ».

VIII. Langues

Langues	Lu			Ecrit			Parlé		
	TB	B	AB	TB	B	AB	TB	B	AB
a. Langue maternelle Bulgare									
b. Langues officielles									
Anglais	X			X			X		
Français	X				X			X	
c. Autres langues									
Allemand	X			X			X		
Russe	X			X			X		

IX. Autres éléments pertinents

X. Je confirme par la présente que je m'installerai de manière permanente à Strasbourg si je suis élue juge à la Cour.

CURRICULUM VITAE
Snejinka SAPOUNDJIEVA

I. Etat civil

Nom, prénom : SAPOUNDJIEVA Snejinka
Sexe : Féminin
Date et lieu de naissance : 2 janvier 1949, Koubrat, Bulgarie
Nationalité : Bulgare

II. Etudes et diplômes, et autres qualifications

Juin-Juil. 1991 Université de Nice Sophia Antipolis Formation sur les problèmes de la concurrence

1990 Ministère de la Justice
Cycle de perfectionnement pour magistrats sur les problèmes du contentieux et du droit civil

Mai-Juin 1981 Centre international de l'Enfance, Paris
Ecole nationale de la magistrature, Bordeaux
Formation sur la justice des mineurs, la protection des jeunes, les problèmes de l'enfance délinquante et l'enfance en danger

1976 Ministère de la Justice
Cycle de perfectionnement pour magistrats sur les problèmes du contentieux civil et de la procédure pénale

1968-1972 Université de Sofia « St. Clément d'Ochride », Faculté de droit Diplôme d'études supérieures en droit

1963-1968 Ecole de langue française « Frédéric Joliot-Curie », Varna Diplôme d'études secondaires

III. Activités professionnelles pertinentes

a. Description des activités juridiques

Novembre 1983 - Octobre 1992 Juge, Tribunal de la ville de Sofia
Septembre 1980 - Novembre 1983 Présidente des chambres civiles, Tribunal de district de Sofia

Juillet 1979 - Septembre 1980 Juge, Tribunal de district de Sofia
Juillet 1974 - Juillet 1979 Juge, Tribunal de district de Razgrad
Mai 1973 - Mai 1974 Candidat judiciaire, Tribunal de la ville de Sofia

b. Description des activités juridiques non judiciaires

Depuis 1993 Avocate, membre du Barreau de Sofia
Septembre 1990 - Juillet 1999 Chargée des travaux dirigés de droit de procédure civile, Université de Sofia

c. Description des activités professionnelles non juridiques : Aucune

IV. Activités et expérience dans le domaine des droits de l'homme

En tant qu'avocate, j'ai plaidé dans de nombreuses affaires touchant aux divers aspects des droits de l'homme devant les juridictions bulgares, notamment le droit de jouir librement de ses biens, le

droit d'accès à un tribunal et à un procès équitable, ainsi que le droit au respect de la vie privée et familiale.

En tant que chargée des travaux dirigés à l'Université de Sofia, j'ai enseigné certains aspects des droits de l'homme, en relation notamment avec le droit de procédure civile, tels le droit à un procès équitable, le principe d'égalité des armes, l'exigence d'un jugement motivé etc.

En tant que magistrat siégeant au tribunal de district de Razgrad, j'ai statué sur des affaires pénales impliquant des mineurs, en appliquant les principes spécifiques gouvernant ce type de procédures afin d'assurer le respect des droits des mineurs. J'ai également suivi une formation sur les problèmes de la justice des mineurs.

V. Activités publiques

- a. *Postes dans la fonction publique* : Aucun
- b. *Mandats électifs* : Aucun
- c. *Fonctions exercées au sein d'un parti ou d'un mouvement politique* : Aucune

VI. Autres activités

Membre de la Commission pour la prévention de la délinquance des mineurs (1974-1979) ;
Membre d'une association pour la protection des monuments culturels (1972-1974)

VII. Travaux et publications

VIII. Connaissances linguistiques

Langues	Lu			Ecrit			Parlé		
	TB	B	AB	TB	B	AB	TB	B	AB
a. Langue maternelle Bulgare									
b. Langues officielles									
Anglais		X				X			X
Français	X			X			X		
c. Autres langues									
Russe		X				X		X	
Italien			X			X			X

IX. Autres éléments pertinents

X. Je confirme par la présente que je suis disposée à résider en permanence à Strasbourg si je suis élue juge à la Cour européenne des Droits de l'Homme.